

الشرق الأوسط

NICATION

at est prêt
relais des 1993



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14334 - 8 F
MARDI 26 FÉVRIER 1991
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

L'opération d'encerclement du Koweït

Jusqu'où ?

Les forces alliées ont progressé sans rencontrer de grande résistance
et ont fait environ vingt mille prisonniers irakiens

Mitterrand l'a rappelé dimanche soir : « Il n'y a qu'un objectif à l'action des forces de la coalition, il n'y en a pas deux », et cet objectif est la libération du Koweït, même si elle nécessite « des manœuvres enveloppantes, ce qui exige que l'on pousse vers le territoire irakien ». Les question donc, pour les troupes alliées, de se diriger vers la capitale irakienne afin d'y renverser Saddam Hussein, même si celui-ci est aussi « incorrigible » que « suicidaire ». « Le Koweït n'est pas dans la direction de Bagdad. »

On ne peut qu'approuver la prise de position du président de la République. L'avenir de Saddam Hussein est du ressort des Irakiens, auxquels il a imposé en dix ans des guerres aussi vaines que meurtrières et l'intérêt de la coalition n'est surtout pas de s'installer dans une guerre au sol en Irak.

Il n'en reste pas moins que la suite des événements ne va pas dépendre que des alliés. La faiblesse de la résistance des unités irakiennes occupant le Koweït fait déjà craindre une nouvelle ruse du dictateur de Bagdad : ne cherche-t-il pas, en pratiquant une politique de la retraite en profondeur et de la terre brûlée - chère aux conseillers militaires soviétiques, qui ont formé son armée - à attirer l'adversaire sur son propre terrain, dans l'espoir de donner quelque crédit à sa propagande, selon laquelle la coalition chercherait en fait à exterminer le peuple irakien ?

A supposer que l'offensive terrestre se poursuive au même rythme et avec le même succès que le premier jour, les coalisés risquent très vite d'être confrontés à un grave dilemme si Saddam Hussein est toujours capable non seulement d'envoyer des Seud sur Israël et sur l'Arabie saoudite, mais aussi de menacer le territoire du Koweït libéré grâce à son artillerie à longue portée, ses missiles Frog, voire des opérations aériennes « kamikaze », pour ne rien dire d'un éventuel recours aux armes chimiques.

AUTRE question délicate à laquelle devront répondre les coalisés, s'il se confirme que les troupes irakiennes ont emmené en otage des milliers de citoyens koweïtiens : la communauté internationale peut-elle tolérer des pratiques qui relèvent du génocide ? De même, peut-elle passer sur les destructions gratuites effectuées dans tout le Koweït et sur les atrocités déjà avérées dont a été victime la population civile de l'émirat ?

Toutes ces questions ne sont pas encore d'actualité, mais elles risquent de l'être très vite. Les réponses, encore une fois, ne sont pas évidentes tant serait désastreuse une campagne militaire sur le sol irakien. La coalition choisira-t-elle de poursuivre ses opérations aériennes contre un Irak refusant de déposer les armes ? Maintenendra-t-elle le blocus économique et militaire de l'Irak aussi longtemps que Saddam Hussein règnera à Bagdad ? C'est loin d'être impossible. Souhaitons cependant qu'un des effets « induits » - pour reprendre l'expression de M. Mitterrand - d'une cuisante défaite au Koweït soit la mise à l'écart, par les siens, d'un homme aussi « incorrigible ».

Un porte-parole de la 2^e division de marines américaine, cité par la radio saoudienne, a déclaré, lundi 25 février, que les forces alliées consolidaient leurs positions autour de la ville de Koweït « pour se préparer » à y entrer. A l'ouest de l'émirat, complétant une manœuvre en tenaille, blindés américains, britanniques et français continuaient de progresser en direction de la garde républicaine irakienne,

jusqu'à la retranchée de part et d'autre de la frontière irako-koweïtienne. Des pilotes alliés ont déclaré avoir vu pour la première fois des chars de ce corps d'élite faire mouvement vers le sud et les troupes alliées approchant de la capitale koweïtienne. Après avoir affirmé, dimanche, qu'ils avaient repoussé l'offensive allée, les Irakiens ont déclaré lundi avoir reconquis des positions perdues. Selon un officier

koweïtien, les militaires irakiens - entre autres exactions - auraient fait sauter le Parlement et quatre hôtels de luxe à Koweït-Ville.

Le commandant des forces arabes, le général Khaled Ben Sultan, a annoncé qu'environ vingt mille Irakiens ont été faits prisonniers au cours des premières vingt-quatre heures de l'opération, par les forces alliées. Dans son intervention télévisée, dimanche

soir, M. François Mitterrand a repoussé l'idée selon laquelle le déclenchement de l'offensive terrestre aurait pu être évité grâce à l'initiative diplomatique lancée par Moscou. Il a expliqué que les dernières propositions irakiennes étaient inacceptables et beaucoup trop tardives. Il a rappelé que le seul objectif de la guerre était la libération du Koweït.

Une facilité qui inquiète

ROUKI
Frontière koweïto-saoudienne
de notre envoyé spécial

« Nous avons franchi la frontière à l'aube et à 9 heures du matin nous étions déjà à 40 kilomètres à l'intérieur. » Son arme à la main, ce para d'un commando égyptien qui interdit le passage au Koweït paraît bico seul. A la nuit tombée, dimanche 24 février, soit vingt-quatre heures après le début de l'offensive « Tempête du désert », ne

résonnent que les bruits sourds et réguliers des déflagrations. La nuit a absorbé le nuage d'épaisse fumée noire qui monte des puits de pétrole en feu et qui, toute la journée, a obscurci sur un large front la frontière koweïto-saoudienne. Ici, tout paraît désormais calme. Le front s'est déplacé très vite et c'est par camions entiers que les militaires vont de l'avant, suivis de la logistique.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 5



L'échappée « Daguet »

FRONT IRAKIEN
de notre envoyé spécial

« Comme dans du beurre ! » répète l'adjudant, ravi. Et, un peu au-dessous : « Pourvu que ça dure ! ». En deux mots tout est dit. Le soulagement et l'inquiétude. Cinquante kilomètres, mille prisonniers - auxquels il faut en ajouter six cents capturés par les Américains qui accompagnent la division : ce fut dimanche 24 février, jour de grâce de la division « Daguet ». Mais attention à la suite !

Cette échappée de « Daguet » et de ses accompagnateurs américains, on ne l'a pas vue, imaginée tout au plus, comme une randonnée fulgurante et quelque peu monotone. Qu'il suffise de savoir, par exemple, que les mersouins (soldats de l'infanterie de marine) du 3^e RIMA duront ralenti leur marche, encombrés, submergés de prisonniers empressés à se rendre, et de matériel comme s'il en pleuvait.

Plusieurs heures après, notre adjudant n'en revient toujours pas. Et pourtant, il sait de quoi il parle : c'est lui qui règle la circulation. Quel treflet ! En quelques heures, cette portion de désert a pris des

allures d'autoroute du Sud un dimanche soir. Pare-chocs contre pare-chocs, des dizaines de milliers de camions américains bourrés de matériel logistique. Pelleteuses, bétonneuses, citernes, poids lourds débordant de vivres et matériels divers, le tout entrecoupé d'innombrables Humvees, les nouvelles Jeep américaines. Il y a là de quoi reconstruire un émirat ou deux, jusqu'au dernier dérick. Au moins, en tout cas, de rétablir des voies de communication que l'on peut supposer acrobates par les bombardements. « Ça surpasse le débarquement de Normandie en 1944 », assure, lyrique, un officier supérieur.

Pour l'heure, pourtant, dimanche après-midi, ce monstrueux convoi piétine au soleil. Pourquoi ? « Tout est réglé par informatique », soupire l'adjudant. L'ordre d'arrivée prévu des véhicules doit être respecté et certains sont peut-être partis trop tôt. A moins que la raison de l'embouteillage ne soit une halte forcée, plus haut, des combattants qui ouvrent la voie. Allez savoir !

DANIEL SCHNEIDERMAN
Lire la suite page 3

L'euphorie, de nouveau

WASHINGTON
de notre correspondant

Il n'est même plus question de victoire, elle est certaine depuis longtemps, mais de « triomphe », un triomphe « de dimension historique », pour reprendre l'expression de la chaîne NBC. Au second jour d'une offensive terrestre présentée depuis des mois comme inoffensive et redoutable, les Etats-Unis vivent une atmosphère d'euphorie semblable à celle qui avait suivi le déclenchement de la guerre aérienne, il y a un peu plus de cinq semaines. A nouveau, les officiels s'emploient à tempérer un peu l'optimisme général, ouvert par leurs propres déclarations et par la succession de bonnes nouvelles venues du « front ».

M. Bush est « tout à fait satisfait », le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, est « agréablement surpris » et souligne que les pertes américaines sont « extrêmement légères », le général Schwarzkopf décide d'accélérer le rythme des opérations, tandis que de longues files de prisonniers irakiens apparaissent sur les écrans des télévisions américaines, succédant à des semaines de « coups au

but » réalisés par des bombes intelligentes et autres missiles.

L'intense agitation diplomatique des jours qui ont précédé l'offensive, les brefs soucis causés par les velléités d'un Mikhaïl Gorbatchev tenté de jouer les trouble-fête, tout cela est, provisoirement peut-être, oublié. L'offensive terrestre, objet, récemment encore, de tant de descriptions apocalyptiques et de tant de craintes, apparaît à posteriori comme la solution qui s'imposait, l'apothéose finale d'une longue série de succès : 84 % des Américains approuvent son déclenchement, et les trois quarts des Américains veulent pas entendre parler de cessez-le-feu avant l'annexion de Saddam Hussein, (un quart seulement se satisfait de la libération du Koweït).

Au Congrès, les élus connus pour leur hostilité passée à la guerre furent les premiers à se lever pour se mettre pas à l'unisson de l'humeur du public, et certains politologues se demandent quel démocrate pourra être assez fou pour tenter de s'opposer, l'an prochain, à la réélection de George Bush.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 4

- Lire également
- Le film des événements : « Manu militaire » par JACQUES DE BARRIN
 - Une guerre de mouvement face à un adversaire statique par JACQUES ISNARD
 - Les déclarations du président de la République
 - Moscou : des regrets, mais pas de condamnation par SOPHIE SHIHAB
 - Londres : « Les jours qui viennent pourraient être plus difficiles » par DOMINIQUE DHOMBRES
 - Jérusalem : les Israéliens satisfaits de voir l'épreuve finale s'engager ALAIN FRACHON
 - Tokyo : soutien total et « naturel » aux alliés par PHILIPPE PONS
 - Pékin : appel à la « retenue » des alliés par FRANCIS DERON
 - Amman : les Jordaniens ébahis par JEAN GUEYRAS
 - Alger : « En contradiction totale » avec les objectifs de l'ONU par GEORGES MARON
 - Tunis : une « extrême réprobation »
 - La bataille perdue des pacifistes par ALAIN ROLLAT pages 2 à 11
 - L'Irak est-il pauvre ? par VÉRONIQUE MAURUS
 - Le retour en Inde des « millionnaires » déçus par LAURENT ZECCHINI pages 21 et 22

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

200 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

URSS : les partisans de M. Eltsine contre-attaquent

Au lendemain de la manifestation organisée par les conservateurs à l'occasion de la fête de l'armée, les sympathisants de M. Eltsine se sont rassemblés dimanche 24 février à Moscou. page 12

Lendemain de putsch en Thaïlande

L'armée a profité de la faiblesse de la population et du discrédit de la classe politique pour s'emparer du pouvoir sans effusion de sang. page 32

Violences à la Réunion

Le saisis du matériel d'une télévision pirate a entraîné, samedi, dimanche et lundi, des affrontements entre la police et les manifestants. page 32

CHAMPES ÉCONOMIQUES

- Emploi : le retard français.
- La chronique de Paul Febre : « L'idole productivité ». pages 21 à 23

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 32

M0147 - 0226 0 - 6.00 F



SCIENCES
ET MÉDECINE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 650 m; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 6 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 12 KRD; Espagne, 175 PTA; G.B., 70 p.; Grèce, 180 DR; Hongrie, 90 p.; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 180 ESC; Sénégal, 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LA GUERRE DU GOLFE

Dimanche 24 février, 3 h 9 (GMT) : Washington annonce que

Le film des événements

«Manu militari»

De la parole aux actes : les Etats-Unis et leurs alliés ont entrepris, manu militari, dimanche 24 février à 3 heures GMT (4 heures, heure de Paris), la reconquête du Koweït. « Nos forces ont fait du beau boulot mais la guerre n'est pas encore finie », a déclaré, au soir de la première journée de l'offensive terrestre, le général Norman Schwarzkopf, le commandant en chef de l'opération « Tempête du désert ». « Cela se passe mieux que prévu », a constaté, de son côté, M. Mitterrand, ce qui ne préjuge pas l'avenir.

En « sous-sol » totalement, samedi matin, au plan de paix soviétique qui prévoyait un « retrait total et inconditionnel » de ses troupes en 21 jours, l'Irak se posait en victime car il connaissait, par avance, la réponse des Etats-Unis. Cette acceptation est « sans effet » sur l'ultimatum en cours, répliqua la Maison Blanche. Avec l'énergie du désespoir, le président Mikhail Gorbatchev n'en multipliait pas moins les contacts téléphoniques avec plusieurs de ses homologues étrangers pour tenter de rapprocher les propositions soviétiques et alliées, tout en laissant entendre, par la voix de son porte-parole, que Moscou n'exprimerait pas de condamnation en cas d'offensive terrestre.

Quelques minutes avant l'heure d'expiration de l'ultimatum, fixée à 18 heures, heure de Paris, Bagdad subissait des bombardements incessants tandis qu'un trente-septième missile Scud était tiré en direction d'Israël. Un porte-parole militaire américain faisait alors état d'une « campagne de terreur » au Koweït, l'armée irakienne se livrant à des « atrocités » et à

une « campagne systématique d'exécutions ». Saddam Hussein, lui, étudiait, avec les « responsables concernés », la formation « d'un gouvernement démocratique » dans ce qui fut, trop brièvement à son goût, la « dix-neuvième province » du pays.

Faux espoir

Passée l'heure fatidique de l'ultimatum, la président George Bush « regrettait » le silence de l'Irak. Qui, quoiqu'il en soit, avait espéré à New-York, au palais de verre des Nations unies où le Conseil de sécurité, en mal d'utilité, était réuni en session informelle : l'Irak n'a pas accepté les conditions des alliés, comme l'aurait supposé le représentant soviétique. En début de soirée, M. Gorbatchev proposait à M. Bush de suspendre, « pour un jour ou deux », l'ultimatum que Bagdad qualifiait alors de « grand guignol », promettant de « s'y accorder aucune attention ».

Dix heures après l'expiration de l'ultimatum, à 4 heures, heure de Paris, M. Bush, de retour de sa résidence de Camp David, annonçait, suite à « d'intensives consultations avec nos partenaires de la coalition », que « la libération du Koweït est entrée dans sa phase finale ». Il ordonnait au général Schwarzkopf d'utiliser « toutes les forces disponibles, y compris terrestres » pour bouter les troupes irakiennes hors de l'émirat. M. Dick Cheney, le secrétaire américain à la défense, précisait que les mouvements des unités militaires alliées « devaient être soigneusement protégés », les réunions de presse « sont suspendues jusqu'à ce que nous ayons

Saddam Hussein confirmait, lui-même, dimanche matin, le déclenchement d'une offensive terrestre « de grande envergure » et encourageait ses soldats à combattre, « sans pitié » et « en croyant », les forces de la coalition. Il accusait de « trahison » l'abbé Bush et son agent le maudit Fahd pour avoir ouvert les hostilités au moment même où le Conseil de sécurité de l'ONU était en réunion. Radio-Bagdad en rajoutait : « Les alliés sont en train de se suicider sur les frontières de l'Irak et meurent comme des mouches ».

« Agréable surprise »

« Soulagé » par la bonne nouvelle de l'offensive terrestre, Israël décrétait, par mesure de précaution, un couvre-feu général, « jusqu'à nouvel ordre », en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, déclarées « zones militaires fermées ». De son côté, le Jordanien réagissait avec « douleur » et « colère » tandis que le Tunisien exprimait son « extrême réprobation » et que le président algérien dénonçait « l'attaque sauvage ». Le ton était beaucoup plus mesuré du côté de Téhéran et de Moscou qui, ces derniers jours, avaient joué les bons offices. Le président iranien « regrettait » le déclenchement de l'offensive terrestre, tout en déclarant que Bagdad était « trop tardé » à réagir. L'Union soviétique, plutôt dépitée par le cours des événements, se regrettait, elle aussi, « qu'on ait laissé passer une réelle chance de règlement pacifique du conflit » sans, pour autant, s'avouer vaincue.

Douze heures après le déclenchement des hostilités, le gé-

ral Schwarzkopf s'avouait « ravi des progrès de la campagne », qualifiant de « léger » le contact avec l'ennemi. Il faisait état de pertes alliées « extrêmement faibles » et de plus de 5 500 prisonniers irakiens. Le général Michel Roquejeoffre, le commandant du dispositif « Deguet », indiquait, de son côté, que les troupes françaises avaient déjà pénétré de plus de 50 kilomètres en territoire irakien, qu'elles avaient capturé plus d'un millier d'ennemis et n'avaient eu à déplorer qu'un blessé léger par mine.

Au même moment, Radio-Bagdad assurait que l'offensive alliée « avait, jusqu'à présent, complètement échoué » et que les troupes irakiennes « contrôlaient totalement la situation », infligeant de « très lourdes pertes » à l'agresseur. Au fil des heures, elle multipliait les communiqués « vengueurs », appelant les « héroïques soldats » à sauver le pays « de l'abîme et de l'esclavage ».

Les troupes de Bagdad en mouvement

Outre-Atlantique, dimanche soir, l'humeur était sereine. On faisait état de onze morts dans les rangs américains dans les douze premières heures du conflit. M. Bush se déclarait ainsi « tout à fait satisfait » du déroulement de l'offensive. M. Cheney se disait « agréablement surpris » et M. James Baker, le secrétaire d'Etat, jugeait que « les choses allaient très, très bien ». Au point que le général Schwarzkopf, prenant en compte le fait que les objectifs avaient été atteints plus tôt que prévu, avançait d'une demi-journée l'ordre d'attaque de certaines unités. « Il n'y a pas de

raison de les retenir », confiait-il.

Pratiquant une stratégie d'« enveloppement », les forces alliées ont percé, en plusieurs endroits, les lignes ennemies. Plus de 2 000 soldats américains ont été ainsi aéroportés sur le territoire irakien avec leur matériel et leur ravitaillement. Cette opération, conduite par plus de 300 hélicoptères, a été appuyée par des tirs de barrage des unités navales. Lundi matin, les troupes de la coalition étaient aux portes de Koweït-Ville et consolidaient leurs positions. A cette heure, elles avaient déjà fait au moins 14 000 prisonniers.

Aucun engagement massif n'a encore eu lieu. La seule riposte notable a été le tir sans effet de plusieurs missiles Scud contre l'Arabie saoudite et Israël. Mais, comme le soulignent les experts militaires, les troupes alliées n'ont été, jusqu'à présent, confrontées qu'à des unités irakiennes de second ordre, composées de conscrits. Le facteur décisif sera la rencontre avec les 150 000 hommes de la redoutable garde républicaine dont on signale, lundi matin, des mouvements, comme si celle-ci se portait au devant de ses adversaires.

Une guerre de quatre jours, suivie d'opérations de ratissage, comme les optimistes tentaient de s'en persuader, du côté de Washington, au vu des résultats de cette première journée ? « Il y a un risque que la guerre se prolonge », a estimé M. Pierre Joxe, et ne soit une épreuve très cruelle » même si les troupes irakiennes « ne semblent pas tellement convaincues » de la justesse de leur djihad.

JACQUES DE BARRIN

Une journée de dupes à l'ONU

L'ONU a connu une véritable journée de dupes, samedi 23 février, où, croyant pouvoir encore influencer sur le cours de la guerre, le Conseil de sécurité s'est réuni, au moment même où le président Bush annonçait le déclenchement de la phase terrestre dans le Golfe.

NEW-YORK

de notre correspondant

Au moment même où le Conseil de sécurité se réunissait dans la soirée du samedi 23 février pour examiner les dernières possibilités de parvenir à un règlement diplomatique dans la guerre du Golfe, le président Bush annonçait sur les écrans de télévision l'ordre donné aux forces alliées « d'expulser l'armée irakienne du Koweït ». A la suite de cette « simple coïncidence », selon les propos de l'ambassadeur américain aux Nations unies, M. Thomas Pickering, illustrant parfaitement la vanité de cette ultime tentative pour rapprocher des positions désormais inconciliables, le Conseil de sécurité était déjà réuni sur le terrain.

Cette journée de dupes a connu son temps forts en fin de matinée lorsque, à quelques minutes de l'expiration de l'ultimatum fixé par les Etats-Unis à l'Irak, le Conseil de sécurité, réuni en séance formelle mais toujours à huis clos, entendait les déclarations du représentant soviétique. Evoquant des informations en provenance de Moscou et sur lesquelles il lui était difficile d'être plus précis, son devoir d'apprendre par la suite qu'ils provenaient d'une conversation téléphonique entre M. Tarek Aziz qui se trouvait à l'aéroport, en partance de la capitale soviétique, et le bureau de M. Gorbatchev, l'ambassadeur Youli Vorontsov faisait état « d'éléments qui pourraient apparaître comme une réaction positive du ministre irakien des Affaires étrangères » au plan américain.

Aussitôt répercuté à l'extérieur mais déformé, ce passage de l'intervention du délégué soviétique, même fortement atténué par M. François Giulliani, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, sorti précipitamment pour éviter toute interprétation erronée, relançait les spéculations.

A l'intérieur, où la tension était extrême, le Conseil était clairement divisé entre les partisans d'une ultime recherche de plan de paix (notamment l'URSS, la Chine, l'Inde, le Yémen, Cuba) à travers

une fusion des conditions soviétiques et américaines adressées au président Saddam Hussein et ceux qui, sans le dire ouvertement, y étaient résolument hostiles (notamment la coalition armée : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France), estimant, en privé, que « tout cela était dépassé ». Présent dans la salle (à l'exceptionnelle pour une réunion à huis clos du Conseil), M. Javier Perez de Cuellar faisait une courte déclaration avant la suspension de séance pour rapporter l'obligation du Conseil « de soutenir les principes qui ont débouché sur les résolutions du Conseil de sécurité mais aussi l'impératif moral suprême de prévenir la destruction d'autres vies. Deux objectifs qui ne sont pas irréconciliables ».

« Echec du Conseil de sécurité... »

Après une longue série de consultations bilatérales entre la présidence du Conseil (assurée par le Zimbabwe) et les quinze pays membres, cette instance se réunissait pour entendre le résultat de ces efforts de dernière minute. Mais la confirmation du début des combats terrestres rendait naturellement caduque toute tentative. Quitte le premier le Conseil avant la fin de la nuit, l'ambassadeur du Yémen, très ému, déclara : « Nous devons être francs vis-à-vis du monde entier. Nous sommes en pure perte face à une attaque terrestre qui constitue une injustice. Alors que quelques points pouvaient être réglés par la négociation, des milliers de gens vont mourir. Nous pouvons blâmer Saddam Hussein mais l'Irak avait enfin accompli le geste attendu. Nous assistons clairement à un échec du Conseil de sécurité et du nouvel ordre mondial qui a utilisé l'ONU comme une couverture ».

Dans une très courte intervention, l'ambassadeur américain a ensuite expliqué que le Conseil avait constaté « des différences de vues » à propos d'un éventuel rapprochement des deux textes, ce qui avait conduit à l'ajournement de ses travaux. Son homologue britannique, Sir David Hannay, a rappelé que « Saddam Hussein n'a pas répondu à l'appel lancé par le président Bush », le rôle du Conseil étant désormais « de suivre l'application de la résolution 678 » préconisant le recours à « tous les moyens » pour rendre au Koweït sa liberté. Les représentants des trois autres membres permanents de l'instance suprême de l'ONU (URSS, Chine, France), n'ont fait aucune déclaration.

SERGE MARTI

De la diplomatie au combat

Voici le chronologie des événements - en heure française - à compter de l'acceptation du plan de paix soviétique par l'Irak, annoncée samedi matin 23 février par le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, à Moscou :

SAMEDI 23 FÉVRIER

17 h 34 : le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit à huis clos.
17 h 47 : nouveau bombardement intensif sur Bagdad, une demi-heure avant l'expiration de l'ultimatum allié.
17 h 50 : un missile Scud irakien est tiré contre Israël. Aucune victime.

18 heures : l'ultimatum des forces alliées à l'Irak expire.

19 heures : le président Bush dit « regretter » que M. Saddam Hussein n'ait rien fait pour montrer son intention de se retirer du Koweït et annonce que « l'action

militaire se poursuit conformément aux plans ».

19 h 36 : l'Irak déclare que son armée est prête pour la guerre terrestre et qualifie l'ultimatum américain de « grand guignol ».

18 h 45 : « Les opérations militaires continuent de se dérouler selon les plans prévus », indique un communiqué de la présidence française. La France « constate et déplore que M. Saddam Hussein ait refusé la possibilité d'aboutir sous l'égide de l'Organisation des Nations unies à la libération du Koweït ».

20 h 47 : M. Izzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution irakienne, déclare que l'Irak ne se pliera pas à l'ultimatum lancé par les alliés.

DIMANCHE 24 FÉVRIER

2 h 44 : un Scud irakien tiré sur Ryad est intercepté en vol par des missiles antimissiles Patriot.

3 h 9 : Washington annonce que les forces alliées ont lancé une offensive terrestre contre les troupes irakiennes au Koweït.

La déclaration du président George Bush annonçant l'offensive

« La libération du Koweït est à présent entrée dans sa phase finale... »

Voici le texte intégral de la déclaration faite samedi 23 février par le président George Bush pour annoncer le début de la phase terrestre de la guerre du Golfe :

« Bonsoir. Hier [vendredi], après avoir conféré avec mes principaux conseillers pour les affaires de sécurité nationale et à la suite de larges consultations avec nos partenaires au sein de la coalition, une dernière chance a été donnée en termes très explicites à Saddam Hussein pour faire ce qu'il aurait dû faire il y a plus de six mois : se retirer du Koweït sans condition et sans délai et se plier entièrement aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Il est regrettable que l'échéance de midi [la fin de l'ul-

timatum était fixée à samedi midi, heure de Washington, soit 18 heures, heure de Paris] soit passée sans que la gouvernement d'Irak répondît aux exigences de la résolution 660 et présentât dans les termes spécifiés par la coalition. Au contraire, nous avons été les témoins d'un redoublement des efforts de destruction complète du Koweït et de son peuple entrepris par Saddam Hussein.

En conséquence, j'ai donné l'instruction au général Norman Schwarzkopf, de concert avec les forces de la coalition, d'utiliser toutes les forces disponibles, y compris terrestres, pour expulser l'armée irakienne du Koweït.

Je tiens à rappeler que cette décision n'a été prise qu'à l'is-

sua de consultations intensives avec nos partenaires de la coalition.

La libération du Koweït est à présent entrée dans sa phase finale. J'ai une entière confiance dans la capacité des forces de la coalition à accomplir leur mission rapidement et de manière décisive.

Ce soir, alors que cette coalition de pays cherche à accomplir ce qui est juste et équitable, je vous demande seulement de tous d'arrêter ce que vous êtes en train de faire et de dire une prière pour toutes les forces de la coalition, et spécialement nos hommes et femmes au front, et ce moment même, plaçant leur vie pour leur pays et pour nous tous.

Que Dieu bénisse et protège chacun d'entre eux et qu'il bénisse les Etats-Unis d'Amérique. » - (AFP.)

9 h 50 : les éléments d'une brigade des forces koweïtises ont atteint l'entrée de Jahra (à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Koweït), affirme l'agence koweïtise KUNA.

10 h 15 : Bagdad est frappée par quatre missiles, selon l'agence irakienne IRNA.

12 heures : l'URSS regrette l'offensive terrestre contre l'Irak, estimant qu'il restait « une chance » de parvenir à un règlement pacifique, déclare le porte-parole des affaires étrangères soviétiques.

12 h 30 : interception de deux missiles Scud irakiens tirés sur Hafar-al-Batio (nord-est saoudien).

13 h 42 : l'Irak déclare que ses troupes ont repoussé l'assaut allié et ont la situation « bien en main ».

15 heures : le commandant en chef des forces alliées, le général Norman Schwarzkopf, déclare que tous les objectifs du premier jour de l'offensive ont été atteints, que les alliés n'ont rencontré qu'une faible opposition de la part des 500 000 hommes de l'armée irakienne, et qu'ils ont fait 5 500 prisonniers.

17 h 25 : la division Daguet et les forces américaines qui la renforcent ont avancé de plus de 50 kilomètres en territoire irakien et capturé plus d'un millier de prisonniers, indique le général Michel Roquejeoffre.

19 h 10 : onze soldats américains ont été tués depuis le début de l'offensive terrestre, annonce CNN.

20 h 5 : le président Mitterrand déclare à la télévision que l'offensive terrestre se déroule pour l'instant « mieux que prévu ».

22 h 15 : le général Schwarzkopf donne l'ordre d'accélérer le rythme des opérations.

LUNDI 25 FÉVRIER

2 h 30 : un missile Scud irakien tombe dans le sud d'Israël. Ni victimes, ni dégâts.

4 h 30 : seconde alerte en Israël.

5 h 30 : Radio-Bagdad réitère les affirmations selon lesquelles les forces irakiennes ont repoussé l'offensive terrestre et affirme que les troupes ennemies vaincues sont en train de « rouler dans leur sang et leur honte ».

8 heures : les forces alliées ont pénétré profondément à l'intérieur du Koweït et sont prêtes à entrer dans la ville de Koweït, annonce la radio saoudienne.

8 h 40 : les forces alliées ont capturé environ 14 000 prisonniers irakiens au cours des premières vingt-quatre heures de leur offensive terrestre, annonce un porte-parole militaire américain.

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

LA GUERRE DU GOLFE

les forces alliées ont lancé une offensive terrestre au Koweït

Une guerre de mouvement face à un adversaire statique

En pénétrant simultanément à plusieurs points du territoire koweïtien, les coalisés ont imposé une guerre de mouvement aux irakiens, qui ont plutôt la pratique d'une guerre de positions. Mais, pour autant, les alliés ne se sont pas encore attaqués à ce qui constitue le « noyau dur » du dispositif irakien, à savoir la garde républicaine, à cheval sur la frontière entre l'Irak et le Koweït. C'est peut-être ce qui explique le silence prudent des commentateurs, dans les États-majors, au lendemain des premières trente-six heures de la nouvelle phase aéroterrestre des opérations destinées à libérer l'émirat.

Après trente-huit jours de bombardements aériens de l'Irak, puis après le pilonnage des premières lignes irakiennes au Koweït, les coalisés ont entamé progressivement, depuis le début de la semaine dernière, dans une série de reconnaissances agressives et d'incursions rapides en territoire koweïtien. Il s'est agi de créer des brèches dans les défenses irakiennes et de déceler les emplacements qui serviraient ensuite au déploiement allié.

Ces opérations coups de poing, appuyées par des raids aériens et des tirs d'artillerie, ont conduit à affaiblir et à démoraliser les troupes irakiennes au Koweït, qui ont perdu le tiers de leur potentiel blindé et mécanisé, et environ la moitié de leurs pièces d'artillerie. Mais ces bilans varient beaucoup d'une formation à une autre. Certaines unités – celles des premières lignes, souvent les moins aguerries dans le dispositif irakien – sont très éprouvées et pratiquement hors de combat. D'autres – celles qui sont maintenues en réserve, comme les formations de la garde républicaine, mieux entraînées, mieux encadrées et mieux équipées aussi – ont probablement gardé des capacités non négligeables si elles devaient mener des contre-offensives.

Empêcher la réplique chimique

Après l'échec de leur ultimatum, les alliés ont donc été conduits à développer la phase aéroterrestre, en prononçant les attaques de plus grande envergure qu'ils avaient toujours planifiées de monter dès la conception de l'opération « Tempête du désert ». Si jamais la solution diplomatique n'aboutissait pas, ces attaques ont été menées dans le but de bouleverser toutes les premières lignes adverses à la fois, en visant le centre du Koweït et en le contourant sur ses marges.

En programmant une guerre de mouvement destinée à semer la confusion à l'ouest, à l'est et sur le centre de gravité du dispositif irakien, la coalition a, jusqu'à présent, empêché son adversaire de répliquer par des actions chimiques sur des forces qui ont évité de se concentrer et de se fixer.

L'offensive a été généralisée par des alliés, qui ont ainsi conservé l'initiative des opérations. Plus les points d'attaque étaient, en effet, multiples, plus l'initiative était du côté de la coalition et plus la résistance, en face, devenait difficile à organiser.

Des éléments aéroterrestres de onze armées de terre alliées, les avions de neuf armées de l'air et les navires de quatre armées de guerre ont coordonné leurs actions contre le Koweït. Avec, au centre, une série d'opérations échelonnées, conçues pour fixer l'adversaire et, sur les flancs, de puissantes manœuvres d'enveloppement pour tenter de couper de leurs arrières les troupes irakiennes au Koweït grâce à des raids terrestres, aéroportés, hélicoptères et amphibies.

L'inconnue de la garde républicaine

Ce schéma d'attaque est relativement classique face à un adversaire traditionnellement statique et, de surcroît, désarticulé ou démotivé par une aviation et une artillerie qui ne lui ont jamais laissé de répit.

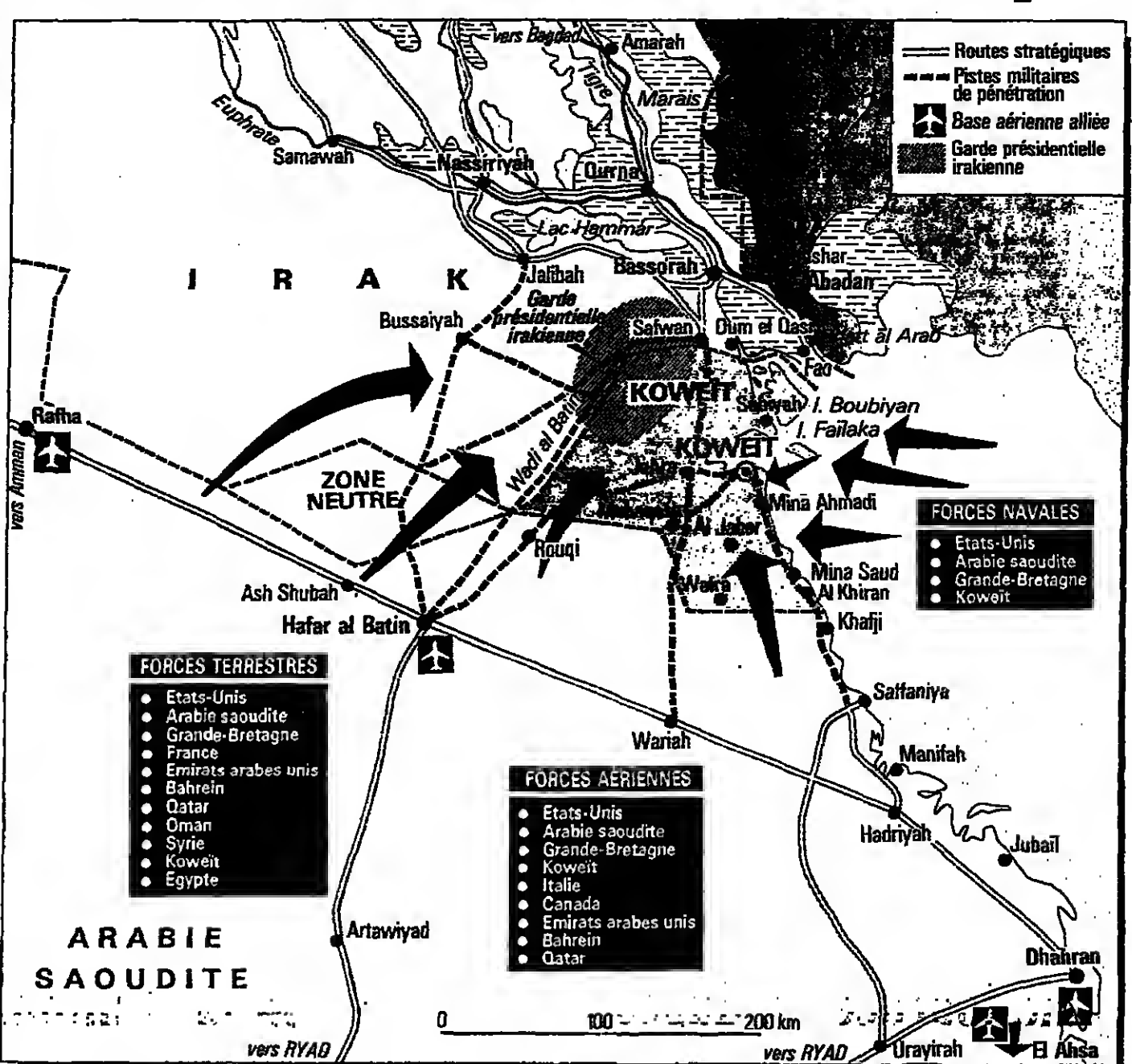
Organisé sur le mode soviétique, le dispositif irakien présente plusieurs lignes de défense, avec des unités d'inégale valeur. En première ligne, des formations de réserves et de miliciens, jeunes et vieux, qui ne sont pas absolument convaincus de la nécessité de continuer les affrontements dès lors qu'ils croient de plus en plus à l'éventualité d'un abandon du Koweït par M. Saddam Hussein. En seconde ligne, des unités de l'armée régulière plus aguerries, mais affaiblies et probablement démoralisées. Enfin, derrière, en réserve pour des contre-offensives, un corps plus sûr et plus dur, formé des divisions de la garde républicaine.

Dans les États-majors alliés, on a noté la résistance moins vive que prévu des premiers combattants irakiens. Les soldats, qui n'ont même pas engagé les hostilités et qui se sont rendus relevaient des deux premières lignes. De l'aveu de M. François Mitterrand, qui évoquait l'inconnue de la garde républicaine, il semble que les meilleures unités de M. Saddam Hussein, basées à la lisière koweïto-irakienne, ne soient pas encore entrées en action.

C'est dans la perspective de leur engagement que l'opération en cours consiste à déployer, derrière les troupes d'assaut, une logistique suffisante pour passer, lorsqu'il le faudra, à une nouvelle étape de la bataille, qui verra à démanteler la garde républicaine. C'est une manœuvre combinée, délicate à conduire de front si l'on ne veut pas présenter un objectif à des contre-attaques éventuelles.

La question demeure de savoir si le chef de l'Etat irakien a intérêt à mettre sa garde précieuse en mouvement, au risque de la « consumer » ou si, tout au contraire, il n'en aurait pas davantage besoin pour l'après-guerre, dans l'espoir qu'elle contribue par sa seule menace à la sauvegarde du régime actuel.

JACQUES ISNARD



L'échappée « Daguet »

Suite de la première page

En tout cas, l'adjudant – qui, la veille encore, ignorait ce qui se tramait – régule le trafic avec une obstination de motard accordant la priorité, par exemple, aux convois de munitions, autorisés à doubler toute la file.

Cette fois-ci, donc, a été explorée la nuit dernière par « Daguet ». Mais où était-elle, cette division « Daguet », dimanche en fin d'après-midi? Nulle trace. A coup sûr, ses régiments les plus avancés, légionnaires et spahis, sont loin, très loin devant, comme avalés par le désert. « A 50 kilomètres », dira

l'état-major en fin d'après-midi. Ce qui corrobore un pilote d'hélicoptère croisé près de la frontière. Il a effectué dans la journée des missions de reconnaissance. La veille, il a tiré trois missiles sur trois véhicules blindés irakiens, touchés tous les trois. « Ça ne fait pas plaisir, bien sûr, mais c'était eux ou moi. Et puis, moi, je n'ai pas envahi le pays du copain. » Il a vingt-huit ans et va se marier à son retour.

Ces escarmouches mises à part, le plus frappant reste cette absence de toute trace de combat aux alentours de la frontière. Oui, les Français ont pénétré en Irak comme dans du beurre, sans rencontrer aucune résistance.

armes qui ont insulté la Terre sainte. Dans la cour, une curieuse stèle de pierre portant naïvement dessinée et presque effacée la carte de la Palestine (Israël). C'est tout. Non, les marabouts n'ont pas dû avoir trop de mal à passer ce « fortin ».

D'ailleurs, à quel moment ou juste sont-ils passés? En fait, l'offensive terrestre avait commencé bien avant la fin de l'ultimatum fixé aux irakiens. Dès la nuit du vendredi 22 au samedi 23 février, des hélicoptères Gazelle équipés de missiles anti-chars Hot avaient pilonné des objectifs irakiens. Dès samedi, les artilleurs du 11^e RAME avaient reçu l'ordre de « mise en route » de la division « Daguet » et s'étaient en conséquence revêtus de leur combinaison anti-chimique. Quant à l'infanterie française, dès avant la fin de l'ultimatum, elle avait, en certains endroits, franchi la frontière sans retour.

Reste à savoir pourquoi tout s'est déroulé si facilement au cours des premières vingt-quatre heures pour les troupes françaises. Est-ce vraiment, comme l'assurent les officiers, parce que les irakiens n'ont pas décelé l'emplacement de « Daguet »? Il semble a priori que le secret sur lequel le SIRPA veille jalousement ait été, au total, correctement préservé.

Quand bien même les premières lignes auraient-elles subordonné quelque chose, « une armée en déroute ne transmet pas ses renseignements vers le sommet », explique un officier. Toujours est-il que ce ne trouvaient en face de « Daguet » que des troupes de second ordre, aux uniformes approximativement chausés de baskets. Le plus dur pour la division française est certainement encore à venir.

DANIEL SCHNEIDERMAN

Vingt mille prisonniers

Dans un paysage lugubre, sous un ciel bas, un soldat irakien vêtu d'un maillot de corps et d'un pantalon kaki est accroupi, les yeux levés vers ses vainqueurs qui l'entourent en braquant leurs fusils sur lui : les premières images de reddition des soldats irakiens, pathétiques, ont été diffusées dimanche 24 février par les chaînes de télévision américaines.

Dans l'un des reportages, des soldats saoudiens s'efforcent à figurer des prisonniers de guerre irakiens, dont beaucoup ne sont vêtus que d'un caleçon long. Un soldat aide d'un des captifs, choqué ou blessé, à se relever. L'homme, ventripotent, âgé d'une quarantaine d'années, est torse nu. Il se lève et commence à marcher comme un automate : son pantalon menace de lui tomber sur les chevilles. Le Saoudien ramène le pantalon un peu rudement et pousse son captif vers un groupe d'autres prisonniers assis, les mains liées dans le dos.

Une escouade de soldats saoudiens poursuit pendant ce temps le « nettoyage » des abris irakiens

peu profonds, certains détruits, et qui ressemblent plus à ceux construits pendant la première guerre mondiale qu'à ceux bunkers ultra-modernes que les irakiens passaient pour posséder. Ils ont des coups de fusil dans les entrées et appellent en hurlant les occupants à se rendre. On distingue deux corps recroquevillés sur le sol. Un irakien au flanc ensanglanté, les yeux hagards, embrasse deux Saoudiens qui le soutiennent.

Dans le lointain, au sommet d'une crête à peine distincte du désert ocre, un drapeau blanc triangulaire enfile sur un bâton, flotte au vent au milieu des cailloux. A l'horizon, une file interminable de prisonniers s'étend.

Le nombre élevé des prisonniers irakiens faits par les forces de la coalition dès les premières heures de l'offensive terrestre au Koweït pourrait se révéler rapidement un problème. Le commandement américain à Riyad a fait état lundi matin d'un communiqué de presse de quinze mille irakiens capturés ou qui se sont rendus dans les

premières vingt-quatre heures de l'offensive. Quelques heures plus tard, le commandement des forces arabes donnait le chiffre de vingt mille.

Dès avant le lancement des opérations, samedi, le général Perry Smith, expert militaire de la chaîne de télévision américaine CNN, avait estimé que « la collecte des prisonniers sera un des problèmes les plus sérieux » pour les forces de la coalition. Les alliés ont construit des camps pouvant accueillir quelque cent mille hommes. Mais ce chiffre risque d'être dépassé.

Selon les plans du commandement, les prisonniers sont d'abord regroupés à l'arrière des premières lignes. Ils sont ensuite transférés dans des camps à la garde de l'armée saoudienne. La ravitaillement de milliers d'hommes, voire de dizaines de milliers, leur transfert sur plusieurs centaines de kilomètres, ont été prévus de longue date. Un afflux trop brusque aggraverait cependant les difficultés, surtout dans les zones de combats. — (AFP)

« Une armée en déroute »

En atteste la visite de ce poste frontière irakien abandonné. Pendant plusieurs semaines, les marabouts français, qui campaient en face à quelques kilomètres, l'ont tenu au bout de leurs jumelles, y guettant les allées et venues. On a même donné à observer à M. Joxe, en visite à la frontière (le Monde du 7 février), ce redoutable « bunkers ». Les nombreux impacts d'obus alentour attestent que l'artillerie française l'a « traité » comme il fallait. Pourtant, tout laisse penser qu'il était abandonné depuis plusieurs semaines. Peut-être des patrouilles irakiennes y séjourneraient-elles périodiquement. Mais, dans ce bas-relief, tout respire un abandon de longue date. Dans un coin, outre l'indéfectible portrait de Saddam Hussein, un petit manuel sur l'usage des masques à gaz, une boîte de fruits au sirop jordanien, un emballage de savon d'eau de toilette de Paris.

De curieuses harangues, aussi, rédigées en arabe, aux enfants d'Egypte pour empêcher les étrangers de salir le ciel d'Egypte et l'eau du canal de Suez. Signé du « chef Saddam Hussein ». Ou encore, cet « Appel aux Arabes et musulmans à se révolter contre les étrangers

M. Joxe : « Les soldats français ont démarré comme un TGV »

Citant un responsable américain, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a affirmé, dimanche 24 février, au Club de la presse Europe 1-Libération, que « les soldats français ont démarré comme un TGV » pour la reconquête du Koweït. « Il y a un risque que cette guerre se prolonge, et il est cependant ajouté, qu'elle soit une épreuve très cruelle ».

M. Joxe, qui intervenait après l'entretien télévisé du chef de l'Etat, a, à plusieurs reprises, insisté sur le fait que l'objectif des opérations au cours n'était ni l'Irak, ni même Bagdad, « mais la libération du Koweït ». « Nous n'avons aucun contact avec le peuple irakien, ni avec aucun pays arabe (...). Les opérations sont motivées par l'obstination des dirigeants ira-

kiens. Le peuple irakien n'est pas notre ennemi, il est la première victime de Saddam Hussein qui a ruiné son pays et hypothéqué l'avenir pour des années », a dit M. Joxe.

Le ministre de la défense s'est refusé à dire combien de temps la guerre aéroterrestre pouvait encore durer, car le commandement irakien pourrait avoir « une impulsion criminelle », évoquant ainsi implicitement un recours à l'armement chimique.

Selon M. Joxe, des soldats du génie et des commandos français – les premiers pour déminer, les seconds pour assurer la protection – pourraient entrer dans Koweït-Ville et aider à rouvrir l'ambassade de France. Les dispositions seront prises en temps utile pour rouvrir normalement l'ambassade de France.

LA GUERRE DU GOLFE

L'état des opérations militaires après le déclenchement

Le Comité de libération koweïtien à Londres fait état de témoignages et de rumeurs d'atrocités

LONDRES

de notre correspondant

La lumière ne brille qu'à un seul étage de ce luxueux immeuble de bureaux situé au cœur de Mayfair, un des quartiers les plus élégants de la capitale. Aux alentours, dimanche soir, règne le calme traditionnel du week-end britannique. Le téléphone sonne : « Tout le Koweït est libéré. On va hisser le drapeau à minuit... » L'appel vient de Taif, en Arabie saoudite, où se trouve le gouvernement en exil. « Je n'y crois pas. Il y a tant de rumeurs », commente calmement le docteur Jasfar Bebbhani, un des dirigeants du Comité pour la libération du Koweït, qui a installé ici son quartier général.

Le téléphone sonne à nouveau. Les forces de la coalition contrôlèrent plusieurs localités du sud du Koweït, telles qu'Ahmadi, Fabeel et Soubaya. Des

voitures munies de haut-parleurs circulaient dans les rues d'une autre localité également libérée, Sabah-al-Salem, invitant la population à rester dans les maisons jusqu'à ce que la ville ait été « nettoyée ». Cette fois, le docteur Bebbhani y croit. L'information vient directement d'un Koweïtien disposant d'un poste émetteur.

Le téléphone ne cesse de sonner. Le message concerne un Koweïtien réfugié à Londres. Sa femme et ses enfants, restés à Koweït-Ville, sont en bonne santé, mais son père a été emmené en Irak. Un peu plus tard, c'est le Foreign Office. Un assistant de M. Douglas Hogg confirme le rendez-vous du lendemain. Quatre représentants du comité doivent être reçus lundi par le secrétaire au Foreign Office.

La moquette grise de bon ton, le matériel moderne de bureau, photocopieuses, fax et machines à traitement de texte ne dépareraient

pas le cabinet d'un avocat d'affaires ayant pignon sur rue. Les mandantités ne sont d'ailleurs pas absentes. Un agent de change de la City, qui travaille depuis plus de trente ans avec des Koweïtiens, a apporté des statuettes en argent massives de sa femme, « qui a un tempérament d'artiste », et qui illustrent la lutte pour la libération de l'émirat. Celles-ci orneront peut-être bientôt les galeries marchandes reconstruites de la ville de Koweït.

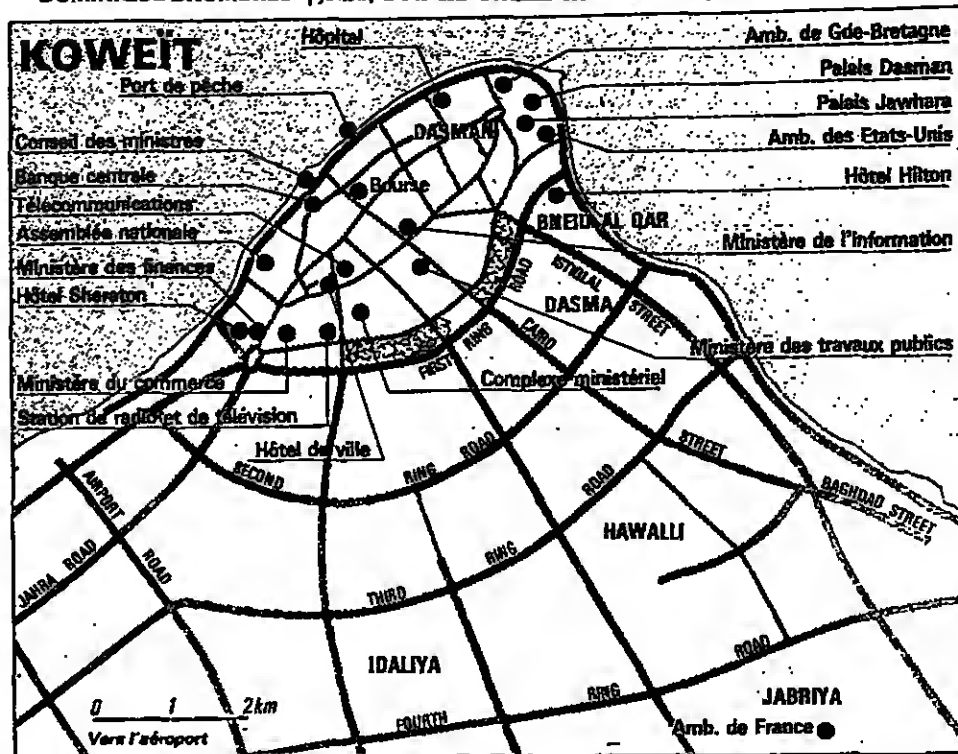
Rafles, exécutions

Les témoignages lointains contrastent avec cette atmosphère de salon. Un Koweïtien a pu entrer en contact par téléphone avec des exilés à Bahrein. Il leur a dit que des soldats irakiens avaient fait monter de force dans des autobus et des camions tous les Koweïtiens de sexe masculin âgés de treize à quarante ans qui s'étaient rassemblés le 22 février, dans les mosquées pour la prière du vendredi. Ils les ont emmenés vers une destination inconnue. Le même témoin parle d'exécutions sommaires dans les rues et estime que huit mille personnes ont été tuées ces derniers jours.

La rafle de vendredi est peut-être destinée à donner aux Irakiens une monnaie d'échange lorsqu'il sera question des réparations de guerre, estime le docteur Bebbhani. Les services de renseignements britanniques, cités par le *Sunday Times*, ont confirmé l'événement et avancé le chiffre de trente mille personnes ainsi emmenées de force. Il s'agit là d'une politique concertée, alors que les exécutions

en pleine rue semblent le fait de soldats livrés à eux-mêmes. Selon un autre témoignage parvenu jusqu'à Londres, un groupe de soldats a fait irruption dans la nuit de samedi à dimanche dans deux blocs d'habitation de Koweït-Ville, chassant les habitants puis les tuant à l'extérieur. Ils se sont ensuite retranchés dans ces deux immeubles en attendant l'arrivée des forces de la coalition.

DOMINIQUE DHOMBRES



Un contrat pour le « pompier volant »

« Red » Adair, la célèbre « pompier volant », a déclaré, dimanche 24 février sur une chaîne de télévision américaine, avoir déjà signé un contrat avec les autorités koweïtiennes en exil pour aller éteindre, le moment venu, les puits de pétrole en feu dans l'émirat. Il devait partir, lundi 25 février, pour l'Arabie saoudite, étant entendu qu'il ne pourrait com-

mencer à travailler qu'une fois la guerre terminée. « Red » Adair n'a pas révélé le montant du contrat. Il a simplement rappelé que chaque puits en feu fait perdre au Koweït 1 000 dollars de pétrole à la minute. Ce qui préoccupe le plus « Red » Adair est de savoir à quelle distance des puits sont les mines posées par les Irakiens... (AP.)

Bagdad envisageait d'installer un système « démocratique » au Koweït

Moins d'une heure avant l'expiration de l'ultimatum des alliés samedi 23 février, l'agence irakienne INA avait annoncé que les bases d'un système politique « démocratique » au Koweït étaient actuellement envisagées par « les responsables concernés ».

Citant des sources proches du Conseil de commandement de la révolution - qui s'est réuni samedi sous la présidence de M. Saddam Hussein - l'INA a ajouté que « ces responsables, en coopération avec les courants religieux et les forces nationales hostiles à l'impérialisme et à l'hégémonie étrangère, étudient sérieusement cette question dans le cas où l'Amérique et ses alliés refuseraient l'initiative soviétique » de paix.

Au lendemain de l'invasion du Koweït, Bagdad avait installé un gouvernement fantôme, qui avait cessé d'exister dès l'annexion de l'émirat le 8 août.

Samedi également, Radio-Bagdad avait mis en garde les alliés

contre une vengeance « impitoyable » en cas d'offensive terrestre, qui prendrait la forme d'opération de commandos sur leur propre sol. « Les Irakiens n'hésiteront pas à leur infliger une défaite non seulement sur le champ de bataille, mais aussi partout où pourront les atteindre les moudjahidins. Les États-Unis, l'Europe et les autres pays de l'alliance sale ne seront pas épargnés par les attaques des fedajines », a affirmé le radio.

L'Irak a, pour la première fois, montré samedi aux journalistes étrangers les dégâts causés par les bombardements aériens aux centrales électriques alimentant Bagdad. Celle de Daura, la plus importante, a été gravement atteinte le 17 janvier, puis bombardée à nouveau deux jours plus tard. D'après un de ses responsables, la centrale avait coûté environ 2,5 milliards de francs ; il a estimé que sa reconstruction coûterait aussi cher et prendrait au moins trois ans. (Reuters, AFP, AP.)

L'appel de M. Saddam Hussein à ses soldats

« Combattez-les ! »

Le président irakien Saddam Hussein a exhorté, dimanche 24 février, ses soldats à résister à l'assaut américain par les forces américaines et alliées. « Si, après 4-11 heures, l'Irak sera plongé dans les ténébreux », a-t-il déclaré.

« Combattez-les ! Combattez-les ! » a-t-il répété à ses troupes dans une allocution de dix minutes diffusée par la radio peu après 10 h 30 (8 h 30 heure de Paris), au cours de laquelle il s'est notamment adressé au président Bush et au roi Fahd d'Arabie saoudite.

M. Saddam Hussein a souligné que l'offensive alliée avait coincé avec une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU prévue pour examiner un plan de paix soviétique et a qualifié le président américain de « perfide ». « Au moment où il était décidé que le Conseil de sécurité se réunirait pour examiner l'initiative de paix soviétique, que nous avons approuvée, le perfide a commis sa trahison », a-t-il dit. « L'objectif Bush, son objectif agent Fahd et les autres, qui se sont acquis avec eux dans le crime, la honte et l'agression, ont commis la trahison... »

M. Saddam Hussein a cependant déclaré que la victoire serait irakienne. « Combattez-les, ô Irakiens, avec toutes les valeurs qui sont les vôtres. O soldats de la Mère de toutes les batailles (...), combattez-les avec votre foi en Dieu, 9-11 lancé, ils découvriront que le peuple glorieux d'Irak et ses vaillantes forces armées ne sont pas ce qu'ils croient et imaginent ! » « Combattez-les, ô vaillants soldats ! Combattez-les pour chaque femme libre et chaque enfant innocent. Leur défaite sera le début de la conquête des conquêtes, 9-11 poursuivi. Les armes de la supériorité seront parties (...). Seuls les hommes d'honneur décideront du résultat. »

« Tuez sans merci »

Auparavant, Radio-Bagdad avait exhorté les soldats irakiens à « tuer sans merci » et déclaré que l'armée irakienne infligerait honte et destruction à George Bush et à ses forces américaines. « Vous livrez les plus honorables batailles et enregistrez les victoires les plus glorieuses », avait ajouté Radio-Bagdad à l'adresse des troupes irakiennes. « Combattez-les, soldats, et tuez-les sans merci. Tuez-les pour défendre l'Irak, la nation, l'histoire et toutes les valeurs nobles et honorables. » (Reuters.)

L'euphorie, de nouveau

Suite de la première page

Le président américain, qui n'avait cessé de dire que le conflit suivrait le calendrier établi à Washington, et non à Bagdad ou ailleurs, a tenu parole. L'offensive, baptisée « phase finale de la libération du Koweït », a été déclenchée exactement à la date prévue depuis quinze jours. Ni les efforts soviétiques ni la série de concessions de dernière minute des Irakiens ne sont parvenus à troubler les plans mis au point par la Maison Blanche, le Pentagone, et le général Schwarzkopf, à qui avait été réservé le privilège de proposer, parmi différentes options possibles, le jour exact de l'attaque.

En dépit des sinistres paroles qui leur ont été prodiguées en abondance, et des multiples et longues conversations téléphoniques entre MM. Bush et Gorbatchev, les Soviétiques ont été tenus à distance et pris au piège. Ils ne participent pas à l'action sur le terrain, ils ne peuvent influencer son déroulement. Et l'URSS, qui avait été informée à l'avance de l'ouverture des hostilités, le 16 janvier, n'a pas cette fois été prévenue de l'attaque terrestre.

Si la Maison Blanche a refusé le délai réclamé par M. Gorbatchev, si elle a imposé à l'Irak un ultimatum de vingt-quatre heures assorti de conditions draconiennes, et si elle a immédiatement mis ses menaces à exécution, c'est, explique-t-on dans les services officiels, parce qu'il était urgent de mettre un terme aux « atrocités » commises par les Irakiens au Koweït. Mais la mention de ces atrocités s'est elle-même inscrite dans le calendrier initial prévu : M. Bush en a fait état en même temps qu'il énonçait l'ultimatum et accusait les Irakiens de pratiquer une politique de la terre brûlée, les officiels américains et alliés développant ensuite les mêmes thèmes.

Pour être excellente, selon toute apparence, la situation militaire n'en est pas moins largement inconnue. Dès l'annonce de l'attaque, samedi en début de soirée, heure de Washington, M. Dick Cheney avait annoncé un black-out total sur les opérations et certainement humilié, tombant d'un coup, jusqu'à l'ordre des briefings militaires. Après quelques heures de silence, des officiels du Pentagone ont pourtant commencé à répandre quelques confidences, mais ces « fuites », impossibles à attribuer, peuvent aussi bien participer de

Les Irakiens auraient incendié le centre de la ville de Koweït

Des exilés koweïtiens, en contact téléphonique avec des compatriotes restés dans l'émirat, ont rapporté, samedi 23 février, que le centre de la ville de Koweït avait été incendié : des explosions auraient retenti sur une vaste étendue, du quartier des affaires aux zones industrielles et portuaires. Les Irakiens « ont commencé la destruction du centre de Koweït », a déclaré un exilé. Il a ajouté que ses compatriotes avaient du mal à décrire les événements avec précision, les soldats irakiens ayant ordonné aux habitants de rester chez eux. « Personne n'a le droit de sortir ni de voir ce qu'ils font », a-t-il dit. Certains feux sont

toutefois visibles de nuit et semblent provenir de banques ou d'immeubles de bureaux du centre-ville.

Selon le réfugié, arrestations et exécutions continuent au Koweït. Des Irakiens payés pour collaborer avec la résistance koweïtienne ont rapporté qu'entre quatre et cinq mille Koweïtiens avaient été tués ces derniers jours. Un rapport du Pentagone diffusé samedi à Ryad affirme qu'entre deux mille et dix mille Koweïtiens ont été victimes d'« atrocités » dans la capitale de l'émirat, dans les vingt-quatre ou quarante-huit heures précédant l'attaque terrestre. (Reuters, AP.)

DOMINIQUE DHOMBRES

Amb. de Gde-Bretagne

Palais Daemian

Palais Jawhara

Amb. des États-Unis

Hôtel Hilton

Ministère de l'Information

Ministère des travaux publics

Complexe ministériel

Hôtel de ville

Hôtel Sheraton

Ministère du Commerce

Station de radio et de télévision

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

Hôtel de ville

autre soutien, au cas où le dictateur parviendrait à se maintenir : il s'agit de laisser en place le système de sanctions économiques et, par là, de mettre l'Irak dans l'impossibilité d'entamer sa reconstruction aussi longtemps que Saddam Hussein resterait au pouvoir. C'est, en filigrane, le sens des propos tenus dimanche par le général Scowcroft, conseiller national de sécurité de la Maison Blanche : « S'il (Saddam) ne survit pas, cela aura des conséquences sur la question des sanctions et sur leur durée ».

Le général Scowcroft a aussi donné quelques indications préliminaires sur l'une des questions qui préoccupent le plus les Américains : le rapatriement des troupes, après la victoire, conformément aux promesses maintes fois formulées par le président Bush. « Nous espérons que les forces américaines pourront se retirer très rapidement », a déclaré M. Scowcroft, et il a ajouté que si les Américains entendaient « contribuer à la sécurité dans la région », cela pouvait à son avis être réalisé « sans une présence américaine massive ».

Mais pas forcément sans aucune présence américaine, y compris à terre : le général Scowcroft a ainsi fait état « d'indications » selon lesquelles le Koweït serait disposé à accueillir sur son territoire des forces américaines et internationales. En août dernier, lorsqu'il avait donné son accord à la venue de troupes américaines en Arabie saoudite, le roi Fahd avait exigé des États-Unis un engagement écrit à retirer ces troupes après le conflit. Le Koweït n'est évidemment pas dans une situation comparable, et ne peut guère refuser un tel service aux Américains. D'autant qu'il s'agit, en principe, d'une présence limitée dans le temps et concernant un contingent peu important. Les États-Unis ont indiqué de longue date, et ils l'ont redit dimanche par la bouche du général Scowcroft, qu'ils préféraient voir la « sécurité dans la région » assurée pour l'essentiel par les régimes arabes membres de la coalition, « assistés peut-être par des forces des Nations unies ».

JAN KRAUZE

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

EA
EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.
1629 Pine Street et Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept.
Fully approved to grant the

Master of Business Administration
with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Titulaires de magistrature, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
1725, rue de Chailiot (métro léna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71

Communiqué par European University of America • 1629 Pine Street et Van Ness • San Francisco, CA 94109
Représentants agréés en Europe et en Asie : Tsh Ming, Hong Kong et USA : P&O

هنا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions dans le monde après le déclenchement de l'offensive terrestre

Les Israéliens sont satisfaits de voir l'épreuve finale enfin s'engager

La détermination de George Bush impressionne les dirigeants israéliens. S'ils se félicitent que celui-ci n'ait pas cédé aux sirènes soviétiques - celles du compromis - ils savent aussi qu'il sera difficile de résister dans l'après-guerre à un président américain aussi impérial.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

C'est avec ce mélange de sentiments que l'offensive terrestre des alliés a été accueillie à Jérusalem. La satisfaction domine, cependant, parce que les milieux officiels n'ont jamais caché que seule une bataille décisive sur le terrain serait susceptible de conduire à une défaite politique et militaire du président Saddam Hussein. Il en va de l'intérêt immédiat d'Israël, qui s'estime directement

menacé par un régime ayant pour suivi sans répit la course aux armements conventionnels et non conventionnels. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a fait part de sa satisfaction et souhaité plein et rapide succès aux États-Unis et à leurs alliés.

Les ministres des affaires étrangères et de la défense, MM. David Lévy et Moshe Arens, en ont fait autant. Ils se sont entretenus dans la nuit de samedi à dimanche avec leurs homologues américains, MM. James Baker et Richard Cheney, et ont se félicités, à Jérusalem, qu'Israël ait été ainsi rapidement tenu au courant par les États-Unis. Dans cette période délicate des relations entre les deux pays, au moment où l'on peut penser que les États-Unis veulent voir l'État hébreu s'en tenir strictement à sa politique de retenue, c'est un détail de forme qui compte.

Le sentiment de soulagement et de satisfaction a voir enfin engagée l'épreuve décisive avec Saddam

Hussein était partagé d'un bord à l'autre de l'échiquier politique. « C'est une journée unique et historique », disait le travailliste Itzhak Rabin, nous voyons le début de la fin de Saddam Hussein, avec cette phase de la guerre qui doit mettre un terme au régime du pire mégalomane que la région ait connu depuis trente ans. Voilà le sentiment de tout Israélien. »

Incident

dans la vallée du Jourdain

N'était le permanent fond sonore des radios, poussé à plein volume à chaque bulletin d'information, la vie quotidienne était aussi « normale » que possible pour une population qui doit toujours déambuler le masque à gaz en bandoulière. A mesure qu'on approche le dénouement de la guerre, les autorités affirment craindre que Saddam Hussein ait recouru à l'arme chimique. La défense civile a multiplié les rappels à l'ordre, mais,

contrairement à ce qui avait été décidé lors de la première semaine du conflit, l'état d'urgence n'a pas été proclamé. Les écoles sont restées ouvertes et l'économie fonctionne comme à l'habitude.

Pourtant Israël est toujours dans la guerre. A l'aube du lundi 25 février - à 3 h 30 puis à 5 h 30 - une double attaque de missiles irakiens a été lancée sur le sud du pays. Armés de charges conventionnelles, les Scud - 39 et 39 tirés sur Israël - sont tombés sur une zone désertique. Samedi, à cinq minutes de l'expiration de l'ultimatum fixé par le président américain, le premier missile du week-end était venu s'écraser dans la « région centre », là encore sans faire ni victimes ni dégâts matériels. Ces attaques sont venues confirmer que Saddam Hussein entend toujours essayer d'entraîner Israël dans la guerre et « de fragiliser » la coalition.

Dans la matinée de dimanche, c'est dans la vallée du Jourdain qu'il y avait eu un autre incident, lorsqu'une patrouille s'est retrouvée face à face avec un homme armé infiltré depuis la Jordanie. A la suite d'un échange de coups de feu, l'homme a été grièvement blessé après avoir tué un soldat israélien. Cet incident-là est venu rappeler que l'Irak peut aussi être tenté de provoquer Israël en incitant ses partisans en Jordanie à multiplier ce type d'incursion voire en faisant entrer une ou deux divisions sur le territoire du royaume hachémite.

Si plusieurs responsables, dont le Premier ministre, laissent entendre qu'ils ne voyaient pas de nécessité pour Israël, à ce stade, d'intervenir dans le conflit, les milieux officiels n'en rappellent pas moins que la politique de retenue est susceptible d'évolution. Ils faisaient remarquer que la coalition paraît aujourd'hui des plus solides, ce qui accroit la marge de manœuvre d'Israël. Certains ajoutent que pour participer activement à une « après-crise » qui sera dominée par des États-Unis, peut-être faudrait-il avoir participé à la guerre.

ALAIN FRACHON

Colère palestinienne

La Cisjordanie, où « Saddam » reste le héros, est de nouveau soumise à un strict couvre-feu

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Les enfants ont vu arriver l'étranger dans cette rue de la vieille ville de Jérusalem. L'air ne devait pas avoir plus de dix ans. Ils ont aussitôt arrêté leurs jeux et sont mis à danser, à chanter, à scander le nom de leur héros en battant des mains : « Saddam ! Saddam ! »

De quasiment toutes les échappées de la Jérusalem arabe, une même voix venait couvrir, dimanche 24 février, le bruit de la rue : la voix du présentateur de la très pro-irakienne Radio-Amman commentant les combats dans le Golfe, quelques heures après le déclenchement de l'offensive terrestre des forces coalisées.

Mais l'animation de Jérusalem-Est contrastait avec la paralysie des territoires occupés. A peine ceux-ci avaient-ils timidement commencé, les jours précédents, à retrouver un semblant d'activité grâce à un certain allègement du couvre-feu (imposé depuis le 16 janvier), que les Palestiniens ont été replongés dans leur confinement. La plus grande partie de la Cisjordanie et du territoire de Gaza a été déclarée zone militaire, fermée et de nouveau soumise à un strict couvre-feu, dans la nuit de samedi à dimanche. Quelques milliers d'habitants de la région de Gaza ont, toutefois, été autorisés à aller travailler en Israël, dont l'économie a beaucoup souffert de l'absence d'ouvriers palestiniens au cours des premières semaines du conflit.

Les mesures prises par les autorités israéliennes - pour éviter que des manifestations ne viennent marquer le début de la phase terrestre de la guerre - sont intervenues alors que tous les observateurs ont noté un regain de tension dans les territoires occupés au cours du week-end. Samedi, un adolescent de quinze ans a été tué par un soldat près de Hébron (dans le sud de la Cisjordanie) alors qu'une patrouille était la cible de jets de pierres. Des bombes incendiaires ont, en outre, été lancées dans plusieurs localités ainsi qu'à Jérusalem-Est.

« Embraser la région l'Europe et le monde... »

Consternation, colère, mais aussi espoir étaient perceptibles dimanche matin chez nombre de Palestiniens, qui n'avaient pas de mots assez durs pour condamner les Américains : « Salauds ! », « Ils ne se battent pas pour le Koweït mais pour détruire l'Irak et le monde musulman ! ». Pour un habitant de Jérusalem-Est, « cette guerre n'est rien de plus que celle qui va écarter et qui va embraser la région. Tout le monde sera touché, y compris l'Europe ». « Saddam Hussein n'est pas fini », à cette profession de foi s'ajoutent des paroles de dérision pour les forces coalisées. « Plus de vingt pays s'y sont mis, et regardez ce qu'ils ont fait en plus d'un mois de bombe-

ment. Ils n'ont fait que tuer des civils ! ». « Même s'ils (les coalisés) parviennent à tuer Saddam, ils ne vont pas arriver à éliminer 18 millions d'Irakiens. »

Le fossé apparaissait, dimanche, encore un peu plus manifeste entre Palestiniens et Israéliens. A la joie exprimée, une fois de plus, par les premiers au scénario tir de l'assaut irakien sur Israël, dans la nuit de samedi à dimanche, répondait, le lendemain, la satisfaction affichée par les seconds à l'annonce des succès alliés au Koweït et au Irak. L'ancien ministre travailliste de la défense, M. Itzhak Rabin, s'est réjoui de la fin prochaine du président irakien - ce « mégalomane » -

qu'annonce à ses yeux l'offensive terrestre contre les forces irakiennes. Mais, pour M. Hanna Siniora, rédacteur en chef du quotidien palestinien *El Fajr* et personnalité nationaliste modérée, « il est clair que l'Irak ne pouvait accepter l'ultimatum américain, il en allait de l'honneur du peuple arabe et du peuple palestinien. »

Des manifestations d'hostilité de la part de Palestiniens à l'encontre des États-Unis et de l'Europe ont amené chancelleries et organisations internationales à multiplier les mesures de sécurité pour leur personnel dans les territoires occupés.

YVES HELLER

« Les troupes égyptiennes n'entreront pas en Irak »

déclare le président Mubarak

Le président égyptien, M. Hosni Mubarak, a affirmé, dimanche 24 février, que les troupes égyptiennes « n'entreront pas en Irak ». A l'issue d'une réunion avec le ministre de la défense et les commandants des diverses armées, le président a déclaré que « les forces égyptiennes avaient une mission bien déterminée : participer à la libération du Koweït ».

LE CAIRE

de notre correspondant

Répondant à un journaliste qui lui demandait s'il souhaitait le renversement du président irakien, le chef de l'État égyptien a déclaré : « Ce n'est pas à moi de prendre une telle décision, mais au peuple irakien ». Le rais à toutefois ajouté qu'il n'aurait plus de rapports avec le président irakien car « je ne pourrais jamais plus faire confiance à cet homme ».

Un éditorialiste du quotidien officiel *Al Ahras* a de son côté estimé que « Saddam était condamné à payer, tôt ou tard, le prix de sa défaite et que la meilleure solution consistait à le laisser aller vers sa chute inévitable ». Au sujet de la participation égyptienne à l'offensive terrestre, un source militaire autorisée a déclaré que les forces égyptiennes avaient traversé la frontière saoudo-koweïtienne et avancé de plusieurs kilomètres sans rencontrer de résistance significative. Près de cinq cents officiers et soldats irakiens se sont rendus, ce qui veut dire, selon le porte-parole, qu'ils ne sont pas convaincus des objectifs poursuivis par leurs commandements militaire et politique. Et le président Mubarak a posé la question : « Comment peut-il (Saddam) demander à ses soldats de se battre alors qu'ils manquent d'entraînement et qu'ils sont privés d'eau et de nourriture. C'est crimi-

nel ! On ne se constitue pas un leadership en tant que concitoyens. » A propos de l'initiative soviétique jugée « insuffisante », le rais a rappelé que le président irakien avait rejeté durant six mois toutes les tentatives de règlement pacifique du conflit.

Manifestation à l'université du Caire

« La situation regrettable à laquelle on est parvenu est due à l'entêtement des dirigeants irakiens et à leur détermination à dénier la légitimité arabe, islamique et internationale », a de son côté déclaré le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid. L'Égypte avait soutenu l'ultimatum américain.

Abordant l'après-guerre, le chef de la diplomatie a affirmé que les mesures de sécurité dans la région « seront élaborées par les seuls États de la région ». Il a par ailleurs indiqué que Le Caire accueillait favorablement toute coopération entre l'Irak et un État de la région. Il a ajouté que Le Caire souhaitait avoir des rapports solides avec Téhéran.

Les Égyptiens ont accueilli avec calme l'annonce de l'offensive terrestre. La majorité d'entre eux semble pressée d'en finir « afin que l'on puisse s'occuper de nos propres affaires ». La crise du Golfe a paralysé le tourisme et réduit les virements bancaires des expatriés égyptiens, qui étaient les deux principales sources de devises (près de 6 milliards de dollars par an). L'engagement du Caire ne fait toutefois pas l'unanimité, comme en témoigne une manifestation, dimanche à l'université du Caire, qui a regroupé quelques centaines d'étudiants islamistes ou gauchistes.

ALEXANDRE BUCCIANTI

« L'Iran va poursuivre ses efforts de paix »

déclare le président Rafsanjani

Le président iranien Ali Akbar Hachémi Rafsanjani, dimanche 24 février, le déclenchement de l'offensive terrestre contre l'Irak et affirmé que l'Iran va poursuivre ses efforts pour prévenir des développements tragiques dans la région. D'autre part, les forces iraniennes ont été placées en état d'alerte, a révélé le même jour le président du Parlement iranien, en visite au Pakistan.

Le président iranien, qui recevait dimanche à Téhéran le ministre iranien des affaires étrangères, M. Alois Mock, s'en est pris à l'une et à l'autre partie, déclarant à l'adresse de la coalition : « Malheureusement, il est devenu évident que les États-Unis et leurs alliés poursuivent des objectifs plus larges que le retrait irakien du Koweït. A l'Irak, il a reproché ses lenteurs : « Nous avons fait beaucoup d'efforts pour convaincre l'Irak de se retirer du Koweït, mais malheureusement ils ont eu des résultats trop tardifs », a-t-il affirmé.

Les ministres des affaires étrangères de quatre pays du mouvement des non-alignés - Cuba, Inde, Iran et Yougoslavie - se sont réunis dimanche après-midi à Téhéran. Selon la radio iranienne, ils ont suspendu leur réunion après une heure et demi de discussions pour « prendre contact avec les dirigeants irakiens ».

Samedi soir, avant le déclenchement de l'offensive mais après l'expiration de l'ultimatum américain, M. Rafsanjani avait été informé par téléphone par M. Gorbatchev de « l'absence de progrès » dans les ultimes négociations que le président soviétique avait eues avec M. Bush et lui avait répondu, selon l'agence iranienne Irna, qu'il « afin d'éviter un bain de sang, l'Irak devrait faire preuve de bonne volonté et effectuer une démarche pratique en retirant ses troupes du Koweït pour mettre à nu les prétextes des États-Unis et de leurs alliés ». Au même moment, le Conseil

suprême de sécurité nationale, plus haute instance de décision politique en Iran, avait qualifié de « positive et importante » la récente position de l'Irak sur son retrait du Koweït et accusé la coalition de « sortir du cadre des résolutions de l'ONU et d'être toutes les perspectives de règlement pacifique ».

Pour sa part, M. Velayati, ministre iranien des affaires étrangères, avait déclaré samedi soir que l'Iran resterait neutre même en cas d'offensive terrestre, cette attitude d'être susceptible de changer que si Israël traitait dans le conflit. En revanche, le vice-président du Parlement, M. Mohammad Hachémi, a accusé dimanche au Parlement « l'Amérique et la Grande-Bretagne, cette vieille hyène » d'être « entrées en guerre contre l'Irak » et le Conseil de sécurité de l'ONU d'« avoir manqué à ses obligations ».

A Sanaa, où quelque cent mille Yéménites ont manifesté dimanche pour soutenir l'Irak, le chef de l'État yéménite, le général Ali Abdallah Saleh, a vigoureusement condamné dimanche ce qu'il a appelé l'attaque de « la coalition impérialiste ». Tandis que le Conseil présidentiel et le Conseil consultatif appelaient « les peuples arabes et islamiques à assumer leurs responsabilités face à cette agression préméditée ». De même, le chef de la junte soudanaise, le général Al-Bachir, a affirmé dimanche à Tunis que l'objectif des États-Unis est « la destruction de l'Irak et non la libération du Koweït ».

Pour sa part, le président cubain Fidel Castro a accusé dimanche les États-Unis de vouloir « une boucherie et un massacre » plutôt qu'un règlement pacifique du conflit.

L'Inde a exprimé dimanche ses « profonds regrets » et critiqué la position de « certains membres du Conseil de sécurité de l'ONU ». En Europe, pratiquement tous les gouvernements ont soutenu les alliés de la coalition, que le chancelier Kohl notamment a assuré de son « soutien inébranlable ». En revanche, la Suède, la Finlande et la Suisse ont « regretté » le déclenchement de l'offensive. (AFP, Reuters.)

Les Jordaniens abasourdis

Le début de l'offensive terrestre contre les forces irakiennes au Koweït a fait à Amman l'effet d'une douche froide. Malgré l'ultimatum américain et l'accélération des préparatifs à la frontière saoudo-koweïtienne, les Jordaniens croyaient encore à une solution de compromis qui ferait l'économie d'une guerre dont l'une des principales victimes sera le royaume hachémite.

Les propos optimistes du roi Hussein, affirmant deux jours auparavant être plein d'espoir et entretenant « la fin du tunnel », le début d'une nouvelle aube », avaient rassuré une bonne partie de la population en entretenant l'illusion qu'il existait encore de réelles chances de paix.

AMMAN

de notre envoyé spécial

Dès samedi soir, ravis à leurs postes de radio, les Jordaniens et surtout les Palestiniens des camps de réfugiés étaient à la recherche du moindre indice susceptible de confirmer l'existence d'un accord de dernière minute qui aurait constitué à leurs yeux une « victoire morale et politique » de l'Irak. Aussi leur déception avait-elle été particulièrement vive dimanche matin à leur réveil lorsqu'ils apprirent que « la guerre » - la vraie, cette fois-ci - avait commencé. Littéralement abasourdis par l'événement, la rue - contrairement à ce qu'on aurait pu croire - n'a pas réagi.

Seules quelques deux cents femmes obstinées, toujours les mêmes, qui avaient veillé samedi soir à l'heure de l'expiration de l'ultimatum de M. Bush, devant les fenêtres de l'ambassade d'Irak, ont manifesté dimanche en fin d'après-midi devant la mission diplomatique des États-Unis en égrenant les habituels slogans : « Bush va en ! », « Les bourreaux dehors ! », « Résiste, ô Saddam ! ».

Interrogés par les journalistes, Jordaniens et Palestiniens dissimulent mal leurs sentiments de colère, d'impuissance et de frustration derrière un optimisme de commande. « Les Irakiens, nous en

sommes sûrs, vaincront, car Dieu est avec eux. » Une maîtresse comme une autre de se remonter le moral. Et au fur et à mesure que la radio jordanienne et la télévision retransmettaient les communiqués triomphalistes de Radio-Bagdad affirmant que les « agresseurs [avaient] été tués en pièces et que l'attaque [avait] échoué devant la résistance héroïque des troupes irakiennes, qui [avaient] infligé de lourdes pertes à l'ennemi », l'inquiétude commençait à céder la place à une certaine euphorie.

Le gouvernement, pour sa part, n'a réagi qu'en début d'après-midi, condamnant en termes énergiques mais mesurés l'offensive des alliés, « lancée malgré les progrès accomplis par l'Irak frère et l'Union soviétique dans la voie d'un règlement de paix honorable et conforme à la légitimité internationale ». Le communiqué, lu à la radio par un porte-parole officiel, affirme que « la Jordanie, profondément digne par le peu de cas accordé par les alliés aux délibérations du Conseil de sécurité, invite l'organisme international à renouveler et à intensifier ses efforts pour imposer un cessez-le-feu ». « La Jordanie, qui dès la première heure de la crise s'est efforcée de sauver la région des conséquences catastrophiques d'une guerre destructrice, poursuit le communiqué, déplore que la situation ait dégénéré à ce point, dénonce cette agression, exprime la colère et l'indignation de son peuple, invite la communauté internationale à adopter une position ferme pour mettre fin aux combats. »

La « tromperie » de l'URSS

Selon le premier ministre, M. Moudar Badrane, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, qui a effectué un bref séjour samedi soir à Amman pour rendre compte de sa mission à Moscou (avant de regagner Bagdad par la route), a demandé à ses interlocuteurs jordaniens de poursuivre leurs efforts en vue d'un cessez-le-feu. Il aurait réitéré au cours de ces entretiens l'assurance des délégués irakiens par l'aviation alliée. Il n'aurait notamment précisé qu'au cours des trois dernières semaines « plus de sept mille civils auraient péri à la suite des raids aériens effectués par les avions ennemis ». Ces bombardements, aurait-il précisé, ont réduit en cendres le palais présidentiel de Bagdad ainsi que le bâtiment du ministère de la Défense et le palais des conférences, endommageant gravement tous les autres bâtiments gouvernementaux. Il aurait également ajouté qu'il n'existerait plus en Irak une seule usine demeurée intacte et que certains d'entre eux avaient été bombardés à plusieurs reprises afin de s'assurer qu'elles ne fonctionnaient plus.

Dans les milieux officiels jordaniens, on se montre particulièrement inquiet des pertes infligées par ces bombardements à l'économie irakienne et à l'armée, dont la capacité de résistance, estime-t-on, a été substantiellement réduite. Ces mêmes milieux espèrent encore que la bataille terrestre va se poursuivre, mais arrivent difficilement à dissimuler leur anxiété, voire leur désarroi, devant la gravité de la situation militaire. En privé, plusieurs responsables critiquent l'intransigence du président Saddam Hussein, qui, selon eux, a raté à plusieurs reprises l'occasion de « sortir honorablement de l'ennemi dans laquelle son obstination l'a enfoncé ».

Des critiques sont également formulées contre le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, et même contre le souverain hachémite, auquel on reproche maintenant de s'être trop aligné sur Bagdad. De même, l'URSS, qui, il y a encore quelques jours, était félicitée pour son initiative de paix en faveur de Bagdad, se trouve plus grâce aux yeux de certains, qui lui reprochent maintenant de ne pas vouloir aider l'Irak matériellement et militairement dans sa lutte contre les forces coalisées. C'est ainsi que le quotidien *Al Chaab* écrit que « l'URSS devrait maintenant appuyer ses prises de position verbales par des actes, ce qui pourrait mettre fin à la guerre ». Al Raf va même jusqu'à se demander si l'initiative soviétique ne faisait pas en fait partie d'une « tromperie américaine » et d'une manœuvre de « guerre psychologique » destinée à miner le moral des combattants irakiens.

JEAN GUEYRAS

كلنا من الامة

البيان

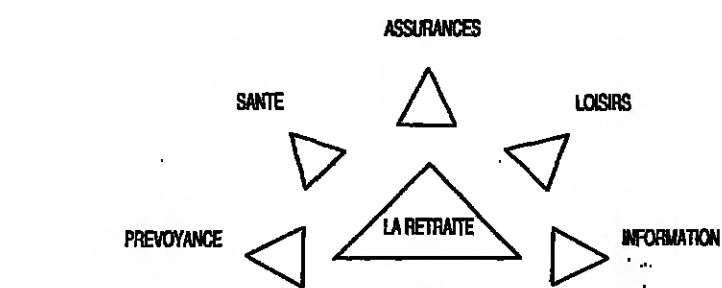
L'offensive terrestre des Jordaniens abasourdi

Le général Hammad, commandant en chef des forces armées jordaniennes, a déclaré à Amman, samedi 24 février, que les troupes jordaniennes ont subi de lourdes pertes lors de l'offensive terrestre lancée par les forces syriennes et libanaises dans le sud du Liban. Il a précisé que les forces jordaniennes ont réussi à repousser l'offensive et à empêcher les forces syriennes et libanaises d'avancer vers le sud du Liban. Il a également déclaré que les forces jordaniennes ont subi de lourdes pertes, notamment en matériel et en personnel. Il a enfin déclaré que les forces jordaniennes continueront de lutter pour la libération du sud du Liban.

La compagnie...
L'offensive terrestre lancée par les forces syriennes et libanaises dans le sud du Liban a été repoussée par les forces jordaniennes. Les forces jordaniennes ont subi de lourdes pertes, notamment en matériel et en personnel. Elles continueront de lutter pour la libération du sud du Liban.

La compagnie...
L'offensive terrestre lancée par les forces syriennes et libanaises dans le sud du Liban a été repoussée par les forces jordaniennes. Les forces jordaniennes ont subi de lourdes pertes, notamment en matériel et en personnel. Elles continueront de lutter pour la libération du sud du Liban.

CETTE ANNONCE PRESENTE LE GROUPE AGRR. ELLE CONCERNE 300 000 ENTREPRISES ET 3 MILLIONS DE SALARIES.*



7,9 MILLIARDS DE FRANCS D'ENCAISSEMENTS.
PLUS DE 300 000 ENTREPRISES CLIENTES.
3 MILLIONS DE SALARIES ET RETRAITES.
1 300 COLLABORATEURS DANS 45 VILLES EN FRANCE.

N° 1 de la retraite par répartition au sein de l'Arrco, l'AGRR est un groupe indépendant à but non lucratif. Gérée paritairement par plus

de 600 administrateurs nationaux et régionaux représentant les salariés et employeurs, l'AGRR a su faire triompher depuis 40 ans la notion de solidarité inter-génération. Au service des entreprises, le groupe AGRR œuvre pour une meilleure protection sociale des salariés et de leur famille grâce aux garanties contre la maladie, l'invalidité et le décès. Constamment à l'écoute des retraités et conformément à sa vocation sociale, le groupe AGRR offre avec PRIMA des services personnalisés liés à la santé, à l'assurance et au tourisme. Consciente des difficultés financières rencontrées par les personnes âgées en cas de dépendance, l'AGRR a été la première institution de prévoyance à créer une nouvelle garantie adaptée à la perte d'autonomie : SAFIR.

Au groupe AGRR, nous vivons tous les jours l'avenir solidaire.

* Salarisés et anciens salariés.



PREMIER GROUPE INTERPROFESSIONNEL FRANÇAIS DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE COMPLEMENTAIRE.

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions dans le monde après le déclenchement de l'offensive terrestre

Moscou : des regrets mais pas de condamnation

« L'instinct en faveur d'une solution militaire a fonctionné. » Cette phrase, qui ouvre la déclaration du gouvernement soviétique sur l'offensive terrestre publiée dimanche 24 février à la mi-journée, a donné le ton de la réaction à Moscou, celui pour le moins de la réprobation, puisque, officiellement et à l'usage de l'Occident en tout cas, il n'est pas question de « condamnation ».

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Seulement de « regret » que les Américains « aient laissé passer la chance réelle d'une issue pacifique au conflit qui aurait permis d'atteindre les buts définis par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, sans victimes ni destructions matérielles supplémentaires », ajoute la déclaration du gouvernement, rédigée, la première phrase une fois passée, en termes modérés et diplomatiques. Quelques heures plus tard, l'agence Tass donnait un premier commentaire, soit destiné à un autre public, soit émanant d'une autre puissance, agréant cette déclaration d'« excès » beaucoup plus durs pour les Américains, ou peut-être même pour M. Gorbatchev.

Selon cette déclaration, « les différences entre les formulations adoptées par l'Irak et celles proposées par une série de gouvernements n'étaient pas grandes et auraient pu être conciliées au Conseil de sécurité en un jour ou deux ». C'est-à-dire dans le délai que M. Mikhaïl Gorbatchev a proposé à M. George Bush - lors de son ultime appel téléphonique aux États-Unis, une heure avant l'offensive - pour repousser celle-ci. Le président soviétique, à qui ses multiples entretiens avec M. Bush n'avaient dû laisser aucun doute sur les intentions de ce dernier de lancer l'offensive, n'aurait-il pour qu'il ne soit pas dit - en URSS, chez ses anciens alliés ou chez ceux dont il escompte qu'ils pourraient le devenir - qu'il n'avait pas tout essayé pour tenter d'éviter l'escalade américaine ?

Les inquiétudes de M. Jazov

La déclaration énumère les huit autres pays dont il a contacté les dirigeants le 23 février - Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne, Japon, Syrie, Égypte et Iran - ainsi que ses messages au Conseil de sécurité et ceux de ses collaborateurs aux pays arabes. A chacun, il était expliqué que les entretiens de M. Tarek Aziz à Moscou avaient abouti à une « situation qualitativement nouvelle » qui aurait permis la paix. Et la déclaration conclut que, malgré le lancement de l'offensive, il n'est « pas trop tard » pour retourner au Conseil de sécurité.

L'ensemble de cette déclaration est parfaitement dans la ligne du long entretien de vendredi entre M. Bush et M. Gorbatchev, si l'on en croit du moins le compte rendu qu'en a fait la Pravda. M. Gorbatchev a alors affirmé qu'« aucune incertitude ne pourra influencer à l'avenir sur le choix fait en faveur du développement de la coopération soviéto-américaine » et qu'il « comprenait la lourde charge supportée par le peuple américain pour réaliser la volonté de la communauté internationale en levant l'obstacle sur la voie menant à un monde nouveau représenté par l'invasion du Koweït ».

La Pravda ne cite que deux arguments dans la bouche de M. Gorbatchev pour défendre son plan : d'une part, le fait qu'il « espère » que M. Tarek Aziz « dit vrai » quand il lui affirme que la direction à Bagdad ayant pris la décision de se retirer du Koweït, il en sera ainsi. D'autre part, que « la création d'un système de sécurité dans la région, dont la nécessité est incontestablement reconnue et qui inclut une délimitation progressive, est une possibilité d'interpréter la fin de la guerre avec l'Irak comme une prime à l'agression ». En d'autres termes, qu'il ne va pas réarmer l'agresseur et que les États-Unis pourront le contrôler. Les arguments de M. Bush pour refuser son plan, toujours selon la Pravda, tournaient autour du sort des prisonniers, des réparations au Koweït et du délai trop long de retrait des troupes irakiennes.

Toutes ces civilités et visions responsables de l'avenir ne sont pas exactement ce qui a été mis en valeur par l'agence Tass dans son

commentaire diffusé dimanche soir. L'ultimatum des alliés y est qualifié de « pure excuse », pour camoufler « un désir des militaires américains d'achever les forces irakiennes ou de les obliger à se rendre, avec toutes leurs armes, à la merci de soldats américains victorieux (...) de détruire totalement le potentiel militaire-industriel de l'Irak, ainsi que ses structures d'Etat, afin d'assurer une position privilégiée aux États-Unis et à ses alliés dans les arrangements d'après-guerre ».

Le commentateur se réfère à la déclaration du porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, « révélateur » que les dates de l'offensive étaient fixées depuis deux semaines, une manière de suggérer que M. Gorbatchev a été trompé par M. Bush quand ce dernier le remerciait pour ses efforts de médiation et présentait des contre-propositions à ses plans. Le commentateur se réfère aussi aux propos tenus à Moscou par M. Rajiv Gandhi, qui a rencontré M. Gorbatchev lors d'une escale samedi à Moscou et a émis la crainte que la guerre du Golfe ne soit une menace pour l'indépendance de pays comme l'Inde, dans la mesure où « le vieux système international de sécurité se désagrégeait alors qu'aucun substitut adéquat ne lui a encore été trouvé ».

Cette appréciation se retrouve aussi dans la bouche du ministre de la défense, M. Dmitri Jazov, arrivé lundi à Budapest pour signer la mort des structures militaires du

pacte de Varsovie. Avant son départ, le maréchal a déploré que, depuis la défection des anciens pays frères, il n'y ait plus parlé entre l'armement de l'OTAN et celui de l'URSS, mais des rapports de 1 à 1,5 ou de 1 à 2 selon les armes. Il s'est dit « très inquiet des concessions unilatérales de l'URSS », d'autant plus que l'OTAN ne souhaite pas se dissoudre à l'exemple du pacte. Ses inquiétudes sont donc suscitées aussi par la baisse des crédits alloués en URSS à la recherche dans le domaine militaire, par les usines de tanks qui ferment, jetaient les ouvriers à la rue, alors que « peut-être dans cinq ans, quand ça ira mieux, on leur dira de refaire des tanks ».

Une catégorie d'armes qu'il semble affecter particulièrement, en soulignant que les T-72 soviétiques utilisés par les Syriens dans le Golfe n'ont pas fait moins bien que les Abrams américains. Bref, comme un ministre de la défense responsable d'un pays dont M. James Baker a déclaré dimanche qu'il a « joué un rôle positif dans le Golfe depuis le 2 août » et « pourrait contribuer à la solution de certains problèmes de cette région », il pense à l'avenir. « L'URSS ne sera pas en guerre demain, après-demain ou dans un an. Mais nous ne devons pas être primitifs et vivre dans le présent, il faut prévoir à quinze ou vingt ans. À juger par la dynamique qui se crée dans les relations entre États aujourd'hui, nous ne devons pas perdre notre vigilance », a-t-il dit.

SOPHIE SHIHAB

Londres : « Les jours qui viennent pourraient être plus difficiles »

a déclaré M. John Major

LONDRES

de notre correspondant

Les principaux responsables du pays se sont succédés, dimanche 24 février, à la télévision pour exprimer leur soutien aux troupes britanniques engagées dans l'offensive terrestre. L'opinion est plus que jamais convaincue du bien fondé de cette guerre : 85 % de la population approuve les opérations militaires, selon un sondage du Sunday Times. La proportion de Britanniques qui sont prêts à « accepter » un nombre important de soldats tués a encore augmenté et atteint 71 %. Neuf personnes interrogées sur dix estiment que M. Saddam Hussein devrait être mis à mort.

M. John Major a, dans ces conditions, plutôt joué un ton au-dessus de la moyenne de ses compatriotes lorsqu'il a commenté dimanche le début des combats au dé. « C'est ce que nous espérons, mais il convient d'être prudent. Nous n'en sommes qu'à tout premier stade de la campagne. Nous devons attendre et voir ce qui se passe sur une période plus longue. Les jours qui viennent pourraient être plus difficiles », a-t-il déclaré. Le premier ministre se trouvait à sa résidence de campagne de Chequers où il a passé le week-end.

M. Major venait de s'entretenir par téléphone pendant un quart d'heure avec le président Bush. Il a justifié le déclenchement de l'offensive, estimant que « les irakiens irakien-

n'avaient à aucun moment été prêts à accepter intégralement les résolutions des Nations unies » et qu'il s'y avait, dans ces conditions, « aucune raison » de retarder l'assaut. L'intervention au sol était, selon lui, d'autant plus nécessaire que les irakiens avaient entrepris de « détruire systématiquement Koweït-Ville », assaillaient et enlevaient ses habitants et avaient mis le feu à « plus de deux cents puits de pétrole ».

Le premier ministre a regretté de ne pouvoir donner aucune information précise sur le succès de l'offensive. Il s'est de nouveau adressé aux familles des soldats pour leur répéter que ceux-ci seraient rapatriés dès que cela serait possible. « Ce ne sera pas un long conflit, mais il sera peut-être acharné », a-t-il conclu.

La Reine

s'adresse à la nation

M. Neil Kinnock, malgré quelques voix dissidentes au sein de son parti, a apporté son soutien au gouvernement. Le leader travailliste a affirmé que M. Saddam Hussein avait rendu inévitable une guerre au sol. « Alors même que les Soviétiques s'efforçaient de trouver une solution, il lançait ses Scuds, brûlait les puits de pétrole et affichait sa détermination à ne pas appliquer les résolutions des Nations unies », a-t-il déclaré. Deux responsables de la gauche travailliste, M. Tony Benn et M. Clare Short, ont cependant regretté qu'on n'ait pas laissé plus de temps au plan de paix soviétique. La reine Elisabeth s'est exprimée

publiquement pour la première fois depuis le début du conflit. Dans une très courte allocution télévisée, elle a déclaré que les Britanniques pouvaient être « fiers à juste titre de leurs forces armées » et les a invités à prier « pour que leur succès soit aussi rapide que décisif et qu'il soit obtenu au prix le plus bas possible en vies humaines et en souffrances ».

Le consensus du pays s'est manifesté également par le nombre nettement plus important que d'habitude de Britanniques qui se sont rendus dimanche à l'église. Ils auraient été un tiers de plus qu'un dimanche ordinaire, selon le Times. Quelques centaines de musulmans ont, de leur côté, manifesté contre la guerre dans le centre de Londres. Ils ont défilé devant l'ambassade des États-Unis et celle d'Arabie saoudite portant une bannière qui proclamait « Saddam Hussein champion de l'islam ».

Tous les journaux britanniques consacrent lundi leur première page aux premiers succès de l'offensive terrestre de la coalition. Ils insistent sur la facilité apparente avec laquelle les forces alliées sont entrées au Koweït et en Irak et sur le nombre de prisonniers de guerre. Sandy Gall, un reporter de la chaîne de télévision ITN, décrit dans le Times l'assaut très rapide d'une colonne de blindés saoudiens qu'il a suivie au Koweït. Les obstacles au passage des chars avaient été détruits, les bunkers irakiens étaient déserts et les soldats irakiens eux-mêmes se rendaient sans difficulté aux Saoudiens.

D. Dh.

Alger estime que l'action des coalisés est en « contradiction totale » avec les objectifs fixés par l'ONU

Au Maghreb, seules l'Algérie et la Tunisie (voir ci-dessous) ont officiellement réagi, dimanche 24 février, pour dénoncer le déclenchement de l'offensive alliée contre l'Irak.

ALGER

de notre correspondant

Le ministère algérien des affaires étrangères a « condamné avec force », dimanche 24 février, le déclenchement de l'offensive alliée, qualifiée de « violation flagrante de la morale internationale ». « En contradiction totale avec les objectifs que le Conseil de sécurité s'est explicitement assignés ».

L'Irak avait accepté de quitter le Koweït, conformément à la résolution 660 des Nations unies, la paix était à portée de la main. Mais, si guerre il y a, c'est que les États-Unis l'ont voulu ainsi, devant leur situation objective : celle de soumettre un pays rebelle, qui porte bien haut les espoirs d'émancipation des Arabes. Vingt-quatre heures après le début de l'offensive terrestre, l'Algérie officielle - par la voix du président Chadli Bendjedid, venu à Hassi Messoudj célébrer l'anniversaire de la nationalisation du pétrole - comme l'Algérie des partis politiques et des médias se sont, dans l'ensemble, limitées à cette appréciation générale, comme si, avant tout autre commentaire, il était prudent de voir d'abord comment tournaient les combats.

La rue, elle aussi dans l'attente, a

gardé un calme inattendu, qui rendait superflue la présence des forces de police déployées devant les ambassades, les compagnies d'aviation ou les bureaux des sociétés étrangères susceptibles de servir de cibles aux manifestants.

Le black-out quasi étanche que maintiennent les forces de la coalition sur le déroulement des opérations, explique aussi la retenue des Algériens qui, démunis d'informations inadéquates, demeurent perplexes à l'écoute des communiqués de victoire de Radio-Bagdad et franchement sceptiques devant les nouvelles, jugées unanimement partiales, que donne la

Tunis exprime son « extrême réprobation »

A Tunis, nous rapporte notre correspondant Michel Duré, le gouvernement a exprimé, sa « grande déception » et son « extrême réprobation » et a réaffirmé « la totale solidarité de la Tunisie avec le peuple irakien frère, qui fait l'objet d'une entreprise de destruction globale, continue, de ses potentialités humaines et matérielles ». Le comité exécutif de l'O.L.P. réuni dimanche dans la capitale tunisienne, considère que le déclenchement de l'offensive terrestre est « la preuve du rejet, par les pays de la coalition, de toute solution politique à la crise du Golfe » et constitue « une violation » des résolutions du Conseil de

télévision française. « Cette guerre est le conflit le plus ouvert et le plus opaque », remarquait un diplomate algérien.

Algérie presse service (APS), l'agence officielle algérienne, citant Radio-Bagdad, a ainsi fait état de « pertes alliées très élevées », avec, notamment, « l'ontéisme » d'unités de parachutistes tombées derrière les lignes irakiennes et la reddition « d'un grand nombre de soldats égyptiens (...) en pleurs et qui se sont déclarés honteux et ont fait part de leur regret d'avoir été mêlés à cette bataille déshonorante contre leurs frères ».

La Tunisie, nous rapporte notre correspondant Michel Duré, le gouvernement a exprimé, sa « grande déception » et son « extrême réprobation » et a réaffirmé « la totale solidarité de la Tunisie avec le peuple irakien frère, qui fait l'objet d'une entreprise de destruction globale, continue, de ses potentialités humaines et matérielles ».

Le président soudanais, le général El Béhir, se visite à Tunis, a déploré l'engagement des combats terrestres, estimant toutefois qu'ils ne devraient pas empêcher la poursuite des efforts arabes ou vue d'une solution politique du conflit. A Maroc, la radio d'Etat s'est écartée de diffuser, sans commentaire, le discours du président Bush sur le déclenchement de l'offensive terrestre et l'allocation du président Saddam Hussein exhortant ses soldats à combattre. La presse nationale, mise en vente avant que ce soit connu le lancement de l'offensive, s'en est pris,

L'envoyé spécial de l'agence a, quant à lui, vu les habitants de Bagdad, « prêts au sacrifice suprême », sortir dans la rue pour apporter « comme jamais, un soutien total à leur leader [et] marquer leur détermination à mourir dans la dignité pour l'Irak ». L'héroïsme de telles descriptions risque pourtant de produire l'effet inverse de celui qui est recherché, de nombreux lecteurs pouvant remarquer que, si l'on parle déjà de mourir, même avec panache, c'est que la situation n'est guère excellente. Pour sa part, Radio-Alger en langue française a laissé entendre, par la voix de son envoyé spécial à Bagdad, que

les populations de la capitale irakienne « étaient totalement saturées ».

Sournoisement, le spectre de la défaite et de l'humiliation de 1967, lorsque des dizaines de milliers de soldats égyptiens s'étaient débandés, piécés nus, devant les blindés israéliens, hante les esprits. C'est les soldats irakiens, qui tiennent stoïquement depuis quarante jours sous un déluge de feu, donnant à penser que l'affaire, cette fois, sera moins expéditive. « Si l'Irak tient une semaine, l'honneur sera sauve », commentait, quelques heures après le début de l'attaque terrestre, un responsable palestinien.

Circospects sur le plan militaire, les responsables algériens semblaient, en revanche, avoir déjà tiré quelques leçons politiques pour l'après-guerre. En ouvrant, samedi à Alger, la conférence nationale de la magistrature, le président Chadli Bendjedid s'est longuement étendu sur le nouveau paysage issu de la crise. « Le monde arabe ne sera plus ce qu'il était il y a quelques mois ou quelques années », a-t-il assuré, avant de faire part de son scepticisme quant à l'avenir de la Ligue arabe et d'appeler à des changements qui devront être « opérés en fonction de la réalité ».

Concrètement, l'Algérie devrait vraisemblablement quitter l'organisation de la Ligue arabe, il est vrai bien malade, et se replier sur l'Union du Maghreb arabe (UMA) dont les cinq membres, divisés lors de l'invasion du Koweït ont, depuis, sensiblement renforcé leurs liens et leur analyse de la crise.

Appel à un...

Concrètement, l'Algérie devrait vraisemblablement quitter l'organisation de la Ligue arabe, il est vrai bien malade, et se replier sur l'Union du Maghreb arabe (UMA) dont les cinq membres, divisés lors de l'invasion du Koweït ont, depuis, sensiblement renforcé leurs liens et leur analyse de la crise.

La presse rend en général l'Irak responsable de cette nouvelle escalade dans la guerre. Le Yomiuri, de tonalité conservatrice, écrit que, compte tenu de la situation, le soutien japonais est « naturel ». Dans sa communication, le PCI souligne pour sa part que « l'obstacle majeur à une solution dans ce conflit est l'attitude de l'Irak. Le gouvernement Hussein doit cesser d'attaquer telle ou telle coalition à un regard du Koweït, qui doit être complet et inconditionnel ».

La presse rend en général l'Irak responsable de cette nouvelle escalade dans la guerre. Le Yomiuri, de tonalité conservatrice, écrit que, compte tenu de la situation, le soutien japonais est « naturel ». Dans sa communication, le PCI souligne pour sa part que « l'obstacle majeur à une solution dans ce conflit est l'attitude de l'Irak. Le gouvernement Hussein doit cesser d'attaquer telle ou telle coalition à un regard du Koweït, qui doit être complet et inconditionnel ».

GEORGES MARION

Pékin appelle les alliés à la « retenue »

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine, pratiquement à l'unisson de Moscou, a exprimé ses « profonds regrets pour cette escalade dans la guerre du Golfe », se gardant de condamner formellement les États-Unis et leurs alliés mais formulant une nouvelle fois l'espoir qu'une solution pacifique puisse intervenir « à une date proche ». Le porte-parole du ministère des affaires étrangères avait attendu que l'Union soviétique ait fait connaître sa position, dimanche, avant de faire diffuser ce communiqué par l'agence Chine nouvelle.

Pékin a noté que l'attaque alliée avait eu lieu alors que « les espoirs d'un règlement pacifique s'étaient récemment accrûs », allusion au plan soviéto-irakien de retrait auquel les Chinois avaient apporté quelque crédit, sans pour autant appeler explicitement à un cessez-le-feu.

De manière quelque peu surréaliste, le porte-parole a réitéré le rituel appel chinois aux belligérants à

« adopter une approche faite de retenue, de manière à prévenir de plus grandes et irréversibles pertes ». Tout au long des journées ayant précédé l'attaque terrestre, le gouvernement chinois avait montré, par ses déclarations dépassées par l'actualité avant même d'être diffusées, à quel point il se trouvait à la remorque des événements.

C'est un peu le reproche qu'a formulé à son intention le président iranien, M. Hashemi Rafsanjani, en recevant quelques heures avant l'attaque le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Yang Fuchang. « En tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la Chine devrait jouer un rôle important » dans la recherche d'une solution à la crise, a dit le chef de l'Etat iranien, cité par Chine nouvelle.

M. Yang lui a retourné le compliment, une manière pour lui de déclarer l'officielle : « Nous avons constamment exprimé l'importance d'un rôle important dans la recherche de la solution, ce que Pékin apprécie », a-t-il

précisé. En termes diplomatiques, cela signifie que les Chinois entendent se borner à leur attentisme prudent, tentant d'écarter des mécanismes en Occident par des initiatives de paix à contre-temps.

Pour la première fois depuis le début de la guerre aérienne, l'actualité du Golfe a refait surface en « une » du Quotidien du peuple, l'organe du P.C. chinois. Ce fait est en soi surprenant : la direction du journal nous avait assuré voici deux semaines qu'il n'était pas question d'entamer à nouveau le sacro-saint monopole de l'actualité intérieure à la première page du journal dans l'éventualité d'une attaque terrestre contre l'Irak.

Cette marche arrière apparaît comme une concession au public chinois, dont l'intérêt énorme pour la guerre est directement proportionnel à l'observation du pouvoir à accorder, dans ses médias, la priorité absolue à la redéfinition économique et à la stabilité sociale.

FRANCIS DERON

Tokyo : soutien total et « naturel » aux alliés

TOKYO

de notre correspondant

Le Japon a réaffirmé, dimanche 24 février, son soutien total à la coalition anti-irakienne. Au cours d'une conférence de presse, le porte-parole du gouvernement a précisé que son pays maltraiterait ce soutien même si la force multinationale était amenée à poursuivre son offensive en territoire irakien afin de restaurer la paix au Koweït. Lors d'un entretien téléphonique, le président Bush a exprimé sa gratitude à M. Kaifu pour ce soutien.

Le ministre des affaires étrangères, M. Nakayama, a pour sa part déclaré que la contribution de 9 milliards de dollars promise à titre de soutien à la force multinationale sera versée dès qu'elle aura été approuvée par le Parlement ; le parti boudhiste Komeito ayant désormais donné son accord, il ac-

sagit plus que d'une question de jours. M. Nakayama a ajouté que le Japon entendait faire tout son possible pour aider à l'évacuation des victimes de cette offensive terrestre, y compris par l'envoi d'appareils militaires. Des manifestations pacifistes, de faible ampleur, ont eu lieu tout au long de la journée de dimanche, notamment devant l'ambassade américaine à Tokyo.

La presse rend en général l'Irak responsable de cette nouvelle escalade dans la guerre. Le Yomiuri, de tonalité conservatrice, écrit que, compte tenu de la situation, le soutien japonais est « naturel ». Dans sa communication, le PCI souligne pour sa part que « l'obstacle majeur à une solution dans ce conflit est l'attitude de l'Irak. Le gouvernement Hussein doit cesser d'attaquer telle ou telle coalition à un regard du Koweït, qui doit être complet et inconditionnel ».

Ph. P.

هنا من الأصل

الجزيرة

LA GUERRE DU GOLFE

La couverture médiatique des opérations

Un black-out progressivement assoupli

Aux premières heures de l'offensive terrestre, M. Richard Cheney a proclamé un black-out total sur l'information. Le secrétaire d'Etat américain à la défense, invoquant la sécurité des troupes alliées et la nécessité de ne pas informer l'ennemi, annonçait la suppression des points de presse militaires en Arabie saoudite comme à Washington, ainsi que la suspension des retransmissions d'images par les pools de reporters. Les

autres pays de la coalition ont appliqué aussitôt la même censure totale sur l'information, et les journalistes se sont vus privés des conférences de presse tenues quotidiennement par les responsables militaires américains, français, britanniques et saoudiens.

Ce black-out a provoqué les protestations nombreuses des envoyés spéciaux. « Pour moi, c'est un fait sans précédent affirmait ainsi M. Richard Pyle, journaliste de

l'agence Associated Press, ancien correspondant de guerre au Vietnam. « Nous comprenons parfaitement qu'ils doivent être prudents pour la sécurité des soldats, estimait M. Rick Salinger, correspondant de CNN, mais imposer un black-out total ne semblait pas nécessaire ». La mesure a toutefois été rapidement assouplie. Dès dimanche, le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef de l'opération « Tempête du

désert », tenait une courte conférence de presse. Dans la soirée, les premières images, filmées par la chaîne britannique ITN et vidées par la censure américaine à Ryad, circulaient dans les télévisions. Lundi 25 février, dans la matinée, Américains, Saoudiens et Britanniques décidaient de reprendre dans l'après-midi leurs points de presse à Ryad. Au même moment, les autorités françaises n'avaient pas encore fait connaître leurs intentions.

Entre la rue et le désert

Sous les bombardements alliés, le spectacle de la guerre était clinique. Avec l'offensive terrestre, il risquait d'être aisé, accompagné de son cortège de morts et de blessés. Pour vingt-quatre heures, il est resté propre. Images distillées au compte-gouttes des nuages de sable soulevés par des centaines de tanks fonçant dans le désert et des « orgues de Bush » pilonnant les tranchées irakiennes désertées. Le malheur de la guerre, seules les caméras de l'agence britannique ITN l'ont saisi dans les yeux des premiers prisonniers tombés aux mains des soldats saoudiens. De rares images montrées à satiété par les télévisions du monde entier.

Concurrentes pour annoncer cette phase décisive de « Tempête du désert » - aux Etats-Unis, CBS et NBC se dispu-

tent même le prestige d'avoir été les premières - les chaînes ont bien été contraintes de se rendre à l'évidence. Le « black-out » imposé par le commandement allié était respecté. De quoi réfréner l'ardeur des rédactions à occuper l'antenne comme aux premiers jours du conflit. Pour d'une nouvelle fuite des publicitaires? Crainte d'une lassitude des téléspectateurs? Feuilletone et téléfilm n'ont, cette fois, pas été bannis de l'antenne. Aux Etats-Unis, la guerre est restée centrée dans les émissions d'information. En France, les émissions spéciales de l'étoile et de la matinée du dimanche ont cédé le pas à Jacques Martin ou au tiercé dominical, la Cinq multiplie toutefois les bulletins et les plateaux de commentaires. Avec, parfois, des transitions délicates. « Une nouvelle histoire d'hommes

dans l'enfer du Vietnam vous attend de l'autre côté des pubs », assurait le speakerina de la chaîne.

Précautions d'usage

Experts, généraux et commentateurs gardent quand même droit de cité. Le doigt pointé sur les cartes fléchées, ils parodient parfois le « Vrai-faux Journal » de France-Inter et son reporter « Jean Salsrien » qui avoue : « Je n'en sais pas plus ! ». Faut de quoi, on fait parler la rue, ça micro-trottoirs que Guillaume Durand qualifie de « pas franchement scientifiques ». Algériens de Belleville, Koweïtiens en exil...

A Bagdad aussi, les envoyés spéciaux rendent compte des réactions populaires. Martine Laroche-Joubert décrit sur A 2

l'animation des souks; l'Irakien moyen - calme, si l'on en croit l'information soumise à la censure - resta l'oreille collée au transistor; CNN le montre jouant aux dominos. La chaîne américaine diffuse l'intégralité de l'intervention du président François Mitterrand. Comme à ses consœurs françaises.

Une fois quitté l'Elysée, celles-ci ne renouent avec le guerre du Golfe qu'après le film du dimanche soir. Les reporters sur le terrain ont fait leur travail. Les images arrivent. Mais la prudence reste. Si le nombre des prisonniers fluctue de 5 500 à 35 000 puis 85 000 suivant les sources, les présentateurs n'omettent jamais les précautions d'usage. Et reconnaissent leurs incertitudes. La guerre à la télévision restait dimanche soir aussi mystérieuse que d'habitude.

M. C. I. et P.-A. G.

L'action des pacifistes en France et dans le monde

Appel à un rassemblement unitaire à Paris

Plusieurs organisations pacifistes, notamment l'Appel des 75, le comité Maintenant la paix - qui regroupe les Verts, l'Alternative rouge et verte, les communistes « reconstructeurs » et « rénovateurs » - le Mouvement de la paix, proche du PCF, le Forum pour une paix juste et globale au Moyen-Orient, l'Appel des 30, ont appelé à manifester, lundi 25 février, à 18 h 30, place de la République, à Paris, pour protester contre la guerre du Golfe.

« L'opération terrestre vient d'être décidée au mépris de la volonté des peuples et des efforts pour trouver une solution négociée. Des milliers de vies humaines vont encore être délibérément sacrifiées dans une guerre que rien ne justifie », a déclaré M. Denis Langlois, porte-parole de l'Appel des 75, exhortant à « agir pour imposer un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt du massacre ».

Le PCF et le CGT ont annoncé leur participation à cette manifestation qui a été autorisée par la préfecture de police de Paris à condition que le rassemblement prévu ne soit pas suivi d'un défilé. Dans un communiqué, le bureau politique du PCF a appelé à tous

les pacifistes, les socialistes, les croyants, les Verts, les goulites, toutes celles et tous ceux qui s'opposent à la guerre, à se rassembler le plus largement dans leur diversité afin d'exprimer leur exigence de paix, leur volonté de voir la négociation et la raison l'emporter ».

Dès samedi 23 février, à l'appel de Maintenant la paix, du Forum pour une paix juste et globale ou Moyen-Orient et des Verts, quelques dizaines de pacifistes s'étaient rassemblés place René-Cassin (prix Nobel de la paix) à Paris, pour demander l'instauration d'un cessez-le-feu dans le Golfe. Le même jour, trois mille personnes environ avaient manifesté deux heures durant dans les rues de Mont-de-Marsan (Landes), à l'appel du Collectif landais pour l'arrêt immédiat de la guerre. Une trentaine de personnes qui voulaient manifester devant la base aérienne de Mont-de-Marsan, où sont stationnés des appareils américains KC-135 chargés de ravitailler les B-52 en mission pour le Golfe, ont été dispersées par les forces de l'ordre. Enfin, deux cents manifestants se sont rassemblés, samedi 23 février, à Castres et à Carmaux, dans le Tarn, au pied de la statue de Jean Jaurès.

Manifestations en Espagne

Des manifestations contre la guerre, souvent peu suivies, ont eu lieu dimanche 24 février, à la suite du déclenchement de l'offensive terrestre au Koweït.

En Europe, les manifestations les plus importantes ont été organisées en Espagne, où cinquante mille personnes ont défilé dimanche dans les rues de Madrid et de Barcelone en demandant l'arrêt immédiat des hostilités. Dans la capitale espagnole, les vingt-cinq mille manifestants, qui avaient répondu à l'appel du mouvement pacifiste « Plateforme contre la guerre », ont exigé l'examen du plan de paix soviétique en scandant « Non à la guerre ». A Barcelone, environ vingt-cinq mille manifestants ont formé une chaîne humaine de vingt kilomètres de long à travers la centre-ville. De petits rassemblements ont également eu lieu à Tarragone, près de Barcelone, et à Valadolid, dans le nord du pays.

En Grande-Bretagne, cinq cents musulmans ont défilé dans le centre de Londres dimanche à l'appel

du Front islamique international en demandant le retrait des troupes alliées. Les manifestants, qui portaient des banderoles proclamant « Saddam Hussein est le champion de l'islam », se sont rendus devant les ambassades d'Arabie Saoudite et des Etats-Unis aux cris de « Mort à Bush ». Tous ont refusé d'adresser la parole aux journalistes présents.

Enfin, aux Etats-Unis, des gestes symboliques en faveur de la paix ont eu lieu, notamment en Californie où des manifestants anti-guerre ont recouvert le « O » du « Hollywood » inscrit sur l'immense pancarte qui surplombe ce quartier, à Los Angeles, par un drapeau de plus de 15 mètres portant un symbole de la paix. « Cette pancarte de Hollywood est le symbole universel des valeurs exportées par l'Amérique dans le monde entier », ont expliqué les manifestants. Des banderoles décollant « la guerre du pétrole » avaient déjà été accrochées à ce panneau le 21 septembre dernier. (AFP, AP, Reuters)

Une bataille perdue

par Alain Rollot

Le pacifisme est infiniment honorable. Ceux qui le professent sont extrêmement respectables. Mais, depuis que le monde est monde, si les pacifistes ont parfois infléchi le cours des guerres, ils ne les ont jamais empêchées. La guerre du Golfe n'aura pas fait exception à cette fatalité.

La valeur des arguments avancés pour justifier les objections de conscience n'est pourtant pas en cause. Si l'on en fait peu de cas, en France, comme dans les autres pays occidentaux, ainsi que l'indiquent les enquêtes d'opinion, cela tient tout simplement au fait qu'en regard des références au droit et à la morale mises en avant par les partisans de la paix à l'ouverture, la cause de M. Saddam Hussein était devenue absolument indéfendable.

Certains pacifistes peuvent trouver mille raisons d'abandonner dans le sillage de M. Roger Garaudy, philosophe communiste converti à l'islam, qui ne s'embarrasse pas de nuances pour exposer, cette semaine, dans l'hebdomadaire *Révolution*, que la guerre du Golfe n'est qu'une « guerre coloniale », voulue par M. George Bush à des fins impérialistes, conduite sous la pression du « sionisme politique » et visant à la « destruction massive » de l'Irak sous le regard d'une ONU devenue le chambre d'enregistrement des Etats-Unis. On n'en trouvera aucune pour contre la réflexion lucide faite au cours de la dernière réunion du comité central du Parti communiste par un autre pacifiste, M. Guy Herminier, député des Bouches-du-Rhône et directeur de *Révolution* : « Dans cette région du monde où tant de droits sont bafoués, où il y a tant d'injustices dans la répartition des richesses, où la guerre frappe désormais avec une insupportable barbarie, on peut comprendre l'humiliation, le colère, la révolte des peuples arabes. Mais ce n'est pas en s'engageant le droit d'annexer un Etat souverain (comme l'a fait l'Irak) qu'on peut favoriser la solution de ces problèmes, progresser vers un monde où le fort ne prime plus sur le faible, où l'avancée de la justice et le droit des peuples ».

On peut aussi, à l'inverse, parler de « guerre du droit », comme le fait aujourd'hui la Parti socialiste, en espérant que la guerre du Golfe marquera vraiment, si l'URSS ne change pas de cap, l'avènement d'un « ordre international » plus

équitable que le précédent et que M. Mitterrand ne cesse d'appeler de ses vœux.

Cette idée est trop belle pour être assassinée. Mais la meilleure façon de la soutenir est de ne pas se dupier soi-même, donc de se souvenir que l'histoire est jalonnée de guerres proclamées « justes » par ceux qui les mènent et non d'idéaux qui finissent souvent s'écarter les générations suivantes.

Et la seule façon de la faire avancer est d'admettre, d'une part, que les thèses pacifistes ne manquent pas de pertinence lorsqu'elles dénoncent l'existence d'un droit à deux vitesses devant une situation qui voit les chantiers de ce « nouvel ordre mondial » se battre aux côtés de dictateurs pour en abattre un autre, et d'autre part, que M. Jean-Pierre Chevènement n'a pas forcément tort contre M. François Mitterrand lorsqu'il souligne le danger, à terme, pour les intérêts français, de la « volonté hégémonique » des Etats-Unis.

Gagner l'après-guerre

Il en résulte que les pacifistes, qui ont perdu la bataille du Golfe, peuvent encore prétendre gagner l'après-guerre à condition, aussi paradoxal que cela paraît, d'encourager... M. Mitterrand. Car s'il existe aujourd'hui entre le président de la République et ses conseillers des divergences qui paraissent irréductibles, il n'en est pas moins vrai que les objectifs diplomatiques, réaffirmés par M. Mitterrand, dimanche soir 24 février, rejoignent totalement les préoccupations des pacifistes.

Quand M. Mitterrand répète que la France s'emploiera à faire prévaloir « l'équité » dans le traitement global des autres dossiers du Moyen-Orient, en donnant la priorité au sort des Palestiniens et à celui des Libanais, et qu'il se fera en continuant, au besoin, à se démerquer des Etats-Unis, on peut, certes, douter de sa capacité à y parvenir. Mais s'il en tirait prétexte pour ne pas agir dans le même sens, les pacifistes ne tomberaient-ils pas demain dans les mêmes contradictions que celles qu'ils reprochent aujourd'hui au président de la République ?

ALAIN COTTA

« Un livre plein de tonus »



ALAIN COTTA LE CAPITALISME DANS TOUS SES ETATS

192 p.
79 F

« On aime ce livre court, écrit d'un trait, lu de même. Il emporte la conviction. Mais il laisse une trainée de trouble. Le visage triomphant du capitalisme - notre visage - est quelque peu hideux, essoufflé et marqué de toches. Conquérant, médiatique, spéculatif, corrompu, apathique : cinq qualificatifs « choxs », et autant de chapitres qui traduisent la fascination de l'auteur pour le système, fascination contagieuse, comme l'était celle des auteurs du Manifeste pour l'orgueilleuse bourgeoisie. Le rythme du livre évoque le Manifeste. »
Bernard Maris, *Le Monde*

« Ce que j'ai aimé dans ce livre, comme souvent chez Alain Cotta, c'est la très grande force de conviction qu'il recèle et qui entraîne presque nécessairement le lecteur à se sentir en quelque sorte saisi par les vues et les certitudes de l'auteur... C'est paradoxalement l'évocation des nouveaux enjeux, pourtant pas des plus simples, qui peut tempérer l'apparente noirceur des conclusions d'Alain Cotta : celles-ci ne sont en réalité délibérément pessimistes que pour nous pousser, si l'on peut dire, à « relancer le jeu ». Et c'est à quai chacun de nous, à la fin de cette lecture, ne peut qu'avoir envie de s'employer. »
Gérard Worms, *Lu*

FAYARD

LA GUERRE DU GOLFE

L'entretien télévisé du président de la République

« L'ordre donné aux armées c'est de libérer le Koweït, pas d'attaquer l'Irak »

réaffirme M. Mitterrand

Voici les principaux extraits de l'entretien télévisé accordé, dimanche 24 février, par M. Mitterrand.

« Que pouvez-vous nous dire sur ce qui se passe pour les forces des alliés ce soir ? »

« Je ne peux rien vous dire, vous le comprenez très aisément j'en suis sûr, qui pourrait nuire aux secrets nécessaires à une avance militaire sur le terrain face à l'adversaire que nous informons. Cependant je peux confirmer les propos qui ont été tenus aux téléspectateurs par le général Roquejeoffre qui commande l'opération française là-bas, l'opération « Daguet », et qui de son côté indiquait que l'avance française était d'au moins 50 kilomètres sur ce territoire où il se trouve ; et que l'ensemble des autres forces, spécialement celles qui se trouvent au sud, s'étaient dirigées vers Koweït-City, la capitale du Koweït, avaient dépassé par sa rapidité les prévisions, c'est-à-dire qu'elles se trouvent en bonne position pour les heures et les jours qui suivent.

« Avez-vous l'impression que ça se passe mieux que prévu ou moins bien ? »

« Mieux que prévu puisque cela va plus vite et avec moins d'obstacles que nous ne l'imaginions, ce qui ne préjuge pas bien entendu l'avenir des prochains jours.

« (...) C'est vrai qu'au vu de cette journée, un blessé léger, par le fait d'une mine, c'est un résultat inespéré car, dans une opération de cette rudesse et de cette cruauté, on pourrait craindre d'autres pertes. Tout cela, je le répète, sans préjuger la suite, à laquelle il faut se préparer.

« Est-ce que les troupes alliées sont entrées dans la ville de Koweït ? Est-ce qu'elles le contrôlent ? »

« Là, vous m'en demandez trop. Mais si elles étaient dans la ville de Koweït, on le saurait, vous le sauriez déjà.

« Comment peut-on expliquer cette percée rapide de 50 kilomètres dans une journée ? »

« Cela doit être le résultat du fait que nous avons précédé les événements d'aujourd'hui, c'est-à-dire l'action aérienne. Peut-être est-ce aussi une baisse du moral de la troupe adverse. Les soldats irakiens sont des gens courageux et exécutent rien ne doit être dit qui puisse laisser penser qu'ils auraient été en la circonstance de mauvais soldats - mais ils sont coupés de leurs bases, leurs liaisons sont mauvaises et ils n'ont pas toujours le ravitaillement qui convient ; grâce au travail de ces dernières semaines. De ce fait, on peut comprendre qu'ils soient peut-être un peu, voire très désorganisés.

« On dit communément que le noyau dur de l'armée irakienne, c'est la garde républicaine. Est-ce que les forces alliées ont déjà rencontré cette garde républicaine ? »

« Pas encore. Elle ne se trouve pas située dans la zone où, pendant les premiers jours de combat, se déroule l'action.

« Si Saddam Hussein, et c'est apparemment le cas, n'accepte pas un arrêt des combats, jusqu'où iront les troupes alliées ? »

« Le Koweït n'est pas dans la direction de Bagdad »

« Il y a un objectif, il n'y en a pas deux. C'est de pénétrer sur le territoire du Koweït, et, naturellement, de toutes les manières, de front et par des manœuvres enveloppantes, ce qui exige que l'on passe par le territoire irakien, comme le font certaines troupes. Et non pas dans l'objectif d'attaquer l'Irak. Il y a la nécessité d'attendre les troupes irakiennes qui se trouvent au Koweït ou celles qui, en Irak, se dirigeraient pour porter secours à leurs camarades de combat.

« Si, une fois défaits ces armées qui se trouvent au Koweït, Saddam Hussein continue le combat, les troupes alliées ne sont-elles pas amenées à aller plus loin ? »

« Elles pourraient y être amenées, mais telle n'est pas l'intention de la France, de ses alliés, et tel n'est pas le mandat des Nations unies.

« Elles pourraient aller plus loin alors ? »

« Je croyais avoir dit le contraire. Il y a des troupes qui sont à l'heure actuelle en Irak pour la lutte contre les armées irakiennes qui protègent ou bien qui vont et viennent afin d'assurer la bataille. Cela est nécessaire et chacun le comprend. Si l'on veut tourner le dispositif le plus fort et le plus dangereux pour nos troupes, c'est bien de passer à côté. Mais l'objectif n'est pas du tout le territoire irakien. L'objectif n'est pas Bagdad, pour parler simplement.

« Ce n'est pas l'objectif, mais si la bataille continue ? »

« Je vous répète que l'ordre donné aux armées, c'est de libérer le Koweït. Le Koweït n'est pas dans la direction de Bagdad.

« Monsieur le Président, certains, aux Etats-Unis, estiment que l'on ne pourra pas établir une paix durable dans la région si Saddam Hussein reste au pouvoir. Qu'en pensez-vous ? »

« L'opinion est libre, tout ce qu'a accompli Saddam Hussein au cours de ces années, et surtout au cours de ces derniers mois, laisse beaucoup d'inquiétude. On ne voit pas comment il se corrigerait. Mais,

je le répète, notre objectif est simple, je ne vais pas le répéter, tout le monde l'a compris.

« Seulement, il faut bien comprendre qu'une guerre perdue, des pertes très lourdes, une destruction de fait, des réserves, des communications, des moyens militaires de l'Irak dans cette bataille voulue par Saddam Hussein - car, après tout, le Koweït, il n'était pas obligé d'aller le conquérir - c'est cela, l'objet même du litige, cela dure depuis le 2 août de l'année dernière. Je pense que cette situation-là créerait des rapports de force nouveaux à l'intérieur de ce pays, et que l'autorité politique, morale n'en parlons pas, et militaire de Saddam Hussein serait gravement atteinte. Mais c'est un effet indirect de la bataille que nous menons.

« Beaucoup de gens se demandent si l'on n'a pas laissé passer une chance : une chance de paix, une chance d'éviter cette bataille terrestre, une chance qui s'appellerait « propositions soviéto-irakiennes » ? »

« C'est une question, en effet, qui exige une réponse. Parce que l'opinion publique internationale fait bien de s'interroger là-dessus. Voyez-vous, l'Union soviétique a voté avec nous, depuis le 2 août, toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Douze résolutions, nous avons donc été en harmonie constante, rien ne nous a séparés. Certes nous avons adopté, nous, une attitude active. Nous sommes dans le combat militaire, l'Union soviétique n'y est pas. Et cela ne suppose pas forcément une divergence d'appréciation. J'ai entretenu avec M. Gorbatchev des relations permanentes depuis le 2 août.

« Hier encore nous avons parlé ensemble trois quarts d'heure au téléphone, vers 13 heures. On ne peut donc pas dire qu'il y a un différend ou qu'il y a eu un différend entre nous, là-dessus. Il a estimé nécessaire, et sur ce plan-là je ne peux que l'approuver, de chercher une autre chance pour éviter la guerre, et d'user de l'influence dont il peut disposer auprès des autorités irakiennes pour les amener sur un plan qui serait plus acceptable que les propositions dont vous vous souvenez à quel point elles étaient insensées.

« J'ai approuvé cette démarche, je l'en ai remercié. C'est un plan qui nous a été soumis et sur lequel je lui ai fait remarquer - mais je n'ai pas été le seul, d'autres chefs d'Etat ont été mêlés à cette discussion - qu'il n'était pas assez précis sur quelques points, mais sur quelques points majeurs. Tenez, je vais simplement vous donner un exemple : le délai d'évacuation du Koweït, pour peu que M. Saddam Hussein en fût d'ac-

cord : en combien de temps les troupes irakiennes évacueraient-elles le Koweït ? Je le répète, discussion majeure ; à l'origine, certains coalisés dissuadèrent quatre jours, la France a proposé une semaine.

« Nous avons le devoir moral, politique et militaire d'arrêter là »

« Et sa proposition a été retenue, dites-vous ? »

« Il faut le dire, une semaine, qu'est-ce que cela représente ? Les Irakiens sont venus et ont conquis le Koweït en deux jours ; ils pourraient rentrer en deux jours. Ils y ont fait des travaux, ils ont emmené un matériel plus lourd, bien que nous ne soyons pas tenus d'avoir pour eux tant de délicatesse. Mais en fait, après avoir consulté tous nos experts et les chefs militaires français et étrangers les plus compétents, sept jours permettaient sans aucun doute aux troupes irakiennes d'évacuer le Koweït. Tout ce qui serait allé au-delà, comme la dernière proposition de M. Gorbatchev et de M. Tarek Aziz, c'est-à-dire, le cas échéant, trois semaines, tout cela nous reportait vers la fin du mois de mars, le retour de la saison chaude, un péril supplémentaire pour nos soldats.

« Or, ce problème, il est posé depuis quand ? Il est posé depuis le 2 août, c'est-à-dire bientôt depuis sept mois. L'ultimatum pour la guerre, celui qui a marqué la date du 15 janvier, il date du 29 novembre ; c'est-à-dire que depuis le 2 août, après les premières résolutions du Conseil de sécurité lui demandant de partir, le 29 novembre, fixant un ultimatum au 15 janvier, puis, depuis le 15 janvier, il y a eu une guerre aérienne de cinq semaines, on a vu ce qui s'est passé.

« Vraiment, Saddam Hussein a rendu tout le temps, des délais, qui rendaient cette guerre menaçante sans qu'elle éclatât, puis réelle, sanglante, destructrice. Voilà des troupes qui sont placées et qui attendent l'heure. Nos soldats vont risquer leur propre vie, et on va faire durer cela ? Non, c'était trop tard, nous l'avons dit. Nous avons dit : voilà les trois points les plus sensibles. C'est la durée du délai ; une semaine, c'est raisonnable. C'est le fait aussi que le cessez-le-feu ne peut pas avoir lieu avant toute autre opération, mais après ou pendant ; avant c'est abandonner les moyens dont nous disposons.

« Et enfin demander que les résolutions des Nations unies fussent abolies, effacées, avant même toute autre discussion et tout autre événement, alors que seul le Conseil de sécurité peut dire que ces résolu-

tions ne sont plus valables. Tout cela montre bien que nous avions le devoir moral, politique et militaire d'arrêter là et de dire : si dans les heures prochaines nous n'avons pas de réponse qui convient du dirigeant irakien, alors c'est le dernier ultimatum, nous nous réservons le droit d'entrer en action quand nous le déciderons.

« L'échec de l'initiative soviétique et la discrétion, pour ne pas dire plus, de l'ONU en cette période cruciale, ce qui s'est passé ces derniers jours, ont donné le sentiment que cette guerre devenait une guerre des Etats-Unis et non des Nations unies.

« Pourquoi les Etats-Unis ? Il y a aussi vingt-huit autres nations qui sont associées aux Etats-Unis dans cette action, même si les Etats-Unis représentent la force principale dans cette circonstance. Il y a bien des conflits moins importants, mais cependant redoutables. Dans d'autres circonstances, au Tchad, qui était là pour soutenir l'indépendance du Tchad en face de son adversaire, sinon la France ? Personne n'est venu l'aider. Personne n'est venu l'aider militairement, j'entends, sauf le Zaïre et c'est tout. En la circonstance, les Etats-Unis remplissent le rôle principal, et nous l'avons admis. Nous avons fait infléchir certaines décisions.

« Nous avons lutté pour la paix jusqu'au 15 janvier au soir, à la veille de la guerre. Cela dit, maintenant, lorsque le Conseil de sécurité se réunit, et il était réuni depuis huit jours en permanence, il travaille à huis clos, c'est peut-être pour cela qu'on en a moins parlé, mais le Conseil de sécurité est convoqué, il peut s'exprimer. Je crois qu'on ne peut pas se servir de cet argument pour penser que nous avons voulu brusquer les choses. Mais nous ne pouvions pas remettre cette date constamment, alors que la vie et la sécurité de nos soldats sont en cause. Nous ne pouvions pas constamment retarder, retarder jusqu'au jour qui conviendrait à M. Saddam Hussein. Nous n'avons pas de raison de nous laisser conduire jusqu'à ce piège.

« Nous entendons faire ce que nous nous sommes engagés à faire »

« La Maison Blanche vient de dire aujourd'hui que la date de l'offensive était fixée depuis dix jours. Alors on se demande si toute cette agitation diplomatique n'avait pas un caractère un petit peu fabriqué... »

« La paix dépendait de l'acceptation par l'Irak des conditions posées par la déclaration commune des pays coalisés. C'est ce qui comportait notamment ce délai de sept jours. Cette déclaration-là, si Saddam Hussein disait « je l'accepte », c'était la paix. Et si c'était la paix, dans l'heure qui suivait, nous indiquions à nos chefs militaires qui sont sur place qu'il convenait d'interrompre toute manœuvre militaire qui aurait conduit dans les heures suivantes à l'attaque. Mais si c'était la guerre, cela devait se préparer.

« Vous n'imaginez pas que nous allions improviser entre 18 heures, heure française, hier soir, et 2 heures du matin, que nous allions improviser des plans de bataille ? Oui, nous étions quelques-uns à savoir que si rien ne s'arrangeait, si toutes les tentatives de conciliation échouaient, si en même temps Saddam Hussein refusait obstinément, comme il l'a fait, de respecter les décisions des Nations unies, oui, nous savions qu'à cette date, pas exactement à quelle heure, le combat s'engagerait. C'est ce qui s'est produit. Mais comment n'aurions-nous pas préparé la guerre ? C'est une affaire sérieuse.

« Vous êtes en train de nous dire qu'il y a dans la guerre coalition entière, partant entre les Français et les Américains. Est-ce que ce qu'on pourrait appeler la spécificité française reviendra quand il s'agira de discuter la paix et l'avenir de la région ? »

« On a lu assez d'articles, on a entendu assez de déclarations déplorant que la France faisait cavalier seul ou affirmait sa différence. Je ne vais pas vous l'apprendre. Et c'est vrai que la France a affirmé sa différence, et elle a eu raison. Elle affirmait sa différence, notamment lors de son plan de paix du 15 janvier, mais en bien d'autres circonstances. Mais pendant le combat, alors que les soldats sont là ensemble, fraternellement, ils luttent pour la même cause, que la sécurité de l'un commande la sécurité de l'autre, nous allons nous permettre de servir

je ne sais quel jeu de divergence ou d'opposition ?

« Oui, nous sommes liés, nous sommes alliés, nous respectons nos alliés et nous entendons faire ce que nous nous sommes engagés à faire, comme eux-mêmes l'accomplissent. Après, c'est-à-dire pour le débat de la paix, nous avançons déjà dit ce que nous souhaitons, mais nous serons, croyez-le, ce que nous sommes, comme nous l'avons toujours été dans notre Histoire.

« Comme nous l'avons marqué depuis la fin de la dernière guerre mondiale, eh bien nous affirmerons les objectifs qui nous paraîtront les plus justes, et personne ne nous donnera de consigne.

« Est-ce que, de cette épreuve dure qu'est la guerre, peut sortir, à travers la paix qui se dessinera, peut-être un bien ? »

« Mais bien entendu, et si j'ose dire, cette guerre a été rendue nécessaire, et pas par nous. Le président irakien a choisi un mode de suicide politique et militaire, il n'a saisi aucune occasion, elles ont été multiples en six à sept mois. Mais dès que nous en aurons fini, je l'espère, j'espère vite, il faudra bien parler de l'Irak, il faudra bien que l'Irak vive, il faudra bien qu'il vive en paix, il faudra parler du Koweït, il faudra réparer le mal, il faudra parler du Moyen-Orient, il faudra parler des autres conflits, parler du conflit israélo-arabe, il faudra parler du conflit ou plutôt de la situation du Liban, il faudra parler de tout ce qui touche à la paix dans cette région du monde et partout ailleurs.

« Eh bien, nous le ferons, et la France ne manquera pas de trouver dans sa tradition des propositions riches d'avenir qui montreront bien qu'elle a fait la guerre ni contre l'Islam ni contre les Arabes. Nous sommes d'ailleurs associés, je l'ai dit la première fois, avec beaucoup de pays musulmans et arabes dans cette guerre, et nous montrerons aussi que nous savons être logiques et qu'on ne peut pas réserver à un pays particulier, en l'occurrence l'Irak, un traitement aussi dur que celui qu'il subit en oubliant d'agir avec équité lorsque d'autres conflits se proposent à la négociation.

« Je voudrais vous dire un mot pour terminer, et je suis sûr qu'il exprime votre pensée, l'exprime celle de tous ceux qui nous écoutent, une pensée pour nos soldats. Au fond, nous les aimons, nous les soutenons, je crois pouvoir dire que nous avons confiance. Dans bien des foyers français il y a des pères, des mères, des femmes, des enfants qui tremblent, qui s'inquiètent. Alors, que l'on sache que le président de la République pense à eux, les aide, les aide et entend bien mobiliser la nation, pour que chacun sache qu'à moins nos soldats se sentent appuyés par la France. »

L'ordre d'engager les forces françaises

Après l'expiration du délai de l'ultimatum fixé à l'Irak, l'Elysée a publié, samedi 23 février peu après 19 h 30, le communiqué suivant :

« Les autorités irakiennes n'ont pas communiqué aux Nations unies dans le délai voulu leur acceptation des conditions énoncées dans la déclaration des alliés du 22 février. Aucune information n'indiquant que les forces irakiennes aient commencé à se retirer du Koweït.

« La France constate et déplore que M. Saddam Hussein ait refusé la possibilité d'aboutir sans affrontement supplémentaire à la libération du Koweït. Dans ces conditions, les opérations militaires continuent de se dérouler selon les plans prévus.

« Dans la nuit de samedi à dimanche, peu après 4 heures du matin, et alors que M. Bush venait de confirmer le début de l'offensive aéro-terrestre, le président de la République annonçait que M. Mitterrand avait donné l'ordre d'engager les forces terrestres françaises pour la libération du Koweït selon les plans prévus. »

HORIZON 1992

L'ACTE UNIQUE EUROPEEN

LE PARLEMENT EUROPEEN

J. De Ryck, 2^e éd. 1989

Ed. J.-V. Louis et D. Waelbroeck

XVI + 392 p.

2^e tir., 1988. 408 p.

EN VENTE DANS LES MEILLEURES LIBRAIRIES

L'ACTE UNIQUE EUROPEEN

LE PARLEMENT EUROPEEN

EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES

Avec Le Monde sur Minitel

Calculez vos impôts rapidement

36-17

Tapez IMP91

Hubert Beau-Méry



ne fait jamais qu'obéir à la fameuse consigne si souvent répétée par "le patron" : "Pas de lâchetage !" Son livre y gagne en acuité, en précision, en vivacité.

Un portrait à hauteur de modèle... L'auteur a réussi mieux qu'une brillante biographie. Il a su échapper aux images cadées.

Jean-Claude Guillebaud, Le Nouvel Observateur

Jacques Robéroux, L'Express

FAYARD

هنا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

et les réactions en France à l'offensive terrestre

Dans les milieux politiques

□ M. Jacques Chirac : « L'heure est à la cohésion nationale autour de nos soldats qui accomplissent sur le terrain une action courageuse et exemplaire. (...) Le RPR soutient l'action entreprise par la communauté internationale pour la libération du territoire du Koweït, et pour libérer le Koweït il faut bien évidemment passer par le territoire irakien pour faire l'encerclement, mais ce n'est pas à nous d'aller occuper Bagdad. Saddam Hussein aura perdu sa guerre contre l'Irak ; s'il perd deux fois, avec une liste de victimes tout à fait impressionnante, son pays sera complètement détruit, il y a des gens dans son propre camp, qui diront qu'il n'est peut-être pas le meilleur pour continuer à essayer de recommencer une troisième fois. »

□ M. Jacques Rocard, porte-parole du mouvement du RECOURS (rapatriés) : « La communauté internationale n'aura pas à regretter de n'avoir pas cédé aux palinodies du dictateur irakien qui aurait eu, si tel n'était pas le cas, la magie, comme Nasser autrefois, de transformer son relatif échec en immense victoire. L'offensive terrestre menée conjointement par de nombreuses forces arabes contredit totalement l'image d'un affrontement Nord-Sud ou Occident-Arabes au profit de celle d'une guerre de libération menée par des Arabes que le tyran de Bagdad voulait asservir. Aussi le RECOURS-France soutient-il que certains apprentis sorciers cessent de nourrir la dialectique de Saddam Hussein en accablant la spécieuse thèse de l'humiliation arabe... »

□ M. François Fillon, député RPR de la Sarthe : « On a eu le sentiment, de l'extérieur, que, du côté de Saddam Hussein il y a eu une intransigence à laquelle nous avons été habitués mais que, du côté des Etats-Unis, il n'y avait pas non plus beaucoup de volonté de discuter. Il faut s'en tenir au mandat que les Nations unies ont fixé aux forces de la coalition, ne serait-ce que par prudence. Aller jusqu'à Bagdad, occuper l'Irak, mettre en place une administration provisoire pour l'Irak, c'est une autre ques-

tion et le risque d'enlèvement est beaucoup plus grand. »

□ M. Jean-François Deniau, député UDF du Cher : « Dans la mesure du possible, les troupes alliées ne doivent pas aller jusqu'à Bagdad car il n'y a rien de pire que de conquérir et d'occuper une grande ville. Le but, c'est bien la libération du territoire du Koweït, et pour libérer le Koweït il faut bien évidemment passer par le territoire irakien pour faire l'encerclement, mais ce n'est pas à nous d'aller occuper Bagdad. Saddam Hussein aura perdu sa guerre contre l'Irak ; s'il perd deux fois, avec une liste de victimes tout à fait impressionnante, son pays sera complètement détruit, il y a des gens dans son propre camp, qui diront qu'il n'est peut-être pas le meilleur pour continuer à essayer de recommencer une troisième fois. »

□ M. Gérard Longuet, président du Parti républicain : « Soutien fraternel et sans réserve aux soldats de la coalition, et tout particulièrement aux soldats français engagés au premier rang de l'offensive. Ils sont au cœur de nos pensées, et nous avons confiance dans leurs capacités à construire la victoire. Le Parti républicain exprime son admiration pour le courage et la détermination des hommes qui ont choisi le service des armes de la France, nous permettant de tenir notre rang lorsque'il s'agit de mettre au pas le terrorisme d'Etat du régime sanglant de Saddam Hussein. »

□ Le MRG : « L'heure n'est plus à la philosophie. Elle est au civisme et à la solidarité. Le seul moyen d'en sortir dans les moins mauvaises conditions reste la solidarité de la France avec ses alliés et celle de la France avec le chef des armées, c'est-à-dire le président de la République. Tous les partis politiques doivent faire preuve de responsabilité et d'apaisement publicitaire leur totale confiance au chef de l'Etat. L'heure est véritablement à la France unie. »

□ Le PS : « Maintenant s'engage une nouvelle phase des combats pour

la libération du Koweït, rendus inévitables par l'obstination suicidaire de Saddam Hussein. A cette heure, les pensées de tous les socialistes vont d'abord à nos soldats qui doivent assumer la dure responsabilité de mener cette guerre du droit. Le Parti socialiste exprime sa solidarité au gouvernement. Il réaffirme son soutien et sa confiance au président de la République François Mitterrand. »

□ M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale : « Puisque Saddam Hussein et les dirigeants irakiens sont les responsables d'exactions (su Koweït), il faudra qu'ils soient jugés. Ce qui s'est passé à Douvres-City nous rapproche d'Oradour. (...) Si les Irakiens décident de se débarrasser de Saddam Hussein, je ne vais pas verser une seule larme. »

□ M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « Je souffre pour ceux qui doivent se battre dans le cadre de la servitude militaire uniquement parce qu'ils en ont reçu l'ordre. Je sais très bien que nos parochistes, nos légionnaires, nos « mar-souins » sont capables des plus grandes abécès mais je voudrais qu'au moins le peuple, lui, ne soit pas trompé par cette « fausse justice » et se souvienne que c'est l'élan belliqueux des socialistes qui les a conduits à déclarer toutes les guerres de ce siècle. »

compte parce que la machine de guerre devait aller jusqu'à son terme et va aller jusqu'à son terme. »

□ Le bureau politique du PCF : « Le président Mitterrand a pris la lourde responsabilité de mettre notre pays à la remorque et sous les ordres des Etats-Unis. Le prix à payer s'annonce très lourd à tous égards, humain, politique, social, national. Cette politique met en péril la vie des soldats français, sacrifie les intérêts de notre pays et l'isolement des nombreux peuples avec lesquels la France avait des intérêts historiques. Alors qu'elle pouvait jouer un rôle de premier plan pour la négociation et la paix, la France s'est ali-gnée. Elle s'est inscrite dans la logique de guerre, elle a accepté le diktat américain. Les premières propositions soviétiques, acceptées par l'Irak, avaient soulevé un immense espoir. En refusant tout cessez-le-feu, tout délai, George Bush entraînant s'en

teoir à l'entreprise militaire dont la date, du propre aveu des Américains, était fixée au 23 février depuis quinze jours. Tout doit être mis en œuvre pour arrêter cette machine infernale qui mène au carnage. »

□ Les Verts : « Toute la rhétorique de François Mitterrand ne pourra masquer cette réalité : la France s'est alignée sur les Etats-Unis. Se dessine un nouvel ordre international, autour d'un suzerain américain et de nombreux vassaux soumis, dont notre pays. Toute la crise aura été gérée hors de l'ONU, dont la seule contribution aura été de fournir une vague légitimation à l'intervention armée de George Bush. L'histoire nous en dira les conséquences. »

□ Fédération nationale des musulmans de France : « La libération du Koweït (qui) aura pu être une tâche noble (...) devient une « guerre de la honte » où les coalisés respectent de se salir un peu plus les mains. »

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M^{me} Veil : « La gestion suicidaire » de Saddam Hussein

Invitée du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 24 février, M^{me} Simone Veil, ancien président du Parlement européen, a estimé que « l'objectif de la France n'est pas de susciter une révolution en Irak ». Elle a toutefois précisé : « Le régime irakien est épuisant, et je crois qu'au nom des droits de l'homme, au nom de ce que l'on souhaite pour d'autres pays avec lesquels nous ne sommes pas du tout en guerre, on peut souhaiter que le chef de l'Etat irakien ne reste pas en place indéfiniment. »

ne faut pas préjuger de la suite de ce conflit car on peut être entraîné à aller au Irak par la stratégie de Saddam Hussein ». Elle a déploré « la gestion suicidaire de la situation par Saddam Hussein qui a eu toutes les chances pour évincer le Koweït et qui n'en a saisi aucune ». A propos des initiatives soviétiques, elle a déclaré : « Je crois que M. Gorbatchev a présenté ces propositions parce qu'il était très isolé de la diplomatie internationale et totalement marginalisé. Pour son opinion publique intérieure, pour le rôle futur de l'Union soviétique, il avait absolument besoin de prendre une initiative. »

Selon BVA et l'IFOP

L'action de M. Mitterrand est massivement approuvée

Selon un sondage de BVA, réalisé le 24 février auprès de neuf cent soixante-trois personnes pour Libération et 7 sur 7, une écrasante majorité de Français (78 %, au lieu de 77 % une semaine plus tôt et 70 % le 9 février) approuvent « les décisions de François Mitterrand en ce qui concerne la crise du Golfe ».

Cette approbation est la plus forte après des sympathisants du PS, de l'UDF et du RPR (86 % pour le PS, 88 % pour l'UDF, 87 % pour le RPR). Elle reste large chez les proches des Verts (68 %) et du Front national (61 %). En revanche, les sympathisants (78 %) du Parti communiste sont majoritairement hostiles (59 % contre 41 %) à l'action du président de la République. Les résultats de la partie d'extrême droite et du PC sont cependant à utiliser avec prudence en raison de la faiblesse des échantillons.

L'enquête indique également que la majorité des personnes interrogées approuve les initiatives de

paix de M. Mikhaïl Gorbatchev (53 % contre 35 %). Une majorité plus large estime cependant que la coalition n'a eu raison de rejeter le plan de paix soviétique (66 % contre 21 %) et considère l'Irak comme le principal responsable (66 %) de la poursuite de la guerre. L'offensive terrestre est massivement approuvée (73 % contre 20 % d'avis contraires), et une écrasante majorité estime enfin que la coalition (78 %) et la France (76 %) ont raison de faire la guerre à l'Irak.

Un autre sondage (1) réalisé par l'IFOP pour le Journal du dimanche du 24 février fait apparaître une nette progression de la cote de popularité de M. François Mitterrand (47 % d'avis favorables, soit dix points de plus qu'en janvier). Avec 39 % de « satisfait », la cote de M. Michel Rocard enregistre une hausse de cinq points.

(1) Enquête effectuée du 4 au 11 février auprès de mille huit cent soixante-dix personnes.

Dans les lieux de culte parisiens

« La haine, au nom de Dieu »

Norredine est comme groggy. Malgré le premier soleil de printemps qui gorgé les jardins de la grande mosquée de Paris, sa mine reste obstinément trépidée. « On est passé si près de la paix », soupire le jeune Algérien. Il se sent des dizaines comme lui sont, abattus, de la prière de ce dimanche après-midi 24 février. Les uns, régnés, se soumettent à ce qui leur semble déjà le sort des armes et ne dorment pas cher de l'armée de Saddam Hussein. Les autres s'accrochent à l'espoir que le leader irakien garde quelque chose « dans la manche ».

Ils ont vécu pendant trois jours l'oreille collée au transistor, ballottés entre les communiqués contradictoires, les « faux espoirs » successifs de règlement et l'échec final des médiations. « Une guerre injuste, hypocrite, trahie Rafik, étudiant à Nanterre. Les Américains ne font pas la guerre pour aider le Koweït, mais pour mettre à genoux Saddam. Pour éabattre l'Irak, ils sont en train de briser tout un peuple. »

Pas d'éclats de voix, mais une grande dépression. Ces jeunes musulmans ne sont pas pour Saddam Hussein, « en tant que personne, ni en tant que régime » mais ils se disent révoltés par l'attitude de « provocation » de George Bush qui a refusé « l'ultime proposition de paix venue de l'Irak » qui, après avoir essayé de faire croire à une « guerre propre », cherche aujourd'hui à « humilier » tous les Arabes.

Cette guerre a su moins un

mérite, se console Moulay, un Marocain immigré depuis dix ans en France. Elle fait la différence entre « les vrais défenseurs de l'islam » et les « simples comme Fehd ou Moubarak, échetés par les Américains ». « Le monde islamique est en danger et cette guerre prépare des graines d'intégristes », s'écrit un fidèle avant de se fonder dans la foule de la place Monge.

Prières pour les soldats français

A quelques centaines de mètres de là, la cathédrale Notre-Dame-de-Paris est remplie de drapeaux français et allemands. Le messe ce dimanche est en effet célébrée pour le soixante-quinzième anniversaire de la bataille de Verdun, mais quand l'évêque auxiliaire de Trèves, venu pour la circonstance, évoque « la haine que Français et Allemands ont, hier, batté au nom de Dieu », son propos n'est pas aussi intemporel qu'il y paraît.

Les chrétiens parisiens ont prié pour la paix dans le Golfe. Une paix à construire, dit le célébrant, « avec tous nos frères humains, sans haine ni passion, sans abandon ni lâcheté ». Une paix à préserver, « malgré les armes, malgré la logique suicidaire de la haine ». Soixante-quinze ans après Verdun, l'attitude des catholiques devant la guerre a certainement changé, estime un prêtre : « Ils récusent désormais l'écrasement de l'autre, y compris d'un Saddam Hussein, ce qui ne veut pas dire

qu'ils soient des pacifistes à tout crin. »

Comme à Notre-Dame, de l'autre côté de la Seine, chez les catholiques traditionnalistes de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, on prie aussi naturellement pour les soldats français. « Nous ne sommes pas d'accord avec les buts de cette guerre, dit l'abbé Luchini, mais de l'extrême droite, mais les militaires qui exposent leur vie sont aussi nos frères. » Près du curé de Saint-Nicolas, deux anciens officiers de l'Algérie française acquiescent : « Bien qu'elle soit symbolique, cette armée française qui combat en Irak, on l'aime bien », disent-ils avec nostalgie. Ajoutant : « On aime nos soldats qui vont devoir racheter de leur sang les conneries de nos gouvernements. »

Les vendeurs de National Habbo se font un passage à travers la foule qui sort de l'église. « Hier, les Américains étaient vilipendés par la classe politique, intellectuelle, médiatique. Aujourd'hui, ils sont les meilleurs, se sacrifient pour le droit, la liberté. En fait, ils veulent la guerre à outrance et nous ne sommes pas dupes sur leurs véritables objectifs », dit un fidèle. Rejoint par un ami qui, faussement naïf, glisse : « Comment expliquez-vous que cette armée se soit toujours trouvée auprès des sionistes ? » A ses côtés, les mains d'un enfant jouant avec les grains d'un chapelet.

H. T.

L'ASTRADUL
Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4930

PLUS VITE, MOINS CHER!
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite!

3615 NEUBAUER
votre occasion + un grand jeu!

Les offres exclusives gratuites NEUBAUER® :

- 285 V.L.P. Cuir/Bois
- un intérieur cuir sur la PEUGEOT de votre choix
- un Contrat Service de 4 ans ou 80 000 km
- un votre Peugeot super équipée (alarme, toit ouvrant et poste de radio)

Présentation de cette campagne jusqu'au 15 mars 1991 ; ces offres ne sont pas cumulables et ne concernent pas les modèles de base et les séries limitées.

7, bd. Gouvion-St-Guy 75017 PARIS ☎47.66.02.41
10, rue Oudinot 75011 PARIS ☎47.10.57.60
179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.98.55.91
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.51.34
8, rue de la République 75002 PARIS ☎42.61.15.63
29, bd. des Filles-du-Calvaire 75008 PARIS ☎42.93.59.52
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎43.21.60.21

NEUBAUER
PEUGEOT

EUROPE

URSS : manifestations à Moscou

Les partisans de M. Boris Eltsine répliquent au meeting conservateur organisé pour la fête de l'armée

Après le rassemblement conservateur de dizaines de milliers de parsonnes, samedi 23 février à Moscou, à l'occasion de la fête de l'armée, les partisans de M. Boris Eltsine se sont réunis, dimanche, sur la place du Manège. Ils ont appelé à de nouveaux meetings, dans toutes les villes d'URSS, le 10 mars, à une semaine du référendum sur le maintien de l'Union.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Si, comme l'affirment certains des conseillers actuels de M. Gorbatchev, la perestroïka subit une simple pause, la glasnost — la fameuse transparence — semble bien pousser ses derniers soupirs. Pour l'agence Tass, redevenue la bible de la télévision et de la presse communiste, « 300 000 Moscovites étaient samedi 23 février au pied du Kremlin » pour le meeting en soutien à l'armée et au communisme; ils n'auraient pas été plus de quelques dizaines de milliers le lendemain, au même endroit, pour soutenir M. Boris Eltsine.

En réalité, les seconds étaient un peu plus nombreux que les premiers. Cela a fait plaisir aux « eltsinistes » (qui ont aussitôt estimé leur propre nombre à 500 000), mais, même s'ils n'avaient pas réussi à surpasser leurs adversaires, cela n'aurait pas changé grand chose à la signification de ces journées : la rue reste aux côtés de Boris Eltsine, après son appel à la démission de M. Gorbatchev lancé à l'issue d'une interview télévisée où il n'avait pourtant pas brillé. Même si, dans un premier temps, des intellectuels réformateurs ont estimé qu'il avait commis une erreur tactique.

Les partisans de M. Eltsine se sont mobilisés en deux jours, après un premier rassemblement vendredi (le Monde daté

24-25 février). Alors que la télévision et la presse appelaient fébrilement depuis une semaine à participer au meeting des communistes, avec publication des rendez-vous secondaires, mobilisation de dizaines de camions militaires et de bus pour amener les manifestants des environs de Moscou et instruction aux militaires d'y participer, en tenue ou en civil, « avec leurs familles ». Instruction bien sûr officiellement démentie, mais la Komsomolskaïa Pravda — dernier grand quotidien à résister à la normalisation — a publié un fac-similé de la directive émise par le chef de l'académie militaire Dzerjinski, assortie de recommandations de créer des groupes de militaires armés de trente personnes, à des fins non précisées.

« Unité du peuple et de l'armée »

Le résultat, au vu de tous ces préparatifs, était pitre, tel un cortège officiel du 7 novembre, les femmes et les enfants en moins. Sans doute moins d'un tiers des trois cent mille participants annoncés à l'avance, chiffre auquel il faut bien officiellement se tenir. Point de familles donc, ni de « majorité silencieuse exaspérée par les démocrates » et à laquelle la courageuse contre-offensive du parti aurait rendu la parole. Il n'y eut que des rangées, bien ordonnées mais peu denses, d'appareils presque en uniforme : chapska de bonne fourrure et manteaux gris. Pour faire masse, des rangs de jeunes appelés, l'air peu enthousiaste, et beaucoup d'officiers. Des banderoles d'un beau rouge — mais aussi blanches ou bleues — aux slogans bien dessinés et qui se voulaient « modérés » : en soutien à Gorbatchev, à son référendum du 17 mars sur le maintien de l'Union et à l'« unité du peuple et de l'armée ». D'autres enfin, portées par les plus chanceux, sans doute, dénonçaient Eltsine. Entre

les rangs, se faufilaient des vendeurs de journaux des « picds-noirs » russes des pays baltes ou de la mouvance Pnimit : « Vous ne trouvez pas une seule idée juste dedans », promettait l'un d'eux. Plus loin, un pancarte comparait l'Irak au cuisiné Variag, le seul de la flotte du Tsar qui ait résisté aux Japonais en 1905. Une autre encore proclamait l'amitié indéfectible des Russes et des Arabes.

« La famine menace »

Ce furent les seules références directes au conflit du Golfe. Rien à ce sujet dans les slogans, repris avec discipline et des boursiers martiaux, pour ponctuer les propos des orateurs à la tribune. Ni dans les discours de ces derniers, qui couvraient pourtant un assez large spectre de sensibilités « de droite » : du chef communiste d'une usine qui affirmait que la situation en URSS était semblable à celle de l'Allemagne avant la prise du pouvoir par Hitler (il a évité de citer Eltsine, mais tous auront compris), au député très gorbatchévien du conseil de Moscou qui se disait « de paix et de concorde ». Le fameux colonel Alkms était lui aussi, l'homme qui en novembre donnait un mois à M. Gorbatchev pour rétablir l'ordre sous peine d'avoir à se démettre, sans qu'une campagne soit lancée contre lui comme ce fut le cas pour M. Eltsine. Il s'est maintenant, il est vrai, déclaré satisfait de M. Gorbatchev et s'est limité dans son intervention à défendre l'intégrité de l'URSS. Un artiste, enfin, a fait répéter par la foule un « non » vigoureux « au démantèlement des usines industrielles de la défense », après lui avoir fait dire « oui » à la « conversion civile » de ces industries, mais la contradiction n'a semblé gêner personne. N'aurait pas le ministre de la défense, le maréchal Dmitri Iazov, ni les autres dirigeants du nouveau

cours de l'URSS, tous présents à la tribune même s'ils n'ont pas pris la parole : le chef du KGB, M. Kroutchakov, le ministre de l'intérieur, M. Boris Pugo, et tout le haut commandement militaire — officiellement, on célébrait la fête de l'armée.

Le lendemain, la place du Manège retrouvait ceux qui ont pris l'habitude depuis un an de s'y retrouver : la foule des partisans d'Eltsine, beaucoup de femmes et des hommes en bonnets plutôt qu'en chapskas. A la tribune, peu de députés de l'intelligentsia. Mais l'agronome Tchernichenko était là pour affirmer que la « famine » menaçait bel et bien la Russie l'an prochain, parce que M. Gorbatchev refuse de donner la terre aux paysans. Les orateurs à la tribune ont exhorté le peuple à se mobiliser pour le référendum du 17 mars, mais ils ont évité de dire que la consultation semble bien mal engagée pour eux : la question « Voulez-vous un président de Russie élu au suffrage universel ? » — que les partisans de M. Eltsine veulent soumettre à référendum dans la fédération de Russie en même temps que celle sur le maintien de l'Union — n'a même pas pu être approuvée par le parlement de Russie. Toute activité sérieuse de cette assemblée est en effet bloquée depuis des mois, dans la mesure où deux forces égales s'y affrontent, démocrates et communistes, et les deux-tiers des voix nécessaires aux questions constitutionnelles n'est jamais atteint.

Comme la guerre du Golfe n'était pas un sujet de préoccupation, dimanche chez les démocrates encore moins que samedi chez les communistes, il ne restait aux partisans d'Eltsine qu'à appeler à un nouveau meeting, dans toutes les villes d'URSS, pour le 10 mars, à une semaine du référendum de M. Gorbatchev.

SOPHIE SHIHAB

ALBANIE

Situation confuse après les affrontements à Tirana

Trente personnes ont été arrêtées après les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, vendredi 22 et samedi 23 février, devant l'Ecole militaire de Tirana, indiqua dimanche soir, un communiqué du ministère de l'intérieur, qui précise que le calme est revenu dans la capitale. Un policier a été tué et deux autres ont été blessés, ajoute le communiqué, qui ne donne aucun bilan concernant les manifestants. Des sources indépendantes à Tirana font état d'une dizaine de morts, mais rien n'a permis de le confirmer.

Selon la version officielle, les manifestations qui avaient débuté vendredi devant l'Ecole supérieure militaire Enver-Hoxha ont amené les forces de l'ordre à tirer après avoir essayé des coups de feu venant des « éléments destructeurs » qui se trouvaient dans la foule. Celle-ci « a fait monter la tension samedi en bloquant la route, jetant

des cocktails Molotov et ouvrant le feu à trois reprises contre l'Ecole militaire, qui a été attaquée à l'explosif durant la nuit », indique-t-on de source officielle.

L'opposition redoute l'instauration d'une dictature militaire à la suite de discours très formels prononcés samedi par le président Ramiz Alia. Le numéro un albanais a appelé les « patriotes albanais » et les communistes à « isoler les vandales et les terroristes ». « Même si la statue d'Enver Hoxha a été déboulonnée, a-t-il dit à la télévision, son œuvre demeure ». Le Parti démocratique a fait savoir qu'il avait l'intention d'organiser des rassemblements dans tout le pays au cours des prochains jours.

Environ 2000 partisans du régime albanais ont manifesté dimanche à Gjirokaster, la ville natale d'Enver Hoxha. A Shkoder, la police a dû intervenir samedi pour empêcher des heurts entre manifestants et contre-manifestants. — (AFP, Reuters.)

Leka I^{er} : « Eviter le bain de sang »

De passage à Paris avant de repartir pour une destination qu'il affirmait « ne pas pouvoir révéler », Leka I^{er}, le prétendant au trône d'Albanie, qui vit d'ordinaire en Afrique du Sud, a voulu lancer, samedi 23 février, un appel au peuple albanais à la direction du pays pour que « soit évité un bain de sang ».

« Le gouvernement doit se rendre complètement et ouvrir la porte afin que le peuple puisse jouir d'une véritable liberté », a déclaré Leka I^{er} au Monde. Lui-même pense pouvoir jouer un rôle fédérateur et offrir de « se porter garant d'un référendum national au cours duquel le peuple albanais exprimerait son choix, république ou monarchie ».

La situation sur place, reconnaît Leka I^{er}, est « assez confuse », mais les informations dont il dispose laissent craindre qu'il n'y ait « beaucoup plus que quatre morts ». Le fils du roi Zog se montre sceptique

sur la possibilité d'un coup d'Etat militaire : « Il ne faut pas oublier, dit-il, que l'armée albanaise est une armée de conscrits, qu'il serait difficile de retourner contre son propre peuple. Dans les troubles actuels, aucun élément militaire ne s'est encore montré armé; c'est la Sigurimi (police politique) et son bataillon d'élite qui sont au premier plan ».

Pour Leka I^{er}, « le plan du président Ramiz Alia de se présenter comme le président d'une nouvelle république en s'écartant un peu du Parti du travail (PC albanais) et en se rapprochant des autres partis créés avec son appui a échoué. Il a été dépassé et eût dû abandonner cette idée », ce qui l'a amené à se rapprocher des communistes orthodoxes. « Je pense, dit-il, que M. Alia va arriver à maîtriser la situation encore quelque temps, mais pas très longtemps ». S. K.

POLOGNE : M. Marian Krzaklewski nouveau président du syndicat

Le congrès de Solidarité a été dominé par les difficultés de la politique d'austérité

M. Merien Krzaklewski, un informateur de quarante et un ans, originaire de Haute-Silésie, a été élu, samedi 23 février, à Gdansk, président du syndicat Solidarité. Il succède à M. Lech Walesa, devenu président de la République.

Les délégués au congrès extraordinaire de Solidarité ont préféré élire un responsable syndical peu connu du grand public et peu marqué politiquement plutôt que l'un des ténors du mouvement, comme Bogdan Borusewicz, Andrzej Slowik ou encore Lech Kaczynski, qui étaient tous candidats. La candidature de M. Borusewicz était soutenue par M. Walesa, et il a fallu plusieurs heures de vote et trois tours de scrutin pour parvenir à élire M. Marian Krzaklewski, enseignant à l'école polytechnique de Silésie, avec 51,3 % des voix.

« Je soutiens l'idée d'un syndicat pur, dégagé de toute implication politique », a déclaré le nouveau leader syndical mmis nous ne devons pas oublier que Solidarité reste le garant des réformes en Pologne », M. Krzaklewski a ajouté que Solidarité restait

aussi la principale force anticommuniste en Pologne. Il a d'ailleurs exclu toute coopération avec l'OPZZ, l'ancien syndicat officiel du régime communiste et qui se montre à présent très revendicatif.

Ouvrant le congrès, le président Walesa a souhaité que le syndicat, fondé en 1980 comme un défi en pleine ère brejnévienne, « poursuive sa mission historique » et reste « le principal moteur des transformations » en Pologne, « sans pour autant chercher à se substituer aux partis politiques ». « Notre syndicat représente les intérêts des travailleurs mais en même temps, il assume depuis le début la responsabilité du devenir de la Pologne », a-t-il ajouté.

Plaidoyer de M. Bielecki

Rude tâche en effet pour un syndicat, au moment où les travailleurs de tout le pays voient chuter leur niveau de vie et supportent de plus en plus mal le quasi-blocage des salaires imposé par le gouvernement dans le cadre du plan de réforme économique radicale. Les candidats à la présidence du syndicat ont d'ail-

leurs vigoureusement dénoncé à la tribune la politique d'austérité du vice-premier ministre, M. Leszek Balcerowicz, et les autorités semblent commencer à réaliser qu'elles ne vont peut-être plus pouvoir contenir la pression sociale très longtemps — des grèves ont éclaté en plusieurs endroits ces dernières semaines — et ce, alors que l'inflation est remontée à 12,7 % en janvier.

Le premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki, s'est engagé dimanche devant le congrès de Solidarité à poursuivre le programme de réformes, mais a lancé un vibrant appel à l'Occident en vue d'une réduction de la dette polonaise. « La Pologne ne peut pas se sortir seule de cette crise », a-t-il déclaré. « Il nous faut une réduction importante de la dette extérieure ». Mais même avec cela, a-t-il averti, « il n'y aura pas de miracle ». Pas question, donc, de revenir sur la fameuse « popowiek », la taxe imposée aux entreprises dès qu'elles augmentent les salaires au-delà d'un seul fixe, et qui revient en pratique à bloquer les rémunérations. Les syndicats réclament avec insistance l'abolition de cette taxe mais, pour M. Bielecki, « nous ne pouvons ni l'abolir ni la modifier sous peine de provoquer le retour d'une inflation élevée et d'une nouvelle course dévastatrice entre les salaires et les prix ».

Parallèlement, dimanche, la Pologne et le FMI mettaient au point un projet d'accord qui mettra peut-être du baume au cœur du premier ministre : aux termes de cet accord, Varsovie recevrait deux milliards de dollars sur trois ans pour faciliter la transition vers l'économie de marché (lire également page 19). S. K.

ALLEMAGNE : M. Lothar de Maizière réhabilité. — Blanche des accusations de collaboration avec la Stasi qui avaient été portées contre lui (le Monde du 24-25 février), le dernier chef de gouvernement de l'ex-RDA, M. Lothar de Maizière, a été nommé, samedi 23 février, président de la commission chargée de préparer le nouveau programme du Parti chrétien-démocrate allemand. M. De Maizière, écarté en janvier de la formation du gouvernement au raison des soupçons pesant contre lui, a également repris ses fonctions de vice-président de la CDU. — (AFP)

RECTIFICATIF : A la suite d'une erreur de transmission, nous avons écrit dans nos éditions datées dimanche 24-janvier 25 février que M. Todor Jivkov avait écrit « deux lettres à M. Gorbatchev en 1980 ». Il fallait lire « 1989 ».

TCHÉCOSLOVAQUIE : avec la scission du Forum civique

Une page de la « révolution de velours » est tournée

La Tchécoslovaquie a tourné, samedi 23 février, une page de la « révolution de velours ». Elle a mis fin à l'expérience des mouvements civiques aux contours flous avec la scission du Forum civique (OF), l'instrument politique fondé au lendemain du 17 novembre 1989 par l'actuel président, M. Vaclav Havel, et par ses amis dissidents pour renverser le régime communiste.

PRAGUE

correspondance

Le Forum civique, large plateau regroupant tous les courants, du conservatisme thatchérien à la social-démocratie, unis par le rejet du communisme, a en effet décidé, lors de son dernier congrès, après quinze mois d'existence, de se scinder en deux formations, de centre-droit et centre-gauche. Les délégués ont adopté à la quasi-unanimité (161 voix contre 3 et 3 abstentions) la constitution d'un « Parti démocratique civique » (OTS) inspiré du Parti conservateur britannique, sous la houlette du ministre des finances ultralibéral, M. Vaclav Klaus, et d'un « Mouvement civique » (OH) réunissant sous l'égide du vice-premier ministre, M. Pavel Rychetsky, d'intellectuels de gauche et d'anciens dissidents. Les deux formations tiendront leur congrès constitutif respectivement en mars et avril prochains.

Divorce à l'amiable

Un comité de coordination paritaire de dix membres coiffera ces deux organisations si sera le seul habilité à porter le label OF. Il fera office de conseil d'arbitrage entre les partenaires, qui se sont engagés à cohabiter jusqu'aux prochaines élections prévues au printemps 1992.

Le « divorce à la tchèque » du Forum civique s'est déroulé à l'amiable, les dirigeants des deux

secteurs jouant l'apaisement après plusieurs mois de querelles fratricides. Une symbolique poignée de main entre MM. Klaus et Rychetsky a ouvert les débats, froids et conciliants dans l'ensemble, si l'on excepte quelques attaques verbales contre les médias officiels, contre les mains de l'aile gauche minoritaire.

Le chef de l'Etat qui avait donné, il y a quinze jours, sa bénédiction au projet de séparation, s'est tenu à l'écart des travaux du congrès, qui se déroulaient dans la Lucerna, le premier palais de béton de Prague construit par son grand-père au début du siècle. Le président Havel ne compte d'ailleurs

« jouer aucun rôle directeur ni assumer aucune fonction » dans le comité de coordination, ont confirmé, à l'issue du congrès, les deux dirigeants rivaux.

En outre, l'organisation pour du Forum civique en Slovaquie, Public contre la Violence (VPN), qui tenait également une assemblée ce week-end, a choisi de se maintenir comme mouvement de centre-gauche malgré ses divergences internes grandissantes. Cette différence dans l'évolution des deux principaux partenaires de la coalition gouvernementale devrait « poser des problèmes nouveaux », ont estimé MM. Rychetsky et Fedor Gal, le président du VPN.

MARTIN PLUCHTA

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS

Mort de l'ancien sénateur John Cooper

John Sherman Cooper, l'ancien sénateur républicain du Kentucky, est mort d'un arrêt cardiaque, jeudi 21 février, dans une maison de retraite à Washington. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Au cours de ses quelque vingt ans de législature (à l'exception de deux « entractes » au cours desquels il servit comme ambassadeur en Inde, puis, plus tard, en Allemagne de l'Est), il s'était acquis sur les bancs du Sénat une réputation d'indépendance, en n'hésitant pas, à l'occasion, à voter contre son propre parti.

De tendance plutôt libérale, M. Cooper, qui fut l'un des premiers républicains à mettre en cause les pratiques abusives employées par son confrère du Wisconsin, le sénateur Joseph McCarthy lors de la chasse aux « sorcières » communistes des années 50, s'opposait aussi fermement à l'engagement croissant des forces armées américaines en Asie du Sud-Est. Dans ce but il élabora un amendement, resté célèbre, avec le démocrate Frank Church de

l'Idaho, pour tenter de limiter les actions militaires américaines au Cambodge. Bien que très populaire, mais désapprouvant les choix de son parti durant le conflit vietnamien, il décida de se retirer volontairement en 1972.

ARGENTINE : attentat manqué contre M. Alfonsín. — L'ancien président argentin, M. Raúl Alfonsín, a échappé dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 février à une tentative d'attentat à San Nicolás, à 250 km au nord-ouest de Buenos Aires. Alors qu'il participait à un meeting de son parti, l'Union civique radicale, un homme est sauté de la foule et a tenté de tirer sur lui, mais son revolver n'a pas fonctionné. L'auteur de l'attentat, un jeune, Ismael Mario Abdala, ancien membre de la police des frontières, a été arrêté, mais deux hommes qui l'accompagnaient ont pris la fuite. — (AFP)

هكذا من الأصل

MÉDECINE

Selon M. Jean Vautier, préfet honoraire,

**La police avait recouru à des vigiles
lors de la manifestation du 23 mars 1979**

A la question : « Ainsi, vous avez eu le certilugue que la police française a utilisé deux sociétés de gardiennage pour faire de la provocation dans une manifestation ? », M. Vujojić répond : « Je ne parles pas, si vous le voulez bien, de provocation, mais disons que la police a demandé à une ou deux sociétés privées de gardiennage de mener un certain nombre d'actions qui étaient gênantes pour un service public. »

C'est pour « donner une autre image des sociétés privées de sécurité » que M. Vaujour avait décidé de créer la FPOPS, d'offrir le 1^{er} janvier à nos journaux une conférence où il s'expliquerait, d'obtenir une législation réglementant l'existence et l'activité des sociétés de gardiennage.

Joint au téléphone, M. Vaujour a réaffirmé que les missions confiées par la police aux vigiles lors de cette manifestation avaient été « particulièrement équivoques » selon le témoignage fourni par le dirigeant de l'Association des sociétés de gardiennage, aujourd'hui décadé.

Sans aller jusqu'à penser que les vigiles avaient été incitées à jouer aux « casseurs », M. Vaujour considère qu'il s'agissait « moins ou davantage manifestants » et valent « donner

11 1 11

LC 01

transité par ce secteur à midi, aotant qoc durant toute la journée

Le leçon en est simple : en montagne, les conditions météorologiques sont déterminantes pour le trafic routier. M. Jacques Lambert, préfet de Savoie et responsable du plan PISTES/indisqualifie, « lorsqu'il y a un vent de force 8, les marins ne sortent pas. Les automobilistes devraient appliquer le même raisonnement pour se rendre dans les stations de ski ».

Les seuls déçus de cette situation étaient les vendeurs de sandwichs et de merguez sur les bords de la route. « La semaine dernière, il fai-

sait un temps épouvantable et nos réchauds ne marchaient pas. Aujourd'hui, il y a un soleil magnifique, mais ça roule », se désolait l'un d'eux, venu spécialement de Chamonix. Inutile d'espérer faire des affaires l'année prochaine sur ces mêmes emplacements. Pour les Jeux olympiques, l'autoroote sera en service.

MICHÈLE AULAGNON

Nouvelle diminution du nombre des prêtres catholiques dans le monde

De 1975 à 1989, le nombre des prêtres a diminué de 24 000, alors que celui des séminaristes augmentait de 33 000. La crise des vocations est plus forte encore chez les religieux, qui étaient 893 418 le 31 décembre 1989, soit une baisse de plus de 10 % depuis 1975. —

■ Mgr Gagnon nommé évêque de Sabara. — Mgr Michel Gagnon, cinquante-sept ans, de nationalité canadienne, membre de la Congrégation des missionnaires d'Afrique (Pères blancs), a été nommé, le 12 février, évêque de Laghouat (Algérie) par Jean-Paul II. Mgr Gagnon, qui avait été évêque de Djibouti de 1980 à 1987, était jusqu'à présent directeur de l'Institut pontifical d'études arabes et islamiques à Rome.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde
 Durée de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944.
 Capital social :
 620 000 F
 Principaux associés de la société :
 Société civile
 « Les rédacteurs du Monde »,
 « Association Hubert-Beuve-Méry »
 Société anonyme
 des lecteurs du Monde
 Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE.

Jacques Lesourne, président
François Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS

Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F
Téléfax : 45-55-04-70. - Société filiale
du Journal Le Monde et Régis Presses SA

TÉLÉMATIQUE
Composez 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LM

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Télécx : 208.806 F

**Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration**

Renseignements sur les microfilms et

ABONNEMENTS

**1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-
SUR-SEINE**

TARIF	FRANCE	STRAN- GER
3 mois	400 F	500 F

6 mois	780 F
1 an	1 400 F

ÉTRANGER : par voie aéré
*Pour vous abonner, renvoyez
 de votre règlement
 ou par MINITEL : 36-15 L*

Changements d'adresse définitifs ou p
 formuler leur demande deux semaine
 numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

3 mois ☐ 6 mois ☐

Nom : _____

Adresse : _____

Localité : _____

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BOEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Téléscopieur : (1) 49-80-30-10
Téléc. : 261.311 F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
et Index du Monde au (1) 40-60-29-33

EMENTS

SUR-SEINE CEDEX TA. : (1) 40-60-32-90

VISSIE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voix normale y compris CEE avion
572 F	790 F

1 123 F	1 560 F
2 086 F	2 960 F

érienne tarif sur demande
 rver ce bulletin accompagné
 à l'adresse ci-dessus
 EMONDE code d'accès ABO

rovisaires : nos abonnés sont invités à
 s avant leur départ, en indiquant leur

PP-Paris RP

ABONNEMENT

Prénom : _____
Code postal : _____

DES ÉLEMENTS
D'ÉQUIPEMENT
EN VRAI BOIS

Nombreuses combinaisons
possibles, avec ou sans lit
relevable, tous styles :
chêne, noyer, merisier
ou laqué.

CAPELOU

30, rue de la République - 93000 NOGENT - 01 49 26 26 21 LE GRAND MAGASIN

12, T. M. Gumbourg
94852 IVRY Cedex

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SPORTS

VOILE : la course autour du monde en solitaire avec escales

Vingt rescapés à l'approche du cap Horn

Les premiers concurrents du troisième BOC challenge, la course autour du monde en solitaire avec escales, devaient doubler le cap Horn dans les prochains jours. Le légendaire rocher à la pointe extrême de l'Amérique du Sud marquera cette fois le fin des angoisses pour des navigateurs qui n'avaient jamais rencontré autrui d'icebergs dans l'extrême-sud du Pacifique. Une collision avec l'un d'eux a contraint le Sud-Africain John Martin, leader de l'épreuve après les deux premières étapes, à abandonner son bateau avant d'être recueilli par son compatriote Bertie Reed.

Lorsque Alain Gauthier et son Général-Concorde doubleront le cap Horn, probablement en tête de la flotte des vingt rescapés du troisième BOC challenge, le navigateur français aura peut-être une pensée pour l'*Eendracht* (concorde en néerlandais), ce vaisseau de 360 tonnes avec 65 hommes d'équipage qui avait permis à Willem Cornelisz Schouten, originaire de... Horne, aux Pays-Bas, et à Jacques Le Maire, fils d'un marchand bugenot établi à Amsterdam pour fuir les guerres de religion, de devenir les premiers cap-horniers, le 14 juin 1615, en cherchant, au sud du détroit de Magellan, un autre passage vers le Pacifique.

Pour atteindre le Horn, l'équipage de l'*Eendracht*, qui s'était engagé à « naviguer partout où il plairait au maître du navire de le conduire », avait dû surmonter son angoisse d'aborder une mer encore inexplorée et, surtout, livrer bataille à « des oiseaux d'admirable grandeur, assez semblables à des mouettes de mer mais plus grands que des cygnes d'Europe, chaque nile déployée dépassant la longueur d'une oie » (1). Empêtrés dans leurs ailes géantes, ces albatros, alors inconnus des navigateurs, avaient envahi le pont, aussitôt massacrés par les matelots. Mais, baronnés au visage par les bécres crochus des oiseaux, plusieurs marins avaient péri.

Près de quatre cents ans plus tard, la légende du Horn, renforcée au milieu du XIX^e siècle par les démenties, a été portée par manque de visibilité, les pertes de cargaisons et de vies humaines sur les grands clippers construits pour la

conquête de l'Ouest américain puis pour ramener l'or de Californie et la laine d'Australie, est toujours vivace. Avant d'aborder le Horn dans le sens Est-Ouest, les navigateurs parlaient d'Australie devant, en effet, lutter près d'un mois, dans les cinquantièmes lanières du Pacifique, avant d'atteindre ce point mythique situé par 55°59 de latitude sud et 67° de longitude ouest. A ce jour, à peine 200 marins ont réussi cette performance en solitaire.

Profusion d'icebergs

A la fin février, la liste des cap-horniers se sera allongée d'une dizaine de nouveaux noms. Et s'ils ne bénéficieront peut-être pas de l'aura de leurs grands aïeux, ils ne manqueront pas d'histoires à raconter en rentrant au port. Parmi eux, le Sud-Africain John Martin. C'est magnifique, mais j'ai vraiment eu très peur. Vision prémonitrice.

Dans la nuit du dimanche au lundi 18 février, le Sud-Africain, leader de l'épreuve après les deux premières étapes, a heurté un *growler*. Le choc a provoqué la casse en deux endroits de la membrure principale et le délamage de la coque autour de la quille.

Option extrême

Après quelques heures passées à écopier, il a dû demander assistance au concurrent le plus proche : son compatriote Bertie Reed, un navigateur expérimenté qui, comme Philippe Jeantot, a participé aux quatre dernières courses autour du monde. Bertie avait été le parrain de John Martin lors de ses premières compétitions avant que leur rivalité ne jette un froid entre eux. Les deux hommes vont avoir quelques semaines en tête à tête pour se réconcilier.

Cet abandon et la casse de sa dérive tribord en passant sur un autre *growler* n'ont pas suffi pour freiner l'ardeur d'Alain Gauthier, en tête de la troisième étape depuis la première demi-heure après le départ de Sydney. Confronté ces derniers jours à des vents de nord-est de 40-50 nœuds, le jeune Lorientais a choisi, contrairement à tous les autres concurrents de tête, de tirer un long bord bâbord en mer vers l'Antarctique, qui l'a amené par 65°21 sud, une latitude jamais atteinte par un navigateur dans les précédentes courses.

Parti de Newport (Rhode Island) avec une pénalité de seize heures trente minutes pour n'avoir pas convoyé son bateau à temps pour les formalités d'inspection, ce passionné de courses de Formule 1 se doit de prendre des risques pour combler son handicap. Cela lui avait réussi dans la première étape, où il avait devancé de plus de dix heures Christophe Auguin arrivé deuxième au Cap, mais avait failli tourner au drame peu avant l'arrivée de la deuxième étape à Sydney. Projeté sur des winches par son écoute de grand voilier lors d'un empannage, il était resté inconscient plusieurs heures. A l'escale, les examens médicaux avaient décelé une fracture du pelvis et un affaiblissement général dû à l'importance des hémorragies.

Les cinq semaines d'escale en Australie n'avaient pas été de trop pour permettre à Alain Gauthier de se refaire une santé avant la plus longue des étapes du BOC challenge jusqu'à Punta del Este (Uruguay), distant de 7 000 milles (13 200 km). Son option extrême vers le Sud lui a permis de croquer l'écart avec ses poursuivants. Dimanche 24 février, Christophe Auguin, qui a perdu sa balise Argos depuis trois jours, n'avait pu être localisé, mais David Adams était à près de 400 milles et Philippe Jeantot à plus de 450 milles. Alain Gauthier, qui comptait moins de quarante heures de retard sur Christophe Auguin au départ de Sydney, était devenu le virtual leader du BOC Challenge à moins de 800 milles du Cap Horn et quelque 1 800 milles de Punta del Este.

Après avoir lutté dans les quarantièmes rugissants puis les cinquantièmes hurlants, Alain Gauthier avait pourtant la mauvaise surprise de découvrir des « soixante-cinquantièmes... aphobes », au moment de remettre le cap au nord vers le Horn. Soudain encaimé, il avait tout loisir de se confier par télé à son roulier, Pierre Lantier, qui avait également conduit l'*Ekman* jusqu'à la victoire dans le Vendée Globe Challenge. « Je n'ai pas vu le soleil depuis une semaine mais par contre beaucoup trop de glaces », écrivait-il. Je préfère voir les glaces sur le corps de Kim Basinger dans « Neuf Semaines et demi » qu'il par 65° sud... Vivement le Horn.

GÉRARD ALBOUY

(1) Carnet de bord de W. C. Schouten publié dans le *Premier Cap-hornier*, éd. du Pas-Duick et d'Ouest-France.
(2) Ouvert au public à l'Espace Kronenbourg Aventure, 30, avenue Georges-V, Paris (8).

TENNIS

La déprime de Steffi Graf et de Boris Becker

BONN

de notre correspondant

Ce n'est pas son passage éclair à la tête du classement ATP qui donne des idées noires à Boris Becker. Il sait que l'ordinateur peut lui rendre demain ce dont il a privé hier. Non, Boris, l'enfant chéri de l'Allemagne, est périodiquement sujet aux remises en cause. Dans un entretien accordé au magazine hambourgeois *Sports*, il révèle que l'idée du suicide l'effleure parfois, et qu'il a été à deux doigts de passer à l'acte, après sa défaite à Wimbledon en 1987 : « J'étais devant la fenêtre... un pas de plus et j'aurais fermé la fenêtre, laissé le passé derrière moi et recommencé de zéro ».

Aux périodes d'euphorie et de sérénité succèdent sans transition chez le champion des accès d'angoisse et de dépression. Ainsi, au lendemain de sa victoire de Melbourne qui faisait de lui le numéro un mondial, Boris raconte qu'il s'était « senti libre comme un oiseau ». « J'avais l'impression que plus rien ne pouvait m'arriver. Je ne doutais plus, je n'avais plus rien à prouver ». Las, dès le lendemain, les doutes et l'angoisse étaient de retour : « Cela peut paraître bizarre, mais cela était lié à la guerre du Golfe qui venait d'éclater : au fond, le tennis m'apparaissait sans importance, une infime partie de l'histoire du monde, une brouille ».

Boris Becker semble vouloir maintenant tourner la page, et commencer, à vingt-trois ans, une nouvelle phase de son existence. Il vient de se séparer de son entraîneur, l'Autrichien Bob Brett, et de s'attacher les services de Niki Pilić, un Yougoslave naturalisé allemand, qui s'occupe également de l'équipe de Coupe Davis. Boris a l'intention d'abandonner la compétition lorsqu'il sera encore à son sommet : « Je n'ai pas l'intention de continuer à jouer si je suis numéro huit », a-t-il encore affirmé.

Les malheurs de Steffi Graf naissent pas liés à cette angoisse existentielle qui rapprocha un Boris Becker des poètes romen-

tiques de sa Souabe natale, mais à de sordides histoires de sexe et de chantage auxquelles son père est mêlé. La liaison passagère de sa mère avec une femme ayant posé des problèmes de santé a entraîné la chronique de ces derniers mois.

La jeune femme, Nicole Meissner, qui est également l'amie d'un repris de justice actif dans le milieu de l'Allemagne, affirmait que l'enfant qu'elle portait était du père de Steffi Graf. Ce dernier a offert une forte somme à Nicole Meissner pour qu'elle abandonne la paternité qu'elle avait engagée. Mais l'amie de Nicole Meissner n'en a pas moins vendu toute l'histoire au quotidien populaire *Bildzeitung*.

Presse à scandale

Steffi est écœurée : elle songeait même à quitter définitivement l'Allemagne pour ne plus vivre que dans sa maison de Floride. Elle affirme au magazine *Starm* que son sort est comparable à celui de l'héroïne du roman de Heinrich Böll, *L'Honneur perdu de Katarina Blum*, poursuivie par les requins de la presse à scandale.

Aujourd'hui, dans ce même *Bildzeitung* qu'elle voulait hier aux géométries, Steffi Graf affirme qu'elle restera en Allemagne « car j'aime trop ce pays », affirme-t-elle. Même si les tests sanguins ont établi que son père était bien également celui de l'enfant de Nicole Meissner, elle continuera à prendre toutes les décisions importantes avec lui ». Et elle se met en colère lorsque Martina Navratilova lui conseille de rompre enfin le lien paternel : « C'est vraiment incroyable ! Quand tout ne marche pas bien à cent pour cent, chacun s'estime autorisé à donner des conseils ! Je ne m'occupe pas en public des problèmes de Martina, qui d'ailleurs ne connaît pas son père. C'est avec lui que j'ai su devenir numéro un et que j'ai réussi le grand chelem, cela me tient à cœur à tout point de vue ».

LUC ROSENZWEIG

FOOTBALL : un nouveau club au bord du dépôt de bilan

L'OGC Nice à la recherche d'un repreneur

Le club de football professionnel de l'OGC Nice est virtuellement en cessation de paiement avec un déficit de 40 millions de francs (le Monde du 23 février). Le club doit trouver d'urgence 25 millions de francs « pour terminer la saison ». La municipalité a annoncé qu'elle n'augmenterait pas sa subvention. Le sort de l'OGC Nice, désormais, de l'abandon des négociations engagées avec deux candidats repreneurs.

NICE

de notre correspondant régional

La situation financière du club de Nice n'est, en l'occurrence, que le reflet de la mauvaise santé générale du football français (1). Dans son cas, du moins, il n'a été relevé « aucun agissement, ni aucune opération de nature à porter atteinte à l'honorabilité du club et de ses dirigeants ». Les caisses, pourtant, sont bel et bien vides. La paye des joueurs, en décembre (2,2 millions de francs pour un effectif de vingt-cinq professionnels) n'a été assurée que grâce à une avance et à la caution personnelle du président du club, M. Mario Innocentini. Celle de janvier n'a toujours pas été réglée.

Parallèlement aux mauvais résultats sportifs - l'OGC Nice a été barragé à la fin de la saison dernière et il est actuellement treizième à 3 points du dernier - le déficit comptable, c'est-à-dire l'insuffisance d'actif, n'a cessé de se creuser. De 30 millions de francs au 30 juin 1990, il est passé à 40 millions de francs à la fin de décembre et il devrait être porté à plus de 52 millions de francs au 30 juin prochain si aucun apport financier extérieur n'intervient.

A la fin de l'année dernière, les

dettes financières du club étaient, ainsi, de plus de 30 millions - sur un total de 69,2 millions de francs, dont 7 529 000 francs auprès des banques, M. Innocentini a cependant déclaré que la municipalité de Nice n'ait pas tenu ses engagements concernant une aide exceptionnelle, sous forme d'emprunt, de 12 millions de francs. Dans l'immédiat, le club espère obtenir un échelonnement de ses dettes sociales et fiscales (13,1 millions de francs, dont 6,5 millions de francs à l'URSSAF) et compte également signer un moratoire avec d'autres créanciers. Mais il ne s'agit que de mesures palliatives qui ne règlent pas les problèmes immédiats de trésorerie.

Le club est, en fait, à la recherche d'un repreneur qui accepterait d'éponger son passif et lui éviterait un dépôt de bilan. Deux groupes se sont mis sur les rangs : l'un dirigé par un industriel français d'origine libanaise, M. Saïd Fakhrî, l'autre représenté par un élu socialiste, M. Richard Poglianio, conseiller municipal de Nice et conseiller régional, comprenant une importante entreprise de travaux publics parisiennes et deux sociétés de communication régionales. M. Fakhrî a déjà indiqué qu'il créerait des recettes nouvelles permettant d'abaisser de moitié, en quatre ans, les subventions versées par les collectivités locales. Une promesse à laquelle la municipalité a prêté une oreille attentive puisqu'elle a déjà réduit de 12 millions à 10 millions sa subvention annuelle et compte bien, comme l'a annoncé M. André Bonny, l'adjoint aux sports, « ne pas mettre un sou de plus » dans les caisses du club.

GUY PORTE

(1) Dans l'audit qu'il a réalisé à la demande de la municipalité (le Monde du 10 janvier), M. Michel Trintignant, expert-comptable cannois, rappelle que quinze clubs sur vingt du championnat de France de première division étaient dans le « rouge » à la fin du dernier exercice.

Les résultats

ATHLÉTISME

TOURNOI DES SIX NATIONS

La nouvelle équipe « panallemannique » d'athlétisme, avec ses stars Karin Krabbe et Helga Drechsler, ex-vedettes de la RDA, a dominé les Soviétiques et les Français, en remportant, samedi 23 février, le meeting d'athlétisme des six nations qui avait lieu au Palais omnisports de Paris-Bercy. Monique Ewanjo-Epée a remporté le 60 mètres haies en 7 s 82, améliorant de deux centièmes son propre record de France, alors que ses compatriotes d'équipe Philippe Tourret (80 mètres haies) et Pascal Thiébaud (3 000 mètres) se sont imposés dans leur discipline.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (Vingt-troisième journée)
Groupe A
Auzerres b. Montpellier 2-1
Brest b. Lille 1-0
Nancy et Toulouse 1-1
Rennes b. Lyon 2-0
Nice b. Toulon 2-1
Marseille b. Caen 2-1
Nantes b. Saint-Etienne 3-1
Paris SG b. Metz 2-1
Sochaux b. Bordeaux 1-0
Cannes et Marseille 0-0

ÉQUIPE	POINTS	GOALS
Paris SG	24	20
Marseille	22	18
Nantes	20	16
Sochaux	18	14
Metz	16	12
Lille	14	10
Brest	12	8
Caen	10	6
Toulon	8	4
Toulouse	6	2
Montpellier	4	0
Auzerres	2	0

Classement - 1. Marseille, 41 pts ; 2. Monaco, 37 ; 3. Auxerre, 33 ; 4. Montpellier et Cannes, 31 ; 5. Lyon, 28 ; 7. Paris SG, 27 ; 8. Caen, Lille et Metz, 26 ; 11. Nice et Nantes, 25 ; 13. Bordeaux, Saint-Etienne, Rennes, Nancy, 24 ; 17. Sochaux et Toulon, 23 ; 19. Brest et Toulouse, 22.

Deuxième division (Vingt-troisième journée)
Groupe A
*Martigues b. Annecy 1-0
*Nîmes b. Guingamp 1-0
*Rodez et Chamois 1-1
*Ajaccio b. Alès 2-1
*Dunkerque b. Bastia 1-0
*Istres et Mulhouse 0-0
*Lohans-Cabreuil b. Epinal 4-1
*Avignon-Valenciennes, *Strasbourg-Oyon, remis.

Classement - 1. Nîmes, 34 pts ; 2. Istres, 31 ; 3. Bastia, 29 ; 4. Strasbourg et Valenciennes, 28.
Groupe B
*Saint-Sébastien et Le Havre 0-0
Laval b. Créteil 2-1
*Angers b. Niort 4-2
*Le Mans b. Reims 1-0
*Boulogne et Red Star 0-0
*La Roche-sur-Yon et Guingamp 0-0
*Rouen b. Saint-Quentin 1-0
*Beauvais et Orléans 1-1
*Lens-Tours, remis.

ÉQUIPE	POINTS	GOALS
Paris SG	24	20
Marseille	22	18
Nantes	20	16
Sochaux	18	14
Metz	16	12
Lille	14	10
Brest	12	8
Caen	10	6
Toulon	8	4
Toulouse	6	2
Montpellier	4	0
Auzerres	2	0

Classement - 1. Le Havre, 33 points ; 2. Laval, 30 ; 3. Angers, 30 ; 4. Lens et Tours, 27.

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE (dames)

La skieuse française Carole Merle a remporté la super-G de Furano (Japon), comptant pour la Coupe du monde féminine de ski alpin, dimanche 24 février. Cette victoire permet à la jeune femme d'espérer conserver son titre et de compenser ainsi la déception causée par sa deuxième place aux championnats du monde, derrière l'Autrichienne Ulrika Maier. Profitant de l'absence de l'Autrichienne Petra Kronberger, blessée lors de ces championnats, Carole Merle avait déjà remporté, il y a deux semaines, la super-G de Garmisch-Partenkirchen (Allemagne).

TENNIS

TOURNOI DE STUTTGART

Le Suédois Stefan Edberg a remporté, dimanche 24 février, le tournoi de Stuttgart, doté d'un million de dollars, en battant en finale son compatriote Jonas Svensson (6-2, 3-6, 7-5, 6-2). En demi-finale, Svensson avait éliminé Guy Forget (2-6, 7-6, 6-2).

VOLLEY-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

A deux journées de la fin du championnat, Cannes est assuré, pour la deuxième année consécutive, le titre national.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

ÉCHECS

Le Tournoi de Linares

Kasparov et Karpov battus

Le plus fort tournoi d'échecs de tous les temps (catégorie XVII, ELO moyen 2 638) a commencé, samedi 23 février, à Linares, en Espagne. Sont en lice huit des dix premiers joueurs du monde au classement 1991, dont Kasparov et Karpov et six autres grands maîtres qui les suivent de près.

Dans la première ronde, le Soviétique Ivanchouk, vingt et un ans, 4^e joueur mondial a créé une forte surprise en battant le champion du monde Garry Kasparov, qui se remettait cependant de cette défaite dès le lendemain en battant son compatriote Gelfand, 3^e joueur mondial.

La seconde surprise venait de l'Indien Anand, vingt et un ans, qui, lors de la deuxième ronde, forçait, avec les Noirs, Karpov à l'abandon. L'Indien, vainqueur samedi du prodige soviétique naturalisé américain, Kamsky, seize ans, a pris la tête du tournoi avec Beliavsky, qui a gagné ses deux parties face à Gourevitch et à Ehlvest. Il reste onze rondes à jouer.

Classement après deux rondes - 1. Anand, Beliavsky, 2 points ; 3. Ivanchouk, Timman, 1,5 ; 5. Youssoupov, 1 ; une n.c. : 8. Kasparov, Karpov, 1 ; 9. Ljubojevic, Salov, 0,5 ; une n.c. : 10. Gelfand, Spilman, 0,5 ; 12. Kamsky, 0 ; une n.c. : 13. Ehlvest, Gourevitch, 0.



هكذا من الأصل

ACTUELLEMENT

3 NOMINATIONS AUX OSCARS 1991
 Meilleur Film
 Meilleur acteur ROBERT DENIRO
 Meilleure Adaptation

Un grand film humaniste.

Du tact et du cœur.
 Beauté et dignité.

Courageux, bouleversant.
 Et un fabuleux numéro d'acteurs.

Forts, émouvants, sensibles,
 drôles parfois, intelligents toujours.

ROBERT DENIRO

ROBIN WILLIAMS

L'ÉVEIL
 (AWAKENINGS)



LE PLAISIR DE SORTIR,
 MODE D'EMPLOI

Le Monde

ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
 (NUMÉRO DATÉ JEUDI)

Il y a les exploits dont vous rêvez.



Et ceux dont vous profitez.

Ce qu'il y a de plus merveilleux, c'est quand le rêve devient réalité. Pourquoi continuer à rêver de financements auto, alors que la Diac vous offre chaque jour pour vous des exploits financiers que vous n'imaginiez même pas possibles. Par exemple, jusqu'au 31 mars 91, la Diac vous offre une location avec option d'achat sur Renault 21 - 1 et 5 portes, jusqu'à 21 111 : un versement initial de 19 500 F de l'oyer, dépôt de garantie, et 50 loyers de 1991. C'est tout en cas d'acquisition 90 011 F. Renault 21 11, prix TTC, en main au 01.01.91 : 70 000 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac - R.C.S. Nanterre - B 702 002 221. M. l'abonnement chez votre concessionnaire ou agent Renault ou au **N° Vert 05.05.05.05**

RENAULT 21 TL
 1099 F PAR MOIS
 PENDANT
 59 MOIS.

Diac. L'exploit financier.



DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE

CULTURE

THÉÂTRE

Cygne blanc, signes noirs

Deuxième épisode de l'aventure d'un jeune metteur en scène

FIN DE SIÈCLE
 d'après Oscar Wilde
 au Théâtre Rutebeuf de Clichy

On avait découvert dans le même théâtre, jouant *Fantasio*, de Musset, ce groupe d'acteurs fédérés par l'envie de donner sa chance à un jeune metteur en scène, Richard Bean. Son regard noir, sa passion vagabonde, son appétit de liberté les avaient convaincus, l'année dernière, de se lancer dans l'entreprise avec leur seule écorce, quasiment sans moyens.

Le succès de ce *Fantasio*, essentiellement auprès de professionnels - le public aurait suivi si le Théâtre Rutebeuf était une adresse mieux connue et une salle mieux adaptée, - leur a valu d'attirer l'attention de Jean-Pierre Vincent et de Jacques Lassalle, puis de trouver aux Amandiers de Nanterre (où ils ont réitéré) et au Théâtre national de Strasbourg (où ils ont créé leur nouveau spectacle) les conditions véritables d'un travail professionnel.

Richard Bean, affamé de lectures, a eu l'idée de transposer à la scène une œuvre d'Oscar Wilde, *L'Éveil*

de *Lady Windermere*, en compagnie d'un spécialiste de l'écriture dramatique, Louis-Charles Sirjac, une «bonne adresse». Si l'éventail est toujours le héros de la pièce, celle-ci s'intitule désormais *Fin de siècle*, et a pour décor un appartement bourgeois résolument contemporain. L'adaptation, doublée de la transposition, est un genre très difficile et ici parfaitement maîtrisé. Tout est théâtre dans ce texte nerveux, enlevé et parfaitement méchant. «Wilde» donc, et très actuel, mélangeant petites et grandes sentiments, cruauté et romantisme autour de la scène pivot de l'anniversaire d'une jeune femme inquiète de l'apparente passion de son mari pour une femme dangereuse.

Ces frictions, ces tensions, ces paradoxes sont le moteur du travail de Richard Bean, archétype du jeune homme d'aujourd'hui, partagé dans son travail entre une culture rock - stridence des sons, saccade des gestes, brutalité de l'expression - et un goût certain pour le classicisme, et surtout le classicisme du sexe. Son adaptation a vraiment su concilier ces deux pôles. Il aurait dû lui faire plus confiance au moment de la mise

en scène, dont le parti esthétique rigide corsete un peu les acteurs. Si Richard Bean réussit les scènes de comédie, les scènes de pur théâtre, il place la barre trop haut quand il s'essaie à dessiner des mouvements «chorégraphiés».

Domage, car *Fin de siècle* réunit une troupe - ils sont treize comédiens - cohérente, inventive et courageuse. Comme pour *Fantasio*, elle mélange grands expérimentés et petits nouveaux. Michèle Oppenot (Patria), une amie de Glenda, (Thérèse) et Christiane Millet (Pamela), cygne noir qui la menace) mettent leur savoir-faire impeccable au service de jeunes gens qui sont tous très bons. Comme l'est, dans le rôle de Glenda, Hélène de Saint-Père, une «ancêtre» de l'école de Chéreau à Nanterre. Elle compose un personnage difficile, sorte de cygne blanc échappé de la littérature romantique du siècle précédent et malmené par une ronde bruyante de décadents médisants.

OLIVIER SCHMITT

Théâtre Rutebeuf, 16-18, allée Gambetta, 92 Clichy-la-Garenne. A 21 heures, du mardi au samedi. Jusqu'au 2 mars. Tél. : 47-39-28-58.

PHOTO

Le froid soleil de la guerre

L'Italie au tournant
 de la première guerre mondiale

ITALIE,
 POINTS DE VUE, 1912-1923
 à l'Espace Albert-Kahn.

A l'abri de ses jardins en cours de récoavation, la Fondation Albert-Kahn poursuit désormais son travail en direction du grand public. Il s'agit en effet pour sa responsable, Jeanne Beaulieu, d'ouvrir au maximum ses collections, naguère réservées aux seuls chercheurs. Cet ensemble considérable - 200 heures de films, 72 000 autochromes, 10 000 plaques stéréoscopiques - ne peut être mis entre toutes les mains. Il s'agit donc de transposer ces éléments sur un support fiable qui autorise toutes les manipulations : le vidéodisque numérique haute définition.

Dès aujourd'hui plus de 6 000 photos et 20 heures de films, montés ou non, sont visibles à partir de moniteurs au maniement simple. Il suffit d'appuyer sur quelques touches pour voir défilier des séquences d'un Japon quasi médiéval ou des vues de Ceylan prises au début de ce siècle.

Les expositions temporaires sont une autre façon de découvrir le fonds Albert-Kahn, en particulier les autochromes glanés par les opérateurs du financier aux quatre coins de la planète. Elles sont à chaque fois centrées sur un thème

et un pays. Il s'agit aujourd'hui de l'Italie au tournant de la première guerre mondiale. Comme d'habitude, les photographes ont privilégié les aspects de la vie quotidienne. Plus étonnant que les haillons napolitains séchant aux fenêtres - cliché obligé, - il faut retenir la vision de ce grand transatlantique rouge et blanc amaré dans le port de Naples, devant un quartier aujourd'hui détruit.

Omniprésence sournoise
 du conflit

On y voit aussi une Venise sans touristes, dans un dégradé de gris rose et d'ocre pâle, les forums romains, avant les interventions mussoliniennes, cadrés verticalement, et les couloirs de Vicoce encore vierges d'industries. Ce qui est frappant, au milieu de ces images d'une Italie déserte et figée, c'est l'omniprésence sournoise du conflit : hommes en uniforme au milieu des groupes, parapets de sable pour protéger la basilique Saint-Marc à Venise, prêtres et infirmières, couples inquiétants, souriant devant l'objectif.

En dépit du jeu des plans et des volumes, de l'intensité lumineuse des autochromes, l'écho de la guerre, assourdi, arrive à percer.

EMMANUEL DE ROUX
 Jusqu'au 15 mai, 15, rue du Part, 92100 Boulogne-Billancourt. Tél. : 46-04-52-80.

THEATRE

NANTERRE

AMANDIERS

5 au 24 mars 1991

Hedda Gabler

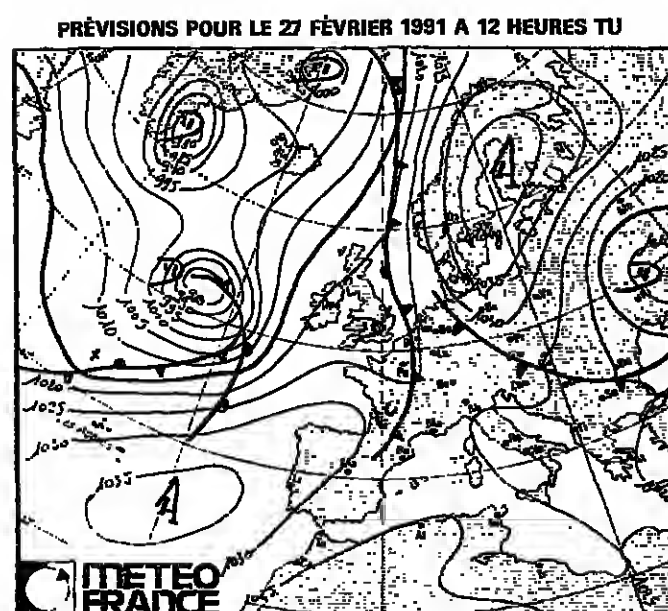
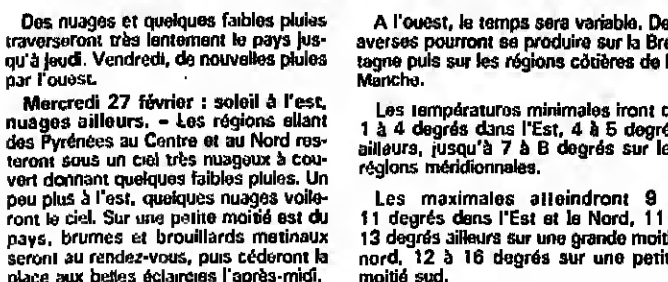
Ibsen - Fraugon

Tél. 47 21 18 81 ou 01.46.00.11.46

Le Monde
 PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
 Renseignements :
 45-55-91-82, poste 4356

هكذا من الأصل

Prévisions pour le mardi 26 février
Très nuageux et pluvieux sur l'Ouest
Ensoleillé sur l'Est



TEMPÉRATURES maxima - minime et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 24-02-91 à 5 heures TU et le 25-02-91 à 6 heures TU									
la 25-02-91									
FRANCE			TOULOUSE			LOS ANGELES			
ALACOCH	15	5 D	TOULON	17	3 D	LUXEMBOURG	17	13 D	
BLANCAET	19	6 D	FOYATTE-PYR	30	23 D	MADRID	18	2 D	
BONNACAL	19	6 D	ÉTRANGER			MARRAKECH	18	2 D	
BOUÏRES	21	3 D	MEXICO	26	11 D	MILAN	18	- 2 D	
BREIST	12	9 P	ALGER	19	4 D	MONTREAL	6	- 13 D	
CAEN	16	9 P	AMSTERDAM	15	5 D	MUSCAT	0	- 1 C	
CHARENTAIS	19	6 D	BANGKOK	30	20 D	NAIROBI	0	- 1 C	
CLEMENT-FER	22	3 D	BARCELONE	15	7 B	NEW-YORK	7	- 4 C	
DLON	-	-	BEGRADJE	7	- 2 B	OSLO	4	0 D	
GRIGNOLE-SNH	18	6 D	BERLIN	15	4 -	PALMA-DE-MAJ	17	2 D	
LIMOGES	15	7 D	BRUXELLES	16	8 B	PARIS	1	- 8 D	
LYON	19	1 D	CAPORAGHUE	9	5 C	PRINCE-EDWARD	19	0 D	
MARSILLE-VAL	-	-	DAKAR	23	18 D	ROME	18	9 D	
MANCY	16	- 1 D	DELHI	17	11 D	SINGAPOUR	8	4 N	
MAINTY	17	10 D	DURBAN	13	- 1 D	STOCKHOLM	8	4 N	
NICE	16	10 D	GENEVE	13	- 1 D	SYDNEY	7	- 1 D	
PARIS-MONTIS	17	7 D	HONGKONG	19	15 D	TURIN	7	- 1 D	
PAUL-VAL	20	4 D	ISTAMBUL	6	4 P	VARSOVIE	8	- 2 D	
PERPIGNAN	19	10 D	JERUSALEM	15	4 C	VENISE	16	4 D	
RENNES	16	5 D	LAKE	23	13 D	VIZIONE	13	- 2 C	
ST-ETIENNE	21	3 D	LEBONNE	16	10 D				
STRASBOURG	14	6 D	LONDRES	13	3 B				
a	B	C	D	E	F	G	H	I	J
average	brume	ciel couvert	neige	neige	neige	orage	tempête	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale
 moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
 (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à voir ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

La mémoire en chantant : Que reste-t-il de nos amours, par Charles Trenet.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma :**
Piranha 2,
les tueurs volants. □
Film hollando-italo-américain de James
Cameron (1982). Avec Tricia O'Noel, Steve
Nashuk, Lance Henriksen.

22.05 **Cinéma :**
Compartment tueurs. ■■
Film français de Costa-Gavras (1984). Avec
Simone Signoret, Yves Montand, Pierre
Monty.

23.35 **Cinéma :**
Zanzibar. ■■
Film français de Christine Pascal (1989).
Avec Fabienne Babe, André Marcon, Fran-

LA 5

20.33 Drôles d'histoires.
20.45 Cinéma :
Les héros de Telemark. ■
Film britannique-américain d'Anthony Mann
(1956). Avec Kirk Douglas, Richard Harris,
Ulla Jacobsson.
22.30 Spécial Golfe.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Cinéma :
Premiers désirs. □
Film franco-allemand de David Hamilton
(1983). Avec Monica Broeke, Patrick Beu-
chau, Emmanuelle Béart.

22.15 Série : Hongkong connection.

23.10 Série : La prisonnier.

18.00 Canaille peluche.
Captain N ; The Dick Tracy show.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Dessins animés : Ca cartoon.
 18.50 Top 50.
 Présenté par Marc Toesca,
 19.20 Magazine :
 Nuité par ailleurs.
 Présenté par Philippe Gildas
 et Antoine de Caunes.
 20.30 Cinéma :
 L'amour
 est une grande aventure. ■
 Film américain de Blake Edwards (1988).
 22.05 Flash d'informations.
 22.10 Cinéma :
 Haute sécurité. ■
 Film américain de John Flynn (1989) (v.o.).
 23.55 Cinéma :
 Critters 2. □
 Film américain de Mick Garis (1987).

LA 5

14.25 Série : Le renard.
15.30 Tierset à Austerlitz.
15.50 Série : Bergerac.
16.45 Dessins animés.
18.40 Série : K 2000.
19.30 Spécial Golfe.
20.00 Journal.
20.33 Drôles d'histoires.
20.45
Cinéma :
Coran : barbare. ■■
Film américain de John Mills (19B5).
22.55 Ciné Cinq.
23.00 Cinéma :
Sexy dancing, o
Film italien de J. d'Amsto.
Journal de minuit.
0.35

M 6

15.40 Variétés : Blau, blanc, clip.
16.40 Série : Veggies.
17.30 Hit hit hit houra !
17.35 Jeu : Zygomuscle.
18.05 Série : Superstar.
19.00 Série : La petite maison
dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Le désert blanc.
De Michael Scott.
22.15 Série : Bridget de nuit.
23.10 Magazine : Vénus.
23.40 Six minutes d'informations.
23.45 Magazine : Dazibao.

Audience TV du 24 février 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	50,2	717 19,3	Stede 2 8,6	19-20 9,9	Jonathan... 1,0	Enfer devoir 7,0	Routles parad... 4,0
19 h 45	57,3	717 22,0	Maguy 17,1	19-20 8,1	Ce cartoon 1,9	Enfer devoir 6,1	Cultiva pub 2,0
20 h 18	66,4	Journal 27,7	Journal 15,4	Mitterrand 5,8	ce cartoon 5,0	Journal 5,2	M... est sonn... 5,8
20 h 55	69,1	La zizanie 29,4	La gorille 15,4	Vendredi 9,9	Colors 3,9	Fievre... 5,4	Django 5,0
22 h 8	59,1	La zizanie 21,5	La gorille 12,7	Le divan 5,2	Colors 4,4	Fievre... 7,6	Django 7,6
22 h 44	44,7	Fous Bassan 24,3	L'ail... 3,8	Dr Mabuse 4,3	Esquisse dim. 1,8	Fievre... 5,3	Defence... 4,0

**Du lundi au vendredi, à 9 heures,
sur FRANCE-INTER**
« ZAPPINGE »
Une émission de GILBERT DENOYAN
avec ANNICK COJEAN
et la collaboration du « Monde ».

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

Les conséquences de la guerre du Golfe

La croissance japonaise reste soutenue

La seule divergence notable dans les analyses de l'impact du conflit au Proche-Orient sur l'économie nationale fait par les instituts de recherches économiques japonais se ramène à des spéculations sur quelques dixièmes de point, en plus ou en moins, du rythme de croissance. Sur le fond, tous s'accordent pour penser que, même si elle ralentit, la croissance japonaise n'en restera pas moins soutenue cette année.

TOKYO

de notre correspondant

« C'est comme une voiture qui fait du 60 kilomètres/heure et qui passe à 40 : en définitive, elle avance toujours, mais à une vitesse réduite, c'est tout. » La formule imagée d'un directeur de la Banque de Tokyo résume le sentiment qui prévaut dans les milieux d'affaires japonais. Sur les quarante-huit instituts privés de recherches économiques, trente-deux prévoient pour 1991 une croissance de l'ordre de 3,5 % - le taux le plus élevé des pays de l'OCDE.

Les experts du groupe bancaire Nomura estiment qu'en définitive la contribution financière japonaise à l'effort de guerre dans le Golfe (9 milliards de dollars) aura un impact favorable sur l'économie. Elle devrait en effet stimuler la croissance de 0,1 point. Bien que la demande intérieure risque de légèrement souffrir de la ponction fiscale nécessaire au financement de cette contribution, celle-ci devrait en revanche stimuler la demande américaine, entraînant une augmentation des exportations de 0,3 point, qui annulerait cet effet négatif.

Entre les commentaires alarmistes d'une partie de la presse anglosaxonne, qui annonce une récession sous le triple impact d'un effondrement (encore hypothétique) des prix financiers, d'une baisse des prix de la matière première et d'une réduction du crédit, le tout conjugué à la guerre dans le Golfe, et la sérénité, peut-être excessive, des autorités, la situation de l'économie japonaise est sans doute à mi-chemin de ces deux évaluations.

Il est clair que dans tous les scénarios (guerre de brève ou de longue

durée), et bien qu'il soit plus dépendant du Proche-Orient que ses partenaires du monde industrialisé, le Japon semble en meilleure position que ceux-ci pour tirer son épingle du jeu. D'une part, ses ressources financières lui permettent, le cas échéant, de faire face sans trop de dommage à une éventuelle augmentation du prix du pétrole et, d'autre part, la robustesse de son économie lui assure d'être en position confortable pour absorber l'après-guerre.

En bonne santé, l'économie japonaise n'en présente pas moins des signes d'essoufflement : le taux de croissance de la production industrielle ralentit au début de l'année, la demande interne et des investissements. En progression (+14,8 % au cours de l'année fiscale 1990 qui s'achève le 31 mars), celle-ci devrait néanmoins diminuer au cours de la première partie de l'exercice fiscal prochain et stagner pendant la seconde, estime l'Agence de planification. Le rythme de progression de la consommation des ménages (qui compte pour 58 % dans le PIB) continue en outre à baisser (même s'il reste soutenu : +4,6 % sur l'ensemble de l'exercice 1990). Bien que la plupart des instituts de recherches économiques estiment que la guerre aura un effet marginal sur les consommateurs, ces derniers pourraient toutefois devenir plus prudents. Enfin, les tensions inflationnistes persistent, au regard en tout cas de critères japonais (+4,2 % en janvier par rapport au même mois en 1990).

Augmentation des faillites

Autre signe négatif : les faillites sont en augmentation. Le total des dettes des sociétés qui ont déposé leur bilan était, en février, supérieur de 32 % au montant de janvier et atteignait la somme record de 4,8 milliards de yens, le montant le plus élevé depuis 1964. Ces faillites sont toutefois moins le résultat de revers industriels ou commerciaux que d'opérations spéculatives dans lesquelles les sociétés étaient intervenues.

La crise du Golfe intervient au moment où l'économie japonaise traverse une phase de transition. La chute de 40 % de l'indice boursier, la hausse des taux d'intérêt, la diminu-

tion des profits des entreprises et la contraction des marchés extérieurs ont assombri l'horizon. La principale préoccupation pour le moment, ce sont les difficultés auxquelles est confronté le système financier. Une chute - que certains prévoient, mais qui ne sera peut-être pas aussi importante qu'on le pense - des prix financiers pourrait porter un coup très dur aux banques et institutions financières, qui ont près des milliards de dollars aux spéculateurs immobiliers.

La politique monétaire strictement restrictive menée par la Banque du Japon, qui a délibérément cherché à calmer le jeu (croissance excessive de la masse monétaire, surchauffe de l'économie et spéculation effrénée), se fait cruellement sentir sur les banques et certaines entreprises, prises au collet par ce resserrement du crédit.

La Banque centrale ne semble pas vouloir démentir de sa politique : lundi 18 février, elle précisait que la masse monétaire s'était augmentée de 7,3 % en janvier, soit le rythme le plus faible depuis huit ans. Le nouveau président du Keidanren (patronat), M. Hiraiwa, a déclaré qu'il approuvait cette restriction du crédit, même si elle était douloureuse, car les risques d'inflation étaient importants. Indépendamment des autres facteurs de hausse des prix, la situation du marché du travail (manque de main-d'œuvre) constitue une pression favorable aux augmentations de salaires.

Le durcissement de l'encadrement du crédit et la hausse des taux d'intérêt ont permis d'amorcer une baisse des prix de l'immobilier. Tout la question est de savoir si les autori-

tés sont à même de contrôler le processus en évitant un dérapage qui pourrait être catastrophique. De manière surprenante, vue de l'étranger du moins, l'augmentation du prix du pétrole n'est que rarement mentionnée parmi les menaces qui pèsent sur l'économie japonaise.

Compte tenu de ces tensions, certains économistes évoquent la possibilité d'une « crise de mars », dernier mois de l'année fiscale. La plupart estiment en revanche que si la phase de transition que traverse l'économie japonaise est délicate, les tendances fondamentales restent saines.

Dans l'immédiat, l'essoufflement de l'appareil productif nippon et le climat d'incertitude qu'a engendré le brutal dégonflement de la « bulle spéculative », conjugué à la hausse du loyer de l'argent, ont eu surtout pour conséquence un repli des capitaux japonais des États-Unis : selon le Bureau fédéral, entre janvier et septembre 1990, les achats de bons du Trésor américains ont été inférieurs de 7,2 milliards de dollars à leurs ventes. Au total, au cours de 1990, le reflux des capitaux nippons s'élève à 15 milliards de dollars. D'une manière générale, les achats d'actifs étrangers par les Japonais ont chuté l'année dernière de 65 %, pour atteindre 39,7 milliards de dollars, soit le niveau le plus bas en six ans. Compte tenu des déficits des budgets américains et allemand, l'économie mondiale risque dans ces conditions, selon le quotidien économique *Nihon Keizai*, de souffrir d'un grave manque de capitaux.

PHILIPPE PONS

Une banque irakienne mise en liquidation provisoire en Grande-Bretagne

La banque irakienne Rafidain, appartenant à l'État irakien, a été placée en liquidation provisoire par la Haute Cour britannique. Cette décision a été prise sur la demande de la Banque d'Angleterre, qui a précisé le 22 février qu'il ne s'agissait pas d'une « sanction financière », mais d'une mesure destinée à « protéger les actifs » de la banque, estimés pour la branche londonienne à 200 millions

de livres (environ 2 milliards de francs). Certains créanciers étrangers de la banque Rafidain envisagent en effet de la poursuivre pour obtenir par voie de justice le recouvrement de créances qu'ils ne peuvent obtenir auprès de Bagdad. La Banque d'Angleterre a considéré que cette procédure n'aurait pas été correcte vis-à-vis des autres créanciers. (AFP)

Le Koweït envisage d'emprunter

LONDRES

(correspondance)

Le gouvernement koweïtien actuellement en exil pourrait emprunter sur ses futurs revenus pétroliers pour financer le coût de la reconstruction. Dans une interview publiée le 24 février par l'hebdomadaire dominicain britannique *The Independent* on Sunday, M. Abdullah Al-Gabandi, directeur général du Koweït Investment Authority (KIA), a déclaré : « Ce que je veux vous confirmer, c'est que les revenus substantiels tirés du pétrole sont une possibilité en soi. Une option très sérieuse consiste à emprunter sur la base des futurs revenus pétroliers. » En tant que responsable du KIA, M. Gabandi supervise le Koweït Investment Office (KIO), organisme basé à Londres et chargé de gérer la tirelire de l'émirat.

Depuis le début des hostilités, le 16 janvier, des rumeurs persistantes circulent dans la City d'un « vote du siècle » de la part du KJO, destinée à financer l'effort de guerre allié et la reconstruction du pays. Les avoirs étrangers du gouvernement en exil sont estimés à 100 milliards de dollars. Les revenus annuels de placements sur la place financière devraient s'élever à 9 milliards de dollars en 1990. La participation du Koweït à l'effort de guerre allié atteint quelque 20 milliards de dollars. Le coût de la reconstruction est estimé à 50 à 100 milliards.

Soucieux de rassurer les marchés financiers, M. Al-Gabandi a démenti que le KIO préparait une vaste vente de ses avoirs : « J'y insiste - et ceci est un message à l'intention des marchés et de tout le monde - les Koweïtiens ne seront pas stupides et ne se débarrasseront pas de tous ces avoirs. Nous avons un certain nombre de bons actifs accumulés au cours des ans, qu'il est hors de question d'abandonner. »

MARC ROCHE

Le patron du KIA a démenti que le gouvernement en exil soit confronté à une crise de trésorerie provoquée par le soutien aux banques et établissements koweïtiens installés à l'étranger : « Il n'y a pas eu de drainage de capitaux ; si l'on prend comme référence mois et endettement, les institutions koweïtiennes sont des créditrices nets à l'égard du monde extérieur. Elles auront peut-être besoin d'un soutien temporaire, jusqu'au dégel des avoirs. »

Les attributions de logements HLM

Discernement ou discrimination raciale ?

Le refus d'attribution d'un logement HLM à une jeune coiffeuse algérienne, porté devant le tribunal de Paris (*le Monde* du 20 février), relance le débat sur les conditions de l'attribution des logements sociaux.

Un travailleur immigré ou un Français des DOM-TOM risque-t-il de voir refuser un logement HLM, uniquement en raison de la couleur de sa peau ? Les organismes d'HLM, à côté des règles officielles d'attribution des logements, nombreuses et complexes (1), ont-ils mis en place des règles non écrites destinées à exclure de leur patrimoine ces indésirables que sont les plus démunis, et spécialement les immigrés et les Français de couleur ? En un mot, les HLM sont-ils racistes ?

Sûrement pas, si l'on considère les chiffres. La France compte 6,2 % d'étrangers, et 12 % des personnes logées dans les 3,2 millions de logements HLM sont étrangers. En d'autres termes, les HLM logent un Français sur huit, un étranger sur quatre, un Maghrébin sur deux... Quant aux Français des DOM-TOM, impossible de connaître leur nombre, l'existence de fichiers de ce genre étant en elle-même une manifestation tout à fait illégale de racisme.

Pourtant, les HLM ne parviennent pas à loger les plus démunis dans des conditions acceptables. La loi sur le droit au logement (dit « loi Besson », du 31 mai 1990), la préparation d'un projet de loi sur le droit à la ville (dit « loi Daladier », du nom du ministre d'État, ministre de la ville ou loi anti-ghettos), l'existence de quatre cents quartiers dégradés relevant des procédures DSD (développement social des quartiers), les événements naturels des Minquettiers et plus récemment de Vaucluse-Velin prouvent qu'attribuer un logement suivant les règles

classiques n'est pas suffisant. Il faut encore renforcer la cohésion sociale, lutter contre la ségrégation, rechercher un rééquilibrage social dans les immeubles HLM déjà transformés en ghettos, et éviter de concentrer dans un grand ensemble « des catégories sociales mal intégrées dans la société française, à raison de leur pauvreté, de leur origine ethnique », pour reprendre la formule de M. Roger Quilliot, ancien ministre et président de l'Union nationale des HLM.

Il faut de plus éviter que dans des quartiers encore vivables, des attributions inconsidérées ne fassent « basculer » la situation dans le spirale de la dégradation : une famille à problèmes dans une cage d'escalier peut faire fuir les autres locataires vers d'autres lieux, dès qu'ils ont la possibilité financière.

Années de résidence

Quand il existe suffisamment de logements sociaux dans des endroits suffisamment isolés dans le tissu urbain, le problème ne se pose pratiquement pas. En revanche, dans les villes où le marché du logement est tendu, il y a cinq demandes pour un seul logement, et le choix est inéluctable, faisant queue exclus. Et c'est là où il y a un logement n'est attribué à un locataire de couleur que si un autre ménage similaire quitte le parc. Rien d'étonnant que dans son rapport sur l'attribution des logements sociaux (*le Monde* du 17 octobre 1989), M. François Geindre fasse des étrangers et des Français des DOM-TOM, une des grandes catégories d'exclus du logement social, à côté des plus démunis et des salariés précaires.

C'est, disent les responsables des HLM, le « discernement » qui doit présider à l'attribution des logements, mais où obéit-il à la place à la discrimination ?

Car elle existe, la discrimination, et singulièrement dans la région parisienne, où dans les très grandes agglomérations, les municipalités rejettent les immigrés, soit parce qu'elles en arborent déjà trop, soit parce que, ayant réussi à ne pas en éliminer, elles n'en veulent surtout pas. Comment expliquer autrement que parmi les vingtaine de communes qui entourent Lyon, six communes seulement aient des immeubles HLM ? Alors, les municipalités se débrouillent, et trouvent des critères (famille autonome, élargissement) pour que l'on puisse poser sa candidature à un logement social. Par exemple, ce sera le nombre d'années de résidence dans la commune : 5 ans pour un Français métropolitain, 10 ans pour un Français d'outre-mer, 15 ans pour un étranger... Ou encore le fait d'être employé par une entreprise située sur la commune...

A Paris et dans sa proche banlieue, le phénomène s'aggrave pour plusieurs raisons. Les loyers du secteur privé sont devenus inabordable, même dans les quartiers les moins cotés, et de nombreux propriétaires donnent comme consigne de ne pas accepter de locataires de couleur ou maghrébins, car « cela fait baisser le standing de l'immeuble ». De jeunes cadres ou intellectuels antillais, maliens ou maghrébins, au salaire tout à fait suffisant, en ont fait l'amère expérience. De plus, la disparition des logements de la loi de 49, souvent appelée « secteur social de fait », aux loyers très bas, rejette vers la périphérie et vers un logement social intouchable des familles entières, souvent nombreuses. Ainsi, faute de soupape de sécurité, l'équilibre social et la déconcentration dans les grands ensembles aux portes de Paris semblent-ils des rêves pratiquement inaccessibles : les logements

devenus vides le restent, les seuls candidats étant des immigrés ou des marginaux, qui n'ont aucune possibilité d'être logés ailleurs.

Il y a bien sûr, dans ces populations marginalisées, des problèmes de modes de vie, d'adaptation, de refus des contraintes de la société française. Ils sont le fait, souvent, d'un petit pourcentage de truifons, mais qui font école, pour peu que le chômage s'en mêle. Il existe des immeubles HLM comprenant 60 % d'étrangers ou tout se passe bien, car ils ont du travail. Certaines cités, en revanche, vivent l'enfer, après la disparition de l'usine qui avait conduit à leur construction, pour loger les travailleurs immigrés qu'on était allé chercher dans leur propre pays...

L'inévitable arbitraire

En l'absence de suffisamment de logements sociaux dans le tissu urbain lui-même, proche du centre-ville, le logement des étrangers en France relève forcément de l'arbitraire, et quand cet arbitraire inévitable est manié par un raciste, c'est le drame. Car il y a aussi - c'est statistiquement obligé - des responsables d'organismes d'HLM dont le comportement est franchement raciste, même s'il n'est jamais revendiqué comme tel, car on a rarement ce triste courage.

Pour en sortir, et pour conduire à une assimilation des populations immigrées, il faut construire, construire encore du logement social, même s'il coûte le plus cher aux finances publiques, même si la ressource qui le finance (le fameux « livret A » des caisses d'épargne) s'amenuise dangereusement. D'ailleurs, le prochain congrès HLM (à Toulouse, en printemps) se préoccupera de ce besoin spécifique qu'on ne sait pas encore très bien chiffrer. Le temps n'est plus où on se disait que le problème du loge-

ment n'était plus quantitatif, mais qualitatif. Mais il faut de plus que la mise en place des équipements indispensables (transports, écoles, commerces, services publics...) précède l'entrée des nouveaux locataires : si l'on veut éviter les erreurs des années 60.

Ce n'est pas encore suffisant : l'intégration des populations récentes demande du temps, et c'est un facteur qu'on ne sait pas maîtriser, car, comme le dit M. Roland Pignat, député général de l'Union nationale des HLM, « les itinéraires de l'intégration suivent des étapes variables dans leur nombre et dans leur durée, et il faut reconnaître avec humilité qu'on ne sait rien de leur rythme ». C'est en termes de générations qu'il faut compter. Au début du siècle, on reprochait aux Bretons et aux Belges de venir voler le travail dans la région parisienne ou dans les riches provinces agricoles et il e bien fallu quarante ans pour que les Italiens et les Espagnols chassés par le fascisme s'acclimatent. Pour que les sociétés HLM, accusées à l'arbitraire, ne puissent plus être accusées de racisme, même à tort, il va falloir non seulement beaucoup d'argent, mais une volonté politique sans défaillance, sur une longue durée, quelles que soient les majorités au pouvoir.

JOSÉE DOYÈRE

(1) L'attribution d'un logement HLM doit tenir compte à la fois, dit la loi, « de la composition, du niveau de ressources et des conditions de logement actuelles du ménage, de l'éloignement des lieux de travail et de la proximité des équipements publics ». L'art. 441-1 du Code de la construction et de l'habitation, loi du 18 juillet 1983, art. 32). Grosso modo, 30 % des candidats sont proposés par le gérant, 20 % par la collectivité locale et une fraction plus ou moins importante du reste par l'organisme du 1 % logement patronal qui a zité au financement. C'est l'organisme HLM qui décide.

BILLET

La Pologne et les faveurs du FMI

Les dirigeants polonais ont de quoi être satisfaits. Deux jours après l'octroi d'un prêt de 1,8 milliard de dollars du FMI à la Hongrie, ils viennent de signer avec les responsables du Fonds un accord de principe leur ouvrant une ligne de crédit de 2 milliards de dollars, utilisables au cours des trois prochaines années. Ainsi, le gouvernement de M. Jan Krzysztof Bielecki, à peine élu d'un mois après sa constitution, reçoit non seulement des précieux concours financiers, mais surtout un véritable satisfecit international.

L'accord avec le FMI intervient pourtant alors que le taux d'inflation retrouve des pourcentages dangereusement élevés (plus de 10 % par mois), que le budget tablé sur des recettes issues de privatisations dont on ne sait si elles pourront être réalisées, et que les salaires commencent à déraper véritablement.

Clairement, le « plan Balcerowicz », du nom du ministre des finances qui a supervisé au gouvernement Mazowiecki, plaît au FMI et à la communauté financière internationale. La Pologne est le seul pays de l'Est ayant adopté un mode de transition vers le marché aussi radical, érigeant en quelques mois de peine de véritables conditions de concurrence, au prix d'une chute importante du niveau de vie. Il n'est pas inhabituel d'entendre le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, vanter le courage et l'efficacité avec lesquels les Polonais se sont lancés dans une douloureuse réforme économique.

Mais la Pologne - et l'Europe de l'Est en général - fait aussi un peu peur à l'Occident. Les tensions sociales, fortes depuis l'écroulement des régimes communistes, deviennent aujourd'hui inquiétantes. La grève des chauffeurs de taxi en octobre dernier à Budapest, celle des travailleurs agricoles des fermes d'État polonaises aujourd'hui signalent des risques de dérapage importants, dans ces pays où la démocratie est encore très fragile. On voit bien que les dirigeants polonais ou hongrois ont actuellement toutes les cartes en main - y compris celle de leur participation symbolique à la coalition en guerre contre l'Irak - pour obtenir des faveurs internationales. Il est à peine surprenant qu'après que la Pologne a obtenu en janvier la garantie qu'elle bénéficierait d'une réduction d'au moins un tiers de sa dette publique (qui s'élève à 30 milliards de dollars), son gouvernement continue de réclamer une diminution de 80 % ou moins.

F. L.

PÉTROLE ↓

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	Valeur	Variation
WTI (West Texas Intermediate), à New-York le 25 février	22 \$	par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), à New-York le 25 février	17,91	- 0,59
Brent à Londres le 25 février	21 \$	
Brent à Londres le 25 février	16,35	- 0,40

Les marchés pétroliers étaient très calmes au lendemain de l'attaque terroriste des forces armées, les professionnels estimant suffisant l'approvisionnement des pays consommateurs. A New-York, les premières cotations du 25 se situent autour de 17,9 dollars, tandis qu'à Londres, les cotations n'ont pas de voir les prix tomber sous la barre des 16 dollars. Un analyste britannique souligne qu'il n'y a pas de demande militaire de pétrole, mais que la demande civile de pétrole pourrait augmenter un peu plus au cours de la semaine.

Steffi Graf
Boris Becker

Le Monde
NCS ET MÉDECINE

ÉCONOMIE

AGRICULTURE

Paysans, artisans ou chefs d'entreprise

Une enquête commanditée par le CNJA révèle la grande diversité des jeunes exploitants

« L'exploitation-type n'existe plus. » C'est la conclusion la plus vivante d'une enquête, « Jeunes et agriculteurs en 1990 », qui jette un éclairage nouveau sur la profession. Cette enquête, commanditée par la CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) a été réalisée par l'École supérieure d'agriculture d'Angers, avec le soutien financier de la DATAR (Délegation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) et du CNASEA (Centre national d'aménagement des structures des exploitations agricoles).

LIMOGES

de notre correspondant

Un échantillon de 821 jeunes agriculteurs (sur les 85 000 de dix-huit à trente-cinq ans que compte aujourd'hui la France) a été sélectionné, dans quatorze départements considérés comme représentatifs de l'ensemble du territoire, des types d'exploitation et des

modes de production. Résultats (encore en cours d'analyse informatique) : une extrême diversité, qui rend impossible la définition d'un portrait robot du jeune agriculteur dans la dernière décennie du siècle.

Entre ceux qui sont restés paysans et pour qui le mode de vie compte autant et plus que les performances productives, les chefs d'entreprise riches de formation théorique et de moyens de production, les « artisans de l'agriculture », qui gèrent au mieux leurs petits moyens, souvent en transformant et en commercialisant eux-mêmes leur production, les diverses situations intermédiaires, c'est un « kaléidoscope » qu'a découvert le « regard prospectif sur les identités et les statuts des agriculteurs » que veut être cette enquête.

Quelques chiffres parmi beaucoup d'autres : la surface agricole utile moyenne des jeunes agriculteurs est de 62,5 hectares, mais elle varie de 1 à 5 ; le revenu mensuel moyen est de 5 300 francs, mais les chiffres d'affaires varient dans une fourchette de 1 à 10 ; l'endettement

moyen est de quelque 650 000 francs, mais ce ne sont pas toujours les exploitations les plus performantes qui s'en sortent le mieux : « Dans une conjoncture d'inflation forte, la réalisation de prêts à taux bonifiés était une situation favorable pour les jeunes agriculteurs. Dans le cas d'une inflation inférieure aux taux d'intérêt, l'avantage devient inconvenant. »

Inventer des dénominateurs communs

En moyenne, « les jeunes agriculteurs devront rembourser chaque année environ 10 % de leur chiffre d'affaires ». S'en sortent donc mieux les moins endettés : 25 % du total, qui n'ont pas bénéficié de la DJA (Dotation jeunes agriculteurs) et des accès aux prêts bonifiés qu'elle ouvre. Soit, moitié moitié, les trop petits qui n'ont pas les surfaces et la formation nécessaires pour y prétendre, et les « héritiers », qui bénéficient d'entrée d'un outil de production en plein état de marche.

Autres fragments du kaléidoscope

scope : plus d'une moitié des jeunes agriculteurs ont choisi ce métier pour des raisons « actives » (« par passion », 38 % ; « par choix après avoir exercé une autre activité », 8 % ; pour « ne pas être salarié ni vivre en ville », 6,8 % ; pour « gagner de l'argent », 3,7 % ; pour « vivre au pays », 0,5 %). Les autres pour des raisons « passives » (« la succession plus ou moins obligée des parents », 31,8 % ; « la peur du chômage ailleurs », 3 % ; « l'absence de formation et de diplôme pour faire autre chose », 8 %). Les autres « ne savent pas ».

La pratique coopérative est une donnée maintenant largement intégrée : 72 % des jeunes sont, à un niveau ou à un autre, insérés et actifs dans des structures collectives ; 39 % des jeunes interrogés « se retrouvent dans la FNSEA », 36 % dans la CNJA, 6,3 % dans la Confédération paysanne (de sensibilité socialiste), 1,6 % dans le MODEF (proche du parti communiste).

75,2 % travaillent encore, selon des formules diverses, avec leurs parents. 58 % vivent d'ailleurs en colocation avec eux. 43 % ont un conjoint (il s'agit dans la quasi-totalité des cas de l'épouse) qui travaille à l'extérieur de l'exploitation, 44,6 % seulement prennent plus de quatre jours de vacances par an. Plus le niveau de formation est élevé, plus l'indépendance dans le travail et le choix des vacances sont élevés.

Quant aux loisirs, le sport est la pratique principale (38,2 %). La télévision est plus regardée (70,4 % « tous les jours ») que dans la moyenne nationale de la même tranche d'âge (60 %). 97 % ont des lectures autres que professionnelles et agricoles ; avec de curieuses variations selon les productions. Les polyculteurs sont moins télé-spectateurs que la moyenne nationale (52,2 %) et sont plus lecteurs (39 %) ; les plus accrochés au petit écran sont les éleveurs (plus de 73 %).

Le CNJA, dit son président M. Philippe Mangin, n'a pas commandité cette étude par simple curiosité. Il s'agit pour son organisation, à une période où la tendance à la déqualification est générale, mieux connaître son terrain, et d'ajuster la réflexion en conséquence : « Nous devons être capables de prendre en compte la diversité des réalités et des situations, et en même temps d'inventer des dénominateurs communs. »

GEORGES CHATAIN

CONSTRUCTION NAVALE

Pendant plus de dix ans

Sept chantiers danois auraient constitué des ententes illicites

COPENHAGUE

de notre correspondant

Trois membres du gouvernement, les ministres de l'Industrie, des transports et de la défense, ont demandé à la police d'enquêter sur une enquête minutieuse concernant un dossier « d'ententes illicites » qui, si certains indices se confirment, pourraient déboucher sur un scandale retentissant.

Le 20 décembre dernier, un article publié par un quotidien régional du Jutland, le *Vendssyssel Tidende*, révélait que, durant deux voire trois décennies, sept chantiers navals danois avaient été de connivence pour se répartir — par un arrangement secret — tous les travaux d'entretien et de réparation des navires dépendant du secteur public, et pour fixer, à un niveau le plus élevé possible bien entendu, les prix de leurs services. Au détriment du Trésor.

Aussitôt, le conseil de la concurrence se hâta de procéder à un ensemble d'investigations, qui allaient étayer ces informations initiales. Après quoi, il rédigeait un rapport, remis à la mi-février aux trois ministres concernés.

Une circulaire du premier ministre

M. Rocard veut favoriser le développement de l'économie sociale

Afin de marquer le dixième anniversaire de la création de la délégation à l'économie sociale, M. Michel Rocard, premier ministre, a rappelé, par voie de circulaire aux membres de son gouvernement, tout l'intérêt qu'il portait à ce secteur économique. Le texte, qui a été publié le 17 février au *Journal officiel*, demande à chacun de s'assurer que les textes élaborés par son département ministériel prennent en considération la « situation particulière » de ces entreprises et « respectent leur identité ». La circulaire précise en outre que le gouvernement présentera, en 1991, deux projets de loi pour favoriser le développement.

Le premier visera à faciliter l'exercice de responsabilités associatives par des bénévoles. Le second permettra aux coopératives de renforcer leurs fonds propres, notamment par l'apport de capitaux extérieurs.

EN BREF

■ Fiat : 35 000 emplois en chômage technique en mars. — Pour réduire sa production de 20 000 unités et dégarner ainsi ses parkings de stockage, le constructeur automobile turinois Fiat a annoncé samedi 23 février la mise en chômage technique de 35 000 ouvriers pendant une semaine au mois de mars prochain. Une mesure annoncée en février avait concerné 65 000 ouvriers, avec une réduction de la production de 40 000 voitures. Le groupe turinois, qui emploie 133 654 salariés dans sa branche automobile, a précisé que les mises en chômage technique pourraient se prolonger au cours des mois suivants en cas d'annulation prolongée de la conjoncture automobile.

■ 1,14 milliard de Chinois. — La Chine comptait 1,143 milliard d'habitants à la fin de décembre 1990, a annoncé vendredi 22 février le Bureau d'Etat des statistiques. Le pays le plus peuplé du monde a gagné 16,3 millions d'habitants au cours de l'année 1990 et environ 10 millions depuis le dernier recensement, réalisé au début de juillet 1990.

Le taux d'accroissement naturel de la population, de 1,4 % par an, inférieur à celui de l'ensemble des pays d'Asie, est encore jugé trop élevé par les autorités du pays, qui veulent stabiliser la population le plus vite possible.

L'enquête policière dira s'il faut engager contre les coupables des poursuites devant les tribunaux pour une aussi longue liste de violations de la législation danoise et des règlements communautaires. De tels délits sont passibles de un à huit ans de prison.

A la suite d'un mouvement de restructuration opéré durant la décennie 80, les sept chantiers incriminés se sont réduits à quatre. En attendant, le ministre de la Justice alerte, de son côté, décidé d'entamer une enquête parallèle d'offres pour la construction des bâtiments confiés à ces sept chantiers, qui pourraient aussi, dans ce domaine, avoir des choses à se reprocher.

Le plus piquant de cette histoire est que, depuis des années, les responsables des chantiers danois n'ont cessé de se plaindre de « la concurrence déloyale » que leur font une série de pays européens qui persistent à subventionner leurs propres chantiers navals, alors qu'eux ne bénéficient pas, officiellement, d'une pareille faveur.

CAMILLE OLSEN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE BANQUE LA HENIN



PROGRESSION SATISFAISANTE DES RESULTATS

Le Conseil d'Administration de la Banque La Henin, réuni le 20 février 1991 sous la présidence de Monsieur Philippe PONTET a arrêté le bilan et les comptes de l'année 1990.

ACTIVITE : Le volume des crédits distribués par la Banque La Henin (22.030 millions de francs) a enregistré, en 1990, une croissance de 57,4 % par rapport à 1989, la part de la production financée par la banque elle-même (18.836 millions de francs) progressant selon le même rythme.

L'encours global des crédits s'élève ainsi à 57.380 millions de francs au 31.12.90, en augmentation de 12 % par rapport à 1989, l'encours porté par la banque (37.646 millions de francs) progressant, quant à lui, de 21,4 %.

Les prêts à moyen et long terme représentent 73,5 % du total des encours au 31.12.90, les financements à court terme 26,5 %.

La ventilation des encours de crédit au 31.12.90 est la suivante :

- financements des professionnels de la construction 26,5 %
- financements à moyen et long terme spécialisés 11,0 %
- financements à moyen et long terme des particuliers 62,5 %

Le volume des dépôts a connu une légère érosion, l'encours moyen des dépôts diminuant de 4,7 %, à 3.222 millions de francs. Toutefois la banque a maintenu la part des dépôts à vue (40 %). L'encours des SICAV et fonds communs de placement commercialisés par la banque a pour sa part progressé de 25 %.

RESULTATS : Le bénéfice net consolidé ressort à 128,05 millions de francs, contre 91,39 millions en 1989, soit une progression de 40,11 %.



LA HENIN
A chacun son patrimoine

Information SICAV

UNIFRANCE Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV UNIFRANCE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 21 mars 1991, à 10 heures 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990 et de fixer le montant du dividende à distribuer.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



Information SICAV

UNI-FONCIER Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV UNI-FONCIER sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 21 mars 1991, à 9 heures 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990 et de fixer le montant du dividende à distribuer.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



Information SICAV

EPARGNE-UNIE Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV EPARGNE-UNIE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 21 mars 1991, à 14 heures 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990 et de fixer le montant du dividende à distribuer.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



هذا من الأصل

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Emploi : le retard français

Pendant et après les chocs pétroliers, la France a toujours été la dernière à s'adapter. L'histoire va-t-elle se répéter et le chômage augmenter ?

CONDAMNÉE à supporter les conséquences de la guerre du Golfe, et de la récession rampante qui la précède déjà, la France est-elle bien armée pour surmonter son outil économique et pour maintenir ses emplois ? En d'autres termes, est-elle en meilleure posture, cette fois, que lors des deux chocs pétroliers ?

Embarrassante et lancinante, la question hante les cabinets ministériels et nombre de responsables. Officiellement, gouvernement et patronat appellent au sang-froid, pour prévenir une panique « moutonnaire » des chefs d'entreprise, comme disent François Péron, président du CNPP et Jean-Louis Girard, président de la commission sociale, aussi bien que Michel Rocard, Pierre Bérégovoy et Jean-Pierre Soisson. Mais en coulisses, on ne cache pas ses craintes. Pour les plus pessimistes, qui peuvent s'appuyer sur les travaux du groupe « anticrise » du commissariat au Plan, l'avenir est lourd de menaces et la situation structurellement délicate.

Deux diagnostics sont formulés qui peuvent, d'ailleurs, se cumuler. Un « vieux » gestionnaire de la politique de l'emploi, enduré par quinze ans de pratique, souligne que « malgré trois années de croissance et la création d'emplois, nous n'avons pas été capables de diminuer le chômage de façon significative... Nous allons maintenant encaisser l'arrivée de nouveaux demandeurs d'emploi, qui vont s'ajouter au stock existant ». Mais un haut fonctionnaire, d'ordinaire placide, ajoute : « Nous avons été en retard au début de la crise en 1974 ; nous avons été les derniers à en sortir, dans les années 80. Nous nous sommes modernisés mais, sans doute, pas assez. Je crains que nos difficultés soient d'ordre sociologique et que nous ayons toujours un temps de réponse et d'adaptation trop long ». La France souffrirait d'un mal plus grave encore que la fatalité européenne – communautaire plutôt – du chômage, souvent évoquée.

« Moins vite et plus mal »

L'examen du passé, des faits comme des premières réactions que l'on enregistre aujourd'hui, sous la forme de plans de suppressions d'effectifs, ne donne pas tort à ces pythies. Tandis que la RFA et le Japon donnent l'impression de se préparer – de se mobiliser – en vue de l'après-guerre pour en sortir grandis, de la même façon qu'après les deux chocs pétroliers, l'économie

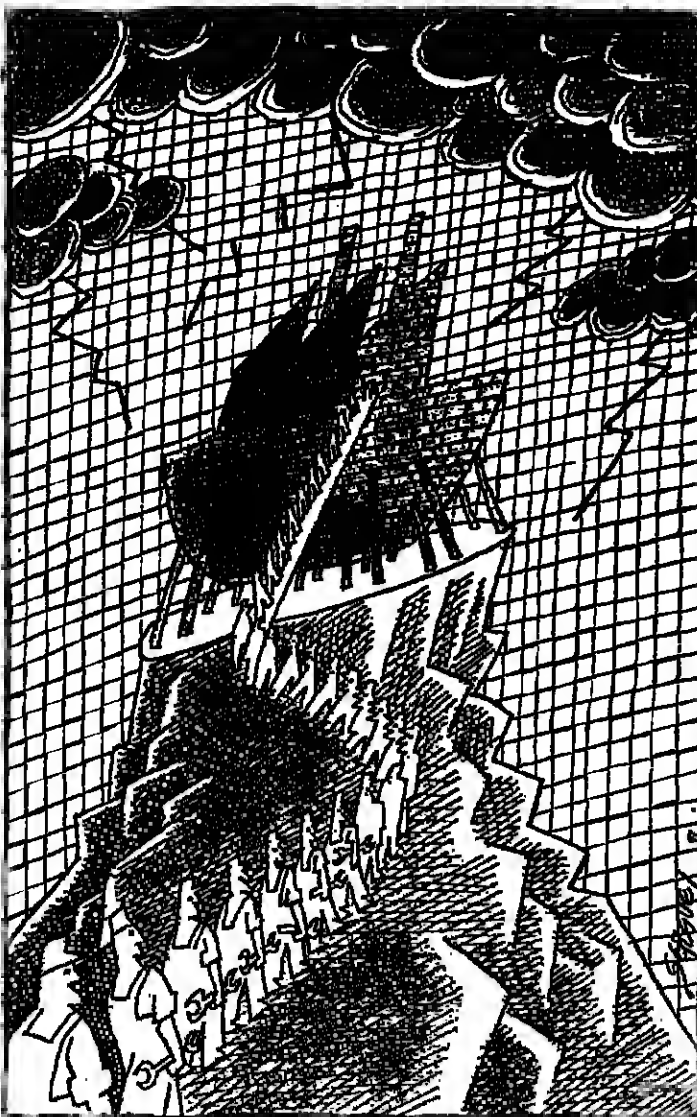
française paraît à peine résister à la fascination de la spirale déclinante. Mue par un vieux atavisme, elle retrouve ses habitudes, des réflexes d'ankylose et de repliement, tels qu'elle les a toujours affectionnés. Comme si des pesanteurs étaient encore à l'œuvre qui doublaient saison à M. Philippe d'Iribarne, auteur d'un livre intitulé *Le Chômage paradoxal* (1), dans lequel il démontre le lien entre notre niveau de chômage élevé et nos blocages socio-culturels.

Poids de l'histoire ? Dans son rapport du passé, le groupe « anticrise » souligne que, en 1974 et 1979, la France « a réagi moins vite et plus mal que ses partenaires ». « Étant donné d'avoir procédé aux ajustements nécessaires après le premier choc pétrolier », elle a, aucun redressement significatif ne se produisant, « abordé le second en état de faiblesse ». Le coût final, en emploi et en pouvoir d'achat, aura été « plus élevé » que partout ailleurs. À l'inverse, observe-t-il, « il est frappant de voir (...) comment des pays comme la RFA et le Japon ont su profiter des chocs pétroliers pour moderniser leur appareil productif et améliorer leur position compétitive ». Ce qui corrobore le souvenir de M. Dominique Balmay, délégué à l'emploi : « Nos dégraissements, nous les avons commencés cinq ou six ans après les Allemands ».

Un décalage accentué

Regardées aujourd'hui, les statistiques anciennes disent la même chose. En 1974-1975, la France reste incrédule et maintient le taux de croissance plus élevé que ses rivaux. De 1976 à 1979, elle enregistre un regain plus faible que les autres. De 1980 à 1982, elle réagit à contretemps, profitant d'une petite relance, quand les pays étrangers marquent à nouveau le pas. Ensuite, le décalage se poursuit. Pendant les phases de 1983-1985 et de 1986-1987, la progression française est plus modeste que la reprise occidentale et ce n'est qu'en 1988-1989 qu'elle rejoint enfin le peloton, au moment où l'embellie se termine.

Ailleurs, les évolutions ont été différentes, sur le modèle bauré des États-Unis, capables de s'arrêter instantanément et de repartir vigoureusement, appliqué sans état d'âme en Grande-Bretagne, et dans une moindre mesure en RFA : cette dernière suit d'abord la courbe américaine, mais ne connaît pas le trou de 1980-1982, puis va ensuite moins vite. Subissant le choc, en 1974-1975, le Japon recule, mais n'a pas cessé depuis d'être rattrapé à la



hausse, connaissant pratiquement le plein emploi.

Traduits en emplois ou en chômage, ces mouvements sont accentués. Longtemps, la France a tenté de freiner sur le pont inextinguible, et c'est autour de 1984 qu'elle s'est enfin résolue à restrucurer. À cette époque, l'Amérique, la Grande-Bretagne et la RFA avaient déjà dépassé leurs sommets respectifs et la décade s'amorçait, plus ou moins vite. Lorsque les créations d'emplois ont émergé immédiatement en France au cours de 1987, le phénomène était engagé depuis deux ans en Allemagne, en Grande-Bretagne, et

depuis trois ou quatre ans aux États-Unis. Surtout, l'ampleur de la reprise est sans commune mesure. Les 800 000 postes supplémentaires en trois ans, dont se vante M. Rocard, ne sont rien en proportion des gains obtenus dans d'autres pays. D'autant que les inscrits à l'ANPE n'ont diminué que de 100 000, au mieux, pendant cette période.

La présence d'un chômage de longue durée est une particularité européenne, principalement au sud, mais la France en est une des victimes les plus notables, la relance n'ayant pas permis de repêcher le naufrage des demandeurs d'emploi, délaissés au

profit des nouveaux arrivants sur le marché du travail. En revanche, les nations affichant un faible taux de chômage (États-Unis, Suède, Canada) sont également celles qui s'ajustent rapidement à la situation : elles ont des taux d'entrée en chômage très élevés mais, plus encore, de très forts taux de sortie. Ce qui explique en partie que, dans la conjoncture actuelle, les États-Unis et la Grande-Bretagne perdent des emplois et voient leur chômage augmenter tandis que la France a attendu septembre 1990 pour enregistrer, avec retard, les premiers effets négatifs du ralentissement économique.

La qualité du compromis social

En fait, deux types de méthodes ont été utilisées à l'étranger, que l'on ne retrouve que partiellement en France, laquelle, écrit le groupe « anticrise », « a en quelque sorte cumulé les handicaps ». D'une part, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, la flexibilité dans les entreprises, sans négociation sociale, qui permet de s'adapter immédiatement, à la hausse comme à la baisse ; au moins à court terme, l'efficacité de cet alignement est incontestable. D'autre part, la technique employée par la RFA et le Japon qui, sortis vainqueurs de la confrontation passée, sont manifestement bien placés pour conforter leur succès demain.

Leur secret ? « Les performances d'une économie sont d'abord fonction de la qualité de ses modes de régulation et d'organisation », affirme le document du Plan. Citant en exemple ces deux pays, « où la négociation sociale est riche et diversifiée », il en déduit qu'ils « semblent les mieux placés pour conduire sagement les adaptations rendues nécessaires par un choc externe ». Ils disposent de tous les atouts que sont « la qualité du com-

promis social », « les engagements réciproques » et « la capacité d'innovation ».

Si « la crise est révélatrice des points faibles et des points forts d'une société et d'une économie », si « c'est à l'occasion des chocs que se creusent les écarts entre pays comparables », toute la question est maintenant de savoir si la modernisation entreprise en France et les changements sociaux intervenus ces dernières années seront suffisants pour lui permettre de jouer sa chance. L'analyse des premiers actes rendus nécessaires par les événements survenus depuis l'été, tout comme la réapparition des pesanteurs nationales, un moment gommées par la croissance, ramène au doute. L'Hexagone a-t-il vraiment et profondément changé, son système de relations sociales s'est-il enrichi ?

Quelques indices peuvent inquiéter. Les embouteillages, notamment de cadres, ont brutalement chuté à l'automne. La création d'emplois se ralentit. Nombre d'entreprises, saisies par la peur de la recrudescence, ont gelé toute décision stratégique, bloquant les investissements, et les moins solides ont commencé à programmer des suppressions d'effectifs. Ici ou là, on redécouvre la solution malsaine des départs en préretraite dont on ne voulait plus. Bref, on adopte un profil bas, on renoue avec ses vieilles habitudes, plutôt que d'anticiper, comme les Japonais et les Allemands.

Au passage, de bonnes résolutions sont compromises. A peine nées, dans le climat de la croissance, la gestion prévisionnelle des emplois et la modernisation négociée subissent l'épreuve du feu. Les accords signés chez Thomson, au Crédit mutuel ou chez Rhône-Poulenc risquent d'être mal compris s'ils cohabitent avec des plans sociaux, alors que l'on devrait redoubler d'efforts pour populariser ces procédures. Dans l'adversité, une politique sociale ouverte, intelligente, devient un gage de succès.

De toute manière, les données sont préoccupantes. Avec une croissance ramenée à 2 ou 2,5 %, l'économie française ne devrait créer que 100 000 emplois supplémentaires en 1991 quand 150 000 nouveaux actifs se présenteront sur le marché du travail. Autant dire que le chômage va augmenter. Une fois de plus.

ALAIN LEBEAUX

(1) *Le Chômage paradoxal*, de Philippe d'Iribarne, Éditions PUF, collection « L'économie en liberté ».

L'Irak est-il pauvre ?

Des erreurs économiques, huit ans de guerre et des paris fous ont rendu exsangue un pays bien doté

GUERRE de pauvre contre les riches ? Révolte d'un pays arabe dénué contre l'opulence provoquée par ses voisins du Golfe ? En plaçant d'emblée le conflit sur le terrain de l'injustice et de l'inégalité fondamentale des peuples, Saddam Hussein a fait mouche, non seulement auprès des Palestiniens mais aussi des masses arabes défavorisées. « Le président irakien a voulu s'approprier le destin de tous les déshérités de la région » et son discours « touche le cœur du malaise arabe », note M. Bassma Kodmani-Darwish, maître de recherche à l'Institut français des relations internationales (IFRI) (1).

Pauvre, l'Irak ? Non, mais certainement exsangue. Ruiné par huit ans d'une guerre inutile, endetté jusqu'aux yeux, le pays, à la veille du 2 août, fait bel et bien acclamer à une quasi-faillite. La recrudescence du prix du pétrole, largement orchestrée par le Koweït, la baisse des cours du dollar, encouragée, elle, par les autorités monétaires américaines, grevaient lourdement ses recettes. Cela au moment même où ses créanciers occidentaux – France, Grande-Bretagne et Italie en tête – lassaient de ses atterissements, menaçant de lui couper les crédits à moins qu'il ne rembourse

ses dettes, ruinant ainsi les espoirs de reconstruction grandiose du chef de l'État irakien.

L'invasion du Koweït, avec un peu de chance, pouvait tout régler d'un coup : son problème de revenus, puisqu'il doublait ses réserves et ses capacités d'exportation de pétrole, et prenait par là même la maîtrise des prix du brut ; celui de la dette, au moins pour la part due aux « frères de sang arabes », et même celui lancinant de l'encerclement, puisque, en gobant le petit État rentier, l'Irak récupérait enfin un débouché sur le Golfe. L'origine de la crise est donc bien liée, au moins en partie, à des motifs économiques. L'Irak, ruiné, se comportait comme un désespéré poussé par le besoin à s'approprier par la force les richesses du voisin.

Mais est-on pauvre lorsqu'on dispose, sur un territoire presque grand comme l'Espagne, et pour une population deux fois moindre, des secondes réserves pétrolières du monde, et d'une « rente » annuelle de 12 à 15 milliards de dollars ? « L'Irak est sans doute plus pauvre que le Koweït. Mais c'est lui aussi une véritable éponge à pétrole, et ce qu'il appelle un beau pays à revenu intermédiaire », assure un responsable français du commerce extérieur. Si on s'en tient aux critères habituels, le

produit national brut par habitant de l'Irak est estimé à 3 770 dollars en 1989 par la société de consultants The Economist Intelligence Unit, un chiffre confirmé par la plupart des banquiers, faute de statistiques officielles.

Bénéficiaires des dieux

De fait, l'Irak se classe dans le milieu de l'échelle internationale. Loin derrière les « très riches », comme la France – 16 900 dollars – ou le Koweït, si tentant avec ses 13 600 dollars de revenu par tête. Mais largement au-dessus des vrais « pauvres » comme le Maroc (786 dollars), ou l'Égypte (665 dollars). Plus précisément, le pays se situe dans la moyenne haute, juste après le Portugal et la Corée du Sud – 3 500 dollars par tête chacun – juste devant l'Iran – 3 500 dollars – et le Venezuela. Selon ce critère, ses revenus sont supérieurs de 68 % à ceux de l'Algérie, et inférieurs seulement de 28 % à ceux de l'Arabie saoudite.

Car l'ancienne Mésopotamie est baignée des dieux : le pays bénéficie à la fois du pétrole – quatrième producteur mondial, – mais aussi de l'eau, grâce au Tigre et à l'Euphrate, des terres – 8 millions d'hectares cultiva-

bles, – d'un climat beaucoup plus tempéré que dans la péninsule Arabique, et des hommes – 18 millions d'habitants d'origines ethniques et de religions les plus diverses, attirés depuis l'Antiquité par le fameux « Croissant fertile ».

Comme le rbâchent depuis des années toutes les études économiques qui lui ont été consacrées, l'Irak est donc l'un des pays arabes disposant, et de loin, du plus fort « potentiel » de croissance à moyen et long terme. S'il se retrouve aujourd'hui acculé à la faillite, ce n'est pas par malchance, mais parce que depuis trente ans il a cumulé les erreurs et les handicaps : ceux d'abord d'une gestion étatique trop centralisée, ceux ensuite d'une économie de rente déséquilibrée par l'afflux des pétrodollars, ceux enfin d'une économie de guerre dévastatrice.

Lorsque, en 1958, la révolution renversa la monarchie et rompit définitivement avec la tutelle britannique, l'Irak est un pays essentiellement agricole. Le pétrole, exploité par un consortium international, compte à peine plus dans les revenus que les produits agricoles – notamment les dattes, dont il est le premier exportateur mondial. L'agriculture finance les deux tiers des importations, et

emploie la moitié de la population active.

Sous l'influence du Parti communiste, principale composante de la coalition au pouvoir (avec le Baas et les nationalistes), le nouveau régime républicain s'engage dans une industrialisation accélérée qui doit s'articuler sur ces deux secteurs clés de l'économie. En 1958, une première réforme agraire redistribue les terres des gros propriétaires et en 1961 une loi reprend à l'IPC (Iraq Petroleum Company), complètement contrôlée par des groupes étrangers, 99,5 % des permis concédés.

Le poids du secteur public

La planification, le contrôle étroit des importations et la nationalisation en 1964 des grandes industries, des banques et des sociétés d'assurances, sont les principaux instruments de gestion du régime, qui adopte une politique résolument populiste et noue des liens étroits avec Moscou. Les résultats sont pour le moins décevants : la production agricole, désorganisée, chute brutalement, le développement pétrolier est freiné et le taux de croissance du secteur industriel n'atteint pas la moitié de l'objectif fixé par les planificateurs.

Le coup d'État du parti Baas en 1968 ne change pas fondamentalement la politique. Priorité reste donnée à l'industrie lourde et au secteur public. En dix ans, la centralisation et la « socialisation » de l'économie sont encore aggravées. En 1978, un an avant la nomination de Saddam Hussein comme président, le secteur dit « socialiste » assure 78 % du PIB contre 27 % en 1970, et il emploie 662 000 personnes, dont un cinquième – 131 000 personnes – pour le seul ministère de l'Intérieur. À l'époque, estime M. Nirou Enekhari, de l'Institut d'études méditerranéennes, entre un cinquième et un quart des habitants de l'Irak dépendent directement ou indirectement du gouvernement pour leur gagne-pain.

C'est que la nationalisation complète du secteur pétrolier en 1972 et surtout l'envolée des prix du brut de 1973 à 1980 ont multiplié par vingt les revenus du pays. Mais les investissements, malgré leur importance, se concentrent dans un nombre réduit de grands projets, liés plus ou moins directement aux secteurs pétrolier et militaire. Achetés « clés en main » grâce aux pétrodollars, ils aggravent la dépendance de l'économie vis-à-vis de l'étranger.

VÉRONIQUE MAURUS
Lire la suite page 23

CHAMPS ECONOMIQUES

Le retour en Inde des « millionnaires » déchus

Les rapatriés du Golfe ont perdu leur argent, leur passeport et leur avenir, et l'Etat du Kerala une prospérité fragile

DEPUIS le début de la guerre du Golfe, 136 000 Indiens ont dû quitter le Koweït, souvent en catastrophe. Parmi eux, quelque 70 000 habitants du Kerala, un Etat du sud de l'Inde qui compte déjà plus de 3,2 millions de chômeurs. Le « retour au pays », pour ces candidats à l'eldorado, ressemble à un naufrage.

Les feuilles géantes de bananier font une tonnelle d'ombre à la petite maison de Telma Pereira. Des chrétiens en croix aux épinettes sanguinolentes ornent les murs, symbole du passage des lointains colons portugais dont elle a conservé le nom, et la religion. Le reste de l'histoire de Telma est resté au Koweït. Sa vie, sa « richesse », ses souvenirs et son avenir. Son passeport aussi, ce qui l'ennuie bien : si la paix revient, si la route de l'eldorado est de nouveau ouverte, Telma, sans passeport, sans visa, n'aura vraiment plus beaucoup de raisons d'espérer.

Telma, cette petite femme au sourire éclatant, qui fait la fièvre devant les voisins accourus, était une prolétaire parmi les « millionnaires » du Golfe. Son salaire de femme de ménage s'élevait à 1 300 roupies (11 par mois, logée-nourrie-vêtue). Une misère ou un pactole, c'est selon. A Trivandrum, elle ne pouvait prétendre gagner plus de 500 roupies.

Les « cas d'urgence »

Comme tout le monde, Telma a dû en passer par le « racket du Golfe », et accepter les conditions des mafieux qui vendent un « visa » contre une promesse d'emploi, vraie ou fausse. Telma et sa famille avaient un peu d'or, en bijoux. La banque a prêté 12 500 roupies, le prêt du « visa ». Dans un peu plus de deux ans, si elle ne peut racheter son or, tout sera vendu à l'encan.

Telma, dans sa mésaventure, a presque de la chance.

D'ailleurs en tout cas que Roger Léonise Pereira, Sébastien Gomez, Florent D'Cruz, Floid Jockin. Chacun d'eux a payé 30 000 roupies le billet pour Koweït-Ville, et le droit d'être endetté pour plusieurs années. Tous mentent lorsqu'ils assurent que le prêteur sur gages leur a accordé un taux d'usure de moins de 40 %. La réalité est que les taux pratiqués dépassent souvent 100 %.

Leurs témoignages sont identiques, accablants : « J'ai tout perdu, je ne sais pas quoi faire », Sébastien Gomez est rentré début octobre, sans un sou en poche. Sa femme et ses deux enfants l'attendaient, anxieux de ne pas avoir reçu d'argent depuis deux mois. Dès le lendemain, le prêteur est venu s'enquérir de la situation de son débiteur. Sébastien n'avait pas le choix : il est allé immédiatement s'enrôler sur une pirogue de pêche, dans l'un des innombrables villages qui parsèment la côte de Malabar. Salaire : 500 roupies par mois. A ce rythme, il lui faudra une décennie pour rembourser sa dette... Sur environ 70 000 travailleurs originaires du Kerala qui ont été obligés de fuir le Koweït, environ 20 000 sont partis dans la précipitation, laissant tout derrière eux, persuadés qu'ils reviendraient vite.

Ils forment ce que les responsables de l'administration appellent pudiquement les « cas d'urgence ». Le gouvernement indien a procédé efficacement à leur rapatriement, par un pont aérien. Arrivés à Bombay, ils ont été nourris et hébergés par le gouvernement de l'Etat du Maharashtra. Priés de reprendre le chemin de leurs domiciles respectifs après quelques jours, ils se sont entassés dans des trains et des autobus. Le voyage était gratuit. Pour leur « réinsertion », ils avaient reçu un vaticane, dont le montant varie,

selon les témoignages, de 100 à 500 roupies. Depuis, la solidarité du gouvernement du Kerala, comme celle du gouvernement central, se fait attendre.

M. E. K. Nayanar, chef-ministre du gouvernement communiste du Kerala, encadré des portraits de Lénine et du mahatma Gandhi, tempête contre « le gouvernement le plus incompétent qu'a connu l'Inde depuis l'indépendance ». Depuis plusieurs mois, il multiplie les demandes d'aide au gouvernement central. Sa proposition consistait à créer un fonds spécial pour le Golfe, doté de 9 milliards de roupies. Le gouvernement de l'ancien premier ministre, M. V. P. Singh, a fait une réponse prometteuse, mais évasive. Son successeur, M. Chandrasekhar, ne s'est pas manifesté. Le chef-ministre met donc en cause, péle-mêle, les « discriminations politiques » à l'égard du Kerala, et les « intérêts monopolistiques des multinationales », ces dernières étant responsables de la sous-industrialisation de cet Etat d'environ 28 millions d'habitants, allongé comme une immense cocoteraie le long de la mer d'Omman.

Le fardeau du chômage

Le Kerala est l'Etat le plus singulier de l'Union indienne, tant ses records sont contradictoires. Depuis trente ans, c'est le laboratoire social des économistes et des sociologues : un taux d'alphabétisation de plus de 75 % (contre 43 % de moyenne nationale), une croissance démographique presque maîtrisée, avec une densité qui dépasse 800 habitants au kilomètre carré, une couverture sociale et sanitaire qui n'a pas d'égal en Inde.

Le revers de la médaille tient en quelques autres chiffres : plus de 3,2 millions de chômeurs, soit 24 % de la population active sans travail.

Les diplômés représentant plus de la moitié des demandeurs d'emploi ! Le Kerala s'engageait d'être le seul Etat à verser une indemnité mensuelle (60 roupies) aux chômeurs recensés. Des limites d'âge et de revenu sont cependant prévues, et il n'est pas sûr que les retournés (ceux qui reviennent) du Golfe puissent en bénéficier.

Leurs enfants ont cependant été admis en priorité dans les écoles (gratuites au Kerala), et un programme est en cours d'élaboration pour convaincre les rapatriés de se lancer dans une activité professionnelle, moyennant l'obtention d'un prêt bancaire : ouverture d'une échoppe, achat d'un taxi (voiture ou rickshaw). Pour le reste, le gouvernement avoue son impuissance financière : « Nous sommes un petit Etat sans ressources », plaide le chef-ministre, et l'arrêt des transferts de fonds des travailleurs du Koweït représente une perte de 4 milliards de roupies.

Avant la crise, faute de pouvoir absorber dans l'économie kéralaise toute la main-d'œuvre disponible, le gouvernement local ne voyait que des avantages à la multiplication des départs, qui allégeaient d'autant le fardeau du chômage : les Kéralais constituaient sans doute près de la moitié des quelque 1,4 million d'Indiens expatriés dans les pays du Golfe. Devenu atterré par l'arrêt des transferts de fonds, le gouvernement a proposé au moins sept vols par semaine en direction du Golfe. Suspendus après le 15 janvier, les liaisons aériennes ont repris depuis une dizaine de jours, à destination de Mascate, Dubaï et Abou-Dhabi.

Des salaires mirobolants

Le départ est souvent la seule solution : « Dès que l'on a un diplôme, il faut s'exporter ou alors accepter un travail subalterne », souligne Michael Tharakan, sociologue à l'Institut des études de développement de Trivandrum. « Ce n'est pas que nous les encourageons, corrige le ministre du travail, M. Pankajaksan, mais ils veulent du travail et nous ne pouvons pas leur en donner. Ils partent, c'est une nécessité. » Les encouragements viennent sous la forme d'une campagne de publicité — notamment dans les journaux — proposant des contrats mirifiques « aux pays des mille et une nuits ».

Malgré l'endettement, qui prend parfois des proportions dramatiques, les salaires perçus par les travailleurs du Golfe apparaissent mirobolants. Plus la formation et l'expérience sont importantes, plus la différence est sensible. Un technicien du bâtiment, un ingénieur, ou un médecin expatrié au Koweït multipliait parfois par sept ou huit son salaire indien. Priya et Abby Chandy font partie des vrais « millionnaires » du Golfe, même si, en vacances en Inde au moment du 2 août, ils ont bien peu de chances de récupérer leurs biens : Abby, ingénieur de haut niveau, gagnait 50 000 roupies par mois, et sa femme Priya, cadre dans une société de marketing, recevait un salaire de 30 000 roupies (2). Abby évalue le montant de leurs pertes « entre 1,5 et 2 millions de roupies » : télévision, magnétoscope, réfrigérateur, mobilier, voitures, armoires de salaires, compte en banque, chaîne hi-fi, etc.

« En Inde, dit-il, je ne pourrais jamais trouver un travail dans mes cordes, y compris à Bombay ou Bangalore. » Comme beaucoup de tra-

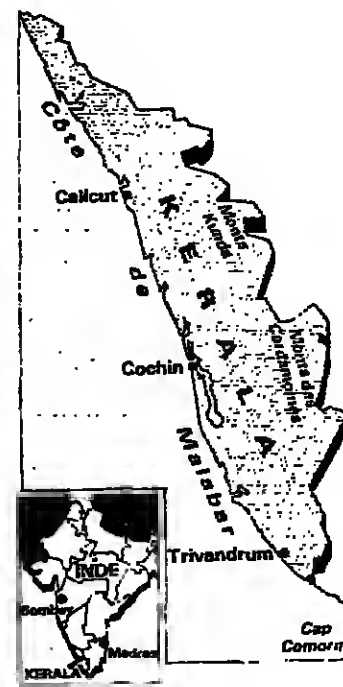
vailleurs d'un haut niveau, Abby a la nostalgie de la « belle vie » de la « société ouverte, libre » de Koweït.

Dans certaines localités, les travailleurs indiens vivaient presque en autarcie culturelle : les journaux du Kerala y étaient vendus le lendemain même de leur parution à Trivandrum ; presque tous les produits de base de l'alimentation étaient disponibles dans les épiceries tenues par des Kéralais. Les pauvres, eux, comme Sébastien, s'entassaient à dix dans une ou deux pièces, pour faire des économies et envoyer plus d'argent à leur famille ; au « pays », les épouses ne touchaient bien souvent qu'une infime partie de ces mandats, l'essentiel servant à rembourser les prêts d'argent.

Sur la côte de Malabar, la guerre du Golfe a manifesté sa présence par l'arrêt des chantiers de construction. Le soud de la plupart des travailleurs immigrés était d'investir dans la pierre, d'acheter de la terre, ou de l'or. De multiples maisons non finies sont visibles dans les bourgades qui s'étendent le long du littoral, de Trivandrum à Cochin. L'« argent du Golfe » a provoqué une fausse prospérité au Kerala, l'une des régions de l'Inde où le boom de la consommation a été le plus fort.

Plus dure a été la chute pour les réfugiés du Koweït : d'un seul coup, leur statut social a rétrogradé de plusieurs niveaux. Criblés de dettes, obligés souvent de compter sur la solidarité familiale, se refusant à envisager un retour définitif, ils sont devenus, victimes, comme le dit le ministre du travail, d'une « dépression psychologique et sociale ». Le rêve des jeunes filles n'est plus d'épouser un « travailleur du Golfe ».

Certains rapatriés regrettent la hâte avec laquelle ils ont obéi aux consignes de départ de l'ambassade de l'Inde à Koweït-Ville. Près de 7 000 Indiens ont refusé de partir, « ils ont été plus courageux, et ils ont



compris ce qu'ils avaient à perdre », reconnaît Sébastien. A Trivandrum, l'administration a créé un bureau d'informations pour les familles de ceux qui sont restés au « pays de l'or noir ». Plus de deux cents demandes sont enregistrées chaque jour, mais la plupart restent sans réponse. Les retournés, eux, ont la même idée en tête : repartir, le plus vite possible.

de Trivandrum
LAURENT ZECCHINI

(1) 1 franc français vaut environ 3,30 roupies indiennes.
(2) En Inde, leurs salaires respectifs seraient d'environ 15 000 et 7 000 roupies.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Offre publique à trois volets et émission d'un emprunt obligataire



I - OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT PAR ADJUDICATION DES OBLIGATIONS :

- C.N.T. 10,30 % Octobre 1978
- C.N.T. 17,50 % Juillet 1981
- C.N.T. 13,40 % Septembre 1984
- C.N.T. 9,90 % Janvier 1979
- C.N.T. 15,60 % Janvier 1983
- C.N.T. 14,00 % Juillet 1980
- C.N.T. 14,50 % Août 1983

II - OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE PAR ADJUDICATION DES OBLIGATIONS :

- C.N.T. 9,00 % Mars 1980
- C.N.T. 8,70 % Octobre 1988
- C.N.T. 9,00 % Mai 1989

III - OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE DES OBLIGATIONS :

- C.N.T. 10,60 % Juillet 1979
- C.N.T. 16,00 % Décembre 1981
- C.N.T. 14,60 % Mars 1980
- C.N.T. 13,70 % Février 1984

LES ÉCHANGES SE FERONT CONTRE DES OBLIGATIONS NOUVELLES CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS MARS 2001 avec ajustement du taux nominal et des conditions en fin de période et versement d'une soulte en titres ou en numéraire. Parallèlement, une émission de nouvelles obligations CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS Mars 2001 sera prise ferme par un groupe d'établissements dirigé par la Société Générale, la Caisse des Dépôts et Consignations et J.P. Morgan & Cie S.A. à hauteur de FF 1,1 milliard pour refinancer les rachats.

VALIDITÉ DE L'OFFRE PUBLIQUE DU 14 FÉVRIER AU 27 FÉVRIER 1991

L'offre de la CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS a été publiée le 13 février 1991 à la Cote Officielle de la Société des Bourses Françaises (Avis n° 91-500) et au BALO du 14 février 1991. Elle a fait l'objet d'une Note d'Information visée par la Commission des Opérations de Bourse (Visa n° 91-041 du 13 février 1991) que chacun pourra obtenir sans frais au guichet des banques, des bureaux de poste, du Trésor et des Caisses d'Épargne. Cette Note d'Information donne également toutes les modalités d'application des procédures d'adjudication.

BANQUES PRÉSENTATRICES

- J.P. MORGAN & CIE S.A.
- CAISSES DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (Centralisateur)

CNT

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nous finançons l'avenir

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ENVIRONNEMENT

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de six numéros.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

La « filière »

Le tout est d'obtenir un « NOC », un « Non Objection Certificate », une sorte de passeport pour le départ. Pour cela, il faut trouver un « sponsor », autrement dit un agent de recrutement, une sorte de chasseur de têtes. Ceux-ci travaillent pour des agences d'emploi, elles-mêmes en relation avec les employeurs koweïtiens.

Quand les employeurs cherchent de la main-d'œuvre, ils font appel aux agences spécialisées. Comme l'offre est supérieure à la demande, rien n'interdit aux « agents » de faire leur choix. Ce choix se paie. Cher. La commission atteint souvent 50 000 roupies. Par bénéfice pour l'intermédiaire, puisque, dans la quasi-totalité des cas, l'employeur prend le coût du voyage à sa charge.

Une fois l'affaire faite, le NOC est délivré. Mais il peut y avoir des surprises : parfois, le contrat signé au Koweït ne correspond pas à la copie dont dispose l'employeur à Koweït-Ville. Le travail-

leur immigré doit alors attendre plusieurs mois, ou repartir, avec ses dettes.

Le NOC doit être présenté à l'office indien d'immigration, dont le nom exact, Bureau du protecteur des immigrants, est une lointaine survivance de l'époque coloniale. Moyennant une somme de 4 000 roupies, qui représente une sorte de garantie pour l'administration destinée à couvrir d'éventuels frais de rapatriement, le futur travailleur du Golfe reçoit l'autorisation de départ.

Avec le premier salaire, intervient la question du rapatriement des fonds. Deux solutions existent : les transferts officiels, de banque à banque, par virement ou mandat. L'autre voie est de faire appel au réseau — illégal — de « passeurs » professionnels. C'est le « pipe » (tuyau, pipe-line) money ». Beaucoup plus intéressante : plus rapide, plus discrète, plus avantageuse aussi, puisque le taux de change est nettement supérieur.

L. Z.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

UNIRENTE Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV UNIRENTE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 21 mars 1991, à 15 heures 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

SEGESPAR
FIDUCIAIRE
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

L'idole productivité

LA question qui intrigue au plus haut point les auteurs du dossier préparé par l'INSEE sur la productivité (Economie et statistique, novembre-décembre 1990) touche à un paradoxe avec lequel ils vivent mal depuis quelques années. Jamais peut-être tant d'efforts n'ont été accomplis au nom de la productivité; pourquoi celle-ci montre des résultats apparemment si décevants, par comparaison, en tout cas, avec les très rapides progrès constatés pendant la période s'étendant de la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la «rupture» de 1973, dont les effets se feraient donc encore sentir?

Si la question est, pour nos statisticiens, lancinante, c'est qu'elle remue toute une série de contradictions entre d'une part ce qu'on croit savoir de la réalité et de l'autre les méthodes et les postulats sur lesquels reposent (encore) les analyses modernes de la productivité. Ces méthodes et ces hypothèses, les experts de l'INSEE n'en discutent pas directement les fondements. Ils ne participent pas à leur remise en question entamée ici et là, notamment par quelques théoriciens de grand renom, tel l'italien Luigi Pasinetti. Cependant, Jacques Meunier, qui introduit le débat, rappelle, d'entrée de jeu: «Les déterminants ou facteurs de la production et de la productivité sont nombreux, et ils sont souvent difficiles à appréhender et à analyser. Ils sont notamment encore plus difficiles à définir et à mesurer que la notion de productivité elle-même...»

L'enjeu n'est pas seulement de comprendre. L'usage abusif (on verra pourquoi) de la notion — correspond bien sûr à un phénomène réel et profond — de substitution du capital au travail n'intéresse pas que les économistes professionnels, faiseurs de modèles. Qui dira l'influence que ce concept banni en brèche par Pasinetti et d'autres continue d'avoir sur les entrepreneurs (à leur insu, le plus souvent) et sur les gouvernements qui encouragent les mesures dites de dégraissage. La métaphore n'est, certes, pas jolies, mais elle traduit bien à sa manière l'abstraction (fonction de production) dont se réclame la doctrine économique dominante. De cette fonction découle l'idée qu'il existe, distinctes l'une de l'autre, d'un côté une productivité, qualifiée de «partielle» pour le coup, du travail, de l'autre côté une productivité (partielle aussi) du capital.

Une fois n'est pas coutume: des résultats présentés par l'enquête, la plus spectaculaire, je veux dire celle qui parle le plus

à l'imagination, est aussi celui qui sert de plus près — sous quelques grosses réserves, malgré tout — la réalité du phénomène. Les experts de l'INSEE sont arrivés à la conclusion que, au terme de la période de cent cinquante ans allant de 1830 à 1989, «la production par actif occupé... vaut environ 13 fois ce qu'elle était au début du décollage économique; la production par heure travaillée est encore plus élevée: 25 fois celle des années 1830».

On se doute bien que la collecte ou la reconstitution, selon le cas, des données n'ont pas été faciles.

Les incertitudes portaient d'abord et surtout sur la numérateur, à savoir la valeur de la production économique, ou plutôt de la grandeur statistique (la «valeur ajoutée») qui a été choisie pour en tenir lieu. Elles portaient aussi sur le dénominateur, à savoir le nombre des «actifs occupés» et des heures travaillées (il a été admis qu'au cours de la période considérée la durée du travail a diminué de moitié). Tout cela est récent. On oserait, par contre, en apprendre davantage sur l'aptitude d'une variable «valeur de la production» à rendre compte de l'accroissement de la production physique. Il s'agit pourtant d'un point crucial, étant donné que le mécanisme à travers lequel une productivité en progrès diffuse ses effets positifs (sur le niveau de vie des salariés, notamment) est d'abaisser la valeur relative des produits qui en bénéficient.

Ce que je voudrais ici, par quelques remarques, me borner à suggérer est ni plus ni moins ceci: le concept dit de productivité «partielle» du travail est probablement le seul concept adéquat pour mesurer la productivité «globale». Dans le mode de calcul retenu par l'INSEE et pour des motifs proprement idéologiques (essais de justifier ce terme), cette productivité globale résulte de l'adjonction — selon une alchimie mal ou pas du tout expliquée — des deux productivités partielles. Le point de départ de tout raisonnement doit ou devrait être celui-ci (qui est une grosse évidence): si la valeur produite par heure travaillée a été multipliée par au moins 25 en cent cinquante ans, c'est par ce que les «actifs occupés» ont pu disposer, en quantité et en qualité considérablement accrues, de machines et

d'autres biens «utilisés dans la production... et nécessaires pour donner effet à leur travail», selon une définition célèbre (tirée d'un grand classique) du capital. Précisons encore ceci: la multiplication serait sans doute supérieure à 25 si on s'attachait, ce qui serait beaucoup plus logique, mais encore plus difficile à établir, non pas à la valeur (ajoutée) de la production mais à son volume.

Naturellement, l'amélioration de la productivité implique à la fois la formation des hommes, la mise en service d'équipements plus efficaces et une organisation plus économique de la production. Dans ce sens, on peut, si on veut, parler d'une productivité du travail (plutôt plus facile à acquérir, soit dit en passant, que du temps des métiers arduement et d'une productivité du capital, à condition de ne pas oublier qu'il s'agit presque autant de décisions de caractère économique que de caractère technique car n'importe quelle innovation n'est pas rentable, c'est-à-dire économique (1). Cela résulte du fait que pour l'économie tout progrès technique améliorant la productivité concourt par définition, directement ou indirectement, à accroître le rendement du travail humain. Dans ce schéma, le capital est un adjuvant du travail. Ce n'est pas ainsi que la théorie moderne (d'inspiration «marginaliste» ou néoclassique) dominante et quasi officielle l'entend.

Sous l'influence de cette doctrine, la vision macroéconomique, censée s'attacher à représenter objectivement l'économie dans son ensemble, est étroitement conditionnée par le point de vue des chefs d'entreprise. Encore ce point de vue est-il lui-même singulièrement déformé et réinterprété pour le faire coïncider avec l'idée que s'en fait la doctrine. Pour cette double raison, celle-ci mérite d'être qualifiée d'idéologique.

Que, de temps immémoriaux, l'homme ait cherché à substituer à sa propre peine (pousser la charrue, porter sur son dos ou sur sa tête le fardes) le service rendu par un animal (cheval de trait) ou par une machine (moissonneuse-batteuse, camion, etc.), rien de plus évident et de plus connu. Cela ne veut pas dire que la tâche principale de l'entrepreneur, organisateur de la

production, consiste à choisir, mettons, entre l'embauche de dix hommes supposés avoir les épéules acides (pour porter des sacs) ou acquiescer à un énorme camion. Or, dans la représentation simplifiée de la réalité que propose la théorie néoclassique pour construire ses modèles, cette alternative joue le rôle central. L'entrepreneur est censé avoir pour tâche primordiale d'arbitrer entre les deux facteurs de production retenus, le travail d'une part et le capital de l'autre.

Sur quel critère va-t-il se déterminer? On l'a deviné. Sur la productivité (marginale) comparée des deux facteurs de production en présence. Si c'est le travail qui coûte moins cher, il inclinera à le substituer au capital. En conséquence, il embauchera un ou plusieurs ouvriers en plus (le dernier étant qualifié de «marginal»); si c'est au contraire le capital qui est le moins cher, parce que sa productivité marginale dépasse celle du travail, celui-ci sera substitué à celui-ci. L'entrepreneur achètera un nouveau camion. Voilà la productivité marginale du capital, simple construction statistique, promue au rang de variable-clé de la vie économique. La substitution est l'instrument d'ajustement qui s'impose dès lors que la fonction de production traite comme facteurs de production deux variables aussi hétérogènes que le travail et le capital (celui-ci étant le produit de celui-là).

C'est cette conception qui dicte aux statisticiens la décision de représenter la «production» sous la forme de la «valeur ajoutée», laquelle regroupe, dans les comptes nationaux, la totalité des salaires, les profits, encore appelés «rémunération du capital» — la capital, dans cette conception, étant pratiquement limité au capital fixe (les immobilisations) — les amortissements et les impôts liés à la production, type taxe professionnelle. Pour que la valeur ajoutée soit considérée comme une représentation «correcte» du flux de la production annuelle, il faut, comme le disent très bien deux auteurs du dossier de l'INSEE, Marc Flourbaey et Pierre Joly, que les «facteurs» soient «rémunérés à leur productivité marginale».

Cependant, cette façon de présenter les choses ne cadre pas avec ce que l'on sait de l'évolution du monde réel. Depuis 1983,

en France, depuis une date antérieure à cette année-là dans beaucoup d'autres pays capitalistes, on a assisté à une augmentation de la part relative des profits dans la valeur ajoutée, au détriment de celle revenant à la rémunération du travail. Il aurait dû en résulter, si le principe de substitution s'applique, une tendance prépondérante à embaucher et à freiner les programmes d'investissement. C'est au contraire qu'on a assisté. De l'étude de l'INSEE, il résulte que la corrélation entre les changements de «productivité marginale» et la substitution est faible (inférieure à 0,4 dans l'industrie), ce qui jette un doute sur l'existence (à une échelle significative) de cette relation.

Une autre contradiction résulte de l'actuel partage de la «valeur ajoutée» et de son évolution dans le temps. La part des salaires forme en gros 80 % du total; celle des profits (plus amortissements et provisions pour paiement des impôts liés à la production) représente les 20 % restants. Comparons avec le partage tel qu'il apparaît dans les comptes du Mexique: dans ce pays, la proportion est presque inverse! Elle est en gros de 27 % pour les salaires et de 73 % pour les profits. Admettons, ce qui est certainement le cas, que la part des profits ressort artificiellement grossie. Même si on est prêt à adopter un coefficient d'erreur égal à 10 %, ce qui est beaucoup, la contradiction avec la France d'aujourd'hui est saisissante.

Quant à la France d'hier, elle présentait certainement un partage considérablement plus favorable aux revenus du capital que maintenant, comme c'est le cas pour les pays encore dans l'enfance du capitalisme. Doit-on en conclure que proportionnellement la France employait en 1889 (dernière année de l'enquête de l'INSEE) beaucoup moins de capital dans le processus de production qu'en 1830?

(1) Dans un livre publié pour la première fois en 1974 et portant le titre *Anticapitalisme, essai de réhabilitation de l'économie politique*, édité en collection de poche chez Flammarion en 1979, je propose une analyse des relations entre le taux de profit et l'innovation technique en rupture avec le modèle néoclassique. Cet ouvrage, qui est une théorie du profit, vient de paraître aux États-Unis sous le titre *Capital for Profit: The Triumph of Ricardian Political Economy over Marx and the Neoclassical*, avec une préface de Michael Novak (chez Rowman and Littlefield Publishers).

La filière

L'Irak est-il pauvre ?

Suite de la page 21

L'Irak a développé pendant les années 70, comme la plupart des grands producteurs de pétrole, toutes les tares des économies de rente: l'agriculture stagne et se dépeuple, sa contribution au PIB tombe en dix ans de 17 % à 6 %, les importations quadruplent en dépit des sommes énormes injectées dans l'industrie, l'inflation s'emballe, réduisant le taux de croissance réel de l'économie aux alentours de 5 % par an. Seuls les infrastructures et le secteur tertiaire — commerce, services, transports et... administratif — se développent au rythme prévu par le plan.

Un plan démesuré

Lorsque, en 1980, l'Irak s'engage dans une guerre de huit ans contre l'Iran, il est donc totalement dépendant de ses revenus pétroliers — 60 % du PNB, 95 % des exportations et 90 % des recettes de l'Etat — et déjà largement endetté. En quelques mois la destruction du terminal de Fao sur le Golfe, puis la fermeture de son principal oléoduc par la Syrie le privent de l'essentiel de ses débouchés. Sa production de pétrole chute des deux tiers, ses revenus aussi.

Il faudra cinq ans à Bagdad pour reconstruire, via la Turquie puis l'Arabie saoudite, les oléoducs nécessaires et doubler son rythme d'extraction. Huit ans pour retrouver le niveau de production de 1980. Mais entre-temps les cours du brut se sont effondrés, si bien que de 1981 à 1989 inclus, les recettes pétrolières du pays ne dépassent pas 10 milliards de dollars par an, en moyenne. A peine 40 % des niveaux records atteints à la fin des années 70... Résultat: un endettement gigantesque, estimé à

70 milliards de dollars, qui hypothèque le redressement d'un pays dévasté par la guerre.

Villes, ports, raffineries, usines, il faut tout reconstruire. Un institut japonais spécialisé estime le coût à 335 milliards de dollars, en comptant le manque à gagner pétrolier, les dépenses militaires et les destructions... Impossible à financer. Et pourtant l'Irak le tente.

Le gouvernement chérissait d'«oublier» sa dette et se lance dans un plan de reconstruction estimé à 63 milliards de dollars en

dix ans: une ville nouvelle de cent cinquante mille habitants, reconstruction de Bassorah, et du port de Fao, construction de mille trois cents villages, usines pétrochimiques, de phosphates, complexe sidérurgique, etc. Sans compter les dépenses d'armement, intouchées — et pour cause! — depuis l'armistice, ni les projets stratégiques (nucléaire entre autres). Dans la seule année 1989, mille deux cents projets sont lancés.

Un plan démesuré, compte tenu des possibilités financières du pays. Le compte est vite fait: d'un côté, à peine 15 milliards de dollars de recettes pétrolières dans les bonnes années, de l'autre, 20 milliards de dépenses: 11 milliards d'importations civiles et 5 d'importations militaires, 3 milliards d'intérêts sur la dette et 1 milliard de transferts des travailleurs immigrés. Ça ne passe pas, sauf à faire

appel de nouveau largement au crédit. L'Irak tente le pari mais se heurte bientôt à la mauvaise volonté des créanciers. L'un après l'autre, les grands pays industrialisés et même les pays en développement — Turquie, Roumanie, Tchecoslovaquie, etc. — ferment le vane. L'Irak est coincé.

L'invasion du Koweït le 2 août 1990, le blocus puis la guerre, loin de tourner à son avantage, auront, quelle que soit l'issue de l'affrontement, achevé de détruire ce que huit ans de lutte avec l'Iran et deux années de reconstruction avaient laissé ou remis debout. L'Irak, de ruiné qu'il était, aura cette fois sans doute réussi à devenir un vrai pauvre...

VÉRONIQUE MAURUS

(1) «Que faire de l'Irak?», *Politique étrangère*, n° 470, IFRI.

La disposition de Bernard Rosier

Un économiste du développement

Economiste, Bernard Rosier, qui vient de mourir, a abordé différents champs d'analyse, mais, sous cette diversité, il y a une continuité, une fidélité créatrice. Dès ses premiers travaux, il avait ancré les techniques agricoles dans les structures sociales, insisté sur l'histoire longue, orienté sa démarche vers le questionnement du développement, articulant réflexions théoriques et propositions pratiques. Enrivant avec René Dumont *Nous allons à la famine*, il analysait l'extrême gravité d'une explosion démographique qui menace de plus en plus l'avenir du tiers-monde. Il expliquait que le développement économique devait se construire sur les paysannes et supposait une transformation sociale, donc certains rapports de forces politiques, mais que le fin ne justifiait jamais les moyens et qu'au contraire les moyens risquaient de polluer la fin.

Dans sa dernière étude de 1989 pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), non publiée, il fait une salubre et rigoureuse critique de la politique d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et même du libéralisme économique. C'est finalement du même mouvement que, conscient des nécessités qu'impose le marché, persuadé de l'importance d'une action collective impulsée de la base, il avait, avec des collaborateurs grecs, recherché un modèle de planification décentralisée.

Un séjour aux États-Unis, où il avait été fortement influencé par ses rencontres avec W. Leontief (auquel il consacra un ouvrage) et S. Marglin, et la crise économique mondiale l'amènent, dès 1973, à une réflexion sur les mécanismes de la croissance, les rythmes économiques et les crises capitalistes. Cette recherche s'inscrit, au cours des années 80, vers l'analyse des «arabes productifs», ces formes spécifiques prises par le capitalisme à chacune de ses étapes, avec leurs modalités d'accumulation et de régulation et leur logique de «déformation». Il met l'accent sur la relation entre

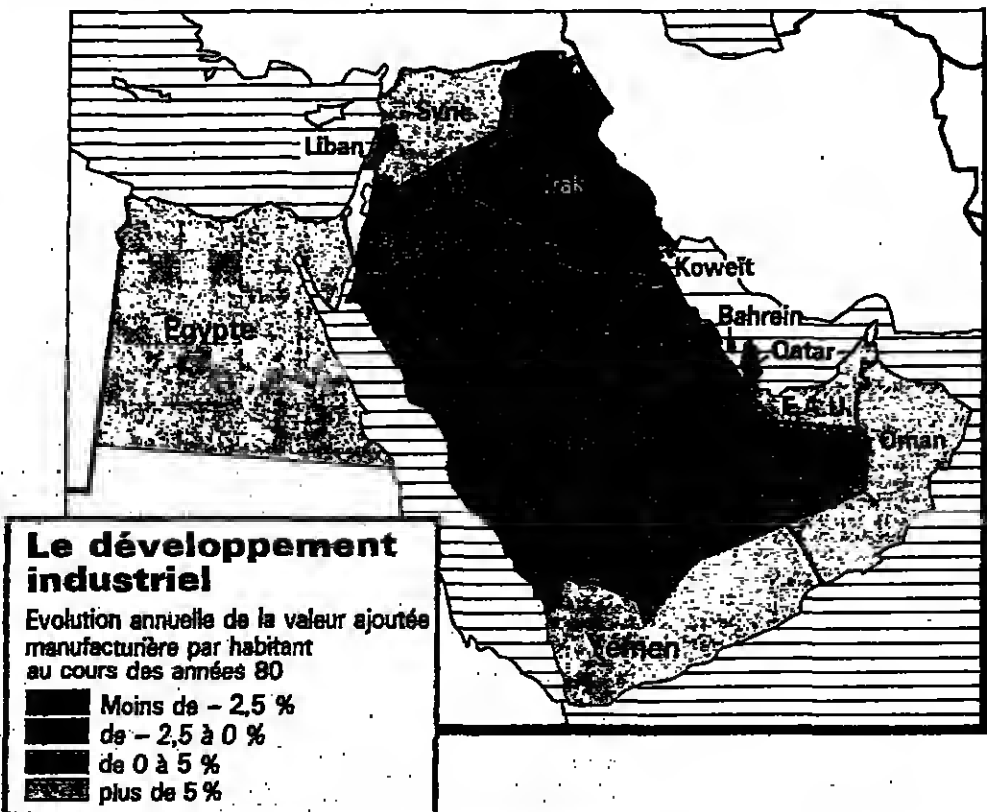
périodes de dépression longue et temps de décadence créateur, l'émancipation d'innovations multiples aboutissant à la formation d'un nouvel ordre productif.

De ces travaux, logiquement, à la fin des années 80, il retour à l'histoire longue par une lecture des grandes phases de mutation, la volonté de résister les conjonctures sociales et économiques dans l'analyse d'une évolution heurtée, dans la lignée de Marx, de Schumpeter et de Braudel (on pourra lire sa revue 1991 un numéro spécial de la *Revue économique* sur «Economie et histoire» qu'il a codirigé). Son hot était la construction d'une théorie synthétisant l'approche régulationniste, néo-schumpétérienne, et les travaux des radicaux américains en s'appuyant sur une «économie historique» et sur l'analyse de la «dialectique entre innovations et conflits».

Dans l'ensemble de l'œuvre, l'idée directrice, son «fil rouge», était que l'économie et la technique, la science même, étaient profondément marquées socialement. Pour l'Unesco, il avait multiplié études et textes théoriques sur les problèmes de développement. En conclusion de son livre *Histoire ambiguë*, il écrivait notamment qu'il est nécessaire d'«agir pour que l'aide extérieure soit reconstruite de la part des grands pays démocratiques (une action à mener au sein de ces pays mêmes) et des organisations internationales, pour qu'elle soit liée à la mise en place d'avancées démocratiques et de projets véritablement innovants et adaptés...» Formidable défi.

PIERRE DOCKÈS et RENÉ DUMONT

► Bernard Rosier a notamment écrit *Nous allons à la famine* (en collaboration avec R. Dumont), Seuil, 2^e éd. 1969; *Modèles de planification décentralisée* (en collaboration avec B. Boucon, J. Bourles, J.-H. Lorenz), PUF, 1973; *Croissance et crises capitalistes*, PUF, 2^e éd. 1984; *Rythmes économiques* (en collaboration avec P. Dockès), La Découverte, 1983; *W. Leontief, textes et itinéraires*, La Découverte, 1986; *l'Histoire ambiguë* (en collaboration avec P. Dockès), PUF, 1988.



Information SICAV

COMMUNICATION

Fragilisée par la récession et la guerre du Golfe
L'industrie audiovisuelle américaine se tourne vers l'Europe

La télévision américaine est malade. Frappée de plein fouet par la récession et la crise financière qui secouent les Etats-Unis. Et piégée par la guerre du Golfe qui, en affaiblissant les publicitaires, met en position délicate les grands réseaux et, par extension, toute l'industrie audiovisuelle. Y compris en Europe.

Déjà malmenée en 1990, la télévision américaine ne cesse de revoir à la baisse les prévisions de ses revenus pour 1991. « Comment chiffrer l'impact du désastre ? », commente un représentant de CBS. Chaque semaine supplémentaire de « Tempête du désert » nous enfonce un peu plus dans la tourmente. C'est la plus périlleuse que la télévision ait connue depuis plus d'une décennie. La guerre a eu raison en effet des derniers optimistes qui tablèrent sur une crise éphémère et croyaient l'industrie audiovisuelle à l'abri des soubresauts conjoncturels, comme si la maladie d'un des supports ne risquait pas de contaminer rapidement les autres et de remettre en question tout l'équilibre du système.

Les premiers touchés sont évidemment les grands réseaux (ABC, NBC, CBS). D'ores et déjà mis à mal par la concurrence croissante du câble, ils sont maintenant confrontés à une annulation ou à un report massif des campagnes de publicité. Certains annonceurs géants comme Procter et Gamble, General Motors, McDonald's ont réagi promptement aux événements du Golfe et gelé immédiatement de nombreuses campagnes. D'autres les ont suivis presque aveuglément, malgré l'importante baisse des tarifs proposés par les réseaux, transformés, selon l'expression d'un publicitaire en « mendicants ». Un désastre d'ailleurs pour le câble et les télévisions locales dont les prix sont devenus, ipso facto, moins attractifs. Et un précédent fâcheux qui pourrait se retourner rapidement contre les réseaux. Comment, la crise terminée, pourraient-ils imposer un retour des prix à la normale ?

Ce malaise a mis en évidence l'extrême vulnérabilité des trois grandes chaînes dont la part d'audience ne cesse de décroître (62 % en prime time contre 82 % il y a dix ans) et dont les recettes publicitaires augmentent désormais moins vite que celles du câble (+ 4,3 % prévues en 1991 contre + 15 % pour le câble). Des mesures d'économie draconiennes ont été prises dans chacune des sociétés. CBS, par exemple, a procédé à plusieurs vagues de licenciement - la dernière en date a mis à la porte près de 130 salariés - et fait appel à la firme de consultants Mac Kinsey pour réviser structures, finances et stratégie. Les grands équilibres de la télévision américaine ont donc en passe d'être remis en cause, les chaînes câblées grignotant les grands réseaux avec un appétit comparable à celui avec lequel les stations FM, en France, ont pris d'assaut les radios nationales.

Le marché intérieur ne suffit plus

Mais la violence de la crise a tout bousculé. Moins d'argent du côté des diffuseurs implique moins d'argent dans les programmes et dans la production. « Classique », notait un producteur américain venu à Monte-Carlo lors du récent marché international. La santé des chaînes a des répercussions immédiates sur l'industrie des programmes. D'abord, les chaînes jouent la sécurité : elles réduisent les séries et les jeux à succès (« La route de la tarantule » et « Jeopardy ») sont assurés d'être vus par les trois quarts du public américain, au moins jusqu'en 1994 ; elles ne font plus le moindre pari sur des programmes plus ambitieux et diminuent le nombre de leurs commandes ; enfin, elles ne paient une série ou un téléfilm qu'à la moitié de sa valeur.

L'industrie a le blues. Elle produit moins, invente moins, raccourcit ses séries et se tourne avec inquiétude et avidité vers le marché international. « Pas pour se faire de l'argent de poche, souhaite le même producteur, mais pour trouver un complément de financement indispensable à certains de leurs projets ou, au moins, les rentabiliser. Pour gagner de l'argent, le marché américain ne suffit plus. »

Le propos semblerait excessif s'il émanait d'une major ou d'un gros groupe de production (la Paramount ou la Fox) dont quelques produits vedettes, feuilletons ou sit-coms, n'en finissent pas de vivre une deuxième, voire une troisième vie sur le marché de la syndication. Il est symptomatique en revanche de l'attention extrême avec laquelle l'industrie américaine

aborde le marché européen. « C'est bien simple, déclare un représentant de la compagnie Hearst, nous ne mettons en chantier que des projets certains de connaître un débouché international. »

Le temps des conquérants arrogants et dominateurs serait-il terminé ? Les relations entre partenaires des deux côtés de l'Atlantique ont, en tout cas, changé. Qui trouvent producteurs et distributeurs américains un peu plus humbles face à leurs interlocuteurs européens, davantage à l'écoute de leurs besoins et de leurs contraintes. Il est vrai que l'évolution de l'audiovisuel du Vieux Continent ne leur laisse pas le choix.

D'abord parce que le boom des années 80 qui vit l'écroulement du vieux monopole des télévisions publiques et l'avènement des jeunes chaînes commerciales appartient déjà au passé. La France, l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Allemagne n'offrent plus les mêmes débouchés que ces dernières années. « Des stocks de centaines d'heures de programmes américains vendus à bas prix ont permis aux nouvelles chaînes de prendre leur envol et d'exister en terme d'audience et de revenus », remarque un représentant d'Orion. Mais aujourd'hui les « tuyaux » sont pleins et la dépendance est moindre à l'égard de l'Amérique. Tout juste les distributeurs regardent-ils aujourd'hui du côté du Portugal et de la Grèce ou encore vers la Scandinavie. Non solvables, les pays de l'Est ne suscitent quant à eux qu'un intérêt prudent.

La fin des « europuddings »

Ensuite, parce que les acheteurs et programmeurs européens ont une démarche de plus en plus sélective. Toujours très demandeurs de produits américains, la Ciné ou M6 sont plus exigeants dans le choix des séries ou téléfilms et s'achètent plus volontiers au poids. Antenne 2 recherche des produits spécifiques pour telle ou telle case de sa grille - notamment la perle rare destinée à prendre le relais de la série « Mac Gyver », « locomotive » du Journal télévisé de 20 heures - et TF1 rappelle que rien ne vaut désormais une production française aux heures de grande écoute. « Il y a cinq ou six ans « Dallas » ou « Dynastie » pouvaient rafler la mise, estime M. Etienne Maugeolle, vice-PDG de la Une. Aujourd'hui, c'est exclu. Face à une fédération nationale aux produits américains ne peut espérer être leader. L'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Italie ont fait le même constat.

Enfin - est-ce le mythe des fameux « quotas » ou la perspective du grand marché de 1993 - les télévisions européennes cherchent à jeter des ponts vers leurs plus proches voisins. « C'est une priorité, estime M. Gilberte de Turenne, directrice des achats et de coproductions internationales de A2. Et une réelle volonté politique. Nous regardons vers l'Allemagne, l'Angleterre (Channel 4), l'Italie. La qualité des produits européens s'est beaucoup améliorée. » Même écho du côté de TF1. « Nous développons des projets de coproduction avec Berlusconi et l'allemand Beta-Taurus, affirme M. Etienne Maugeolle, car nous voulons des produits ambitieux et exportables, pas ces « europuddings » indigestes qui sont parfois le résultat hybride de compromis ridicules entre coproducteurs. » Pourtant, le résultat reste maigre. « Nous cherchons nous aussi des programmes d'origine européenne, explique M. Thomas Valentin, directeur des achats et coproductions de M6. Nous ollons aux projections à Paris, Londres, Berlin. Mais il faut reconnaître que les programmes européens demeurent moins efficaces en terme d'audience et moins « transnationaux » que les produits américains. Et que la dimension commerciale des vendeurs européens est beaucoup moins dynamique que celle des Américains. »

Autres cultures, autres mœurs. Là où les Anglais de la BBC, liés par des conventions collectives contraignantes avec les artistes, ne peuvent réduire un prix, là où les Allemands de la ZDF forts de leur leadership national n'acceptent pas la moindre discussion, les Américains s'adaptent et négocient les tarifs, échantillon, font un lot... et préparent l'avenir. Car, ils en sont persuadés, la télévision européenne devra aussi se faire avec eux.

ANNICK COJEAN

CARNET DU Monde

Naissances

Philippe et Brigitte PIGAUD, Nathalie, sont heureux d'annoncer la naissance de

Henry,

le 18 février 1991.

Décès

M. et M^{me} Christiane Jarnes-Autin, Sandrine et Angélique, M. et M^{me} Jacques Gruet, M. et M^{me} Stephan Autin, ses enfants, Tristan, Nathalie, Bénédicte et Bertrand, ses petits-enfants, M. et M^{me} Michel Veyron et leurs enfants, M^{me} Micheline-Marie Autin, M. et M^{me} Claude Claudie et leurs enfants, Ses sœurs, beaux-frères, neveux et nièces, Le docteur Pierre Lubin, son oncle, Les familles Javillier, Bataille, Blainvillain, Noyrey, Aulagnier, Le Riche, Verdouin et Desvallois, ont la douleur de faire part du décès de

Jean AUTIN, inspecteur général des finances honoraire, commandeur de la Légion d'honneur, survenu le 20 février 1991 à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 26 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, Paris-16^e, suivie de l'inhumation dans l'intimité au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

19, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris.

Le président et le conseil d'administration de Media Participations ont le regret de faire part du décès de

Jean AUTIN, président de Dargaud.

A sa famille, à ses amis, à ses collaborateurs, ils expriment leur tristesse et leur sympathie.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

La direction générale de Dargaud Editeur, La direction générale de Rustica, La direction générale de Dargaud Films, L'ensemble du personnel de nos sociétés, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur président,

M. Jean AUTIN,

survenu le 20 février 1991.

Ils prient sa famille de trouver ici leurs sentiments émus.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

Le conseil d'administration de l'Ecole normale de musique de Paris Alfred-Cortot, Le directeur général, Le personnel, Les professeurs, Les élèves, ont la douleur de faire part du décès de leur président,

Jean AUTIN,

survenu le 20 février 1991.

Les obsèques auront lieu le mardi 26 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

Les membres du conseil d'administration et l'ensemble du personnel du Bureau de vérification de la publicité, ont la tristesse de faire part du décès de leur président,

Jean AUTIN.

Les obsèques auront lieu le mardi 26 février 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

Le président du conseil d'administration, Les administrateurs, Le directeur et les professeurs de l'Ecole supérieure de journalisme de Paris, de l'Ecole des hautes études internationales, de l'Ecole des hautes études politiques et sociales, ont la douleur de faire part du décès du vice-président du conseil d'administration,

M. Jean AUTIN, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, inspecteur général des finances honoraire, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer,

survenu le 20 février 1991.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

M. Jean-Claude Michaud, président de SOFRATEV, M. Jean-Jacques P. Lefebvre, directeur général, Les membres du conseil d'administration, Et le personnel de la société, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean AUTIN, premier directeur général de SOFRATEV, de 1973 à 1975. Ils présentent leurs condoléances aux membres de sa famille.

(Le Monde du 21 février.)

Les familles Boissin, Cans, Mighrian, Bédrossian, ont la douleur de faire part du décès de

Florence BOISSIN-CANS,

survenue le 15 février 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Joyeuse (Ardèche). Nous remercions tous ceux qui s'associent à notre peine.

5, rue Balte, 75009 Paris.

M^{me} Jean-Marie Clerc, M^{me} Lucie Clerc, M^{me} René Lafougère, M. et M^{me} Robert Clerc, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Michel Lafougère et leurs enfants, Les familles parentes, Alliées et amies, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie CLERC, fonctionnaire au Bureau international du travail, leur époux, fils, gendre, frère, beau-frère, oncle,

endormi dans la Paix de son Seigneur, après une longue maladie, le 22 février 1991, dans sa soixante-troisième année.

Un service d'action de grâce aura lieu en l'église réformée de Fécamp-Vallée (Ain), le lundi 25 février, à 11 h 30.

L'inhumation aura lieu le mardi 26 février, à Villafraude (Haute-Vienne).

« Conduisez-vous comme des personnes qui appartiennent à la lumière, car la lumière produit toute sorte de bonté, de droiture et de vérité. » (Ephésiens, V, 9.)

47, chemin Molte-Duboué, 1209 Genève (Suisse).

Le comte Charles de Montalembert, née Hélène Boyer Chamard, ses enfants, Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur père,

comte Charles de MONTALEMBERT, ancien élève de l'Ecole polytechnique, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

survenu à Paris, le 22 février 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 février, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois.

M^{me} Pierre de Montera, Louis, Annie et Juliette, Pierre-René et Rosemarie, Constance, Séphane et le petit Ladislav, Alexandre, Antoine, ont la douleur de faire part de leur décès.

Ainsi que toute leur famille, Dominique et Marie-Hélène, Nenna, Claude Sapin, La fidèle Bianca, ont la grande tristesse de faire part à leurs nombreux et chers amis, du décès de

Pierre de MONTERA,

qui les a quittés le 15 février 1991.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité familiale et suivi de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise.

M. et M^{me} Ornstein, son fils, Gabriella Malone, sa belle-fille, Et Mignon Ornstein, son épouse, font part avec profonde affliction du décès de leur cher

Choura ORNSTEIN.

Ses obsèques seront célébrées le mardi 26 février 1991, à 14 h 30, au cimetière de Thiais (Val-de-Marne).

Les familles Dumont, Pascal et Ali ont la douleur de faire part du décès de

M. Klier PASCAL, retraité cadre EDF,

survenu le 21 février 1991, dans sa soixante-septième année, à Colombes (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu le mardi 26 février, à 14 h 15, au cimetière de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Monique Picavet, sa femme, Carole Picavet, sa fille et Thomas Guidet, sa sœur et son beau-frère, Toute la famille Fressard, ses collégiens, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Louis PICAVET, cinéaste, directeur de la photographie, le 17 février 1991, à Paris.

Les obsèques n'ont eu lieu le 22 février, dans l'intimité la plus étroite. Il adorerait son métier. Gardez-le dans vos pensées.

On nous prie d'annoncer la mort du professeur D. RADENKOVIC, directeur honoraire de recherches aux laboratoires de l'Ecole polytechnique,

survenue le 20 février 1991.

De la part de sa femme, Ses enfants, Et toute la famille.

Un service aura lieu le mercredi 27 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5^e.

M^{me} Paul Yvan Remignon, Dominique et Alain Martin-Saint-Léon, et leurs enfants, Isabelle Remignon et Richard Garcia, Jean-Yves et Françoise Ramelli et leurs enfants, Anacéline et François Tremcaud et leurs enfants, M. et M^{me} Guy Minvielle et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Ariot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Paul YVAN REMIGNON, capitaine de frégate (CR), officier de la Légion d'honneur, survenue à Paris, le 20 février 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le 28 février, à 13 h 45, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémantier, Paris-17^e.

Ni fleurs ni couronnes, des dons pour l'œuvre de votre choix.

Cet avis tient lieu de faire-part. 9, rue Juliette-Lamber, 75017 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5464

VERTICALEMENT
1. Quand elle est plate, il n'y pas beaucoup de liquides. Comme un champ de bataille. - 2. Peut être la punition de celui qui a goûté au « fruit » défendu. - 3. Dieu. Plus en musique. Peut s'opposer à la bruno. - 4. De vrais goudrons. Branché. Banda d'effort. - 5. Adverbe. Présentée comme une rose. - 6. Comme un espace. - 7. Se sert. Qui ne fait pas avancer. - 8. C'est plus qu'une correction. N'a pas son compte d'électrons. - 9. Sont souvent couvertes de sang. Ne fit pas circuler.

HORIZONTALEMENT
1. Spécialistes qui coupent les « barbes ». - 2. Comme une séance quand on entend tonner. - 3. Terme musical. Lieu de travail pour les garçons. - 4. Glisse sur la côté. Une récompense pour le berger. - 5. Peut se produire quand il y a de forts courants. - 6. Ne fait pas de bulles quand elle est plate. Qu'on a peut-être en poche. - 7. Coloré comme des dérapages. - 8. On peut se servir comme la peinture. - 9. Doublé à la queue. Un Esquimaux. - X. Se fait toujours battre. N'est plus qu'une poussière. - XI. Peut être étreinte en courant. Quand on l'a perdue, on peut la retrouver grâce à une empreinte.

1. Carasse. Fumante. - 2. Avari-cieuses. At. - 3. Ibis. Adultères. - 4. Sis. Opa. Lie. Es. - 5. Slip. Ute. Torero. - 6. Multit. Ras. - 7. Ase. Piston. - 8. Fie. Limités. Ila. - 9. Opta. Régata. Mi. - X. Liase. Nula. Ami. - XI. lo. Mort. Et. - XII. Roncerie. Acéré. - XIII. Os. Ar. Rue. - XIV. Isba. In. Frairie. - XV. Duel. Escient.

Verticalement
1. Caisse. Polaroid. - 2. Avril. Tipi. Ossu. - 3. Raisin. Etain. Be. - 4. Ers. Par. Associé. - 5. Si. - 6. Scapulaire. Raie. - 7. Eddéisme. Mains. - 8. Eu. Etelgnor. - 9. Fuit. Taura. Fi. I. - 10. Usait. Petit. Gré. - 11. Météo. Riads. An. - 12. Ass. Rus. Enclé. - 13. Estimé. - 14. Tarer. Oim. Rail. - 15. Sissone. Ide.

GUY BROUTY

CHEF D'INVESTISSEMENT

Juriste de contrats

TECH

Vous pouvez vous faire aider par un expert en droit des affaires.

Le Monde *des* Dirigeants

Postes à + de 400 KF

ECP, MINES, ESE...

CHEF DE DEPARTEMENT INVESTISSEMENTS ET GESTION TECHNIQUE

Une des premières banques françaises recherche le responsable d'un grand département qui a un rôle de maître d'ouvrage (travaux neufs et maintenance) pour un important parc d'immeubles de bureaux.

Il animerait une équipe compétente et étoffée (150 personnes) et gèrerait des budgets importants.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur Grande Ecole minimum 40 ans, ayant des qualités marquées de gestionnaire et d'animateur alliées à une solide polyvalence technique (électricité, électronique, chauffage, climatisation...). Il aura développé cette polyvalence grâce à une expérience réussie dans une société d'ingénierie ou un grand service travaux neufs et maintenance.

Poste à Paris la Défense.

Ecrire sous réf. 8 A 2087-1M

Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Futur Secrétaire Général

Notre Société, un des leaders mondiaux dans la fabrication et la commercialisation de produits destinés aux Laboratoires d'analyses médicales, recherche son futur secrétaire général.

Collaborateur direct du Président du Groupe, ses compétences s'étendront aux domaines suivants :

- négociations de contrats de licence et de distribution • contacts avec les administrations françaises et les instances communautaires,
- contrôle de gestion d'une société aux Etats-Unis • diverses missions permettant d'exploiter ses aptitudes reconnues à la négociation.

Ce poste s'adresse à un cadre expérimenté de formation Sciences Po ou école de commerce avec une première expérience professionnelle réussie complétée par une solide culture juridique et économique et de bonnes connaissances en droit international et communautaire.

La pratique courante de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

Poste à pourvoir dans la banlieue ouest de Paris : Merci d'adresser votre candidature complète, sous réf. 14610, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

Le Monde *des* Juristes

Juriste de contrats

Vous souhaitez intégrer une entreprise largement ouverte sur l'international et dont le champ

d'action est à la mesure des évolutions récentes du monde industriel. TECHNIP, premier groupe français d'ingénierie (CA : 6 milliards de F), vous offre cette opportunité.

Rattaché(e) au Responsable de notre Département contrats, vous assurerez un double rôle opérationnel et de conseil qui associera étroitement :

- l'élaboration des contrats et l'implication dans les négociations,
- le suivi juridique des affaires et le traitement du contentieux.

Titulaire d'un diplôme de droit de 3^e cycle et, dans la mesure du possible, d'une double formation (IEP, ESC...), vous souhaitez valoriser une expérience d'au moins 5 années, acquise dans le cadre d'une activité largement ouverte sur l'export. Une parfaite connaissance de l'anglais juridique est indispensable.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. JC à TECHNIP, à l'attention de S. Dematquette, 92090 Paris-La Défense Cedex 23.



TECHNIP

Le Groupe Concept, une entreprise française d'ingénierie et de services informatiques, recherche un juriste expérimenté pour son service des affaires juridiques. Le poste est basé à Paris (75017) et implique des déplacements fréquents.

GROUPES CONCEPT

GROUPES CONCEPT, l'informatique de gestion

spectral mis
la maintenance informatique

France, constitue une infrastructure unique dans le domaine de la maintenance informatique (HARDWARE).

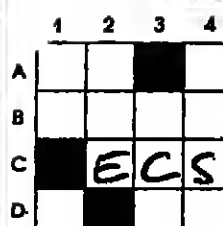
JURISTE D'AFFAIRES CONFIRMÉ

Au sein de notre direction financière, vous aurez en charge des missions variées nécessitant la mise en œuvre d'un réel savoir-faire. Préparation d'analyses juridiques et fiscales, conception et rédaction d'actes et de contrats et suivi des contentieux feront de vous un interlocuteur privilégié pour les différents services de la société.

Un DESS droit des affaires, 3 à 5 ans d'expérience minimum en entreprise ou en cabinet, des connaissances techniques en droit des sociétés, droit fiscal et contractuel constituent vos atouts professionnels.

Autonomie, initiative, sens des responsabilités constituent vos atouts personnels... Nous avons certainement des obligations communes. Parlons-en.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. MY252, à Stéphane Charbonnier, Spectral Mis, 17 bd Ney, 75018 Paris. Poste basé à Villepinte (93).



ECS, leader européen de la location d'ordinateurs IBM, recherche pour son Département Juridique :

Juriste

Vous intervenerez dans

tous les domaines de la fonction pour ECS, ses filiales françaises et internationales (Droit des Sociétés, affaires, assurances, marchés publics).

Titulaire d'une maîtrise de droit des affaires, vous avez une première expérience en entreprise ou en cabinet.

Vos qualités de rigueur, d'organisation et de contacts sont autant d'atouts déterminants pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre lettre, CV s/réf. CM 658 à ECS - Relations Humaines - 29 Av. Mac Mahon, 75017 PARIS.



VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

JURISTE

Nous sommes une importante entreprise de Travaux Publics spécialisée, œuvrant à part égale en France et à l'international. Dans le cadre de notre développement, nous renforçons notre Service Juridique et souhaitons accueillir un Juriste débutant que nous formerons à nos méthodes et à la culture spécifique de notre entreprise.

Basé à la Défense, au sein du Service Juridique, vous aurez une mission très opérationnelle et diversifiée de traitement des dossiers dans les domaines suivants : contentieux contractuel, suivi des filiales - principalement en France et occasionnellement à l'étranger -, assurances...

Vous avez une formation juridique supérieure (Maîtrise, DEA, DESS) ; Anglais satisfaisant. Vous ambitionnez de rejoindre une équipe motivée et très professionnelle ; vous êtes prêt à vous impliquer dans un environnement exigeant, nécessitant ouverture, disponibilité et mobilité.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8403/M avec CV détaillé, photo et niveau de rémunération à notre Conseil PELISSIER, GUILLOU & ASSOCIES, 93 rue Jouffroy, 75017 PARIS.

PELISSIER, GUILLOU & ASSOCIES



Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde
est la première source
d'information des cadres supérieurs.

(IPSO 90)

RESPONSABLE AUDIT
Banque - 280/320.000 F

Un important établissement financier, très implanté sur la région ouest de Paris, recherche son responsable audit. Basé au siège et rattaché au directeur général, il prendra en charge l'ensemble de la fonction audit (commercial et financier) pour l'ensemble du réseau (90 agences) et les différents départements du siège. Assisté d'une petite équipe, il sera chargé de la rédaction de notes et synthèses à destination de la direction générale, et du contrôle a posteriori des anomalies constatées. Ce

poste évolutif conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une bonne technicité dans le domaine de l'audit bancaire. La rémunération, de l'ordre de 280 à 320.000 francs sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/F9855F - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

GESTIONNAIRE DE CARRIERE
Banque - 200.000 F

Un important établissement financier très implanté sur la région ouest de Paris recherche un gestionnaire de carrière pour compléter l'équipe en place de 5 personnes. Basé au siège et rattaché au responsable développement ressources humaines, il sera responsable des carrières, du recrutement et de la gestion pour une partie du personnel de la banque. Il aura une aptitude à communiquer, notamment vis-à-vis des opérationnels de la

banque. Ce poste conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (CELSA, IGS...) ayant acquis une courte expérience (environ 2 ans) de la fonction personnel dans la banque ou en entreprise. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/F9856F - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

RESPONSABLE DE NOTRE CENTRE D'EVALUATION ET DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

PA Consulting Group, société internationale de Conseil en Management et Technologie, emploie 2.500 personnes dans le monde et réalise un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs. Leaders européens de Conseil en Ressources Humaines, nous avons créé, en France, un centre spécialisé dans la mise au point et le développement d'outils d'évaluation originaux, utilisés par les plus grandes entreprises françaises. Nous recherchons aujourd'hui le responsable de ce centre de profits, fort d'une dizaine de consultants (13 millions de francs de chiffre d'affaires). Doté d'un véritable talent d'animateur, il aura aussi le goût de la recherche.

Agé d'au moins 35 ans, impérativement diplômé de psychologie, il aura une expérience réussie du management et une bonne connaissance des méthodes d'évaluation acquise dans le conseil. Sa créativité, son enthousiasme, sa rigueur méthodologique, une forte éthique personnelle et un bon niveau d'anglais lui permettront de s'exprimer dans une structure évolutive. Ecrire à J.A. DENNINGER en précisant la référence A/064M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

**Minerve Industries**
Maintenance et Ingénierie Aéronautiques

Nouvelle filiale du Groupe de Transport Aérien MINERVE s.e.
Aéroport de NIMES - GARONS

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Après en avoir assuré la mise en place, il aura la responsabilité de l'intégralité des Services Administratif et Comptable de la Société. A ce titre il devra assurer :
• l'élaboration des situations comptables, la production du bilan, le suivi des coûts de production ainsi que l'ensemble des opérations de reporting comptable, financier, de trésorerie et de gestion
• la responsabilité de la gestion du personnel
• la gestion Administrative et Fiscale
• traiter les problèmes juridiques et sociaux.
De formation supérieure financière, juridique et comptable (niveau Expertise Comptable ou Ecole supérieure de Commerce + DECS), le candidat devra avoir une expérience de 7 ans minimum et parler couramment l'Anglais.

Si vous êtes motivé, disponible et intéressé par cette offre, envoyez lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. et d'une photo ss réf. PG/DAF à :

MINERVE INDUSTRIES — Aéroport de Nîmes - Garons, B.P. 23 - 30128 GARONS

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN**Jeune Financier Spécialiste Ingénierie****Produits de Taux**

■ Vous rejoindrez le secteur primaire au sein de la salle des marchés de taux et intégrerez l'équipe d'ingénierie en charge de l'étude, du montage et de la négociation d'opérations de restructuration de dette, de financements spéciaux, de gestion bilantiale... auprès d'une clientèle de grands émetteurs et d'investisseurs institutionnels.
■ Votre rôle sera centré dans un premier temps sur la recherche et l'analyse des divers montages pour évoluer, ensuite, vers la prise en charge totale des

dossiers y compris la relation commerciale.
■ Pour ce poste, qui exige autant de curiosité que d'autonomie, nous souhaitons rencontrer un candidat qui, au delà d'une bonne connaissance des techniques financières (BAC +5 gestion, actuariat ou finance), posséderait une bonne culture juridique et fiscale.

■ Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV), sous la référence 173, à **MEDIA PA**, 50-54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

Cogesal

Le groupe UNILEVER recherche pour sa filiale COGESAL en pleine expansion (CA 1990 : 1,3 milliard de francs : CARTE D'OR, CAPTAIN IGLO, LA TARTELEURE...) un :

ANALYSTE DE GESTION et un ANALYSTE DE GESTION INDUSTRIELLE**Votre profil :**

De formation supérieure Bac + 4, vous êtes issu d'une grande école d'ingénieur ou d'une grande école de gestion. Vous êtes débutant ou justifiez d'une première expérience.

Votre mission :

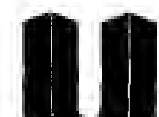
Directement rattaché au chef du service Informatique, vous aurez à assister l'ensemble des départements du siège social (marketing, ventes, gestion) ou de l'usine (production, contrôle qualité, logistique...) dans le développement de nouvelles applications.

Vous aurez à effectuer le bilan de l'existant, à étudier l'ensemble des besoins utilisateurs et à réaliser les cahiers des charges.

Possibilités d'évolution ultérieure au sein des départements informatique, gestion ou logistique de la société ou du groupe UNILEVER.

Pour ces 2 postes, l'un basé en Région Parisienne, l'autre en Normandie nous

désirons des candidats à forte motivation et large autonomie.
Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 03/91 au Service Recrutement et Sélection des Cadres, 157 boulevard Haussmann, 75382 PARIS CEDEX 08



Unilever

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

AUDITEUR COMPTABLE INTERNE

(Réf. AC)

Au sein de notre service Contrôle de Comptabilité, vous veillerez à la bonne application des règles comptables, participerez au rapprochement et à l'analyse des résultats. Vous procéderez à des actions thématiques de contrôle, analyserez et mettrez en œuvre les préconisations de l'inspection et des auditeurs externes. Une expérience de 2 à 3 ans au sein d'un cabinet d'audit, d'une direction comptable ou d'un back-office est indispensable.

CHEFS DE PROJETS COMPTABLES

(Réf. OR)

Au sein de notre service Normes Comptables, vous définirez les principes de comptabilisation et des méthodes d'évaluation. Vous élaborerez les schémas comptables, veillerez à leur mise en œuvre et contribuerez aux études comptables générales.

• soit sur les opérations de marché : 2 à 3 ans d'expérience acquise au sein d'un back-office, d'une Direction comptable ou d'un cabinet d'audit serait votre atout,

• soit sur les opérations sur ressources et emplois clientèle : une bonne maîtrise de la mise en œuvre de projets informatiques est un plus.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V.) en précisant la référence choisie à la BNP - Direction du Personnel Recrutement - 35, rue du 4 septembre - 75002 PARIS.

**ROSS SYSTEMS**
THE DIGITAL STANDARD

ROSS SYSTEMS.
Leader mondial des Projets d'Application - Comptabilité, Finance, Distribution, Logistique, Ressources Humaines - sur matériel VAX de Digital.
Résultats 1990 : 33 millions de dollars de C.A., 3,6 millions de dollars de bénéfices, 2800 Systèmes installés, présence dans 24 pays, recherche pour sa filiale française en pleine expansion :

CONSULTANTS EXPERIMENTES

PROJETS D'APPLICATION SUR VAX
GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE
GESTION COMMERCIALE - LOGISTIQUE

Votre mission :

• Conseiller et guider nos clients dans leur démarche "Projet".
• Aider à la mise en œuvre des applications Ross Systems.
• Former et assister les équipes de projet pendant le démarrage.
• Assurer le suivi et la maintenance des projets installés.
• Participer à la création de nouveaux systèmes d'information.

Vous êtes :

• Diplômé d'une grande Ecole de Gestion ou de Commerce.
• Enthousiaste, pragmatique, novateur.
• Dynamique, souriant, tenace.
• Communicateur et persuasif.

Vous avez :

• Une grande expérience des systèmes informatiques, de préférence sur DIGITAL.
• Des connaissances approfondies en Comptabilité, Finance, Gestion.
• Le sens inné du service et du travail bien fait.
• Le don d'écouter et de comprendre.
• De très bonnes connaissances en Anglais.

Nous vous offrons :

• Une rémunération plus qu'attrayante.
• Une excellente ambiance de travail.
• De l'autonomie dans vos missions.
• Des contacts permanents avec notre centre R&D aux USA.
• Une formation aux technologies les plus récentes.
• De réelles opportunités vers le management d'un centre de profit.

Merci d'adresser votre dossier, C.V. et photo récente (en mentionnant la réf. RS/CA 915) à **ROSS SYSTEMS FRANCE SA** 38 rue de Bavanno 75008 PARIS.

هكذا من الأصل

Une double compétence
Finance
Marketing

SECRETAIRE
GENERAL

R
COMPTABLE

Une double compétence Finance Marketing

... et un peu de magie ?

Au printemps 92, Euro Disney ouvrira ses portes. Dès aujourd'hui, entrez au royaume du rêve : des attractions fascinantes, des boutiques, des restaurants, 6 hôtels à thème... tout un univers pour mettre votre professionnalisme au service du divertissement.

ANALYSTE MARKETING PLANS ET PRÉVISIONS

A 30 ans environ, vous possédez une formation supérieure de haut niveau en finance. Votre expérience de 4 ans minimum, acquise dans un premier temps à travers la gestion d'importants budgets, vous a permis d'évoluer ensuite vers une fonction marketing appliquée à la finance.

Votre objectif, dans la mission que vous prendrez en charge, sera de gérer et consolider les budgets du département Marketing en coordination avec ses équipes et celles du département Finance.

De la planification des actions envisagées à leur évaluation budgétaire, votre double compétence marketing et finance vous permet d'intervenir avec pragmatisme et pertinence. Vous reporterez directement à notre Vice-Président Marketing.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. MK/1279/M, à Euro Disney, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.

3615 pour une
appelée
EURODISNEY



les professionnels de l'imagination

L'A.P.E.I. de Saint-Amand Montrond qui regroupe environ 350 personnes, un atelier protégé et un C.A.T. recherche son

SECRETAIRE GENERAL HF

directement rattaché au Président, vous assisterez et assurerez la préparation de ses dossiers en vue des conseils d'administration et d'Association.

Vous aurez également en charge le suivi des dépenses de l'Association, la gestion et le placement de ses fonds.

De formation droit et/ou IEP section Administration vous avez une expérience de Secrétaire Général, d'une entreprise ou d'une collectivité locale.

Si vous avez envie de mettre vos capacités au service d'une association de parents d'enfants handicapés, et de vivre dans un environnement proche de la campagne (centre France).

Adressez lettre de motivation + CV + photo à FIDORGA - Marie-Pierre PERUSSEAU-LAMBERT - 18 bis, rue de Villiers 92300 Levallois-Perret.

Importante Banque d'Affaires, située à Paris Opéra recherche, pour son Département de la Comptabilité Générale,

R RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE - BILAN

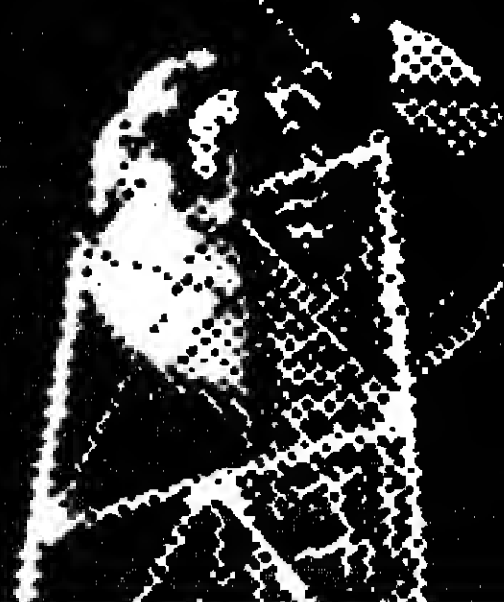
De formation supérieure complétée d'un diplôme type DESCF, vous maîtrisez la comptabilité réglementaire bancaire, et possédez de bonnes connaissances de la fiscalité des titres et des systèmes informatiques comptables.

Votre expérience acquise en milieu bancaire (5 ans minimum) et votre pratique du management opérationnel vous permettront d'animer les équipes dont vous aurez la charge et de leur apporter l'appui technique nécessaire.

En outre, vous participerez à la mise en place du nouveau progiciel comptable et des différents applicatifs comptables.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 3950 à PUBUPANEL - 13, rue Rosenwald - 75015 PARIS qui transmettra.

FRANCE TELECOM L'AVENTURE EN PLUS



BAC + 5, UN AVENIR A VOTRE MESURE

Diplômés ou futurs diplômés d'école de commerce ou d'université, débutants ou première expérience, FRANCE TELECOM vous propose, en avril 1991, 100 postes à la mesure de vos ambitions.

Leader mondial des télécommunications, nous poursuivons chaque jour la conquête de nouveaux marchés, nationaux et internationaux.

Pour vous permettre de participer à l'aventure des hautes technologies et d'enrichir vos compétences, d'exercer des responsabilités importantes et de mener une carrière évolutive, nous vous offrons de nombreuses opportunités.

En intégrant nos filières commerciales, gestion et ressources humaines, vous occuperez des postes de haut niveau : ingénieur commercial, responsable produit, contrôleur de gestion, gestionnaire des ressources humaines...

Élargissement de notre gamme de produits et services auprès du public ou des entreprises, optimisation de notre système de gestion, évolution de nos modes de management... tel est l'avenir que vous propose FRANCE TELECOM, celui d'un service public efficace et professionnel.

Cette aventure vous est ouverte en participant à la sélection écrite et orale qui débutera le 3 avril et aboutira à votre intégration, à FRANCE TELECOM, deux mois plus tard.

Contactez dès aujourd'hui notre service recrutement pour recevoir votre dossier d'inscription.

Date de clôture des inscriptions : le 7 mars 1991.

N° Vert 05 21 11 11

FRANCE
TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

36 15
C M

Le service téléphonique
expert de l'agence des cadres

UN MONDE OUVERT, DES HOMMES EN MARCHE...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidé dont près de 25 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

La direction immobilière des AGF recherche l'adjoint au responsable du service comptable

Cette entité gère un patrimoine de 650 immeubles, 15500 locations en habitation et en bureaux. Au sein du Département Contrôle de Gestion et Comptabilité, en liaison directe avec le responsable du service comptable, vous serez chargé :

- du suivi de la comptabilité des filiales (S.C.I.)
- de l'analyse des comptes et du contrôle des procédures.

De formation type DECS, vous avez 3 à 5 ans d'expérience de la comptabilité en cabinet d'expertise ou en entreprise, et une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Des compétences en comptabilité immobilière constitueraient un plus.

Merci d'adresser votre candidature, (lettre, CV, rémunération actuelle) à Christine LABBE, sous référence M91M, Département des Ressources Humaines 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



LILLY: UN MONDE D'OPPORTUNITES

Première filiale du laboratoire pharmaceutique américain Eli Lilly, LILLY FRANCE (1,7 milliard de CA, 1200 personnes) a de grands projets d'investissements sur son site de production de Strasbourg et recherche

Responsable de la gestion financière des immobilisations

Vous assurerez la bonne gestion financière de toutes les immobilisations en étroite collaboration avec le Service engineering, ainsi que le reporting interne et externe. Débutant ou disposant de 2 à 3 années d'expérience, de formation école de commerce ou DECS, vous avez un goût prononcé pour la comptabilité et la fiscalité et de solides connaissances dans ce domaine, ainsi que des aptitudes à motiver une équipe ?...

... Alors, venez rejoindre un des grands de la Santé dans l'une des régions les plus agréables de France: l'Alsace... La maîtrise de l'anglais est indispensable. Si nos projets vous séduisent, adressez un CV avec lettre manuscrite et photo, à Anne-Sophie Dor, Lilly France, rue du Colonel Lilly, 67640 Fegersheim.

Contrôleur de gestion

Débutant(e) ou disposant de 2 à 3 années d'expérience, diplômé(e) d'une grande école de commerce, vous serez chargé(e) du contrôle de gestion de l'une des divisions de l'usine. Outre le calcul des prix de revient et les activités de reporting, la mission s'étendra largement vers le partenariat avec les opérationnels pour développer les budgets, investissements et analyses ponctuelles servant d'aide à la décision. Vous êtes passionné(e) par la micro-informatique et possédez le goût d'entreprendre dans un esprit de communication positive ?...



AU-DELA DES FRONTIÈRES

Nos collaborateurs sont la première richesse de notre entreprise. Nous voulons accueillir des Hommes et des Femmes de talent qui écriront, avec nous, l'Histoire de notre Avenir.

Pour accompagner son développement, le 1er Etablissement financier de l'Ouest Parisien recherche un

Responsable du Service Audit/Contrôle

Rattaché au Directeur Général, vous aurez pour mission d'élaborer et/ou de faire évoluer les systèmes de contrôle interne de l'entreprise, en en assurant la mise en œuvre. Votre action contribuera à garantir le respect de la réglementation et de la sécurité juridique et financière de l'entreprise. Par ailleurs, vous réaliserez des analyses globales ou plus spécifiques de management général, d'organisation, de gestion des services et agences. Vous effectuerez les contrôles sur l'ensemble de nos procédures (commerciales, comptables, budgétaires, administratives, juridiques et financières).

Enfin, vous encadrerez et animeriez une équipe de 3/4 personnes. A 30/35 ans, de formation supérieure avec de solides bases en comptabilité (DECF, par exemple...), vous avez une expérience de la fonction d'audit de banque d'au moins 4 ans avec, notamment d'indéfectibles qualités de rigueur et de rédaction.

Contactez Yves le Levreux au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération à Michael Page Banking & Insurance, 10, rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. YLL6391MO.



Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance



Conseiller de gestion

optimiser nos structures financières en régions



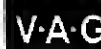
Deux marques de prestige AUDI et VOLKSWAGEN, une qualité de produits et de service incontestable permettent aujourd'hui à VAG France d'être le premier importateur automobile français.

Dans le cadre d'une mission très complète d'audit et d'assistance, vous intervenez auprès de nos concessionnaires et agents sur un secteur géographique déterminé. Vous êtes responsable de la mise en place des structures et de l'application des méthodes financières et

comptables préconisées par la société, vous procédez à l'analyse des documents comptables et établissez les recommandations nécessaires à l'amélioration de la gestion des concessions. Vous contrôlez les projets d'investissement et veillez à leur adéquation avec la politique de la société. De formation ESC, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience de l'audit acquise dans un cabinet ou en entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions à Pascal Carreau, VAG France, Division du personnel et des relations sociales, BP 64, 02601 Villers-Cotterêts.

UNE IMAGE, DEUX MARQUES



Tax specialist

GREAT BRITAIN Excellent package

THE COMPANY: A major subsidiary (T/O \$ 500 M) of one of the world's leading international service companies.

THE POSITION: Reporting to the Regional Tax Manager, with particular responsibility for all fiscal matters relating to France, you will also be exposed to other international tax regimes and involved in strategic tax planning.

THE CANDIDATE: A graduate with 3 to 5 years tax experience, you are familiar with French corporate tax and wish to expand this knowledge within an extremely international environment. For a young, mobile candidate, excellent career opportunities exist both inside and outside the tax function.

Please contact Charles SIMON-THOMAS in Paris on (1) 43.89.09.17 or send a detailed application (CV, letter and photo) quoting reference 1266 STM to NORMAN PARSONS 12, rue de Foulben - 75008 PARIS.

Norman Parsons
JURIDIQUE ET FISCAL

LES MUTUELLES DU MANS ASSURANCES recherchent pour PARIS un

Actuaire débutant

Au sein du secrétariat technique du Département des Assurances Collectives, il travaillera sur les études générales et actuarielles portant sur nos produits d'Assurance Vie et leur environnement.

Diplômé d'un Institut d'actuaire (ISUP, ISFA, DESS ACTUARIAT), vous êtes débutant et souhaitez vous investir dans une fonction évolutive nécessitant de la rigueur, de bonnes capacités à innover et à anticiper les besoins des différents services ainsi que d'excellentes qualités relationnelles.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous réf. CL/MTP à Catherine LECHANGEUR, Gestion du Personnel BP 342-09 - 75428 PARIS CEDEX 09

ETABLISSEMENT FINANCIER SPÉCIALISÉ DANS LE CAUTIONNEMENT

recherche pour son département engagements

RESPONSABLE DE SERVICE ETUDES ET ANALYSES FINANCIÈRES

MISSION

Suivre 15 milliards d'engagement sur plus de 6000 entreprises, petites et moyennes, en assurant la supervision d'une équipe d'analystes financiers et d'un secrétariat (8-9 personnes au total).

PROFIL

HF, 30-40 ans, solide formation supérieure comptable, juridique et financière. Expérience confirmée dans une fonction d'encadrement et d'analyse du risque crédit. Poste basé à Paris. Déplacements occasionnels.

Merci d'adresser C.V. et prétentions + photo à PUBLICITÉ VÉRO FRANCE 49, rue de Rivoli - 75001 PARIS N° 50 000

Cabinet de Conseil International en Stratégie Marketing

recherche

UN CONTRÔLEUR DE GESTION

Dépendant du Directeur Financier :

- établissement des budgets, contrôle budgétaire ;
- établissement et suivi de la comptabilité analytique ;
- gestion du personnel ;
- administration commerciale internationale ;
- diplôme demandé : Sup de Co/IUT ou titulaire d'une maîtrise de gestion, 1 ou 2 ans d'expérience dans une fonction similaire ;
- anglais indispensable.

UN CHARGÉ D'ÉTUDES QUANTITATIVES

- École de commerce : statistiques et/ou marketing ou statisticien économiste.
- Motivation pour l'étude du changement social international.
- Goût pour l'informatique : micro-informatique/station de travail.
- Bonne connaissance de l'anglais (3^e langue souhaitée).
- Disponibilité aux déplacements en Europe.
- 3 ou 4 ans d'expérience dans le marketing et/ou les études.

Écrire sous n° 8241 - LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

INGENIEUR FINANCIER

NOUS SOMMES UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER A MARSEILLE.

Pour participer à notre développement et y contribuer à la réussite de nos mutations techniques et organisationnelles, nous recherchons un INGENIEUR FINANCIER.

A ce poste, vous êtes chargé de la mise en place de notre système d'information financière. Egalement responsable de la conception et du développement des modèles et outils de gestion financière, vous êtes garant de l'adéquation et de la cohérence de ces outils dans le domaine de la gestion du bilan de l'établissement et des interventions sur les marchés financiers.

De formation supérieure en mathématiques et statistiques (ENSAE, ISUP), vous avez acquis de solides compétences (5 ans) en technique de calcul financier et gestion du risque.

Homme de méthode et d'organisation, ce sont vos capacités à vous intégrer dans l'équipe de projet qui feront votre réussite.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions (réf. 82642) à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra en toute discrétion.

L'AMI FINANCIER de DOLE (Jura) - 30 min. de Besançon et de Dijon - recherche

2 chargés de clientèle

Votre mission : rattachés au DG et en liaison avec les agents commerciaux, vous prendrez en charge le développement et le suivi d'un portefeuille clients.

Votre profil : 28/38 ans, Bac + 2, une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine bancaire sera appréciée. (Réf. FC 291 G)

1 agent commercial

Votre mission : rattaché au DG et en liaison avec les chargés de clientèle, vous contribuerez aux actions de conseil, vente, gestion et animation de la clientèle.

Votre profil : 28/38 ans, Bac + 2, une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine bancaire sera appréciée. (Réf. FC 291 H)

Rémunération à négocier selon l'expérience ; avantages, aide concrète à l'installation.

Envoyez CV, photo et prétentions, sous la réf. choisie, au Florian Mantione Institut, 18 rue Estuaire, 25000 Besançon ; ou consultez Minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

هكذا من الأصل

Le Monde Gestion

BANQUE LUXEMBOURGEOISE filiale d'un groupe bancaire français recherche

Chargé d'affaires

Vous avez une formation supérieure, quelques années d'expérience, une bonne compréhension des questions juridiques, fiscales et financières. Vous êtes dynamique et capable d'initiatives et vous possédez une solide culture générale et un excellent contact. Vous serez chargé de développer en France une clientèle de haut niveau, particuliers et entreprises, en lui proposant les services que notre banque commercialise. Vous participerez également à l'élaboration des nouveaux produits et services. Une extension de votre domaine d'activités vers d'autres pays européens pourra être envisagée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) s/réf. 184 à

MEDIA PA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

BANQUE LUXEMBOURGEOISE, filiale d'un groupe bancaire français, recherche un

OPÉRATEUR FINANCIER

De formation supérieure, type Ecole supérieure de commerce, vous avez au moins 4 années d'expérience. Vous souhaitez mettre à profit vos compétences, vos qualités relationnelles avec la clientèle et votre dynamisme au service d'une banque internationale en plein développement. Bien sûr, vous avez le goût de la créativité financière. Vous serez chargé d'imaginer et de rechercher des arbitrages. Vous réaliserez le montage d'opérations financières pour le compte d'entreprises françaises et européennes et superviserez les placements de trésorerie en FRF et devises de la banque et de notre clientèle. Le lieu de travail est situé à Luxembourg. Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 185 à MEDIA PA 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.

Société spécialisée dans les services et le négoce d'équipements France, Amérique du Nord (C.A. 1,5 milliard de francs) faisant partie d'un vaste groupe international dans la distribution recherche

SON CONTRÔLEUR DE GESTION

Rattaché au PDC, il a en charge les missions :

- analyser les résultats des filiales et assurer le reporting, participer aux budgets et à leur suivi ;
- dresser les tableaux de bord et plan de financement.

Qualités requises :

- grande rigueur, capacité à innover et suggérer, très disponible (déplacements en Amérique du Nord).

Profil :

- 30 à 40 ans environ.

Formation :

- ESC / HEC + 5 ans d'expérience minimum. Anglais courant.

Envoyer C.V. + photo sous n° 8242

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy - 75007 PARIS

Le Monde Cadres

MUTUELLE NATIONALE RECRUTE D'URGENCE

CHEF DE GROUPE COMPTABLE

35/45 ans

Niveau BTS. Connaissance informatique progiciel (mini/micro).

Non cadre, salaire : 170 KF +

Ecrite sous réf. « SP » à MNPL

29, rue Turbigo 75002 PARIS

LE SERVICE HYGIÈNE SANTÉ ENVIRONNEMENT DE LA VILLE DU HAVRE 200 000 habitants recherche

UN INGÉNIEUR ÉCOLOGUE

VOUS ÊTES :

- De formation universitaire à dominante biologie de niveau maîtrise, complétée par un DEA ou DES Ecologie.

- Vous possédez un sens aiguisé du dialogue multipartite et un intérêt marqué pour les techniques modernes de communication.

- Vous êtes motivés.

- Vous avez la responsabilité du Directeur de Service, vous serez chargé de la mise au point et de la mise en œuvre d'actions de prévention, d'information, de sensibilisation et d'éducation des citoyens (habitat, population, enseignement, enfance, air, nuisances de protection d'environnement).

- Vous êtes disponibles.

- Un recrutement en qualité d'ingénieur subordonné par voie de mutation est envisagé.

- Détachement ou en qualité d'attaché.

- Le traitement annuel brut de début est de 58 738 F avec possibilité d'évolution de carrière au sein de la collectivité.

- Si vous êtes intéressés, vous pouvez obtenir de plus amples renseignements en consultant le dossier.

- 35-41-45-48-50-52-54-56-58-60-62-64-66-68-70-72-74-76-78-80-82-84-86-88-90-92-94-96-98-100-102-104-106-108-110-112-114-116-118-120-122-124-126-128-130-132-134-136-138-140-142-144-146-148-150-152-154-156-158-160-162-164-166-168-170-172-174-176-178-180-182-184-186-188-190-192-194-196-198-200-202-204-206-208-210-212-214-216-218-220-222-224-226-228-230-232-234-236-238-240-242-244-246-248-250-252-254-256-258-260-262-264-266-268-270-272-274-276-278-280-282-284-286-288-290-292-294-296-298-300-302-304-306-308-310-312-314-316-318-320-322-324-326-328-330-332-334-336-338-340-342-344-346-348-350-352-354-356-358-360-362-364-366-368-370-372-374-376-378-380-382-384-386-388-390-392-394-396-398-400-402-404-406-408-410-412-414-416-418-420-422-424-426-428-430-432-434-436-438-440-442-444-446-448-450-452-454-456-458-460-462-464-466-468-470-472-474-476-478-480-482-484-486-488-490-492-494-496-498-500-502-504-506-508-510-512-514-516-518-520-522-524-526-528-530-532-534-536-538-540-542-544-546-548-550-552-554-556-558-560-562-564-566-568-570-572-574-576-578-580-582-584-586-588-590-592-594-596-598-600-602-604-606-608-610-612-614-616-618-620-622-624-626-628-630-632-634-636-638-640-642-644-646-648-650-652-654-656-658-660-662-664-666-668-670-672-674-676-678-680-682-684-686-688-690-692-694-696-698-700-702-704-706-708-710-712-714-716-718-720-722-724-726-728-730-732-734-736-738-740-742-744-746-748-750-752-754-756-758-760-762-764-766-768-770-772-774-776-778-780-782-784-786-788-790-792-794-796-798-800-802-804-806-808-810-812-814-816-818-820-822-824-826-828-830-832-834-836-838-840-842-844-846-848-850-852-854-856-858-860-862-864-866-868-870-872-874-876-878-880-882-884-886-888-890-892-894-896-898-900-902-904-906-908-910-912-914-916-918-920-922-924-926-928-930-932-934-936-938-940-942-944-946-948-950-952-954-956-958-960-962-964-966-968-970-972-974-976-978-980-982-984-986-988-990-992-994-996-998-1000-1002-1004-1006-1008-1010-1012-1014-1016-1018-1020-1022-1024-1026-1028-1030-1032-1034-1036-1038-1040-1042-1044-1046-1048-1050-1052-1054-1056-1058-1060-1062-1064-1066-1068-1070-1072-1074-1076-1078-1080-1082-1084-1086-1088-1090-1092-1094-1096-1098-1100-1102-1104-1106-1108-1110-1112-1114-1116-1118-1120-1122-1124-1126-1128-1130-1132-1134-1136-1138-1140-1142-1144-1146-1148-1150-1152-1154-1156-1158-1160-1162-1164-1166-1168-1170-1172-1174-1176-1178-1180-1182-1184-1186-1188-1190-1192-1194-1196-1198-1200-1202-1204-1206-1208-1210-1212-1214-1216-1218-1220-1222-1224-1226-1228-1230-1232-1234-1236-1238-1240-1242-1244-1246-1248-1250-1252-1254-1256-1258-1260-1262-1264-1266-1268-1270-1272-1274-1276-1278-1280-1282-1284-1286-1288-1290-1292-1294-1296-1298-1300-1302-1304-1306-1308-1310-1312-1314-1316-1318-1320-1322-1324-1326-1328-1330-1332-1334-1336-1338-1340-1342-1344-1346-1348-1350-1352-1354-1356-1358-1360-1362-1364-1366-1368-1370-1372-1374-1376-1378-1380-1382-1384-1386-1388-1390-1392-1394-1396-1398-1400-1402-1404-1406-1408-1410-1412-1414-1416-1418-1420-1422-1424-1426-1428-1430-1432-1434-1436-1438-1440-1442-1444-1446-1448-1450-1452-1454-1456-1458-1460-1462-1464-1466-1468-1470-1472-1474-1476-1478-1480-1482-1484-1486-1488-1490-1492-1494-1496-1498-1500-1502-1504-1506-1508-1510-1512-1514-1516-1518-1520-1522-1524-1526-1528-1530-1532-1534-1536-1538-1540-1542-1544-1546-1548-1550-1552-1554-1556-1558-1560-1562-1564-1566-1568-1570-1572-1574-1576-1578-1580-1582-1584-1586-1588-1590-1592-1594-1596-1598-1600-1602-1604-1606-1608-1610-1612-1614-1616-1618-1620-1622-1624-1626-1628-1630-1632-1634-1636-1638-1640-1642-1644-1646-1648-1650-1652-1654-1656-1658-1660-1662-1664-1666-1668-1670-1672-1674-1676-1678-1680-1682-1684-1686-1688-1690-1692-1694-1696-1698-1700-1702-1704-1706-1708-1710-1712-1714-1716-1718-1720-1722-1724-1726-1728-1730-1732-1734-1736-1738-1740-1742-1744-1746-1748-1750-1752-1754-1756-1758-1760-1762-1764-1766-1768-1770-1772-1774-1776-1778-1780-1782-1784-1786-1788-1790-1792-1794-1796-1798-1800-1802-1804-1806-1808-1810-1812-1814-1816-1818-1820-1822-1824-1826-1828-1830-1832-1834-1836-1838-1840-1842-1844-1846-1848-1850-1852-1854-1856-1858-1860-1862-1864-1866-1868-1870-1872-1874-1876-1878-1880-1882-1884-1886-1888-1890-1892-1894-1896-1898-1900-1902-1904-1906-1908-1910-1912-1914-1916-1918-1920-1922-1924-1926-1928-1930-1932-1934-1936-1938-1940-1942-1944-1946-1948-1950-1952-1954-1956-1958-1960-1962-1964-1966-1968-1970-1972-1974-1976-1978-1980-1982-1984-1986-1988-1990-1992-1994-1996-1998-2000-2002-2004-2006-2008-2010-2012-2014-2016-2018-2020-2022-2024-2026-2028-2030-2032-2034-2036-2038-2040-2042-2044-2046-2048-2050-2052-2054-2056-2058-2060-2062-2064-2066-2068-2070-2072-2074-2076-2078-2080-2082-2084-2086-2088-2090-2092-2094-2096-2098-2100-2102-2104-2106-2108-2110-2112-2114-2116-2118-2120-2122-2124-2126-2128-2130-2132-2134-2136-2138-2140-2142-2144-2146-2148-2150-2152-2154-2156-2158-2160-2162-2164-2166-2168-2170-2172-2174-2176-2178-2180-2182-2184-2186-2188-2190-2192-2194-2196-2198-2200-2202-2204-2206-2208-2210-2212-2214-2216-2218-2220-2222-2224-2226-2228-2230-2232-2234-2236-2238-2240-2242-2244-2246-2248-2250-2252-2254-2256-2258-2260-2262-2264-2266-2268-2270-2272-2274-2276-2278-2280-2282-2284-2286-2288-2290-2292-2294-2296-2298-2300-2302-2304-2306-2308-2310-2312-2314-2316-2318-2320-2322-2324-2326-2328-2330-2332-2334-2336-2338-2340-2342-2344-2346-2348-2350-2352-2354-2356-2358-2360-2362-2364-2366-2368-2370-2372-2374-2376-2378-2380-2382-2384-2386-2388-2390-2392-2394-2396-2398-2400-2402-2404-2406-2408-2410-2412-2414-2416-2418-2420-2422-2424-2426-2428-2430-2432-2434-2436-2438-2440-2442-2444-2446-2448-2450-2452-2454-2456-2458-2460-2462-2464-2466-2468-2470-2472-2474-2476-2478-2480-2482-2484-2486-2488-2490-2492-2494-2496-2498-2500-2502-2504-2506-2508-2510-2512-2514-2516-2518-2520-2522-2524-2526-2528-2530-2532-2534-2536-2538-2540-2542-2544-2546-2548-2550-2552-2554-2556-2558-2560-2562-2564-2566-2568-2570-2572-2574-2576-2578-2580-2582-2584-2586-2588-2590-2592-2594-2596-2598-2600-2602-2604-2606-2608-2610-2612-2614-2616-2618-2620-2622-2624-2626-2628-2630-2632-2634-2636-2638-2640-2642-2644-2646-2648-2650-2652-2654-2656-2658-2660-2662-2664-2666-2668-2670-2672-2674-2676-2678-2680-2682-2684-2686-2688-2690-2692-2694-2696-2698-2700-2702-2704-2706-2708-2710-2712-2714-2716-2718-2720-2722-2724-2726-2728-2730-2732-2734-2736-2738-2740-2742-2744-2746-2748-2750-2752-2754-2756-2758-2760-2762-2764-2766-2768-2770-2772-2774-2776-2778-2780-2782-2784-2786-2788-2790-2792-2794-2796-2798-2800-2802-2804-2806-2808-2810-2812-2814-2816-2818-2820-2822-2824-2826-2828-2830-2832-2834-2836-2838-2840-2842-2844-2846-2848-2850-2852-2854-2856-2858-2860-2862-2864-2866-2868-2870-2872-2874-2876-2878-2880-2882-2884-2886-2888-2890-2892-2894-2896-2898-2900-2902-2904-2906-2908-2910-2912-2914-2916-2918-2920-2922-2924-2926-2928-2930-2932-2934-2936-2938-2940-2942-2944-2946-2948-2950-2952-2954-2956-2958-2960-2962-2964-2966-2968-2970-2972-2974-2976-2978-2980-2982-2984-2986-2988-2990-2992-2994-2996-2998-3000-3002-3004-3006-3008-3010-3012-3014-3016-3018-3020-3022-3024-3026-3028-3030-3032-3034-3036-3038-3040-3042-3044-3046-3048-3050-3052-3054-3056-3058-3060-3062-3064-3066-3068-3070-3072-3074-3076-3078-3080-3082-3084-3086-3088-3090-3092-3094-3096-3098-3100-3102-3104-3106-3108-3110-3112-3114-3116-3118-3120-3122-3124-3126-3128-3130-3132-3134-3136-3138-3140-3142-3144-3146-3148-3150-3152-3154-3156-3158-3160-3162-3164-3166-3168-3170-3172-3174-3176-3178-3180-3182-3184-3186-3188-3190-3192-3194-3196-3198-3200-3202-3204-3206-3208-3210-3212-3214-3216-3218-3220-3222-3224-3226-3228-3230-3232-3234-3236-3238-3240-3242-3244-3246-3248-3250-3252-3254-3256-3258-3260-3262-3264-3266-3268-3270-3272-3274-3276-3278-3280-3282-3284-3286-3288-3290-3292-3294-3296-3298-3300-3302-3304-3306-3308-3310-3312-3314-3316-3318-3320-3322-3324-3326-3328-3330-3332-3334-3336-3338-3340-3342-3344-3346-3348-3350-3352-3354-3356-3358-3360-3362-3364-3366-3368-3370-3372-3374-3376-3378-3380-3382-3384-3386-3388-3390-3392-3394-3396-3398-3400-3402-3404-3406-3408-3410-3412-3414-3416-3418-3420-3422-3424-3426-3428-3430-3432-3434-3436-3438-3440-3442-3444-3446-3448-3450-3452-3454-3456-3458-3460-3462-3464-3466-3468-3470-3472-3474-3476-3478-3480-3482-3484-3486-3488-3490-3492-3494-3496-3498-3500-3502-3504-3506-3508-3510-3512-3514-3516-3518-3520-3522-3524-3526-3528-3530-3532-3534-3536-3538-3540-3542-3544-3546-3548-3550-3552-3554-3556-3558-3560-3562-3564-3566-3568-3570-3572-3574-3576-3578-3580-3582-3584-3586-3588-3590-3592-3594-3596-3598-3600-3602-3604-3606-3608-3610-3612-3614-3616-3618-3620-3622-3624-3626-3628-3630-3632-3634-3636-3638-3640-3642-3644-3646-3648-3650-3652-3654-3656-3658-3660-3662-3664-3666-3668-3670-3672-3674-3676-3678-3680-3682-3684-3686-3688-3690-3692-3694-3696-3698-3700-3702-3704-3706-3708-3710-3712-3714-3716-3718-3720-3722-3724-3726-3728-3730-3732-3734-3736-3738-3740-3742-3744-3746-3748-3750-3752-3754-3756-3758-3760-3762-3764-3766-3768-3770-3772-3774-3776-3778-3780-3782-3784-3786-3788-3790-3792-3794-3796-3798-3800-3802-3804-3806-3808-3810-3812-3814-3816-3818-3820-3822-3824-3826-3828-3830-3832-3834-3836-3838-3840-3842-3844-3846-3848-3850-3852-3854-3856-3858-3860-3862-3864-3866-3868-3870-3872-3874-3876-3878-3880-3882-3884-3886-3888-3890-3892-3894-3896-3898-3900-3902-3904-3906-3908-3910-3912-3914-3916-3918-3920-3922-3924-3926-3928-3930-3932-3934-3936-3938-3940-3942-3944-3946-3948-3950-3952-3954-3956-3958-3960-3962-3964-3966-3968-3970-3972-3974-3976-3978-3980-3982-3984-3986-3988-3990-3992-3994-3996-3998-4000-4002-4004-4006-4008-4010-4012-4014-4016-4018-4020-4022-4024-4026-4028-4030-4032-4034-4036-4038-4040-4042-4044-4046-4048-4050-4052-4054-4056-4058-4060-4062-4064-4066-4068-4070-4072-4074-4076-4078-4080-4082-4084-4086-4088-4090-4092-4094-4096-4098-4100-4102-4104-4106-4108-4110-4112-4114-4116-4118-4120-4122-4124-4126-4128-4130-4132-4134-4136-4138-4140-4142-4144-4146-4148-4150-4152-4154-4156-4158-4160-4162-4164-4166-4168-4170-4172-4174-4176-4178-4180-4182-4184-4186-4188-4190-4192-4194-4

MARCHÉS FINANCIERS

L'enquête annuelle de l'UFB-Locabail
Les PME-PMI continuent à investir malgré le ralentissement de l'économie

L'année 1990 est restée largement positive pour les PME-PMI, même si un premier ralentissement de la croissance a été observé par rapport aux années de haute conjoncture (1988-1989), révèle l'enquête annuelle de l'UFB-Locabail, numéro un du crédit-bail mobilier en France, menée auprès d'une dizaine de milliers d'entreprises de six à deux cents salariés.

La moindre progression de l'activité des PME-PMI en 1990 n'a pas eu de répercussions sensibles sur leurs efforts d'investissement réalisés dans le courant de l'année. Toutefois, les plus petites des PME se sont montrées davantage réticentes à investir. D'une manière générale, le niveau des carnets de commandes était, fin 1990, identique à celui de fin 1989. Quant aux perspectives pour 1991, les chefs d'entreprise se montrent naturellement moins optimistes : ils anticipent de nouveaux ralentissements de la croissance, avec des répercussions plus importantes au niveau de la rentabilité et des effectifs qu'à celui des investissements, sur lesquels ils ne comptent pas marquer un arrêt brutal, même si la progression sera plus modérée.

De son côté, l'enquête de conjoncture du Crédit d'équipement aux PME (CEPME) révèle également le maintien de l'effort d'investissement. Les patrons, toutefois, craignent une baisse de la demande et ne tablent plus sur un renversement rapide de la tendance, la crise du Golfe ayant été seulement le révélateur d'un ralentissement général de l'économie plus que son point de départ.

Les deux enquêtes se rejoignent sur le diagnostic pessimiste pour le bâtiment et les travaux publics, avec une baisse des effectifs et de la rentabilité. En ce qui concerne

les services, l'un des secteurs moteurs en 1990, avec un rythme de développement supérieur à la moyenne, la croissance se ralentira en 1991 mais restera positive, sauf pour la micro-informatique, littéralement stagnante.

Enfin, l'UFB-Locabail signale une montée générale des impayés, surtout dans les entreprises créées depuis 1987, avec une extension de la pratique des dépôts de bilan « secs », c'est-à-dire sans avertissement préalable. Ce phénomène, qui oblige de plus en plus d'établissements spécialisés dans le crédit à l'équipement à instituer d'importantes provisions pour créances douteuses, est aussi relevé par la Société française d'assurance-crédit (le Monde du 22 février).

FRANÇOIS RENARD

La FNTP demande le lancement d'un emprunt d'Etat. La Fédération nationale des travaux publics (FNTP) a demandé, le 24 février, le lancement d'un emprunt d'Etat obligatoire émis auprès des particuliers, qui mobiliserait l'épargne nationale pour soutenir le développement économique et l'emploi. Pour la FNTP, cet emprunt d'Etat serait remboursable à échéance de trois ans, comme celui lancé en 1983 par M. Jacques Delors. La FNTP explique sa démarche par ses craintes de voir bientôt prises des décisions de réduction de l'investissement public. Selon son président, M. Philippe Levaux, les réductions concernant les investissements et équipements du pays portant sur les mesures nouvelles inscrites au budget de 1991 passeraient de 10 % à 30 %. Les annulations budgétaires de 1984 s'élevaient à 8,7 % pour les travaux publics et par la suppression de 27 000 emplois.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

UNIVERS ACTIONS
Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV UNIVERS ACTIONS sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 21 mars 1991, à 16 heures 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

SEGESPAR
TITRES
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

INFORMATION SICAV

INTERSELECTION FRANCE
SICAV DOMINANTE ACTIONS FRANÇAISES

DIVIDENDE 1990 : 20,16 F, mis en paiement le 24 janvier 1991 (+ crédit d'impôt de 3,27 F pour les personnes physiques, ou de 3,32 F pour les personnes morales).

RÉINVESTISSEMENT DU COUPON : En exonération de droits d'entrée jusqu'au 24 avril 1991.

PERFORMANCE AU 28/12/1990 : + 10,18 % par an sur 5 ans, coupon net réinvesti.

OBJECTIFS DE PLACEMENT : Investissement en valeurs françaises dont 60 % d'actions minimum. Le dividende distribué bénéficie de l'abattement sur les revenus de valeurs françaises de 8 000 F pour une personne seule ou de 16 000 F pour un couple marié.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	14 février 1991
Total actif	841 953
dont :	
Or	161 543
Disponibilités à vue à l'étranger	117 548
Ecos	54 830
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 892
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 369
Concours au Trésor public	41 330
Titres d'Etat (bons et obligations)	39 466
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	880
Effets privés	104 764
Effets en cours de recouvrement	25 112
Total passif	841 953
dont :	
Billets en circulation	250 370
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution des réserves	25 439
Comptes courants du Trésor public	62 553
Reprises de liquidités	25 673
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	7 827
Ecos à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	55 177
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	182 066

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,25 %
Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

Le CBV souhaite une montée en puissance rapide du système RELIT

Le Conseil des bourses de valeurs (CBV) a souligné sa volonté de voir la montée en puissance du système RELIT (réglementation des livraisons d'informations financières) s'effectuer aussi rapidement que possible. Le conseil, qui s'est réuni les 30 janvier et 20 février, a considéré que l'idée consistant à retarder la généralisation du système RELIT jusqu'à la suppression du marché à règlement manuel devrait être écartée. Rappelant qu'une évolution est « indispensable » mais ne doit pas être précipitée, le CBV explique que l'instauration d'un marché unique au comptant n'est concevable que précédée de la mise en place de systèmes appropriés à tous les investisseurs des avantages de souplesse et de liquidité équivalents à ceux de l'actuel règlement manuel.

D'autre part, le CBV a formé trois groupes de travail chargés de concevoir les dispositifs futurs de substitution au marché à règlement manuel. Aucun délai précis n'a été fixé pour l'évolution des marchés, mais le CBV estime que l'horizon fin 1993 apparaît le plus raisonnable.

Club Méditerranée : 395 millions de francs de bénéfices. Le Club Méditerranée a réalisé, au cours de l'exercice 1989-1990, un bénéfice de 395,4 millions de francs, en augmentation de 8,3 % par rapport à l'exercice précédent. La marge brute d'autofinancement s'est élevée à 819,2 millions de francs (+ 6,9 %). D'autre part, pour compenser la chute de la demande due à la guerre du Golfe, qui a déjà causé un manque à gagner d'une soixantaine de millions de francs, le Club envisage d'avancer d'un mois l'ouverture de ses villages de vacances de Vittel, de Grèce et d'Espagne et de faire fonctionner tous ses villages de montagne.

Marceau Investissement va prendre le contrôle d'Acto. Marceau Investissement, le holding de M. Georges Pébereau, va prendre, en deux temps, le contrôle d'Acto, conglomérat diversifié (immobilier, distribution, industrie) inscrit au second marché et basé à Grenoble. Les dirigeants actionnaires d'Acto vont dans un premier temps apporter 51 % qu'ils détiennent à un holding en cours de formation, avant de rétrocéder 49,9 % de celui-ci à Marceau Investissement. En outre, le holding de M. Pébereau dispose d'une promesse de vente du solde (50,1 %) du capital pour une période de dix-huit mois. Le prix d'achat des 49,9 % est fixé à 185 francs par action.

La France et l'Allemagne renforcent leurs positions dans le pétrole. Les sociétés françaises EMC et allemande Kali und Salz (groupe BASF) s'approprient à prendre le contrôle total de la mine de potasse canadienne de Clover Hill, dont la commercialisation déjà la totalité de la production à travers leur filiale commune Potacem. EMC et Kali und Salz ne détenaient jusqu'alors que 40 % du capital de la mine, le solde étant détenu par la société Denison Mines, qui assurait les fonctions d'opérateur industriel. La décision des groupes européens a été motivée par la mise en défaut de la société exploitante de la mine, celle-ci n'ayant pas honoré une de ses échéances financières.

PARIS, 25 février ↑

Optimisme prudent

La Bourse de Paris a, lundi, salué positivement le déclenchement de l'offensive israélienne dans les territoires occupés au Koweït et en Irak, tout en observant une certaine modération qui n'avait pas forcément été de mise lors du début des hostilités le 16 janvier dernier.

En netta hausse de 1,45 % des les premiers échanges, l'indice CAC 40 ne devait plus varier par la suite. La tendance ne s'est pas figée, mais un problème technique survenu à l'issue d'un quart d'heure d'échanges, sur l'un des trois groupes de cotation des valeurs du règlement manuel, a freiné son cours. Ce groupe représentait environ 40 % des 40 valeurs habituellement traitées. A la reprise des transactions sur ce groupe, aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises officielles ont haussé de 0,25 %.

La cotation de Peugeot restait, en revanche, suspendue pour des raisons tout aussi techniques. Le cours d'ouverture de 519 francs étant erroné et devant être recalculé.

En début d'après-midi, l'avance de l'indice de la place n'était que de 1,73 % sur une séance la journée, peu avant le début des transactions à la Bourse de New York. L'indice CAC 40 gagnait 1,75 % sur son niveau de clôture précédent.

Comme la plupart des places asiatiques, quelques heures auparavant, et les places européennes dans la journée, Paris a salué la première réussite de l'offensive terrestre, nombre d'opérateurs tablant sur une guerre de courte durée. La paix, selon les experts, pourrait être le facteur de relance des économies occidentales, relance qui serait multipliée par un environnement des taux d'intérêt bien disposé. La détente du foyer de l'argent étant toujours envisagée aux Etats-Unis, en France et en Espagne.

Sur le marché de l'or, le lingot gagnait 550 francs à 58 500 francs, le napoleon perdait un franc à 398 francs.

TOKYO, 25 février ↑

Au plus haut depuis août La Bourse de Tokyo a fortement progressé lundi, l'indice Nikkei affichant en clôture un nouveau record en s'établissant au plus haut de l'année, sur l'espoir qu'un succès des alliés dans la bataille terrestre mettra rapidement un terme à la guerre du Golfe. L'indice Nikkei s'est apprécié de 659,95 points à 26 462,76, soit un gain de 2,16 %. Le volume des transactions s'est légèrement étoffé, passant de 850 millions vendus à 880 millions.

Selon un opérateur, la hausse a été due autant au manque de vendeurs qu'à la pression des acheteurs. Les fonds de placement japonais en nette progression et les quatre grandes sociétés de courtage ont convaincu que le jour sera vite terminée, s'il y a lieu.

Un pétrolier français pour la firme américaine Grace. M. Jean-Louis Grèce, cinquante-neuf ans, a été nommé président de la firme américaine Grace Specialty Chemicals. Il est le premier Français et le premier européen à occuper la première place à la tête de cette multinationale. Il avait auparavant dirigé la filiale française du groupe, puis avait « chapeauté » l'Europe, du QG de Grace à Lausanne (Suisse). WR Grace Company, avec un chiffre d'affaires de 775 millions de dollars, est leader mondial sur le marché des emballages et des spécialités chimiques.

Un nouveau patron pour Thomson vidéo équipement. M. Francis Héricourt, quarante-deux ans, ancien élève de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications, a été nommé PDG de Thomson vidéo équipement à compter du 1^{er} mars 1991. Il succède à M. Claude Dumes-Pilbou, qui avait assuré, pour convenances personnelles, mettre fin à sa collaboration avec le groupe Thomson. M. Héricourt n'a pas été nommé vice-président du groupe de Thomson Consumer Electronics, filiale électronique grand public du groupe Thomson.

Sharp va produire des écrans à cristaux liquides aux Etats-Unis. Le groupe japonais Sharp corp. commencera à produire en décembre prochain aux Etats-Unis des écrans à cristaux liquides (LCD) pour les ordinateurs personnels. Un des leaders japonais de l'électronique mais aussi un des grands spécialistes mondiaux des écrans LCD, Sharp sera la première firme nipponne à produire des LCD aux Etats-Unis. La production sera de 300 000 unités la première année et de 500 000 la deuxième. L'investissement initial pour les usines et les équipements de production sera de 14 millions de dollars (17 millions de francs), puis de 7 millions (8 millions de francs) dans une seconde phase. La responsabilité de la production américaine de LCD sera confiée à la division Sharp Microelectronics Technology Inc. de Canaan, située à côté de Portland, dans l'Etat de Washington.

PARIS :

Second marché (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citelux	3300	3319	Groupe Ogrhy	596	606
Amatel Assemblée	256	266	Guinot	956	956
Anytel	105	105	I.C.C.	236	237
B.A.C.	167 30	172	IDA	257	257 1/2
Banque Paribas (BICM)	820	820	Idenova	130	130
Bolton (Lyl)	389	391	Innov. Hésaire	723	718
Bolton (Lyl)	194	194	LP&M	280	280
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	398	396	Loca invest	95 10	91 50
Cellenon	398	398	Loca invest	153	157
CEEP	584	584	Meca Com	122	122
CEEP	190	190	Olivo Logist.	580	589
CEP	283 80	282 20	Olivo Logist.	84	84
C.N.M.	865	865	Publiapach	356	353
Codetour	279	279	Rail	556	556
Comeng	289	289	Rhone-Alp. Ecu. Ly.	330	330
Conform	810	833	St-H. Mangon	174 90	172
Crédit	245 20	275 80	Selec Invest (Lyl)	93	95 90
Daphin	382	386	Serbo	230 50	406 10
Dalnos	775	790	S.M.T. Coupl	175	175
Danahy Worme Co.	390	400	Sopra	205	205
Dauquenne et Gir.	250	247	Thermador H. Lyl.	280	257
Doverly	1004	1012	Unilog	170	175
Doville	389	388 10	Val et Co	116	116
Dolom	149 50	150	Y. St-Laurent Group	690	700
Edisons Belland	250	250			
Emp. Populaire	380	385			
Finco	126	126			
Frankopac	149	149 80			
GFF (group. Int.)	275	268			
Grand Live	385	385			
Cravograph	222	218			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 février 1991

Nombre de contrats : 56 554.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dernier	104,98	105,42	105,68
Précédent	104,92	105,44	105,40

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 91	Juin 91	Mars 91	Juin 91
105	0,27	1,67	0,36	1,16

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 718	1 733	1 743
Précédent	1 712	1 728	1 731

CHANGES

Dollar : 5,144 ↑

Le dollar s'échangeait en hausse lundi 25 février après le lancement de l'offensive terrestre en Irak. A Paris, le monnaie américaine s'échangeait à 5,144 francs contre 5,0765 vendredi à la cotation officielle. Cependant, l'essence de la hausse est intervenue vendredi dans la soirée à New York. Lundi matin, les cours des devises étaient relativement stables, et les transactions limitées.

FRANCFORT 25 février 25 février
Dollar (en DM) : 1,065 1,517
TOKYO 25 février 25 février
Dollar (en yen) : 130,85 132,13

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (25 février) : 9 1/16-3/16 %
New York (24 février) : 4 1/2 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises : 112,72
Valeurs étrangères : 104,20
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC : 453,47
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1709,72 1716,98

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 2 891,83 2 899,36
LONDRES (indice Financial Times 100)
100 valeurs : 2 342,40 2 344,30
Dollar (en DM) : 1 844,60 1 846,70
Mines d'or : 130,28 137
Fonds d'Etat : 85,72 85,57

FRANCFORT

25 février 25 février
Dollars : 1 562,32 1 582,52
Nikkei Dow Jones : 25 902,81 26 462,76
Indice général : 1 972,88 1 963,44

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse
\$ E.-U.	5,1415	5,1435	+ 108	+ 210	+ 678	+ 738
\$ Can.	4,2554	4,2616	- 30	- 69	- 83	- 21
Yen (100)	3,8877	3,8922	+ 29	+ 57	+ 103	+ 404
DM	3,4016	3,4052	+ 4	+ 22	+ 33	+ 65
Florin	3,0182	3,0211	+ 1	+ 16	+ 3	+ 52
FB (100)	16,0097	16,5412	- 38	- 87	- 19	- 599
PS	3,5672	3,5718	+ 31	+ 48	+ 95	+ 286
£ (1 000)	4,5440	4,5498	- 133	- 76	- 264	- 177
£	9,9642	9,9732	- 311	- 266	- 620	- 546

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 7/16	6 1/2	6 1/4	6 1/8	6 1/16	6 1/32	6 1/64	6 1/128
\$ E.-U.	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
DM	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
Fluor	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
FR (100)	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
PS	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
£ (1 000)	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
£	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
Yen	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Lundi 25 février
Maurice Tcherno,
associé-gérant
de IMM. Petricof.

Mardi 26 février
Un représentant du Comité des paries
dirigeants de l'économie sociale
« Le Monde-Innovations » du 27 février
publie une enquête sur les entreprises
de l'économie sociale.

هنا من الأصل

الأسواق المالية

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 25 FEVRIER

Réglement mensuel										Cours relevés à 13 h 45													
Composantes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Composantes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Composantes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Composantes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
2894 C.A.F. 2%	385	385	385	385	+0.02	2894 C.A.F. 2%	385	385	385	385	+0.02	172 Becton	186	186	186	186	+4.72	172 Becton	186	186	186	186	+4.72
326 B.M.P. 7.7	95	95	95	95	-0.01	326 B.M.P. 7.7	95	95	95	95	-0.01	173 Becton	187	187	187	187	+4.52	173 Becton	187	187	187	187	+4.52
1420 O.L.P. 7.7	130	130	130	130	+0.01	1420 O.L.P. 7.7	130	130	130	130	+0.01	174 Becton	188	188	188	188	+4.28	174 Becton	188	188	188	188	+4.28
1520 B.M.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1520 B.M.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	175 Becton	189	189	189	189	+4.04	175 Becton	189	189	189	189	+4.04
1101 S.M. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1101 S.M. 7.7	110	110	110	110	+0.01	176 Becton	190	190	190	190	+3.80	176 Becton	190	190	190	190	+3.80
780 A.C.C. 7.7	110	110	110	110	+0.01	780 A.C.C. 7.7	110	110	110	110	+0.01	177 Becton	191	191	191	191	+3.56	177 Becton	191	191	191	191	+3.56
670 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	670 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	178 Becton	192	192	192	192	+3.32	178 Becton	192	192	192	192	+3.32
1620 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1620 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	179 Becton	193	193	193	193	+3.08	179 Becton	193	193	193	193	+3.08
415 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	415 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	180 Becton	194	194	194	194	+2.84	180 Becton	194	194	194	194	+2.84
1520 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1520 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	181 Becton	195	195	195	195	+2.60	181 Becton	195	195	195	195	+2.60
530 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	530 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	182 Becton	196	196	196	196	+2.36	182 Becton	196	196	196	196	+2.36
1140 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1140 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	183 Becton	197	197	197	197	+2.12	183 Becton	197	197	197	197	+2.12
136 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	136 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	184 Becton	198	198	198	198	+1.88	184 Becton	198	198	198	198	+1.88
1040 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1040 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	185 Becton	199	199	199	199	+1.64	185 Becton	199	199	199	199	+1.64
235 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	235 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	186 Becton	200	200	200	200	+1.40	186 Becton	200	200	200	200	+1.40
245 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	245 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	187 Becton	201	201	201	201	+1.16	187 Becton	201	201	201	201	+1.16
1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	188 Becton	202	202	202	202	+0.92	188 Becton	202	202	202	202	+0.92
330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	189 Becton	203	203	203	203	+0.68	189 Becton	203	203	203	203	+0.68
640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	190 Becton	204	204	204	204	+0.44	190 Becton	204	204	204	204	+0.44
710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	191 Becton	205	205	205	205	+0.20	191 Becton	205	205	205	205	+0.20
1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	192 Becton	206	206	206	206	+0.00	192 Becton	206	206	206	206	+0.00
330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	193 Becton	207	207	207	207	-0.24	193 Becton	207	207	207	207	-0.24
640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	194 Becton	208	208	208	208	-0.48	194 Becton	208	208	208	208	-0.48
710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	195 Becton	209	209	209	209	-0.72	195 Becton	209	209	209	209	-0.72
1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	196 Becton	210	210	210	210	-0.96	196 Becton	210	210	210	210	-0.96
330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	197 Becton	211	211	211	211	-1.20	197 Becton	211	211	211	211	-1.20
640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	198 Becton	212	212	212	212	-1.44	198 Becton	212	212	212	212	-1.44
710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	199 Becton	213	213	213	213	-1.68	199 Becton	213	213	213	213	-1.68
1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	200 Becton	214	214	214	214	-1.92	200 Becton	214	214	214	214	-1.92
330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	201 Becton	215	215	215	215	-2.16	201 Becton	215	215	215	215	-2.16
640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	202 Becton	216	216	216	216	-2.40	202 Becton	216	216	216	216	-2.40
710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	203 Becton	217	217	217	217	-2.64	203 Becton	217	217	217	217	-2.64
1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	204 Becton	218	218	218	218	-2.88	204 Becton	218	218	218	218	-2.88
330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	205 Becton	219	219	219	219	-3.12	205 Becton	219	219	219	219	-3.12
640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	206 Becton	220	220	220	220	-3.36	206 Becton	220	220	220	220	-3.36
710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	207 Becton	221	221	221	221	-3.60	207 Becton	221	221	221	221	-3.60
1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	208 Becton	222	222	222	222	-3.84	208 Becton	222	222	222	222	-3.84
330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	209 Becton	223	223	223	223	-4.08	209 Becton	223	223	223	223	-4.08
640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	210 Becton	224	224	224	224	-4.32	210 Becton	224	224	224	224	-4.32
710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	211 Becton	225	225	225	225	-4.56	211 Becton	225	225	225	225	-4.56
1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	212 Becton	226	226	226	226	-4.80	212 Becton	226	226	226	226	-4.80
330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	213 Becton	227	227	227	227	-5.04	213 Becton	227	227	227	227	-5.04
640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	214 Becton	228	228	228	228	-5.28	214 Becton	228	228	228	228	-5.28
710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	215 Becton	229	229	229	229	-5.52	215 Becton	229	229	229	229	-5.52
1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	216 Becton	230	230	230	230	-5.76	216 Becton	230	230	230	230	-5.76
330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	217 Becton	231	231	231	231	-6.00	217 Becton	231	231	231	231	-6.00
640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	640 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	218 Becton	232	232	232	232	-6.24	218 Becton	232	232	232	232	-6.24
710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	710 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	219 Becton	233	233	233	233	-6.48	219 Becton	233	233	233	233	-6.48
1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	1250 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	220 Becton	234	234	234	234	-6.72	220 Becton	234	234	234	234	-6.72
330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	330 A.L.P. 7.7	110	110	110	110	+0.01	221 Becton	235	235	235	235	-6.96	221 Becton	235	235	235	235	-6.96
640 A.L.P. 7.7	110	110</																					

Après la saisie du matériel d'une télévision pirate

Violences et pillages à la Réunion

Plusieurs quartiers de Saint-Denis-de-la-Réunion ont été le théâtre de violences et de pillages, samedi 23 et dimanche 24 février. D'épaisses fumées d'incendies s'élevaient encore, lundi, au lever du jour et, dans la matinée, de nouveaux affrontements opposaient des groupes de jeunes aux forces de l'ordre dans le quartier populaire du Chaudron. La saisie du matériel d'une télévision pirate est à l'origine de ces violences.

SAINT-DENIS

de notre correspondant

Pour la seconde fois en moins d'un an, une manifestation de soutien à la télévision pirate Free-Dom a donné lieu à des scènes d'une violence extrême dans les rues de Saint-Denis-de-la-Réunion tout au long du week-end.

Samedi après-midi, en plein centre de Saint-Denis, une quarantaine de policiers et de CRS

avaient été blessés par des jets de galets au cours d'affrontements sporadiques avec quelques centaines de manifestants qui avaient bravé l'interdiction préfectorale. Dimanche, des manifestations ont tenté d'utiliser un rouleau compresseur pour démolir l'entrée de l'hôtel des impôts. Au cours de la nuit de dimanche à lundi, après la saisie et la mise sous scellés, à la demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), des émetteurs de Télé Free-Dom dans la matinée de dimanche, la situation virait à l'émeute avec des actes de pillage dans le quartier populaire du Chaudron.

Uoanimes, il y a encore quelques semaines, pour soutenir l'action du patron de Free-Dom, M. Camille Sudre, afin de trouver un compromis pour la survie de la première télévision pirate d'outre-mer, les principaux dirigeants de l'île ont vivement condamné, lundi matin, les saccages.

Ces scènes de violence ont mis le maire socialiste de la ville, M. Gilbert Annette, dans une position inconfortable. M. Sudre est en effet son troisième adjoint, et la télévision pirate ne lui avait pas ménagé son soutien lors des élections municipales de mars 1989. Un peu dépassé par les événements, M. Annette, sous la pression d'autres élus de sa majorité, devrait reconsidérer la position de M. Sudre au sein de son équipe municipale. Ces derniers jours, le président de Free-Dom avait multiplié les appels à la « révolte » et à la « résistance » à longueur de journée, n'hésitant pas à utiliser des morceaux choisis de musique militaire pour agrémenter ses slogans. Les animateurs de sa radio lui ont même décerné le titre de « général Sudre », galvanisant les « combattants de la liberté ».

Ces événements – les plus graves depuis 1973 – dépassent largement le seul cadre de la défense de cette télévision pirate qui émet sans autorisation légale depuis plus de cinq ans. Ils sont l'expression d'un malaise social qui affecte les couches les plus jeunes de la population : celles qui n'ont d'autres perspectives que le chômage ou le revenu minimum d'insertion (RMI).

Le préfet de la Réunion, M. Daniel Constantin, a déclaré, lundi, que l'île « n'a pas besoin d'un tel climat de violence et d'insécurité, ni pour son équilibre social, ni pour ses libertés, parce que ces libertés sont garanties. Ces déboires ne sont pas un soulèvement de la population réunionnaise, mais le fait de deux à trois cents personnes ».

ALIX DIJOUX

La guerre du Golfe

Les Irakiens ont levé les bras à la vue des chars français

FRONT IRAKIEN

de notre envoyé spécial

Les responsables militaires de « Daguet » ont donné, lundi 25 février, de premiers détails sur la progression en Irak des troupes françaises dans la journée de dimanche.

Partis au cœur de la nuit, selon l'état-major, alors que de nombreux témoignages font état d'un déploiement antérieur en territoire irakien, les Français n'ont rencontré aucune résistance dans les vingt-cinq premiers kilomètres, se déplaçant à la vitesse exceptionnelle de dix kilomètres à l'heure. Rien d'autre que des véhicules irakiens de reconnaissance observant la progression alliée. Ce n'est qu'en milieu de matinée que les Marsouins du 3^e RIMA ont décelé la présence d'une première ligne de défense irakienne composée de six chars, contre laquelle ils ont immédiatement procédé à des tirs de mortier.

Le général Bernard Janvier, commandant la division « Daguet », a alors requis l'aide de troupes hélicoptères américaines, placées sous commandement opérationnel français, pour

attaquer la position irakienne sur la droite. Dans la même temps, des Gazelle françaises pionnières cette position avec leurs missiles Hot, tandis que le 3^e RIMA et le 4^e Dragon (équipé de chars AMX 30) se préparaient à un assaut terrestre à l'aide de blindés, soutenus par des tirs massifs de l'artillerie américaine.

« Dès qu'ils ont vu les chars, les Irakiens ont levé les bras », ont expliqué les militaires au pool des journalistes français.

Ainsi, sans rencontrer aucune résistance, les Français ont-ils fait 600 à 700 prisonniers. A 16 heures, la position irakienne était réduite. Toutefois, en fin d'après-midi, il semblait que des éléments isolés irakiens aient tenté une contre-attaque, qui a été « tuée dans l'œuf » par les hélicoptères Gazelle. La pool de presse a pu visiter en détail la position irakienne abandonnée. Si les troupes, les embryons de tranchées et les fortifications paraissent façonnées dans les règles de l'art, l'ensemble dégage tout de même l'impression que ces unités étaient abandonnées à elles-mêmes depuis longtemps.

D. S.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Guerre du couple

GÉNIAL, ce sondage de la SOFRES pour *Voici* sur les mille et une manières de se disputer avec son partenaire. Une mine d'idées. Je passe sur les sujets bateau. Les gosses, responsables de 54 % des scènes de ménage : l'as vu l'heure qu'il est et il sont pas encore couchés ! – A qui la faute ? Je bosse, moi aussi, et j'avais promis de rentrer tôt. Le trio (37 %) : Non, mais je rêve, 570 balles pour un far à vapeur, alors qu'ils sont en promo au BHV ! La télé (36 %) : France-Espagne, ras-le-ballon, Patrick Sabatier, ras-le-ballon !

Une bonne bagarre bien menée, bien menée, ça ne s'improvise pas, ça se prépare, ça se mijote, ça se mitonne et ça se sert réchauffé au bain-marie : Tiens attrape et essaie de pas avaler de travers ! Exemple, profiter de ce qu'elle roupille à poings fermés et lui donner un coup de coude : Tu dors ? Non, parce qu'il faut que je te parle, ça ne peut pas continuer comme ça... Attendre qu'il ait claqué la porte et qu'il dévale l'escalier, il est en retard, il a pas entendu la réveil sonner, pour lui lancer par-dessus la balustrade : Dis donc, ta

mère, c'est quand qu'on l'invite à déjeuner ? A Noël ou le 1^{er} janvier ?

Autres trucs très efficaces : exhumé un vieux grief. Il s'est exhumé une chaîne vidéo pour votre anniversaire il y a quinze ans et vous la lui balancez on pleure poire le jour où il refuse de vous passer le volant sous prétexte que vous conduisez trop vite qu'il est trop lentement. Se souvenir qu'elle culpabilise à mort question loirs des enfants, elle a pas la temps de les conduire à la piscine et au judo, pour s'inquiéter de la mauvaise mine de Marion ou du dos rond de Kevin. Se taire quand elle crie. Crier quand il se tait. Refuser de se réconcilier. Exiger des excuses. Ne pas les accepter. Faire la gueule pendant quarante-huit heures et ne l'ouvrir que pour demander : Qu'est ce qu'il y a encore qui ne va pas ?

Perché que ça fait partie de la respiration des couples, ces bourrasques à répétition. C'est une façon d'attirer l'attention de l'autre, d'abolir les distances, de rétablir l'équilibre fragile entre qui en fait trop ou pas assez. Moyen de communication, soupape de sûreté. Pour vivre heureux, vivons fâchés.

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

La guerre du Golfe... 2 à 11

Pologne : le congrès de Solidarité
M. Marian Krzaklewski, nouveau président du syndicat... 12

L'épidémie de choléra
Après le Pérou, des menaces pour les autres pays d'Amérique latine... 13

Voie en solitaire
Les vingt rescapés du Boc Chalongo... 14

CULTURE

Cinéma à Berlin
L'industrie cinématographique de l'ex-RDA s'interroge sur son avenir. Une cinéaste, venue de l'Est, enquête sur son passé... 15

ÉCONOMIE

Le logement des étrangers
Les sociétés d'ILMI sont-elles « racistes » ?... 19

L'économie japonaise
La guerre du Golfe n'a presque aucun impact sur une croissance soutenue... 18

Varsovie et le FMI
Le Fonds monétaire international accorde un crédit de 2 milliards de dollars... 19

Jeunes agriculteurs
Une enquête révèle la diversité de leurs situations... 20

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le Irak est-il pauvre ?
Le retour en Irak des « millions » déçus de La chronique de Paul Fabre : l'idole productive... 21 à 23

COMMUNICATION

Malaise dans les « networks »
Producteurs et distributeurs américains se tournent avec espoir vers le marché européen... 24

Services

Abonnements... 13
Annonces classées... 25 à 29
Cartes... 24
Loto... 14
Marchés financiers... 30-31
Météorologie... 18
Mots croisés... 24
Radio-Télévision... 18
Spectacles... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24-25 février 1991 a été tiré à 570 250 exemplaires.

Les marchés financiers réagissent prudemment

Les marchés pétroliers, boursiers et des changes ont accueilli avec prudence les premiers succès annoncés par les forces alliées après le déclenchement de la phase terrestre de la guerre dans le Golfe. Malgré les incendies de puits au Koweït, le prix du baril de pétrole était à nouveau en baisse, léger à Londres, jeudi 25 février dans la matinée. Par rapport à vendredi, il était en recul de 0,40 dollar.

■ Baisse du PIB au quatrième trimestre 1990. – Le produit intérieur brut (PIB) marchand, a régressé de 0,4 % au quatrième trimestre 1990. La précédente baisse remontait au premier trimestre 1987 (-0,4 %). Cette baisse fait suite à une forte augmentation au troisième trimestre (1,3 %) difficilement explicable.

Sur l'ensemble de l'année 1990, le PIB a augmenté de 2,8 %.

■ IRLANDE DU NORD : un catholique assassiné à Belfast. – Un catholique de vingt-quatre ans a été assassiné à son domicile, dimanche 24 février. Une petite fille de trois mois a été légèrement blessée au cours de l'attaque. Selon la police, l'assassinat est vraisemblablement l'œuvre de loyalistes protestants. – (AFP)

Réuni à Budapest

Le pacte de Varsovie a dissous ses structures militaires

Les ministres des affaires étrangères et de la défense des pays membres du pacte de Varsovie ont décidé lundi 25 février à Budapest de prononcer la dissolution de la structure militaire de l'ancien bloc soviétique.

Plusieurs fois retardée à la demande de l'URSS, cette session du comité consultatif avait été saisie d'une proposition de M. Gorbatchev, transmise aux États membres le 11 février, visant à liquider avant le 31 mars le haut commandement « unifié » du pacte, dont le siège est à Moscou, ainsi que son état-major, qui dirige le général soviétique Vladimir Lobov. Selon des experts est-européens qui ont siégé samedi et dimanche à Budapest, le document final de la session a mis fin aux obligations militaires du pacte, qui prévoyait dans son article 4 « une assistance immédiate » en cas d'agression « contre un ou plusieurs des États signataires (...) par tous les moyens qui lui sembleront nécessaires, y compris l'emploi de la force armée ».

En revanche, l'avenir de la structure politique du pacte devra faire l'objet de nouvelles consultations et ce sera tranché que lors d'une prochaine session, le 1^{er} juillet à Prague. Le ministre polonais des affaires étrangères, M. Skubiszewski, avait souhaité que soit décidé à Budapest le « démantèle-

ment total » de l'alliance, sur les plans tant politique que militaire, tandis que l'URSS voulait limiter les présentes discussions aux seuls aspects militaires.

Fondé en 1955 entre huit États (Albanie, Allemagne de l'Est, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et URSS), le pacte de Varsovie avait perdu deux membres (l'Allemagne de 1968 et la RDA en 1990) et en fait toute raison d'être depuis la signature d'accords sur le retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie et de Hongrie. Dans ces deux pays, le départ de l'armée rouge se poursuit selon le calendrier prévu et devrait être achevé au 30 juin. Et, de surcroît, Moscou refuse de retirer ses 50 000 soldats stationnés en Pologne avant le retrait de ses dernières troupes en Allemagne en 1994, alors que Varsovie souhaite voir cette opération s'achever avant la fin de cette année.

Le démantèlement économique de l'ancien bloc soviétique suivra de près le démantèlement militaire. Mercredi, les responsables des relations économiques extérieures des six pays du pacte de Varsovie ainsi que de la Mongolie, du Vietnam et de Cuba, prononceront la dissolution du conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon), créé en 1949. Le lendemain devrait être créée une nouvelle « organisation de coopération internationale ». – (AFP, Reuters)

THAÏLANDE : lendemains de coup d'État

La confiscation du pouvoir par l'armée s'est faite dans l'indifférence

Nous publions ci-dessous le premier article de notre nouveau correspondant à Bangkok, Jean-Claude Pomonti, qui vient en effet de rejoindre le bureau du Monde en Asie du Sud-Est.

BANGKOK

de notre correspondant

L'armée, qui a confisqué le pouvoir samedi 23 février, (*le Monde* daté 24-25 février) a annoncé des élections générales dans un délai de six mois. Le coup de force, sans effusion de sang, a été « déploré » par Washington. Pour avoir eu un effet « déplorable » à l'étranger, le coup d'État n'a guère fait de vagues sur place. On doit y lire la fois la désaffection à l'égard du gouvernement renversé de M. Chatichai Choonhavan et, bien entendu, une familiarité avec les ingérences des militaires dans la vie politique.

Depuis quelque temps, les affaires de corruption empoisonnaient plus qu'à l'accoutumée la vie publique et, depuis le renversement de la monarchie absolue en 1932, c'est l'armée qui a fait ou défait la plupart des gouvernements. D'un autre côté, la Thaïlande n'est pas la Birmanie et les militaires, liés aux milieux d'affaires, y ont un intérêt évident à ce que la stabilité prévale.

Aussi, signe d'une certaine improvisation, les événements se sont-ils déroulés en deux temps. Dans le premier, une fois l'ancien premier ministre arrêté, les chefs de l'armée ont annoncé une série de mesures d'urgence : proclamation de la loi martiale, abolition de la Constitution, censure de la presse, mise en place de comités chargés d'expédier les affaires courantes.

Dans un second, dimanche, les généraux ont fait une légère marche arrière. Après avoir été reçus la nuit précédente par le roi

– qui leur a donné « conseils et encouragements », en leur demandant notamment de « ne pas abandonner le peuple » – ils ont levé la censure et se sont engagés à organiser des élections dans un délai de six mois. Entre temps une commission d'experts sera chargée de rédiger une nouvelle Constitution.

Il est vrai que l'hostilité à la prise du pouvoir par l'armée ne s'est guère manifestée. Plusieurs personnalités, dont M. Kukrit Pramoj, vétéran de la vie politique et ancien premier ministre, l'ont approuvée. Les quelques blâmes ont été faits leur apparition à Bangkok samedi se sont faits discrets depuis. Aucune résistance n'a été signalée et les arrestations ont été peu nombreuses. La population a manifesté une indifférence qui eût été longue à expliquer d'une classe politique dont les scandales sont depuis longtemps sur la place publique.

La vie parlementaire était dominée par des coalitions qui se faisaient ou se défaisaient en fonction d'intérêts bien compris, ce qui explique pourquoi les gouvernements y étaient si rarement censurés. Pour survivre, il suffisait à un premier ministre de changer de majorité en récupérant, dans la constellation des partis, une ou deux formations de l'opposition, quitte à perdre le soutien d'une fraction de la coalition gouvernementale en place. C'était un art dans lequel M. Chatichai, nommé premier ministre au lendemain des élections de 1988, était passé maître.

Redresser l'image du royaume

Encore fallait-il que le lavolement des chefs de gouvernement ménageât les intérêts des commandants de l'armée, et surtout ne leur fit pas peur. M. Chatichai a ainsi échoué sur une fausse manœuvre. En nommant vice-ministre de la défense, le 20 février, M. Arthit Kamlang-Ek, ancien commandant des forces armées, il a révélé le soir d'où sombre complot avorté d'État de 1982.

Que M. Arthit fût déjà vice-premier ministre ne dérangeait pas trop les chefs de l'armée. Qu'il mette le pied au ministère de la défense en faisait peut-être un premier ministre, et surtout semblait assurer l'impunité aux comploteurs. Ce qui plaisait beaucoup moins. Ce n'est pas un hasard si l'homme le plus recherché du royaume est aujourd'hui le général Manoon Roopakachorn, ancien conseiller influent de M. Chatichai et que la junte accuse d'avoir organisé les tentatives d'assassinat de 1982.

Mais ce putsch ne se résume pas à un règlement de comptes. Et Thaïlande, le chef de l'armée de terre est généralement considéré comme l'homme fort de l'établissement militaire. Celui du moment,

le général Suchinda Kraprayoon, est donc amené à jouer un rôle de premier plan dans la réorganisation de la vie politique. Mais il faudra rapidement nommer un chef de gouvernement. Parmi les favoris figurent, outre le général Suchinda, son prédécesseur, l'ancien général Chavalit Yongchaiyudt, que M. Chatichai avait cavalièrement évincé du gouvernement l'an dernier, en acceptant une démission – il était alors ministre de la défense – qui n'aurait dû être qu'une fausse sortie.

Ni effusion de sang, ni coups de feu, ni un minimum d'arrestations : les militaires ont même annoncé que M. Chatichai retrouverait « bientôt » sa liberté. Mais un coup d'État reste un coup d'État et il va falloir calmer les appréhensions des alliés du royaume, à commencer par Washington, qui a coupé son aide économique et militaire.

A l'étranger, le dommage est fait. La preuve est apportée, s'il le fallait, que le système parlementaire thaïlandais a encore un long chemin à parcourir avant de parvenir à maturité et que l'armée reste bien davantage que l'arbitre de la vie publique. Les généraux vont donc s'employer à redresser l'image de ce royaume connu surtout pour ses attractions touristiques et dont la forte expansion économique a déjà souffert des répercussions de la guerre du Golfe. Les aéroports n'ont pas été fermés et tout a été entrepris pour que le coup d'État ne perturbe pas la vie quotidienne et les affaires. L'avenir des institutions thaïlandaises est cependant d'une autre nature.

JEAN-CLAUDE POMONTI

DECORATION, CHACUN VOIT OÙ EST SON INTERET!

Certains boutiques ou show-rooms de tissus d'ameublement ont bien du charme...

Seulement voilà, il y a le problème des prix, du stock, du choix. Et là, souvent, rien ne va plus!

Voire intérêt : c'est tous nos tissus en stock, des prix qui évitent de coûteux intermédiaires, l'invitation à comparer. (depuis 40 F le mètre)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

هنا من الأصل